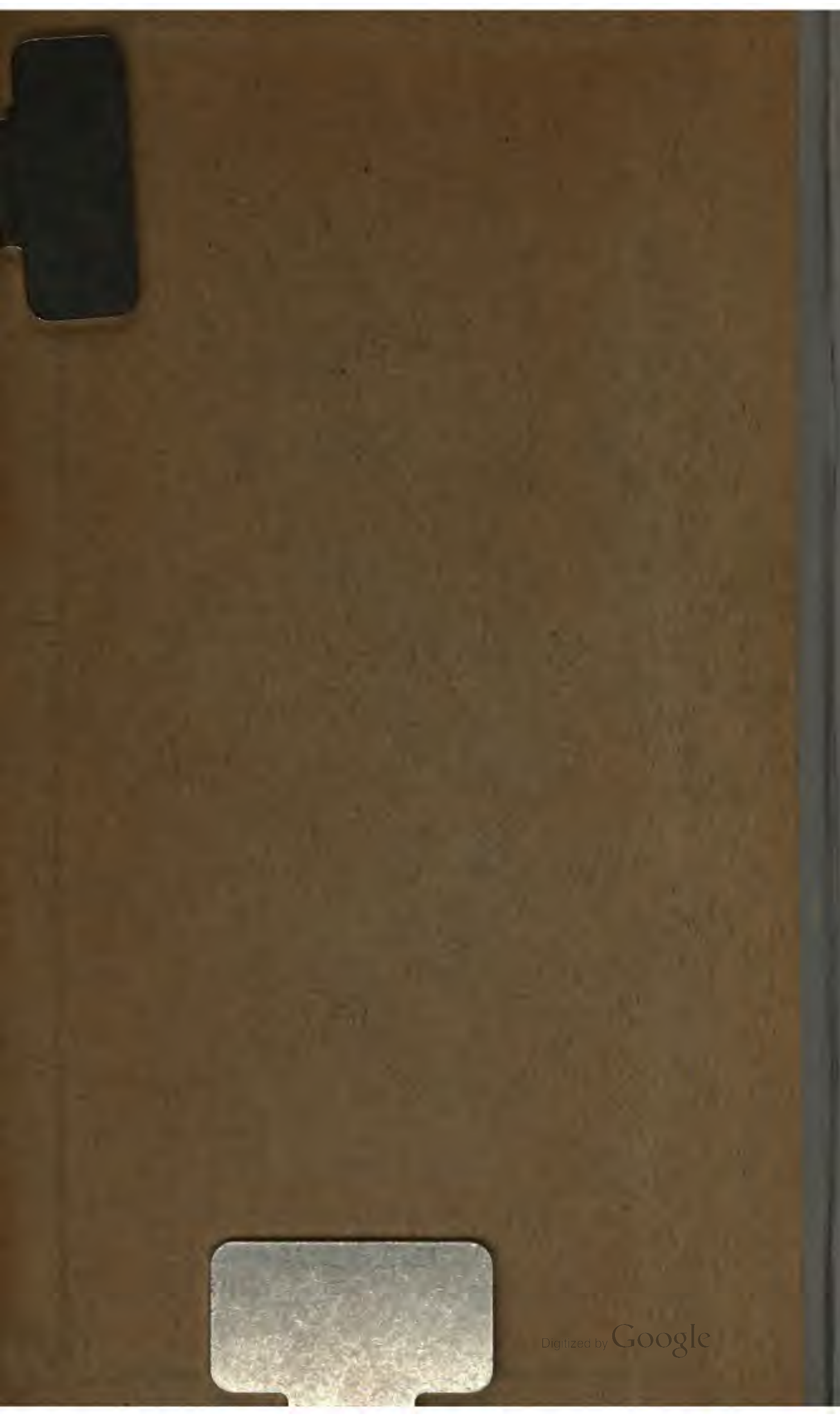
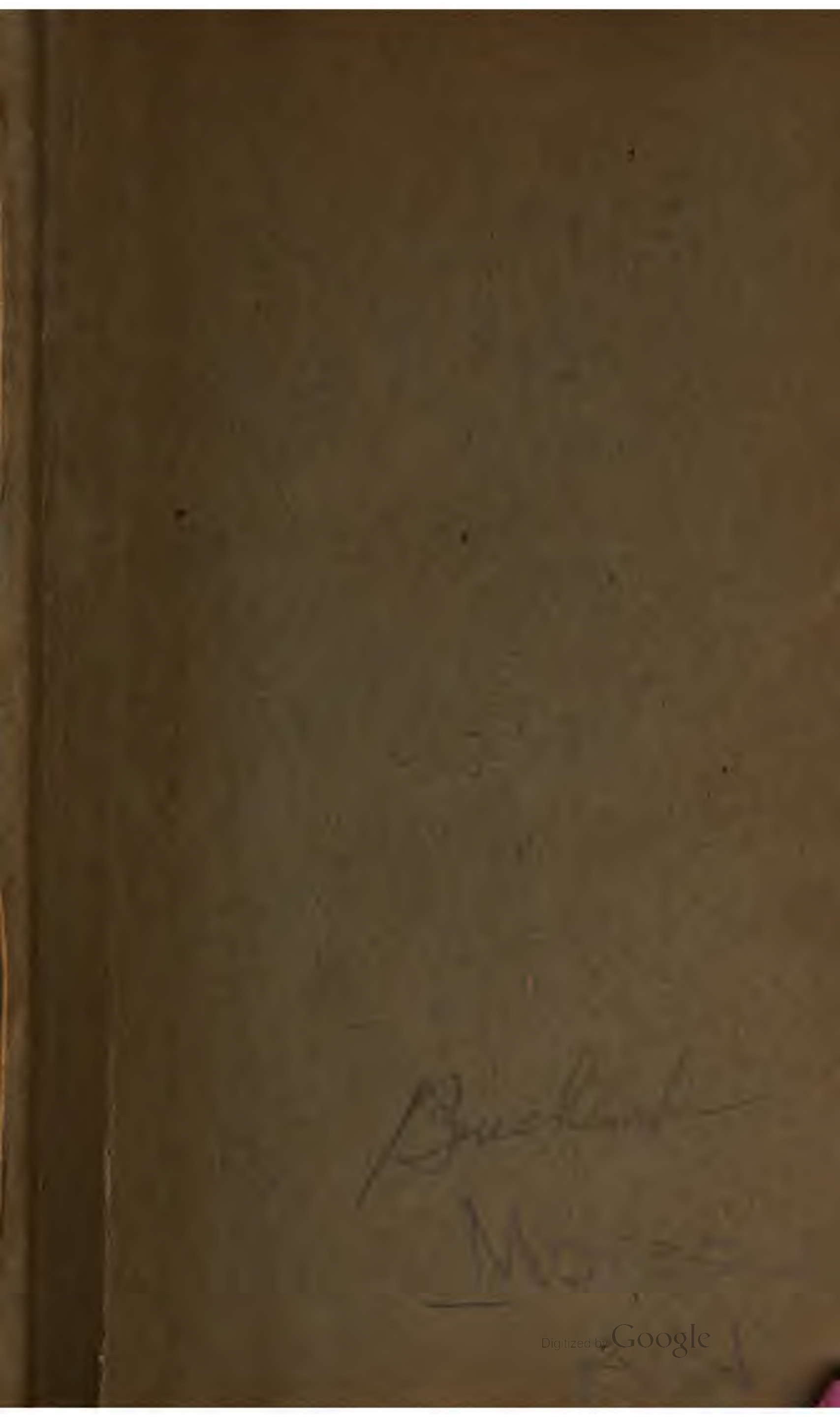
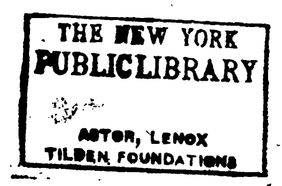




VIE
DE MOREAU.

46





MOREAU

VIE
POLITIQUE, MILITAIRE ET PRIVÉE
DU GÉNÉRAL
MOREAU,
DEPUIS SA NAISSANCE JUSQU'A SA MORT;

AVEC

DES PIÈCES JUSTIFICATIVES,

ET SES DISCOURS AU TRIBUNAL.

Suivie de son Eloge funèbre prononcé à Saint-Pétersbourg,

ET

D'UNE NOTICE HISTORIQUE SUR PICHEGRU.

ORNÉ DU PORTRAIT DE MOREAU.

PAR M. ALPHONSE DE BEAUCHAMP,

AUTEUR DE L'HISTOIRE DES MALHEURS DE PIE VII.



A PARIS,

Chez F. LE PRIEUR, Libraire, rue des Noyers, n.° 45.

1814.

AVIS DE L'ÉDITEUR.

Les soins que nous avons apportés à recueillir tous les matériaux, tous les documens nécessaires pour former une Vie complète du général Moreau, n'ont pas été infructueux, et nous croyons pouvoir nous flatter que ce morceau de biographie n'est pas indigne d'être offert à l'intérêt du public. L'auteur lui-même n'a rien négligé pour répondre à notre attente; il a consulté et comparé, avec l'exactitude et la maturité qui caractérisent ses compositions historiques, tous les écrits qui ont été publiés sur le guerrier célèbre dont nous avons voulu retracer les hauts faits; il a formé de tous les événemens de sa vie politique et militaire, un ensemble méthodique; car

l'histoire ne se compose que de la réunion des faits avérés et de leur enchaînement. L'auteur a eu l'avantage de conférer avec le secrétaire du général Moreau, M. Fresnières, aussi estimable par son caractère moral que par son attachement désintéressé au grand homme auquel il avait voué ses talens et son existence. Les entretiens de M. Fresnières avec l'auteur ont nécessairement jeté de nouvelles lumières sur la Vie du général Moreau. L'auteur a été ainsi à portée de développer quelques faits importans, d'en rectifier d'inexacts, de rejeter tous ceux qui étaient erronés; et enfin, il a pu ajouter quelques particularités inconnues au public. Mais un plus grand avantage encore que nous devons à ses démarches, c'est la publication de l'Eloge funèbre du général Moreau, prononcé à Saint-Pétersbourg, et dont on n'avait encore en France

que des fragmens ; l'auteur a obtenu de l'obligeance même de madame Moreau, la communication de ce morceau intéressant et si essentiel au complément de la Vie du héros que toute la France regrette. Les notes historiques qui accompagnent l'Eloge funèbre ayant été fondues dans le texte, nous avons cru devoir nous abstenir de les reproduire, afin d'éviter un double emploi.

Cette Vie de Moreau est suivie d'une Notice sur le général Pichegru ; en voici les motifs. Ces deux grands capitaines sont, pour ainsi dire, de la même école, et ils ont eu des rapports si intimes, qu'on doit les considérer, sous le point de vue historique, comme étant presque inséparables.

L'auteur aurait désiré pouvoir donner plus d'étendue et de développemens à la partie militaire de la Vie du général Mo-

reau; mais ce grand capitaine n'a rien écrit, et il n'a laissé aucun mémoire particulier sur ses campagnes célèbres. Il se proposait pourtant d'en rassembler tous les élémens, et d'en former par la suite un corps d'ouvrage complet; il avait fait dresser, à cet effet, une collection de cartes militaires. En même temps M. Fresnières, son secrétaire et son ami, avait commencé sous ses yeux un grand travail tiré des papiers d'état-major des différentes armées dont Moreau avait eu le commandement. Mais au moment de la proscription de ce général, Buonaparte s'empara de tous ses papiers et de toutes ses cartes, et l'on ne doute pas qu'il n'en ait tiré parti pour ses campagnes d'Allemagne.

Il est à désirer, pour l'art et pour l'histoire, que ce ne soit point une perte irréparable.

VIE

VIE DE MOREAU.

CHAPITRE PREMIER.

NAISSANCE de MOREAU. — Ses premières années. — Son éducation. — Il figure dans les troubles de la Bretagne en 1788. — Il prend d'abord le parti des Parlemens contre la Cour, puis il se déclare pour les Etats-Généraux contre le parlement de Bretagne. — Il est nommé commandant du premier bataillon d'Ille et Vilaine. — Il se livre à l'étude de l'art militaire. — Il entre en campagne à l'armée du Nord, et fait ses premières armes sous le général Pichegru. — Il est chargé de la conduite des siéges. — Il refuse de faire massacrer les prisonniers anglais. — L'injuste supplice de son père lui donne l'idée d'abandonner son ingrate patrie. — Pichegru le détourne de cette résolution. — Campagne d'hiver de 1794. — MOREAU est appelé au commandement de l'armée du Nord. — En 1796, il remplace Pichegru au commandement de l'armée de Rhin et Moselle. — Sa première campagne en Allemagne. — Il bat le général Wurmser et l'archiduc Charles. — Célèbre retraite de MOREAU sur le Rhin. — Siége de Kehl. — Fin de la campagne.

LE caractère de Moreau, cet illustre capitaine, l'honneur, la gloire de la France,

offre la grandeur et la simplicité antiques; c'est un assemblage de traits inimitables, dignes du pinceau du biographe de Chéronée. Malheureusement les Plutarque sont aussi rares que les Moreau.

Le tableau de la vie politique et militaire de Moreau, serait manqué d'un bout à l'autre, si l'auteur se jetait dans les écarts d'une fausse éloquence. Une vie étonnante par sa noble candeur, veut un style sans ornemens, sans embarras, sans confusion; il conviendrait, surtout, qu'il participât, s'il était possible, du caractère même de ce héros, si calme au milieu de la France agitée; de ce héros auquel il ne manqua peut-être que plus de fermeté dans les aperçus politiques, plus de détermination dans la volonté, pour épargner à sa patrie de longues années d'oppression, de malheurs et de deuil.

Essayons de suivre pas à pas les actions de Moreau dans sa carrière militaire et dans sa vie privée.

Jean-Victor MOREAU naquit en 1761, à Morlaix en Bretagne. Son père s'était dis-

tingué dans le barreau, et sa famille était généralement estimée et considérée.

Les premières années de sa vie n'offrent rien de remarquable que l'aptitude et la facilité qu'il fit paraître dans ses premières études.

A l'âge de dix-huit ans, un penchant décidé pour la carrière des armes, l'emporta sur ses devoirs, et à l'insu de sa famille il s'engagea dans un régiment. Son père qui avait d'autres vues sur lui, acheta presqu'aussitôt son congé. Moreau devenu libre, fut envoyé aussitôt à Rennes pour y faire son droit.

Les connaissances qu'il avait acquises, ses formes agréables, et son air de franchise, intéressèrent singulièrement ses camarades; ils s'attachèrent à lui, et Moreau exerça naturellement sur eux une sorte d'influence et d'ascendant. Il était *prévôt de droit*, et ses études étaient complètes quand les troubles précurseurs de la révolution éclatèrent en Bretagne. Moreau, à la tête des jeunes étudians, embrassa avec ardeur le parti du Parlement de Bretagne

contre la Cour, et montra tant d'habileté et de courage dans la lutte qui s'engagea à Rennes, qu'on le surnomma le général du Parlement. Cette petite guerre dura environ cinq mois. Le commandant de Rennes jugeant Moreau dangereux, et espérant abattre son parti d'un seul coup, donna ordre à la garnison de l'arrêter, sans toutefois attenter à sa vie.

Moreau, secondé par ceux dont il avait si vivement embrassé la cause, opposa la prudence et la bravoure aux poursuites et aux efforts des soldats, et il sut leur échapper, quoiqu'il se montrât tous les jours sur la place publique.

Ce n'était pas l'esprit d'insurrection qui l'animait; il voulait le bien de sa patrie; son âme forte et plus pure que passionnée, était dévouée à une cause qu'il regardait comme celle de l'humanité et de la raison. Persuadé que les Etats-Généraux étaient nécessaires au bonheur de la France, il fut indigné de voir les Parlemens s'opposer à leur convocation. Ce fut alors qu'il changea de parti, sans changer d'opinion.

Moreau se déclara contre le Parlement et contre les Etats de la province, qui voulaient s'opposer à la nomination des députés aux Etats-Généraux. Il parut à la tête des attroupemens organisés à Nantes et à Rennes, et il présida la jeunesse bretonne réunie à Pontivy. Petiet, alors procureur-général syndic du département, et depuis ministre de la guerre, le nomma commandant du premier bataillon de volontaires d'Ille-et-Vilaine.

Voici comment Moreau lui-même rendit compte, à l'époque de sa persécution, de son entrée dans la carrière des armes :

« J'étais voué à l'étude des lois au com-
« mencement de cette révolution, qui de-
« vait fonder la liberté du peuple français.
« Elle changea la destination de ma vie; je
« la vouai aux armes. Je n'allai pas me
« placer parmi les soldats de la liberté par
« ambition; j'embrassai l'état militaire par
« respect pour les droits de la nation : je
« devins guerrier parce que j'étais ci-
« toyen. »

N'ayant jamais fait une étude approfon-

die de l'art de la guerre, Moreau sentit que la nouvelle carrière qui s'ouvrait devant lui, exigeait des connaissances spéciales; il songea sérieusement à les acquérir; et se livrant alors à son penchant, la tactique et les détails militaires l'absorbèrent tout entier.

Il ne tarda pas à voir que l'ordre et la discipline faisaient la force des armées; et modérant l'effervescence de ses premières idées, il se créa un plan de conduite, dont il ne s'est jamais départi depuis.

La constitution démocratique de 1793 ne pouvait manquer de lui déplaire. Moreau ennemi de la licence, ne dissimula point son opinion, et le bataillon qu'il commandait n'accepta cette constitution que le dernier, en murmurant; on le dirigea aussitôt sur l'armée du Nord.

Moreau, ennemi de l'intrigue, ne songea qu'à remplir ses devoirs, qu'à faire l'application de la théorie qu'il avait acquise. Sa valeur brillante, un coup d'œil sûr au milieu du danger, un sang-froid étonnant à son âge, et la promptitude

dans l'exécution lui valurent un avancement, que ses compagnons d'armes virent sans jalousie. Il fut nommé général de brigade en 1793, dans l'armée dont Pichegru était alors général en chef. Pichegru ne tarda pas à apprécier Moreau, et il lui obtint, en 1794, le grade de général de division.

« J'avançai assez rapidement, dit Mo-
« reau dans le discours dont nous venons
« de rapporter un passage, j'avançais, mais
« toujours de grade en grade, et sans en
« franchir aucun, toujours en servant la
« patrie, jamais en flattant les dépositaires
« du pouvoir. »

Quelque désir qu'eût Moreau de se distinguer, sa modestie laissa à Pichegru le soin de l'employer comme il le jugerait convenable; il eut sous ses ordres un corps de vingt-cinq mille hommes, et fut chargé particulièrement de la conduite des siéges.

Il justifia l'opinion qu'avait de lui le général en chef: le 26 avril, Moreau s'avance sur les deux rives de la Lys, pour investir Menin. Le général Clairfayt marche au secours de cette place. Moreau passe à

travers cinq défilés sous le feu de batteries qui tiraient à mitraille, et force le général autrichien de se retirer. Menin bombardé capitule, et se rend le 30.

Cependant trois armées alliées, celles du duc d'Yorck, du prince de Cobourg et du général Clairfayt, marchaient de concert pour cerner Pichegru dans Courtray. L'armée française était en péril, et il semblait que rien ne pût la sauver. Moreau venait d'être repoussé. A l'exemple du grand Frédéric, il s'arrête sur le champ de bataille, et prend la résolution d'attaquer l'ennemi le lendemain même de sa défaite. Tandis que le général Souham fond sur le duc d'Yorck, Moreau remporte une victoire signalée sur le général Clairfayt, et lui prend toute son artillerie. Le premier juin il investit la ville d'Ypres, et il s'en empare le 17, après douze jours de tranchée ouverte. Il prend Bruges le 29, et dans le courant de juillet, il se rend maître d'Ostende et de Nieuport.

Malgré les ordres atroces du gouvernement révolutionnaire, qui prescrivaient

de ne faire aucun quartier aux soldats britanniques, Moreau, fidèle aux lois de la guerre et de l'honneur, trop généreux pour être un bourreau, épargna la garnison de Nieuport, composée de Hanovriens. Il fallait alors autant de courage que d'humanité pour braver une loi aussi insensée que barbare. Sans la chute du comité de salut public, renversé par d'autres factieux, Moreau aurait infailliblement payé de sa tête cette désobéissance à des ordres inhumains.

Il méditait alors le siége de l'Ecluse, l'une des plus belles entreprises de cette guerre; mais ses soldats ne pouvaient arriver dans l'île de Catzand, où cette forteresse est située, que par une digue entourée d'eau, défendue par une batterie de quatorze pièces de canon. Moreau a tout prévu, tout calculé. Ses soldats s'élancent, ils nagent de l'une à l'autre rive; d'autres s'avancent sur des madriers, bravent le feu des batteries. Excités par Moreau, ils surmontent enfin tous les obstacles, abordent dans l'île, et s'emparent

de la forteresse et de quatre-vingt-dix pièces de canon.

Au moment même où Moreau entrait en vainqueur dans le fort de l'Ecluse, il reçoit la nouvelle du supplice de son père, envoyé à l'échafaud par les démocrates de Brest. Ce digne et respectable vieillard, que le peuple de Morlaix nommait le père des pauvres, périt sous le prétexte d'aristocratie, et pour avoir administré les biens de quelques émigrés.

Moreau fut accablé en apprenant la mort cruelle d'un père qu'il adorait, et dans le premier moment de son désespoir, il résolut de fuir son ingrate patrie.

Pichegru, auquel il fit part de sa résolution, la combattit de tout son pouvoir, et il vint à bout de l'en détourner, en lui citant les grands hommes qui n'avaient été payés de leurs services que par la noire ingratitude de leurs concitoyens; il lui prédit la chute prochaine du gouvernement odieux qui désolait la France. Il lui représenta aussi le traitement que les Autrichiens avaient fait éprouver à La-

fayette et à ses compagnons d'infortune. Moreau céda aux raisons de son ami, et continua de servir son pays et de chercher des consolations dans les périls et dans la gloire.

La journée du 9 thermidor (27 juillet 1794) survint à la même époque, et Moreau put demeurer sans honte sous les drapeaux d'un gouvernement qui brisait les échafauds, invoquait la justice, et se disait régénéré. Maître du pays, entre la Meuse et le Rhin, Pichegru chargea Moreau de s'emparer de la place de Vanloo, qui devait lier les deux ailes de l'armée française. Moreau repoussa vivement la garnison de Vanloo dans une sortie, fit élever à la hâte des ouvrages, et intimida le commandant qui se hâta de capituler.

Dans cette brillante campagne d'hiver de 1794, qui soumit la Hollande à la France, Moreau commanda l'aile droite de l'armée, et contribua aux succès de Pichegru.

Cette conquête semblait impossible, la Hollande étant couverte par des fleuves,

des lacs et de larges canaux. D'ailleurs, à l'approche de l'armée, les Hollandais pouvaient percer les digues qui retiennent les eaux de la mer et inonder leurs provinces. Mais tout à coup un froid rigoureux et un hiver qu'on ne voit qu'une fois dans un siècle, vint geler les canaux et les fleuves. L'armée française manœuvre alors sur le Vaal, dont la violence du froid a glacé le cours rapide; elle traîne avec elle sa pesante artillerie. Moreau, Macdonald et Vandamme repoussent les Anglais, repoussent vingt charges des Autrichiens, et emportent ces batteries, dressées sur les digues du Vaal. Rien ne peut plus alors s'opposer à l'envahissement des Provinces-Unies; Arnheim, Amsterdam, Rotterdam et La Haie ouvrent leurs portes. La conquête des provinces d'Over-Yssel, de Groningue et de Frise achève de livrer toute la Hollande. La cavalerie, commandée par Moreau, s'empare de la flotte du stathouder, surprise par les glaces dans le détroit qui est entre l'île du Texel et la West-Frise. Moreau y fait traîner ses ca-

nons, pour battre les vaisseaux comme des forteresses, et ses cavaliers, courant sur les eaux du Zuiderzée, prennent comme des marins les vaisseaux à l'abordage, et s'emparent d'une flotte sur les abîmes de la mer, qui menaçaient de s'entr'ouvrir sous le poids des canons, sous les pieds des hommes et des chevaux. Ainsi fut consommée la conquête de la Hollande, dont les habitans se déclarèrent à l'envi pour la cause de la France.

Pichegru ayant été appelé au commandement de l'armée de Rhin-et-Moselle, Moreau eut celui de l'armée du Nord.

Alors purent se déployer ses talens politiques et militaires. Il résista avec fermeté au gouvernement révolutionnaire établi en Hollande par des députés de la Convention nationale, et traçant lui-même le plan d'opérations et de défense, il chargea les généraux Daendels et Dumonceau de le signifier au comité batave, avec ordre de s'y conformer et de lui rendre compte, sous huit jours, des mesures prises pour son exécution. Le comité frémit de rage,

mais il obéit. Cette mesure assura le succès de la campagne.

Vers la fin de 1795, le gouvernement démocratique s'était centralisé dans les mains de cinq hommes, sous le nom de Directoire exécutif, et la guerre prit bientôt plus de rectitude et d'ensemble. Pichegru par ses revers sur le Rhin, était devenu suspect, et Moreau fut appelé à le remplacer au commandement en chef de l'armée de Rhin-et-Moselle.

On remarqua dès-lors dans ses opérations cette promptitude savante et cette précision admirable qu'il avait contractées dans une longue étude de son art. On le vit déployer les qualités qui semblent les plus contraires : la prudence et l'audace, la vigueur et la modération, l'humanité et l'ardeur de la gloire. On le vit montrer dans cette première campagne sur le Rhin l'habileté qui l'a placé dans l'histoire auprès des généraux les plus célèbres. Moreau ouvre la campagne au mois de juin 1796, avec l'armée battue l'année précédente par le vieux général autrichien

Wurmser. Il prend sur lui l'offensive, le force dans son camp près de Frankenthal, et le repousse sous Manheim. Là, il prend la résolution de passer le Rhin près de Strasbourg, et il donne le change à l'ennemi, en feignant de diriger vers l'Italie la plus grande partie de ses équipages et de ses forces. Il entre à Strasbourg, et en fait fermer les portes; en trois heures, tout est prêt pour le passage du Rhin. Ses soldats, favorisés par un clair de lune, se jettent à minuit dans les embarcations. L'ordre, la promptitude et le silence trompent les troupes des cercles qui occupaient Kelh et le Rhin sur le bord opposé. L'avant-garde de Moreau débarque le 21 juin avant le jour, emporte tous les postes à la baïonnette, marche sur le fort de Kelh, et chasse du fort, de la ville et d'une redoute, les Allemands surpris et défaits. Ils n'osent pas même disputer à Moreau le passage de la Kintzig, et avant de pouvoir se réunir au-delà de Renchen, position fameuse, théâtre des habiles manœuvres des Montécuculli et des Tu-

renne, ils avaient déjà perdu douze cents hommes et treize pièces de canon. En vain les cuirassiers ennemis chargent les deux ailes de l'armée française, Moreau les précipite sur l'infanterie, sur la cavalerie autrichienne, et en peu d'heures il est maître de la ville et de la position de Renchen.

Avant de suivre le cours de ses opérations, Moreau rétablit l'ordre de bataille de son armée, que le passage du Rhin avait rompu. Il donne le commandement de l'aile gauche à Desaix, du centre à St.-Cyr, et de l'aile droite au général Férino.

Il ordonne à ce général de tenir en échec l'armée de Condé, soutenue par quelques corps peu considérables, et il se porte lui-même contre la grande armée autrichienne qui venait à sa rencontre, en même temps qu'il faisait passer un nouveau corps à Huningue, avec ordre de filer le long des villes forestières, pour contraindre à la retraite les ennemis qui occupaient encore le Brisgaw. En avan-

çant vers les montagnes de la Forêt Noire, il dissipe les paysans armés dans les gorges étroites qu'il va laisser derrière lui; et pour s'emparer du revers des montagnes, il emporte à l'arme blanche les redoutes placées en avant du Knubis.

Mais il allait avoir en tête un général habile, et dans lequel la maison d'Autriche trouvait son plus sûr appui; c'était l'archiduc Charles. Ce prince, frère de l'empereur d'Autriche, avait une armée puissante entre Gersbach et Rastadt. Moreau juge dangereux de l'attaquer de front, il déborde son aile gauche, et lui enlève Gersbach. Il lui livre un second combat, le 9 juillet, et malgré les plus savantes dispositions, il le force de se replier jusqu'à Dourlach, puis encore jusqu'à Pforzheim.

Dans ces deux sanglantes journées, les deux généraux rivalisèrent de talens, et les deux armées de bravoure.

Le 15, Moreau se décida à attaquer l'ennemi dans sa position de Pforzheim. Les troupes des cercles qui occupaient le Knubis, ayant abandonné lâchement et

sans combat ce poste inexpugnable, le corps autrichien, qui tenait le Brisgaw, fut obligé de se retirer pour ne pas être tourné par sa droite, tandis qu'une division française cherchait à le couper par les villes forestières.

Cependant l'archiduc ne se retira que lentement, et plusieurs combats sanglans eurent lieu, les 18, 21 et 22 juillet à Stutgard, à Canstadt et à Berg. Moreau fut vainqueur, et manœuvra de la manière la plus savante, surtout à Etlingen. Ces succès le rendirent maître du cours du Necker, et le 3 août les Français entrèrent dans Constance.

Deux divisions, ayant mal exécuté les ordres du général en chef, furent battues le 8 et le 10; et l'archiduc, voulant profiter de cet avantage, attaqua sur toute la ligne, culbuta les avant-postes, et défit la droite de l'armée française, qu'il chassa jusqu'à Heydenheim. Mais Desaix, qui commandait la gauche, soutint le choc, tandis que Moreau, accourant avec la réserve, rétablit le combat à la droite. Après

dix-sept heures d'engagement acharné, les armées demeurèrent en présence, sans savoir à qui était resté l'avantage.

Déjà les équipages des Français commençaient à filer en arrière, quand le lendemain, voyant que les Impériaux faisaient leur retraite sur le Danube, Moreau prit aussitôt une attitude victorieuse et se porta en avant.

L'archiduc, averti que Wartensleben était vivement pressé par le général Jourdan, se hâta de filer sur sa droite pour le secourir, et Moreau se mit à la poursuite du général Latour.

Le 13, le général Férino eut un vif engagement avec l'armée de Condé, et ne dut l'avantage qu'à la supériorité du nombre; il la repoussa jusqu'à Kamlach.

Moreau, instruit de la position des Autrichiens à Friedberg, les surprend par une marche rapide, tombe sur eux le 24, leur tue un grand nombre de soldats, les met en pleine déroute, se porte sur Freisengen, détache une division sur Munich, et ordonne à un autre corps de remonter

l'Iser. Celui-ci est défait par les généraux prince de Furstemberg et Frolich; l'autre résiste à l'armée de Condé, sous Munich même.

Moreau allait passer le Danube, pour marcher au secours du général Jourdan, qui était pressé par l'archiduc; mais voyant que ce prince recevait de l'Autriche des renforts considérables, et que Jourdan fuyait en pleine déroute, sans oser tenir, il jugea qu'il était nécessaire de songer lui-même à sa retraite. En effet, les paysans s'étaient insurgés sur ses derrières, il n'avait plus aucune communication avec l'armée de Sambre et Meuse, qui devait se lier à la sienne, et deux corps autrichiens, supérieurs à une faible division qui leur était opposée, pouvaient s'emparer de Lindau et de Bregentz, et ôter à Moreau l'appui du lac de Constance.

Voyons comment ce grand capitaine raconta lui-même par quel esprit de prévoyance, par quelle profondeur de pensée il parvint à éviter l'entière destruction de son armée : « L'ennemi, écrivit Moreau

« à cet époque, paraissait ne chercher
« qu'à temporiser, nous échappant tou-
« jours, nous cédant le terrain chaque fois
« que nous voulions le combattre. Il était
« à présumer qu'après avoir réussi à chas-
« ser l'armée de Sambre-et-Meuse, l'ar-
« chiduc Charles reviendrait contre moi
« avec toutes ses forces, et chercherait à
« déboucher sur mes derrières. Ces consi-
« dérations puissantes me déterminèrent à
« faire faire un mouvement rétrograde à
« l'armée, pour qu'elle prît une position
« plus resserrée, où elle attendrait que
« l'armée de Sambre-et-Meuse reprît l'of-
« fensive. Pour aider à la dégager, je ré-
« solus de porter un corps sur la rive gau-
« che du Danube, qui devait inquiéter les
« derrières de l'archiduc, pendant que le
« reste de l'armée, concentré sur Neu-
« bourg, contiendrait le corps du général
« Latour et menacerait de le prendre en
« flanc, s'il se portait sur Augsbourg. »

Alors commença cette fameuse retraite: c'était le 11 septembre. Le projet de Moreau fut d'abord de s'emparer des deux rives du

Danube, pour faciliter le transport de ses équipages; mais le général Naccendorf, était maître du pont de Neubourg, et Moreau se vit obligé de suivre la rive droite.

L'ennemi profita du faux mouvement qu'avait fait Moreau, d'abord en voulant secourir le général Jourdan; il lui enleva un corps de 2000 hommes et une colonne d'équipages. Néanmoins Moreau repassa le Lech tranquillement le 17, et battit un corps allemand qui le pressait.

Sa droite fut seule maltraitée (surtout vers les frontières de la Suisse); dans cette retraite longue et pénible, effectuée à travers un pays ennemi, il eut à livrer plusieurs combats dans lesquels presque toujours il obtint l'avantage, notamment dans celui de Biberach, où il défit complètement les Autrichiens et leur fit un grand nombre de prisonniers. Si le corps de Condé et la colonne de Mercantin n'eussent résisté pendant un jour entier à sa droite, il leur aurait fait éprouver une perte bien plus considérable.

L'armée ne pouvait plus regagner Kehl

par les vallées de la Renchen et de la Kinzig, trop fortement occupées par les Impériaux ; il fallait donc se retirer par les vallées étroites et difficiles qui aboutissent à Fribourg, et par le passage des villes forestières. Moreau se porta après sa victoire de Biberach par Moskirch et Pfullendorf, à la hauteur de Stockach et de Friedingen; il détacha une demi-brigade pour ouvrir le chemin des villes forestières, ramenant lui-même à Huningue le grand convoi de munitions et de bagages. Ce petit corps balaya ceux que l'archiduc avait envoyés pour lui disputer le passage.

La retraite continua en se dirigeant par Donaueschingen. Alors, Moreau destina le centre à forcer le passage du Val-d'Enfer (1), et le mit hors de ligne; puis il réunit l'aile droite et l'aile gauche pour n'en faire qu'un seul corps de bataille.

Malgré les obstacles que présentait la nature du pays, malgré la bravoure des

(1) Voyez Pièces ustificatives, n.° 1.

ennemis, les soldats français, pleins de confiance dans la fortune de leur général, exécutèrent avec vigueur ses dispositions, et culbutèrent tout ce qui occupait cette vallée effrayante. Le centre prit position en avant de Fribourg : le reste de l'armée, après avoir mis trois jours à défiler, se retrouva entière à la vue du Rhin. Le convoi des munitions et des bagages passa par les villes forestières, protégé par un corps détaché de l'aile droite, et arriva également à Huningue, sans éprouver aucune perte.

C'est ainsi que Moreau, dont la perte paraissait certaine dans un pays ennemi, à travers des vallées et des chemins horribles, poursuivi par une armée supérieure, harcelé sur ses derrières et sur ses flancs, ne pouvant compter que sur ses talens et sur la constance de ses soldats, c'est ainsi que Moreau parvint à opérer cette savante retraite qui fait l'admiration de tous les militaires, et qui ne fut pas moins admirable par le courage tranquille du soldat français, que par le génie du chef illustre qui la dirigea en personne.

Ainsi cette brave armée dont la situation à la fois périlleuse et intéressante, avait attiré l'attention de toute l'Europe, et que l'ennemi s'était flatté de prendre tout entière, parvint à lui échaper par les savantes combinaisons de son chef. Après une marche de plus de cent lieues, Moreau la ramena sur ses frontières, apportant avec elle les glorieux trophées de ses victoires, et conduisant une étonnante quantité de prisonniers. Ainsi s'acheva cette fameuse retraite, que tous les généraux regardent comme *classique*, et à laquelle les ennemis même de la France ont toujours rendu hommage. Plusieurs combats d'avant-garde eurent lieu au-delà de l'Eltz, avec des succès différens.

L'archiduc Charles qui voulait, à quelque prix que ce fût, chasser l'armée française du Brisgaw, et surtout lui faire éprouver de grandes pertes, s'il ne pouvait la détruire, tomba sur les avant-postes de l'aile gauche, dans les vallées de Saint-Pierre, de Saint-Mirgen et d'Enfer; il les rejeta sur le corps de bataille de cette aile, sans pou-

voir cependant déboucher par ces gorges.

Le lendemain, l'archiduc ayant réuni toutes ses forces, commença l'attaque sur tous les points.

L'action s'engagea à la gauche par l'attaque du village de Kœndringen; mais les Français firent une si belle défense, qu'après avoir été repoussé plusieurs fois, l'archiduc fut obligé de marcher en personne à la tête de l'élite de ses grenadiers, et emporta ce village après avoir perdu ses meilleurs soldats.

Moreau, voyant ce prince maître de Waldkirch et des hauteurs, sentit qu'il serait imprudent de tenir plus long-temps sa position; il fit retirer son armée en arrière de Langen-Detzlingen, et la plaça à Nymbourg, pour masquer les débouchés de Waldkirch.

L'archiduc attendit le jour suivant pour attaquer de nouveau cette position; mais malgré la supériorité de ses forces, et l'acharnement de ses troupes, depuis dix heures du matin jusqu'à onze heures du soir, il ne put parvenir à entamer l'armée

française, et à lui faire perdre du terrain. Moreau était partout : on le voyait ramener à la charge les bataillons qui ployaient, donner à la fois l'exemple du sang-froid et de la bravoure.

Cependant toutes ces affaires successives, quelque glorieuses qu'elles fussent, avaient affaibli son armée, qui manquait de souliers et de vêtemens; elle était fatiguée d'ailleurs par la longueur des marches et par les pluies continuelles. D'un autre côté, l'archiduc avait rappelé tous les corps détachés. Moreau ne se faisant pas illusion sur l'impossibilité de tenir plus long-temps dans le Brisgaw, prit le parti de se retirer sur Huningue, et d'y repasser le Rhin.

Il ordonna en même temps à Desaix de repasser le fleuve à Brisach avec l'aile gauche, et de faire une diversion en se portant sur Kehl, pour menacer les derrières de l'archiduc. Le reste de l'armée, en se retirant sur Huningue, fut serrée de si près, que l'arrière-garde fut sans cesse aux prises avec l'ennemi.

Pour traverser le fleuve à Huningue, il n'y avoit qu'un seul point, et il paraissait presqu'impossible de passer ce défilé en présence d'un général aussi actif que l'archiduc, sans être entamé. Moreau se décida sur-le-champ à prendre une position où il pût recevoir la bataille, et il l'eut bientôt choisie.

Malgré l'infériorité de son armée, il résolut d'attendre l'archiduc à Schlingen, espérant même s'y maintenir, dans le cas où ce prince aurait détaché une partie de ses forces vers Kehl, pour s'opposer à Desaix, dont il ne devait pas ignorer la marche.

L'attaque commença le 3 brumaire an V, (25 octobre 1796), à sept heures du matin, sur toute la ligne; mais les Français firent si bonne contenance, que les Autrichiens ne purent les entamer ni forcer la ligne de bataille; ils furent repoussés dans toutes leurs attaques avec une vigueur extrême; enfin, la nuit, accompagnée d'un ouragan affreux, mit fin au combat. Le lendemain, il s'éleva un brouillard si

épais, qu'on ne pouvait rien distinguer autour de soi.

Moreau, décidé à repasser définitivement le Rhin, et dont l'armée était affaiblie par la diversion du général Desaix, profita de l'obscurité pour commencer sa retraite.

Il prit position le lendemain à Ratlingen, et, le jour suivant, il passa le fleuve, sans que l'ennemi, bien supérieur en nombre, osât tenter d'entamer son arrière-garde.

L'archiduc, n'ayant pas réussi à entraver le passage, laissa un gros corps d'observation devant Huningue, qui avait une forte tête de pont, et se porta rapidement devant Kehl avec le reste de ses forces.

Moreau, après avoir suffisamment garni Huningue, se rendit avec le gros de l'armée dans les environs de Strasbourg.

Les Autrichiens n'avaient pas réussi dans leur première tentative sur Kehl, et on était loin de penser qu'ils voulussent l'attaquer en règle, quoiqu'ils eussent établi des lignes de contrevallation, qu'on ne

regardait que comme des travaux de dé-fense ; mais on ne put douter de leurs intentions, quand on leur vit perfectionner leurs ouvrages et ouvrir la tranchée.

Les travaux du fort n'étaient qu'ébauchés, et il fallut le palissader et le garnir de grosse artillerie : on y employa les troupes. Moreau résolut de faire un effort, pour forcer l'archiduc à lever le blocus, ou au moins pour lui en imposer par un coup hardi. Le 22 novembre, il se mit lui-même à la tête d'une sortie qui déboucha de l'île d'Erlenrhin et de la gauche du camp retranché. Une colonne enleva les deux premières redoutes qui s'appuyaient aux bras du Rhin ; une autre pénétra dans les lignes vers le centre, et s'empara de Suntheim et des deux redoutes qui tenaient à ce village. Mais les troupes qui devaient soutenir les deux colonnes d'attaque n'ayant pas fait assez de diligence, on ne put enlever les trois redoutes qui étaient entre ces deux trouées. Moreau, pour épargner le sang de ses braves soldats, abandonna les lignes ennemies, et se retira dans le camp retran-

ché, après un combat de quatre heures, emmenant neuf cents prisonniers, sept canons et deux obusiers. Les Français enclouèrent une vingtaine de pièces qu'ils ne purent ramener, faute de chevaux. Moreau ne s'était pas ménagé dans cette circonstance; il avait fait des prodiges de valeur, et avait reçu une forte contusion à la tête.

L'ennemi ne réussit à rentrer dans ses ouvrages qu'à la faveur d'un brouillard épais, et parce que l'humidité du terrain avait ralenti la marche des colonnes françaises. L'archiduc, ainsi que tous ses généraux, se porta aux trouées, et mit en mouvement son armée entière.

Il n'osa poursuivre les Français, qui auraient eu un plus grand succès, sans le temps, l'obscurité et la lenteur du déploiement des troupes: elles ne pouvaient déboucher que par un défilé.

Moreau reconnut que l'archiduc était trop bien retranché, et resserrait trop le fort, pour pouvoir déployer un corps assez nombreux qui fît lever le blocus. Les

travaux de défense n'étaient pas assez perfectionnés pour résister à une attaque régulière, surtout après cinquante jours de tranchées ouvertes, et cent quinze jours d'investissement. Presque toutes les palissades étaient renversées, l'éboulement des parapets avait comblé les fossés, et il était difficile de faire venir des renforts; aussi Moreau se décida-t-il à évacuer un fort qu'il était impossible de défendre (1).

---

(1) Ce siége était le troisième qu'avait soutenu la forteresse de Kehl, d'abord construite et fortifiée sur les dessins du maréchal de Vauban, autant pour la défense de Strasbourg que pour le passage du Rhin.

Kehl est situé sur la rive droite, dans une île que forme le fleuve, à l'opposite de Strasbourg. Il fut cédé au prince Louis de Bade en 1697, par le traité de Riswick.

En 1703, le maréchal de Villars y mit le siége en hiver, et le conduisit plus brusquement et avec moins de méthode que les ingénieurs ne le voulaient. La tranchée fut ouverte le 25 février, et la place capitula le 10 mars.

En 1733, le siége de Kehl fut la première opération de la guerre; le maréchal de Berwick s'en

A cet effet, il entama une négociation avec l'archiduc, et dissimulant la situation douloureuse à laquelle était réduite l'armée française par suite de ses marches, de ses longues fatigues et du défaut de fourrages, il couvrit le besoin où il était de rendre le fort sous le voile de l'humanité. Quoique ce dernier sentiment eût toujours été dans le cœur de Moreau, il n'en est pas moins vrai que ce motif ne lui eût pas fait rendre Kehl, s'il eût été possible de le défendre plus long-temps; mais tous les efforts de courage et de constance étaient épuisés.

Moreau obtint la capitulation la plus honorable, et le 31 décembre, la garnison sortit avec armes et bagages, tambour battant, drapeaux déployés, mèches allumées, emmenant toute l'artillerie de siége et de campagne, toutes les munitions, toutes les palissades, etc. Les soldats traînèrent eux-mêmes les pièces de canon et les voitures de bagages avec une vivacité et une gaîté

---

empara le 28 octobre, le dixième jour de l'ouverture de la tranchée.

extraordinaires. Les Autrichiens avaient acheté bien cher quelques redoutes, qu'ils durent détruire, une ville brûlée et un fort rasé. Ils y avaient perdu un temps précieux.

Moreau acquit une gloire infinie, en défendant des retranchemens encore informes contre une armée formidable, commandés par un prince que l'on regardait, à juste titre, comme le meilleur des généraux autrichiens, et après une retraite aussi pénible.

Kehl emporta en succombant la gloire d'avoir opéré une puissante diversion; car il n'est pas douteux que sa résistance opiniâtre n'ait contribué à la conquête de Mantoue, l'une des plus fameuses forteresses de l'Europe. Les Autrichiens, pour s'emparer de Kehl, négligèrent Mantoue; du moins leurs efforts pour sauver une place si importante ne répondirent pas à ceux qu'ils firent pour s'emparer des décombres de Kehl.

L'archiduc ayant porté ensuite ses forces sur Huningue, et n'osant attaquer de vive force la tête du pont, située dans une île

vis-à-vis de la place, et séparée de la rive droite par un bras d'environ douze toises de largeur, fit venir sa grosse artillerie, et commença le siége en règle. Comme les batteries dominaient les ouvrages, les Français se creusèrent des espèces de casemates, en ne laissant dans les redoutes que les hommes nécessaires au service.

Au moment des attaques, l'ennemi était étonné de voir des bataillons sortir de terre. Le 4 février, on abandonna, avec une capitulation honorable, ce petit fort, qui était loin de mériter les honneurs d'un siége. Cet événement termina cette glorieuse campagne. Quoique Moreau se retrouvât au point d'où il était parti, il n'en est pas moins vrai qu'il procura à la France des avantages considérables, en occupant une grande partie des forces de l'ennemi, en l'empêchant de secourir l'Italie, et en faisant vivre l'armée aux dépens des provinces de l'Allemagne.

Sa fameuse retraite surtout sera citée, dans les annales militaires de tous les siècles, comme un des faits d'armes les plus

glorieux. On a voulu la comparer à la célèbre retraite des Dix mille par Xénophon; mais cette comparaison manque de justesse. Xénophon fit sa retraite harcelé par une armée non aguerrie et au milieu de peuples lâches et efféminés. Moreau, au contraire, effectua la sienne au milieu des plus grands dangers, entouré d'ennemis formidables et trois fois plus nombreux; il avait à combattre, en même temps, l'âpreté d'un sol aride, hérissé de rochers, couvert de bois, traversé par des gorges et des défilés, et des masses de paysans insurgés, qui le harcelaient continuellement sur ses flancs et sur ses derrières. Tout fut calculé dans cette retraite, fruit du génie et des combinaisons les plus savantes, même les événemens qui n'entrent point dans l'ordre des probabilités humaines.

CHAPITRE II.

Moreau réorganise l'armée de Sambre-et-Meuse. — Son plan pour un nouveau passage du Rhin. — Il reprend le commandement de l'armée de Rhin-et-Moselle, et passe le Rhin à Diersheim. — Victoire de Diersheim. — Les Autrichiens sont repoussés. — Préliminaires de Léoben; fin de la campagne. — Moreau est rappelé et disgracié à cause de ses liaisons avec le général Pichegru. — Il se console dans les doucours de la vie privée et dans l'étude. — Il reprend de l'activité en 1799, comme simple général divisionnaire. — Il prévoit les malheurs de la campagne d'Italie, et sert comme volontaire dans l'armée de Scherer. — L'armée battue se rallie autour de lui, et fait des prodiges. — Le gouvernement donne le commandement de l'armée à Joubert, qui est tué et perd la bataille. — Moreau sauve encore l'armée, et revient à Paris.

L'armée de Moreau entra dans des cantonnemens près de Strasbourg, presqu'aussitôt après la reddition de la tête de pont d'Huningue. Moreau fut chargé de

réorganiser l'armée de Sambre-et-Meuse, et il se rendit à cet effet à Cologne. Peu de temps après, il en remit le commandement au général Hoche.

Appelé à Paris, pour concerter le plan d'une nouvelle campagne, il fit résoudre un nouveau passage du Rhin.

Cependant quoiqu'il éprouvât le besoin de conserver auprès de lui, soit sur le Rhin, soit sur le Danube, des forces importantes, il seconda avec un noble désintéressement, les vues du directeur Carnot, qui tendaient à favoriser les progrès de Buonaparte en Italie. Dans les mémoires que publia cet ex-directeur, en 1799, on voit avec quelle grandeur, sans jalousie, Moreau fit le sacrifice de quinze mille hommes qui lui étaient nécessaires pour l'exécution de ses plans.

« Quoique Buonaparte, dit le général « Carnot, eût ses flancs et ses derrières « libres, il n'avait pas de forces suffisantes « pour se promettre des succès décisifs « contre l'empereur. Il demanda quinze « mille hommes. Je formai le projet de lui

« en donner trente....... Ces trente mille
« hommes devaient être tirés de l'armée
« de Rhin-et-Moselle, d'abord; puis, la
« moitié être remplacée par l'armée de
« Sambre-et-Meuse. Jamais ordre ne fut
« exécuté plus ponctuellement, plus fidè-
« lement, plus loyalement. Moreau, qui
« prévoyait la nécessité de cette mutation
« de forces, tenait depuis longtemps un
« corps de réserve pour cet objet, et
« quoique son armée fût la plus malheu-
« reuse, parce qu'elle ne pouvait comme
« les autres vivre aux dépens de l'ennemi,
« et que la pénurie des finances empê-
« chait de subvenir à ses besoins, il avait
« encore fait des sacrifices pour que ce
« corps de réserve fût passablement équipé,
« et pût se porter au premier signal. Ce
« signal est donné, les troupes sont en
« marche; elles arrivent sur les frontières
« du Mont-Blanc avant que l'ennemi
« puisse se douter que leur destination
« est en Italie. O Moreau! ô mon cher
« Fabius! que tu fus grand dans cette
« circonstance! que tu fus supérieur à

« ces petites rivalités de généraux, qui « font quelque fois échouer les meilleurs « projets! »

Moreau était encore dans ses quartiers d'hiver, quand la nouvelle des progrès de l'armée d'Italie, sous les ordres du général Buonaparte, fit sentir combien il était important d'agir offensivement du côté du Rhin, pour faire, en faveur de ce général, une diversion qu'il réclamait lui-même. On n'eût pas rempli ce but en se contentant d'attaquer l'ennemi dans le Palatinat. L'armée de Sambre-et-Meuse étant prête à se porter sur la rive droite, il fallait que celle de Rhin-et-Moselle, destinée à servir de liaison aux deux ailes du système offensif, passât le Rhin sans différer*, et qu'elle se portât sur la même ligne que les deux autres. Tel fut le plan de Moreau.

En conséquence, Moreau courut se remettre à la tête de son ancienne armée, et fit ses dispositions pour passer le Rhin à Diersheim.

Le 19 avril, au point du jour, des détachemens furent envoyés, sous divers

prétextes, dans les attérages de la petite rivière d'Ill.

Les bateaux qui devaient servir au passage, furent dirigés le lendemain sur Strasbourg; ils y arrivèrent à midi. Moreau organisa les différentes colonnes de débarquement, et destina les corps du centre à passer les premiers; au point du jour ils se trouvèrent au lieu du passage. Il fit approcher la cavalerie, de sorte qu'elle fût prête au besoin. L'aile droite devait suivre le centre et devait être suivie elle-même par l'aile gauche.

Le 20, les troupes destinées à l'expédition étaient derrière la digue, en avant de Kilstett; les bateaux partirent de Strasbourg, mais ils ne purent avancer que lentement, les eaux étant basses.

Le canon des fausses attaques, particulièrement de Kehl, se faisait entendre depuis plus de quatre heures, et on ne se mit en marche qu'à six heures. Moreau fit former ses troupes à mesure qu'elles débarquèrent, sur un gravier séparé du continent par deux petits bras; il fit attaquer

ensuite le village de Diersheim, qui fut enlevé, ainsi qu'un grand bois qui en est peu éloigné. Les Autrichiens, jugeant que de l'occupation de ce village dépendait le succès de la journée, firent les plus grands efforts pour en chasser les Français; ils y réussirent; mais Moreau ayant fait avancer les renforts nécessaires, ses troupes finirent par reprendre le village, et y loger. Elles avancèrent même sur la gauche, et s'emparèrent d'une batterie, dont les Allemands retirèrent les pièces.

Ceux-ci attaquèrent de nouveau Diersheim, le reprirent, et en furent presqu'aussitôt chassés. La gauche des Français s'appuyait aux digues du Rhin, la droite s'étendait vers Honau, et le centre était à Diersheim.

Les Autrichiens dirigèrent une colonne le long du Rhin, par Honau, pour tourner la droite de l'armée de Moreau, et faire une diversion pendant qu'il tenterait un nouvel effort sur le centre. Ils eurent d'abord des succès sur la droite; mais ils furent repoussés avec perte, et ne furent pas plus heureux

sur le centre, où il y eut des attaques successives, dans lesquelles la supériorité de l'ennemi en cavalerie et en artillerie, lui donnait un grand avantage.

A trois heures après midi, les Autrichiens portèrent une masse sur Diersheim, y mirent le feu, et parvinrent à en débusquer les Français. Aussitôt Moreau fit avancer deux bataillons, tandis qu'il faisait charger le peu de cavalerie qu'il avait sur le flanc droit de l'ennemi, qui fut culbuté et repoussé en désordre dans la plaine. Si Moreau avait eu plus de cavalerie, il aurait obtenu de plus grands avantages; mais l'infanterie était si fatiguée, que tout ce qu'elle put faire fut de conserver Honau, où s'appuya la droite.

On ne commença à travailler au pont qu'à six heures du soir, et Moreau ne quittait pas les travailleurs. Animés par sa présence, ils achevèrent rapidement l'ouvrage, malgré la nuit, malgré le feu de l'ennemi, et l'incommodité du terrain.

Le pont fini, Moreau ayant fait passer

toutes les troupes qui étaient arrivées, il leur fit prendre leur ordre de bataille.

L'ennemi ayant rassemblé ses forces, et ne croyant pas le pont encore terminé, attaqua simultanément à la pointe du jour Honau et Diersheim. Moreau, voyant ce dernier village foudroyé par trois batteries considérables, et les colonnes ennemies se porter vivement sur le village, protégées par leur artillerie, fit sortir par la droite une division, qui prit les Autrichiens en flanc, soutint une charge de cavalerie, et balança la victoire. Un régiment de Hussards, avec quelqu'autre cavalerie, la décida en faveur des Français. Moreau, qui s'était plus d'une fois exposé au feu, eut un cheval tué sous lui.

L'armée autrichienne ne pouvant réussir à empêcher le passage du Rhin, se décida à la retraite, et Moreau prit l'offensive. Il envoya un faible détachement s'emparer du fort de Kehl, qui n'était plus tenable.

Les deux passages du Rhin, à Diersheim et à Kehl, suffiraient seuls pour faire la

réputation d'un général. Dans celui-ci, Moreau avait déployé les ressources de son génie et de sa prudence; dans l'autre, il montra une audace et une présence d'esprit qui tenaient du prodige. A Kehl, il avait eu le temps de prendre toutes ses mesures, et de faire tous ses préparatifs; à Diersheim, au contraire, il fut obligé de traverser vivement le fleuve, en présence d'une armée supérieure en nombre, et de la tenir en échec avec une faible partie de la sienne.

L'armée de Moreau allait poursuivre sa marche victorieuse, quand la signature des préliminaires de la paix de Léoben fit cesser les hostilités, et termina une campagne dont le début brillant promettait les plus grands succès. Les Français avaient, en trois jours, opéré le passage du Rhin, le plus audacieux de tous ceux dont les annales militaires nous aient laissé le souvenir; ils avaient gagné une grande bataille, et obtenu l'avantage dans huit combats successifs. L'armée réunie resta dans ses positions.

Devait-on s'attendre, après deux campagnes si glorieuses, que Moreau perdrait le commandement de l'armée avec laquelle il venait d'acquérir la réputation du plus grand capitaine du siècle. La disgrâce de Moreau fut déterminée par les circonstances politiques dans lesquelles se trouvait la France à cette époque.

Dès l'ouverture de la campagne, les troupes légères avaient pris un fourgon faisant partie des équipages du général autrichien de Klinglin, et Moreau, dans une cassette qui lui avait été remise, avait trouvé beaucoup de lettres, dont plusieurs étaient en chiffres. Cette correspondance lui avait fait connaître qu'il existait une intelligence secrète entre le général Pichegru, son ami, et les augustes exilés de la maison de Bourbon.

La conduite de Moreau dans cette circonstance fut interprétée d'une manière diverse, selon la différence des opinions. Dans l'origine, Pichegru et lui avaient servi, sinon avec le même amour, du moins avec la même fidélité. Moreau de-

vait à Pichegru de lui avoir ouvert la carrière militaire, et la plus sincère amitié régnait entre eux. Pichegru, trompé dans les hautes espérances qu'il avait conçues, et fatigué d'un gouvernement qui ne faisait qu'aggraver les malheurs de la France, changea d'opinion; mais Moreau, exclusivement occupé d'opérations militaires, resta le même. Moreau avait à peine vécu sous la monarchie, et ne connaissait les Bourbons que par les atroces calomnies que les ennemis du trône avaient répandues contre ces illustres proscrits. Son ami, au contraire, plus âgé, et reconnaissant ses erreurs, résolut de seconder les espérances de nos souverains légitimes, et de passer à leur service, en leur amenant deux armées. Connaissant le caractère de Moreau, il ne s'ouvrit point à lui, mais le sonda. Moreau pénétra les projets de son ami, et, sans cesser de l'aimer, il se prépara à les déjouer, ne croyant point encore le moment favorable pour la restauration du trône. Ce fut sur ces entrefaites que la correspondance du général Klinglin tomba

entre les mains de Moreau. Il fallut beaucoup de temps pour dépouiller et déchiffrer les lettres, et ce travail ne put être envoyé au Directoire qu'au moment où il n'était plus nécessaire. Moreau écrivit alors à Barthélemy, l'un des directeurs, pour lui demander son avis sur la marche qu'il avait à tenir, en lui rendant un compte exact de sa conduite ; il ignorait que Barthélemy dût tomber sous le même coup qui accablerait Pichegru.

Le Directoire exécutif, fier d'être sorti vainqueur de cette lutte, dans la journée du 18 fructidor ; le Directoire, ombrageux, jaloux de son autorité, et enclin par-dessus tout à se méfier des généraux qui avaient de la réputation, leur faisait sentir à tous le poids de la dépendance. Il ne destitua pas Moreau, mais il le rappela. Moreau obéit sur-le-champ, et son arrivée fut précédée de la publication de trois pièces qui dévoilèrent la conduite et les dispositions de Pichegru (1).

(1) Voyez Pièces justificatives, n.° 2.

Moreau se trouva alors en butte à deux accusations contradictoires. Les partisans du gouvernement lui faisaient un crime d'avoir voulu sauver un ami coupable, parce qu'il en était le complice, et le public le blâmait de s'être joint à ceux qui accablaient son ami et son bienfaiteur, en leur fournissant des preuves qui justifiaient leurs procédés à son égard. Quelques-uns ne virent dans le retard qu'il mit à rendre compte de sa découverte, que l'effet de son ambition et le désir de s'attacher au parti victorieux dans la lutte engagée entre le Directoire exécutif et les Conseils. Hélas! on connaissait bien mal l'âme pure et généreuse de Moreau.

Lorsque cette correspondance parut, elle fut révoquée en doute presque généralement, et l'on avança qu'elle était supposée.

Sans discuter si cette opinion était fondée, il suffira d'observer ici que la correspondance de Moreau relative à Pichegru n'a jamais été désavouée.

Quoiqu'il en soit, Moreau, à son arrivée à Paris, fut accueilli froidement par le Di-

rectoire, et peu après on lui fit entendre qu'il devait prendre sa retraite. Toujours modeste, il ne songea point à faire valoir ses services, et prenant Catinat pour modèle, il s'éclipsa d'un théâtre où il avait joué un si beau rôle. Il rentre dans l'obscurité de la vie privée, et se livre à l'étude, en attendant que sa patrie ait besoin de ses talens. Il met à profit son repos, pour augmenter ses connaissances militaires et politiques; il emploie à mieux étudier la guerre le temps où il ne la fait plus, loin des intrigues qui déshonoraient le gouvernement violent et déloyal qui régnait alors sur la France.

Heureux dans un petit cercle d'amis sûrs, il attendit l'instant où il pourrait être encore utile à sa patrie. Une campagne désastreuse s'ouvrit en 1799, et Moreau prévit d'avance les revers qui devaient accabler l'armée d'Italie. Au moment où il s'y attendait le moins, il reçut, en avril de la même année, le titre d'inspecteur-général; le Directoire l'appela au bureau militaire établi près du gouvernement, pour

préparer les plans de campagne et les opérations offensives et défensives. Ce bureau qu'on avait créé sous le comité de salut public, s'était perfectionné depuis. Moreau prit connaissance de tous les rapports et des ressources de l'armée d'Italie, et justement alarmé des événemens qui s'y préparaient, il fit au Directoire l'offre de servir comme volontaire dans les grenadiers de l'armée de l'inhabile Scherer, que Buonaparte avait lui-même désigné pour son successeur, en partant pour l'Egypte, sans doute pour se faire regretter. Le Directoire accepta la généreuse proposition de Moreau, s'efforçant ainsi de concilier ses engagemens envers Buonaparte et les intérêts de l'Etat. C'est ainsi qu'on explique l'apparition de Moreau à l'armée d'Italie comme simple volontaire, mais chargé au fond d'éclairer Scherer de ses lumières et de ses conseils. C'est du moins ce que semble confirmer le passage du discours de Moreau devant ses juges à l'époque de sa persécution.

« Le Directoire, dit-il, qui seul connais-
« sait assez bien les circonstances de ma
« conduite pour bien la juger, et qui, on
« ne l'ignore point, ne pouvait pas être
« disposé à me juger avec indulgence,
« déclara hautement combien il me trou-
« vait irréprochable; *il me donna un em-*
« *ploi :* ce poste n'était pas brillant, il ne
« tarda point à le devenir. »

Appelé au conseil de Scherer, Moreau propose de concentrer toutes les troupes françaises en Italie, devant un ennemi déjà trop nombreux, et qui allait recevoir par la jonction des Russes un accroissement prodigieux. Selon le plan de Moreau, Rome et Naples devaient d'abord être évacués, afin de pouvoir rassembler sur l'Adige quatre-vingt mille hommes.

Mais Moreau n'avait pas voix prépondérante au conseil, Scherer ne voulant pas abandonner ses droits; et ce général, qui voulait avoir seul l'honneur d'un chimérique succès, fit une première faute, en ne suivant pas les avis de Moreau; il s'engagea imprudemment, et fut défait à

Legnago et à Vérone. L'armée, instruite que Moreau était pour ainsi dire caché au milieu d'elle, le cherche, le trouve, se rallie et se réorganise autour de lui.

Scherer, couvert de honte, ne pouvant plus ni combattre, ni commander, remet à Moreau le soin de pourvoir au salut de l'armée repoussée par les Autrichiens, auxquels venaient se joindre quatre-vingt mille Russes commandés par le bouillant Suwarow. Fier de ses victoires sur les Turcs, Suwarow accourait pour se mesurer avec les Français qu'il regardait comme des ennemis plus dignes de lui.

Moreau ne se dissimulait pas l'état où se trouvait l'armée, battue, découragée, et manquant de tout; cependant il fit les dispositions les plus savantes pour tenir tête à l'ennemi, mais ce fut en vain. Décidé à se retirer en Piémont, il se rangea derrière l'Adda; mais forcé dans sa position à Cassano, il gagna en bon ordre le Tésin. Il n'avait au plus que vingt-cinq mille hommes, et quatre-vingt mille combattans le poursuivaient. Il manœuvra avec la plus grande

habileté pour porter sa droite vers les Apennins, et offrir un point de ralliement à Macdonald, qui, du fond de l'Italie, venait pour se joindre à l'armée. Il formait en même temps une espèce de camp retranché derrière le Pô et le Tanaro, et le 11 mai, ayant réuni un bon corps de troupes, il marcha sur une division russe de douze mille hommes, l'attaqua près de Bassignano, tua et jeta une partie des ennemis dans le Pô, fit le reste prisonnier, et s'empara des canons et des bagages. Sans s'arrêter, il passe la Bormida, mais accablé par toutes les forces de Suwarow, il évacue Valence et Alexandrie, et espérant reprendre l'offensive après sa jonction avec Macdonald, il pénètre dans le pays de Gènes, par les Apennins, pour être à portée de recevoir des secours de France. Macdonald battu sur la Trébia, quoique Moreau eût fait une forte diversion en sa faveur, dérangea le plan du général en chef, qui, menacé de nouveau par toute l'armée russe, fut contraint de se couvrir par les Anpenins, où Macdonald le rejoignit.

Dans cette campagne savante et glorieuse, quoique mêlée de revers qu'on ne pouvait attribuer à Moreau, le caractère de cet illustre capitaine se dessina avec une simplicité et une grandeur vraiment antiques. Après avoir tout préparé dans les Apennins pour le succès d'une bataille, il écrit au gouvernement : « Une victoire en « Italie est devenue nécessaire à la France ; « je vais tâcher de la remporter. Je suis « sûr de mes soldats, et ils comptent sur « moi. » Prêt à vaincre, il voit un autre général venir prendre le commandement de son armée.

Le Directoire exécutif qui manquait de capacité et de prévoyance, n'avait pas songé à envoyer des renforts en Italie, et attribuant les défaites de l'armée à un général sans lequel il y aurait eu de bien plus grands désastres, il ôta à Moreau le commandement, et le donna à Joubert. Moreau voulut partir sur-le-champ pour Paris, mais Joubert à son arrivée le pria de rester près de lui, comme ami et comme conseil. Moreau lui communiqua ses plans et ses dispositions,

que malheureusement pour l'armée il ne suivit pas entièrement. Joubert cependant voulut d'abord déférer la direction de la bataille de Novi à Moreau, qui refusa et demanda seulement à combattre sous ses ordres. Il eut trois chevaux tués sous lui, et reçut une balle à l'épaule. Joubert ayant été tué au commencement de cette fatale journée, les généraux de division prirent d'eux-mêmes les ordres de Moreau, tant est grand l'ascendant du mérite réel et de la modestie. Ainsi, Moreau fut une seconde fois redevable du commandement en chef, aux malheurs de l'armée, et il se trouva encore chargé de sauver des vaincus, et de recomposer une armée en désordre.

Cependant la victoire était décidée en faveur des austro-russes, et il n'y avait plus qu'à songer à prévenir une déroute complète, qui aurait entraîné la perte totale de l'armée, et ouvert la France aux ennemis. Moreau manœuvra avec une grande supériorité, et à la tête des débris d'une armée épuisée, sans magasins, sans solde, il disputa pied à pied le terrain, et fit une re-

traite dans laquelle les militaires reconnaissent le génie du Fabius français.

C'est ainsi que les vertus de Moreau, dans les déroutes même, brillaient d'un nouvel éclat.

Après avoir repris les anciennes positions, Moreau revint à Paris ; et mécontent du Directoire exécutif, qu'il méprisait, et que l'opinion générale désavouait, il saisit avec empressement l'occasion d'aider à sa chute.

CHAPITRE III.

Moreau refuse le suprême pouvoir. — Journée du 18 brumaire, ou de St.-Cloud. — Moreau, dès l'origine, désapprouve le gouvernement despotique de Buonaparte. — Il est nommé général en chef de l'armée du Rhin. — Il se met à la tête de l'armée, passe le Rhin à Reischlingen. — Bataille d'Engen. — Bataille de Mæskirch. — Combat de Biberach. — Occupation de Waux, de Lindau et de Bregentz. — Prise de la flotille autrichienne sur le lac de Constance. — Combat d'Erbach. — Entrée des Français à Augsbourg. — Passage de l'Iser et du Lech. — Passage du Danube. — Bataille d'Hochstett. — Combat de Neubourg. — Entrée à Munich. — Combat de Landshut. — Armistice. — Dénonciation de l'armistice. — Campagne d'hiver. — Bataille d'Hohenlinden. — Passage de l'Inn. — Entrée à Salzbourg. — Second armistice. — Paix définitive. — Triomphe de Moreau.

Les hautes vertus de Moreau avaient éclaté par des traits de modestie, de modération et de justice, qui le faisaient admi-

rer et louer généralement : elles brillèrent d'un bien plus grand éclat, lorsque des hommes qui avaient introduit ou favorisé en France le gouvernement démocratique, s'en dégoûtèrent et songèrent à établir une sorte de dictature. Ils la proposèrent à Moreau, qui la refusa. « Il eut tort, « dit à ce sujet un écrivain de ce même « parti (1); mais, avant la désolation de la « France et de l'Europe, que son accepta- « tion eût prévenue, qui pouvait décou- « vrir une erreur dans ce refus sublime! »

On gémit encore du souvenir des désastres qui ont été la conséquence de ce beau trait de modération et d'abnégation de soi-même.

Cependant Buonaparte, rival de Moreau, non pas de gloire, mais de renommée; Buonaparte, célèbre par sa campagne d'Italie et par son expédition aventurière des bords du Nil, abandonnant tout à coup son armée en Egypte, accourait pour s'emparer en France du su-

---

(1) M. Garat.

prême pouvoir, qu'il savait être à l'encan. Ce fut dans ces circonstances et pendant les précurseurs de la révolution qui allait éclater, que Moreau, refusant encore d'en être le chef, dit : « Adressez-vous à Buo-« naparte, il entend à merveille l'art de « faire *la guerre dans les rues de Paris.* »

Ces faits sont confirmés en quelque sorte par le propre aveu de Moreau. Voici à cet égard le langage qu'il tint depuis devant ses juges.

« Je n'étais pas à cette époque de ma « vie plus républicain que dans toutes les « autres, je le parus davantage. Je vis se « porter sur moi d'une manière plus par-« ticulière les regards et la confiance de « ceux qui étaient en possession *d'impri-« mer de nouveaux mouvemens et de nou-« velles directions à la république.* On me « proposa (et c'est un fait connu) de me « mettre à la tête d'une journée à peu « près semblable à celle du 18 brumaire. « Mon ambition, si j'en avais eu beau-« coup, pouvait facilement ou se couvrir « de toutes les apparences, ou s'honorer

« même de tous les sentimens de l'amour
« de la patrie.

« La proposition était faite par des
« hommes célèbres dans la révolution par
« leur patriotisme, et dans nos assemblées
« nationales par leurs talens, je la refusai.
« Je me croyais fait pour commander aux
« armées, et je ne voulais point comman-
« der à la république. »

Cette révolution ayant été décidée parmi les principaux chefs de l'Etat, Moreau consentit à se réunir à Buonaparte.

Ces deux généraux, d'un caractère si opposé, agirent de concert, quoique mus par des motifs différens. Buonaparte ne voulait que ravir le gouvernement, et déjà dans le fond de son âme il songeait à briser les instrumens de son élévation, pour peu qu'ils lui donnassent de l'ombrage.

Jaloux de toutes sortes de gloire, il n'appela Moreau à le seconder que pour profiter de la confiance que le caractère de ce modeste capitaine inspirait à la nation; il voulait que l'assentiment de Moreau sanctifiât pour ainsi dire son usurpation,

bien décidé à écarter Moreau s'il devenait un obstacle à ses projets ultérieurs.

Moreau, au contraire, ne voulait une révolution que parce qu'il la jugeait nécessaire à la France, désolée par un gouvernement inique, irrésolu, et qui n'avait de fermeté que pour faire le mal.

Trop modeste pour ambitionner la suprême magistrature, il l'avait refusée de bonne foi, et séduit, entraîné par les fallacieuses promesses de Buonaparte, il posa les premiers fondemens de sa puissance.

Que de maux, que de larmes, que de sang épargnés à l'humanité, si Moreau, moins modeste et plus défiant, eût accepté les rènes du pouvoir, ou ne les eût point abandonnées à des mains perverses! Nul doute que chef de l'Etat, il n'eût tout accordé aux voeux et aux besoins de la France, et que la pacification du monde n'eût été le premier acte de sa puissance et la première garantie de ses intentions.

Moreau ne tarda pas à reconnaître qu'il s'était trompé, qu'il avait servi l'ambition d'un fourbe; mais le 18 brumaire était con-

sommé, et voyant l'heureux Corse marcher rapidement au despotisme, il laissa percer des sentimens d'improbation qui furent rendus fidèlement à celui qui venait de s'emparer si aisément de la France. Mais Buonaparte n'était pas encore assez affermi pour écarter tout-à-fait Moreau; il savait d'ailleurs que Moreau, refusant de gouverner sa patrie, était toujours prêt à la servir, et il se borna à l'éloigner en lui donnant le commandement en chef de l'armée du Rhin, avec ordre de se rendre sur-le-champ à Bâle, pour y organiser les différens corps, pour travailler aux opérations relatives aux approvisionnemens et aux services administratifs, et enfin pour tout préparer, à l'effet d'entrer en campagne à l'ouverture de la belle saison.

L'armée revoyait un général qui venait d'ajouter aux lauriers qu'il avait cueillis avec elle, une gloire modeste, mais durable, acquise en Italie.

Moreau avait choisi pour ses lieutenans les généraux Saint-Cyr, Lecourbe, Grouchy, Ney, Decaen et Richepense, tous

d'une fermeté et d'une valeur éprouvées, tous dignes de seconder un tel capitaine.

L'armée française formait en tout 90 à 95,000 hommes, et les ennemis lui opposaient un égal nombre de combattans.

Les Russes avaient abandonné les Autrichiens, et l'archiduc Charles, digne émule de Moreau, était remplacé par le général baron de Kray.

L'aile droite de l'armée française, commandée par le général Lecourbe, était partagée en trois divisions, formant quarante mille hommes : elle bordait le Rhin vers la frontière de la Suisse, et avait devant elle le prince de Reuss retranché dans les Grisons et le Voralberg ; l'aile gauche, réunie aux environs de Strasbourg, était commandée par le général Sainte-Suzanne : elle était opposée au corps ennemi répandu d'Offembourg aux vallées de la Kintzig, et sur la montagne du Knubis. Moreau s'était réservé le commandement du corps d'armée du centre, réuni aux environs de Bâle, fort d'environ 30,000 hommes ; il avait en tête le

centre de l'armée du général Kray, à peu près de la même force.

La réunion des troupes, quoique difficile par la position des corps respectifs, eut lieu par suite de l'exécution du plan, qui fut combinée avec art. Moreau, par divers mouvemens, et par de fausses attaques donna le change au général Kray, sur toutes ses opérations, et prit l'offensive. Il amena le général Kray à s'engager dans les vallées qui descendent vers les Brisgaw, tandis que lui-même passait le Rhin à Heim. Le 27 avril, le passage eut lieu. Moreau trouva à Engen l'ennemi, qui marchait en grande hâte pour gagner la position de Stockach, et y réunir la majeure partie de ses forces, avant que l'armée française fût en état de l'attaquer. Instruit de ce mouvement, il ne perdit pas un seul jour à délibérer, et le 2 mai il fit porter toute l'armée en avant, pour se saisir de la position de Stockach à Engen. Le combat s'engagea sur toute la ligne; le plateau qui domine Engen est pris et repris cinq fois; enfin, à dix heures du soir,

après la plus vigoureuse résistance, les Autrichiens abandonnent le champ de bataille, couvert de quatre mille morts, et laissent au pouvoir des vainqueurs huit mille prisonniers, des drapeaux et beaucoup de canons. Moreau avait atteint son but en s'emparant de la ligne formidable d'Engen à Stockach.

Kray se retira précipitamment sur Mæskirch, et garnit le plateau en avant de cette ville, d'une nombreuse artillerie, et de beaucoup de troupes. Moreau, qui le suivait de près, l'attaque au point du jour, résiste aux efforts que fait l'ennemi pour enfoncer et tourner sa gauche, et remporte par l'habileté de ses manœuvres une victoire complète, quoique long-temps disputée. Il eut quatre chevaux tués sous lui, et reçut une balle morte à la poitrine. Le lendemain parcourant le champ de bataille, il dit au cinquantième régiment : « Si vous ne vous étiez pas acquis en Italie « le surnom de *terrible*, les ennemis vous « l'auraient donné hier à la bataille de « Mæskirch. »

Cependant l'ennemi n'était pas en déroute; il couvrit sa ligne de retraite, par son artillerie et sa cavalerie, se repliant sur Sigmaringen, où il passa le Danube.

Moreau envoya le général Saint-Cyr vers Biberach; ce général ayant rencontré l'ennemi à Oberndorf, l'attaqua malgré l'avantage de sa position, le culbuta dans le ravin de la Riss, et soutenu par deux nouvelles divisions, s'empara de Biberach, et entra dans Memingen, défendu par une faible division composée en grande partie de Bavarois.

Après le combat de Memingen, Moreau fit nétoyer tout le pays, depuis le lac de Constance jusqu'à la forêt de Bregentz, et s'empara de toutes les chaloupes canonnières, qui formaient la flottille autrichienne sur le lac.

Kray, battu à Biberach, se maintint dans la position d'Ulm, et pour s'opposer à une division française que Moreau envoyait sur Augsbourg, il fit un mouvement sur Gunzbourg. Moreau le rejeta de l'autre côté du Danube, qu'il passa lui-

même à la suite d'une opération aussi savante qu'heureuse : il feignit de vouloir passer le Lech, et s'empara d'Augsbourg, qu'il évacua peu de temps après, pour ne pas s'écarter de son plan. Kray s'obstinait à garder sa position devant Ulm, et il était impossible d'avancer en Bavière, avant qu'il l'eût abandonnée. Moreau résolut de l'y forcer par une manœuvre hardie, dont le but était de le séparer de ses magasins établis à Ingolstadt, à Donawerth, et à Ratisbonne. Le général autrichien, vaincu par cette manœuvre, allait être contraint de se retirer ou de livrer bataille. Moreau n'avait ni bateaux ni pontons; il se décida à passer le Danube vers Blintheim et Gremheim, où les ponts étaient aisés à réparer, et pour amuser la division du général autrichien Starray, il fit faire une fausse attaque à Dillingen et à Lauingen.

Des nageurs, suivis de deux barques qui portaient leurs armes, traversèrent le Danube à Blintheim, et s'emparèrent de deux canons, que les canonniers, passés sur des échelles, tournèrent de suite contre

l'ennemi, de sorte qu'on put réparer les ponts, sur lesquels passèrent deux divisions françaises.

Moreau battit les Autrichiens, près d'Hochstett, puis à Neresheim, et les poursuivit jusqu'à Nordlidgen.

Les deux armées étaient en présence, dans cette dernière position; les tirailleurs faisaient un feu terrible, et on était au moment de se charger, quand tout à coup des trompettes sonnent le rappel; le feu cesse, le bruit d'un armistice, précurseur de la paix, se répand, et aussitôt les Français et les Autrichiens se tendent la main, s'embrassent; on roule des tonneaux de bierre et de vin dans les champs mêmes, naguères le théâtre du carnage, et les deux armées se livrent à la joie et à la confiance. Moreau ne connaissait point la suspension d'armes qui venait d'être conclue en Italie; Kray, en la lui communiquant, lui avait demandé un armistice, ces pourparlers avaient abusé les armées. Moreau, ne voulant pas laisser aux Autrichiens le temps de s'établir en Bavière, dont ils lui

auraient disputé l'entrée, refusa d'accéder à l'armistice, et détacha sur Munich un corps considérable, avec ordre de s'y rendre à marches forcées.

Kray fit halte à Neubourg, où il fut encore défait malgré l'acharnement avec lequel ses troupes disputèrent la victoire; il gagna Ingolstadt, que Moreau le força encore d'abandonner, ainsi que la position de Landshut, en ne laissant dans cette place qu'une faible garnison. Le général Decaen, qui s'était porté à marches forcées vers Munich, arriva à sa destination, et s'empara de la capitale de la Bavière, après avoir fait près de trente lieues en trois jours, et soutenu en route trois combats.

Moreau marchait de victoires en victoires. Chaque succès en annonçait un nouveau. Tout fuyait, et Kray, cédant au génie de son rival, ne pouvait plus tenir devant lui. Adoré de ses soldats toujours vainqueurs sous ses ordres, chéri des peuples qu'il soumettait à ses armes, par l'attention qu'il avait de respecter leurs

mœurs, leurs usages et leur culte, redouté et admiré des ennemis, Moreau acquit une célébrité étonnante, et les Allemands ne prononcèrent plus son nom qu'avec une sorte de respect religieux.

Le général Kray fut disgracié et remplacé par l'archiduc Jean, frère de l'empereur, jeune prince qui n'était point appelé à s'illustrer dans la carrière des armes; il était dirigé alors par le lieutenant-général baron Lauer. Cet officier ne jouissait d'aucune considération dans son armée; il joignait à beaucoup de hauteur et de suffisance, une dureté qui le faisait détester des troupes.

Les préliminaires, signés par Buonaparte et par le comte de Saint-Julien, n'ayant pas été ratifiés par l'empereur d'Autriche, Moreau écrivit à l'archiduc Jean qu'il allait recommencer les hostilités, à moins qu'il ne consentît à un armistice d'un mois, en remettant aux Français les places de Philisbourg, d'Ulm et d'Ingolstadt, pour garantie de la conclusion d'une paix définitive. François II, craignant pour les

états héréditaires qu'il n'était pas en mesure de défendre, consentit à un armistice de quarante-cinq jours, et fit remettre les places demandées. Mais le cabinet de Londres avait intérêt à faire continuer la guerre, et usait de son influence sur la cour d'Autriche; il la détermina à tenter de nouveau le sort des armes. Des ordres furent aussitôt expédiés par le cabinet de Vienne, pour faire de nouvelles levées et pour réorganiser l'armée.

Moreau avait profité de la suspension d'armes pour se rendre à Paris; mais, instruit de ce qui se passait en Autriche, il se hâta de rejoindre son quartier-général, qui était à Munich. Il fit une proclamation à son armée (1), pour lui rendre compte des motifs qui faisaient reprendre les armes, et il la mit bientôt en mouvement, d'après les combinaisons les plus savantes et les plus sûres.

Son but était d'amener l'archiduc Jean

(1) Voyez Pièces justificatives, n.° 3.

à livrer bataille près de l'Inn, au village de-Hohenlinden, en Bavière, nom autrefois obscur, et devenu immortel par la haute valeur des Français, et par le génie guerrier de Moreau. Telle fut l'habileté de ses manœuvres, qu'on aurait dit qu'il tenait en ses mains le ressort qui faisait mouvoir et ses corps d'armée et ceux de l'ennemi. Tous les régimens, toutes les divisions, malgré leur distance, devaient se rencontrer, se soutenir et se protéger sur des points et à des heures marqués avec une précision rigoureuse.

Moreau fit d'abord passer une forte division entre le centre et l'aile gauche de l'armée ennemie, et quoique le général baron de Lauer en eût été prévenu, il refusa de croire qu'un corps si considérable pût tenir une telle route à travers des marais, des bois, et par des chemins aussi difficiles. En vain fut-il prévenu deux fois, il ne reconnut la vérité des rapports que lorsque la division française eut pénétré entre l'avant-garde et le centre de son armée.

L'archiduc, poussé malgré lui à la ba-

taille, vint fondre sur le village d'Hohenlinden. Le général Grouchy appuyait sa gauche sur le village. Les généraux Richepense et Decaen, au moment de l'attaque, devaient tomber sur les derrières de l'armée ennemie. Moreau eut le grand art de maintenir le prince dans la position où il lui ménageait une défaite complète. Dès qu'il aperçut de l'hésitation dans l'armée autrichienne, sûr que le général Richepense commençait son attaque sur les flancs, il prit lui-même brusquement l'offensive. Le général Ney déboucha par les défilés de Matempæt, allant à la rencontre du général Richepense comme Moreau l'avait réglé lui-même. Vers la gauche de la forêt d'Hohenlinden, l'ennemi en défendait l'entrée avec de la mitraille et un feu soutenu de mousqueterie. Les grenadiers Hongrois, formés en carré, s'avancèrent au pas de charge. Le général Richepense, quoique séparé de son corps d'armée, et n'ayant que cinq bataillons et un régiment de chasseurs, se précipite sur l'ennemi, culbute tous les corps qui lui sont opposés,

tandis que le général Ney débouchait du défilé vers Hohenlinden. Ce général presse et enfonce une immense colonne qui se réfugie dans la forêt.

Bientôt on n'entend plus que les cris des fuyards et des blessés qui implorent la pitié des vainqueurs. La chaussée, hérissée une heure avant de plusieurs milliers de soldats aguerris et menaçans, n'était déjà plus couverte que de cadavres, de chevaux morts ou errans sans guide, de chariots renversés ou brisés. Au milieu de cette épouvantable mêlée, de ce sanglant désordre, les généraux Ney et Richepense, qui avaient poussé l'un vers l'autre leurs colonnes, se rencontrent, se reconnaissent, et leur réunion est opérée sur le champ de bataille. Dès-lors toute la ligne ennemie est forcée et rompue. En vain un corps autrichien marche de Wasserbourg sur Ebersberg; le général Decaen le rejette; il recule en désordre. L'archiduc Jean veut tenter encore une dernière attaque sur Hohenlinden; mais Moreau s'y attendait, et il avait laissé en réserve

deux divisions et une masse de cavalerie, qui abordèrent l'ennemi avec fureur, et achevèrent sa déroute. Elle fut entière. Il faisait un temps affreux, et la neige tombait à gros flocons depuis le commencement de la bataille : elle dura jusqu'à la nuit, et fut tellement générale, qu'il n'y eut pas un corps des deux armées qui n'en vînt aux mains. Les chemins étaient défoncés par la pluie, et cependant les mouvemens et les attaques étaient combinées avec tant de précision, que rien ne put déranger les manœuvres conçues par le génie de Moreau.

L'ennemi était dans une déroute déplorable; l'archiduc et son conseiller Lauer étaient tellement déconcertés, qu'ils ne donnaient plus aucun ordre. Chaque général autrichien sauva comme il put ce qui lui restait de troupes. La nuit mit fin à la poursuite, et plusieurs détachemens ennemis bivouaquèrent pêle-mêle avec les Français.

Les trophées de cette mémorable journée furent dix mille prisonniers, parmi

lesquels se trouvaient trois généraux et l'élite des grenadiers autrichiens, deux cents caissons, et environ quatre-vingts canons ou obusiers.

Moreau avait fait de si savantes dispositions, qu'il ne perdit que douze cents hommes, non compris les blessés; tandis que la perte de l'armée autrichienne, en tués et blessés, s'élevait à dix mille hommes.

La guerre qui n'endurcit que trop souvent les hommes, n'avait pu fermer l'âme de Moreau vainqueur, aux impressions douces et sensibles. Il considérait tellement la guerre comme un fléau, que le soir même de cette mémorable bataille d'Hohenlinden, on lui entendit proférer ces paroles : « Nous avons versé assez de « sang, songeons maintenant à faire la « paix. »

Il allait la conquérir, cette paix, sans laisser à ses troupes le temps de se reposer. Il suivit ses avantages, passa l'Inn, malgré le feu de l'artillerie, et tomba sur l'arrière-garde autrichienne en avant de la Saal.

Le général baron de Lauer avait rassemblé les débris de son armée derrière la Salzach, pour couvrir Salzbourg. Moreau résolut de la passer entre cette dernière ville et Lauffen; et, malgré une vive résistance, malgré un froid rigoureux et une neige épaisse, il effectua le passage dans la nuit du 13 au 14 décembre. La nuit suivante, Lauer se retira, et Moreau entra à huit heures du matin dans Salzbourg; sans s'arrêter il suivit la grande route de Linz.

Chaque jour était marqué par un combat; enfin le 19, les Autrichiens parurent vouloir tenir les positions de Lambach. Moreau les fit reconnaître et attaquer immédiatement : la victoire lui était fidèle; et Lauer fut encore battu. Les deux barrières de l'Inn et de la Salza étaient franchies. Déjà les habitans de Vienne croyaient Moreau à leurs portes : les effets précieux de la couronne allaient partir pour la Hongrie; déjà l'armée française ne voyait plus rien qui pût l'arrêter, quand l'archiduc Charles qui, éloigné long-temps par une

intrigue de cour, venait de reprendre le commandement des débris des forces autrichiennes, proposa un troisième armistice.

Moreau, content de la gloire qu'il avait acquise, et prêt à tout sacrifier pour mettre un terme à l'effusion du sang, consentit à s'arrêter au milieu de sa brillante carrière, ne croyant pas acheter trop cher le bonheur de l'humanité et les bienfaits de la paix. Il dicta des conditions modérées, mais qui le mettaient à même de reprendre avec avantage l'offensive dans le cas où il y serait forcé. Cette convention, signée à Steyer, à dix-huit lieues de Vienne, mettait au pouvoir des Français les forts de Huffstein et de Saint-Scharintz, dans le Tyrol; les places de Wurtzbourg et de Braunau, ainsi que tous les pays compris en-deçà d'une ligne de démarcation, qui portaient les avant-postes à trois ou quatre marches de Vienne, sur la rivière d'Erlaph.

Moreau adressa à son armée une pro-

clamation (1), dans laquelle il exposait les motifs de la convention préliminaire conclue avec la cour de Vienne; il recommandait la discipline et le respect des propriétés. C'est ici l'instant de rapporter un trait de générosité, de grandeur d'âme, qui a honoré ce grand homme et lui a assuré à jamais l'estime et l'admiration des Allemands.

L'archiduc avait fait dételer des chevaux d'artillerie et abandonner plusieurs canons pour le transport des charrettes chargées de blessés. Moreau, instruit du motif qui avait fait tomber cette artillerie en son pouvoir, regarda comme indigne de lui de la garder; il renvoya les canons à l'archiduc, en le priant de permettre qu'il ne fût pas étranger à un acte d'humanité si honorable.

Telle fut cette campagne d'hiver, si célèbre, ouverte et terminée dans l'espace d'un mois; elle mit le sceau à la gloire du

---

(1) Voyez Pièces justificatives, n.° 4.

nouveau Turenne de la France. L'ennemi perdit tout le pays compris entre l'Iser et la rivière d'Erlaph, douze à quinze mille hommes morts ou blessés, vingt-cinq mille prisonniers, avec cent quarante pièces de canon, et des magasins immenses.

Une paix glorieuse et définitive conclue à Lunéville, suivit de près l'armistice.

CHAPITRE IV.

Retraite de Moreau. — Sa persécution. — Son procès. — Sa défense. — Son jugement. — Deux nouveaux traits signalent sa grandeur d'âme. — Il est banni par Buonaparte et conduit sur les frontières d'Espagne. — Il se rend à Cadix et s'embarque pour l'Amérique.

Ici se termine le récit des campagnes de Moreau, grands et beaux faits d'armes qui appartiennent tout entiers à la France. Moreau avait long-temps et profondément médité sur son art. Le caractère de son talent militaire était la réflexion et le calme; il réunissait à lui seul ces rares qualités que la nature partage d'ordinaire entre plusieurs capitaines. Capable comme Turenne et au même degré, *de réflexions profondes et de soudaines illuminations, il s'avança par ordre*, selon l'expression du grand Bossuet, *vers les prodiges de sa vie*,

et ainsi que le vainqueur de Rocroy, *il parut un homme inspiré dès sa première bataille.*

Cette double faculté de son génie semblait participer du caractère de son ame, qui, susceptible des impressions de vertus et d'enthousiasme, se pliait à cette tendance de bonté et de grandeur antique, qui a tant influé sur toute la vie de Moreau. Une étude suivie de l'art de la guerre avait développé en lui les germes heureux dont l'avait doué la nature; il avait complété par les méditations ce coup d'œil sûr qu'elle accorde aux grands capitaines : doux et sévère dans les camps, calme et vif sur le champ de bataille, prudent et audacieux, passant d'un mouvement hardi à une retraite savante, mais toujours maître de lui-même, Moreau n'accordait rien au hasard.

Plans, manœuvres, retraite, tout était calculé par lui avec une sagacité et une précision qu'il avait réduites en formules. Avare de sang, il acquit le droit de dire avec confiance : « La guerre sous mes or-

« dres ne fut un fléau que sur le champ de « bataille. Lorsque la victoire me faisait « avancer au milieu des nations ennemies, « je ne m'appliquai pas moins à leur faire « respecter le caractère du peuple fran- « çais, qu'à leur faire redouter ses armes. « Du milieu même de leurs campagnes « ravagées, plus d'une fois les nations et « les puissances ennemies m'ont rendu ce « témoignage. »

La candeur de son âme et la justesse de son esprit lui faisaient trouver un grand charme dans les méditations et dans l'étude de l'histoire. Il était naturellement disposé à regarder l'opinion publique et l'histoire elle-même comme un tribunal presque toujours équitable, mais sévère. La trempe de son ame le faisait passer avec la même sérénité, du milieu des camps et du commandement des armées victorieuses, au repos de la vie civile et aux douceurs d'une condition privée; et ce repos, suivant sa noble expérience, *n'était pas sans gloire*.

Eeoutons Moreau lui-même sur les sen-

timens qui l'animèrent à l'époque du licenciement de son armée, après le triomphe d'Hohenlinden :

« Au retour de tant de succès, dont le « plus grand de tous était d'avoir assuré « d'une manière efficace la paix du con« tinent, le soldat entendait les cris écla« tans de la reconnaissance.

« Quel moment pour un ambitieux! quel « moment pour conspirer, si un de ces « desseins avait jamais pu entrer dans mon « âme! On connaît le dévouement des « armées pour les chefs qu'elles aiment et « qui viennent de les faire marcher de « victoire en victoire. Un ambitieux, « un conspirateur, aurait-il laissé échap« per l'occasion, à la tête d'une armée de « cent mille hommes, tant de fois triom« phante ?

« Il entrait au milieu d'une nation en« core agitée et toujours inquiète pour « ses principes et pour leur durée.

« Je ne songeai qu'à licencier l'armée, « et je rentrai dans le repos de la vie ci« vile. »

« Dans ce repos, *qui n'était pas sans*
« *gloire*, je jouissais de mes honneurs, de
« ces honneurs qu'il n'est pas sans doute
« dans la puissance humaine de m'arra-
« cher, du souvenir de mes actions, du
« témoignage de ma conscience, de l'es-
« time de mes compatriotes et des étran-
« gers, et, s'il faut le dire, du flatteur et
« doux pressentiment de la postérité. »

De retour à Paris, le vainqueur d'Hohenlinden y vécut sans faste, sans affectation de célébrité, sans aucun appareil de grandeur; mais l'admiration publique se manifestait pour peu qu'il fût reconnu, malgré les soins qu'il prenait de se dérober aux regards curieux de la multitude. Moreau évitait surtout de choquer ou d'inquiéter Buonaparte, qui gouvernait sous le titre de premier consul, et dont la secrète jalousie ne lui avait pas échappé. En effet, Buonaparte n'avait pas vu sans envie la victoire d'Hohenlinden éclipser son triomphe de Marengo. Tous ces motifs déterminèrent Moreau à se fixer à Grosbois, terre qu'il avait acquise de l'ex-directeur

Barras, et il venait très-rarement à Paris. Il voyait clairement que Buonaparte ne voulait plus d'égaux, et aspirait au despotisme. Son âme fière ne put dissimuler son chagrin; elle s'exhalait quelquefois dans le sein de l'amitié. Moreau s'ouvrait à ses amis, ou à ceux qu'il croyait tels; mais déjà des délateurs, des hommes perfides, épiaient ses actions, ses pensées, ses paroles.

Examinons les progrès de cette rivalité funeste. Moreau menait une vie retirée, mais heureuse, embellie par les grâces d'une épouse adorée, qui réunissait la beauté à la vertu, et qui faisait le charme de son existence. Ce bonheur n'était troublé que par l'aspect de ce despotisme toujours croissant, qui commença dès lors l'asservissement de la France. A cette indignation secrète, qui armait pour ainsi dire l'ame de Moreau, vint se joindre le ressentiment naturel occasionné par quelques sarcasmes amers sortis de la bouche de Buonaparte, et qui arrivèrent jusqu'à son modeste rival. On répétait aux Tuileries que

Buonaparte, alors consul, appelait insolemment Moreau *le général des retraites*, comme si la retraite de la Forêt-Noire, où il avait fallu passer sur le corps d'une armée autrichienne, comme si l'admirable passage du Rhin et la bataille d'Hohenlinden eussent été des manœuvres rétrogrades. Les projets extravagans de Buonaparte attiraient bien plus les traits de la censure et les observations de la critique. Par exemple, Moreau pouvait-il croire à cette expédition chimérique de descente en Angleterre, sans flottes pour l'effectuer? Il fallait y croire cependant, ou feindre la conviction du succès. L'indépendant Moreau ne put se prêter au langage flexible de l'adulation; il qualifia de *coquilles de noix* ces nombreuses chaloupes improvisées dans des ports d'eau douce, et qui suivaient le cours de la Loire, de la Seine et du Rhin, pour aller ravir aux Anglais le sceptre des mers.

Il se permit aussi dans l'intimité quelques plaisanteries sur ces fusils d'honneur, ces tambours, ces baguettes d'honneur, qui

préludaient à une institution plus convenable, et qui a survécu à la puissance du fondateur, parce que l'honneur, étant l'ame de la nation, doit vivre autant qu'elle. Ainsi les premiers essais de Buonaparte à cet égard avaient un tel vernis de ridicule, qu'un jour, à la suite d'un dîner recherché, donné par Moreau, quelques convives, échauffés par la bonne chère, et exaltant les talens du cuisinier, le mandèrent, et, au milieu du repas, lui décernèrent une *casserole d'honneur.*

Ces innocentes plaisanteries furent raportées à Buonaparte, et envenimées par les délateurs.

Quand, peu de temps après, la légion d'honneur eut été fondée, Buonaparte fit proposer à Moreau d'en faire partie, et Moreau répondit à la personne chargée de cette négociation : Il est donc fou, « cet homme là; il y a dix ans que j'en « suis (1). »

---

(1) Ce trait a été altéré dans un écrit récent sur Moreau; on lui fait dire : il est donc fou cet

Ces dispositions de Moreau au mécontentement, ces plaisanteries, quelquefois chagrines, excitèrent la rage de Buonaparte, qui dès-lors jura de ne plus différer la perte de celui que l'opinion élevait au-dessus de sa propre renommée.

Buonaparte soudoya des traîtres qui, sous le prétexte d'agir au nom des princes de la dynastie légitime, qui avaient trouvé un asile en Angleterre, cherchèrent à surprendre la confiance de Moreau, comme ils avaient surpris autrefois celle de Pichegru son ami. Trop sage pour s'abandonner à des êtres qu'il méprisait, le vainqueur d'Hohenlinden se mit toujours en garde, évita les correspondances dangereuses, et les piéges qu'on lui tendait. Mais l'indignation était générale contre le détenteur de la monarchie. On savait que

---

homme-là, de me proposer la légion d'honneur; il y a dix ans *que je la commande*. Mais ces dernières paroles ne sont pas dans le caractère de Moreau; elles ne convenaient pas à sa modestie.

Buonaparte aspirait à se faire couronner empereur, et à commencer une nouvelle dynastie qui ne pouvait être fondée que sur le plus affreux despotisme. Tous les regards se tournaient vers Moreau; les royalistes et les républicains avaient en lui une égale confiance; tous le considéraient comme le seul homme qui pût soustraire la patrie à la rapacité d'un Corse ambitieux et inhumain, qui méditait de s'emparer de la France, à titre de domination héréditaire. Moreau était donc le seul obstacle que l'opinion publique opposât à l'exécution des projets sinistres de Buonaparte. Ce fut alors que son perfide rival, secondé par les hommes les plus méprisables, résolut d'enlacer Moreau dans une conspiration ourdie à dessein. On paya à grands frais des agens déliés, des espions adroits, qui furent chargés, soit en Angleterre, soit à Paris, d'exciter, d'entraîner les plus fidèles partisans de l'auguste famille des Bourbons, à former une conspiration contre la vie de Buonaparte. On leur fit le tableau le plus séduisant de l'état de l'esprit public

en France, et des dispositions des différens partis. Rien ne fut négligé pour redoubler leur zèle en faveur de la cause des souverains légitimes. On les stimulait par des lettres pressantes, par des instructions astucieuses; on les engageait à venir accélérer par leur présence le mouvement salutaire qui devait porter toute la France aux pieds des illustres descendans de saint Louis. On s'adressait plus particulièrement à Pichegru et à Georges Cadoudal, chef des royalistes de la Basse-Bretagne. Des hommes si noblement dévoués à leur cause, plus accoutumés à se battre qu'à négocier, se firent aisément illusion. Ils furent surtout ébranlés par l'assurance qu'il existait une réconciliation sincère entre les républicains et les royalistes, pour relever le trône de Henri IV, à la faveur d'une constitution calquée sur celle d'Angleterre. On leur montra le prétendu traité conçu dans ces intentions, et signé des noms les plus imposans; celui de Moreau y figurait: les signatures étaient fausses. Trompés et séduits par la perfidie et par l'espérance,

Georges, Pichegru, et d'autres royalistes dévoués passent la mer, et arrivent secrètement à Paris vers la fin de 1803.

Ainsi fut ourdie cette conspiration factice, dans laquelle on voulait faire tomber Moreau comme dans un piége.

Cependant telle était alors la disposition réelle des esprits, que si Moreau avait dit un mot, les républicains et les royalistes, par une sorte d'inspiration et d'élan, se seraient levés de concert pour frapper le coup qui eût été regardé comme l'affranchissement de la France et des nations; ce mot prononcé par Moreau, eût été reçu comme un ordre divin, comme un signal de bataille et de triomphe, et ce mot eût tout ennobli. Il fut cent fois demandé, et Moreau eut toujours horreur de le prononcer. C'est alors que dans un entretien secret avec le sénateur Garat, il lui dit en souriant: « Nous ne valons rien pour cons-« pirer, mais je connais un conspirateur « auquel Buonaparte n'échappera pas; « c'est lui-même : il va se perdre dans ses « folies. »

Tout à coup, au commencement de février 1804, des bruits de nouveaux complots formés par l'Angleterre contre la vie de Buonaparte se répandent dans Paris; plusieurs arrestations secrètes sont la suite de ces bruits adroitement propagés. On sème l'or parmi les délateurs, et la défiance dans l'intérieur des familles; on fait des visites domiciliaires, on rétablit le régime de la terreur, et pendant un mois entier Paris reste en état de siége; les barrières sont fermées; des satellites se répandent dans la ville; l'inquiétude est extrême, chacun se demande, avec effroi, quels sont donc ces conspirateurs? à qui en veut-on? Enfin, le 17 février, le voile est déchiré, et les ténèbres se dissipent. L'orateur à gage du gouvernement, M. Regnault de Saint-Jean-d'Angely, vient lire au Corps-Législatif un long rapport sur les événemens qui causaient tant de troubles et d'inquiétudes, dans lequel on accuse l'Angleterre d'avoir ourdi de nouvelles trames au milieu de la paix. Après avoir signalé Georges Cadoudal, Pichegru et Villot, comme les

principaux chefs de la conspiration, le rapporteur ajoute : « Une réconciliation « criminelle a rapproché Pichegru de Mo-« reau. Lajollais, l'ami et le confident de « Pichegru, allait de Paris à Londres, et « de Londres à Paris, porter à Pichegru « les pensées de Moreau, et rapporter à « Moreau les pensées de Pichegru. Le gé-« néral Moreau et Lajollais sont arrêtés; « les traces de Pichegru sont suivies avec « activité..... »

Il importait à Buonaparte de se défaire de Pichegru, ame vigoureuse, général habile, esprit entreprenant et audacieux; de se défaire de Georges Cadoudal, qu'une force d'âme et de corps extraordinaire, jointe à un sang-froid imperturbable et à une intelligence singulière, rendait propre aux grands desseins qu'il méditait; mais le comble de la perfidie et de la noirceur consistait à envelopper Moreau dans cette proscription, à le rabaisser aux yeux de l'armée, dont il était l'idole, et à faire périr sur un échafaud le seul homme qui pouvait donner de l'ombrage à celui qui

s'était érigé en despote de la France. Quarante-cinq personnes étaient arrêtées, parmi lesquelles figuraient avec Georges et Pichegru, MM. Jules et Armand de Polignac, et M. le marquis de Rivière, aide-de-camp de monseigneur le comte d'Artois.

Ainsi Buonaparte, employant toutes les ressources du machiavélisme, et secondé par sa police, était parvenu à enlacer, à impliquer dans une conspiration Moreau, qu'il n'osait attaquer en face, et dont il redoutait l'ascendant. Mais l'opinion publique se prononçait hautement en faveur de Moreau; on reconnaissait généralement avec indignation la marche profondément insidieuse de Buonaparte, qui, voulant perdre Moreau, l'accolait à des hommes déjà sous le glaive de la loi.

Cependant les jurés, ayant été déclarés incompétens, on déféra toute la procédure à un tribunal spécial ou extraordinaire, formé par la cour criminelle de Paris, et le nom du vainqueur d'Hohenlinden fut inscrit sur la liste des prévenus de conspi-

ration, que le gouvernement désignait sous le nom de *brigands*. Les rapports de Moreau et de Pichegru furent liés avec un art perfide à deux entrevues, et à des discours recueillis par des délateurs.

Jamais procédure ne fut entamée avec plus de passion. Des témoins subornés firent retentir le palais de plaintes exagérées; d'autres furent tenus en prison jusqu'à ce qu'ils eussent promis de déposer ce qu'on leur prescrivait de dire à la charge des accusés. Le choix du rapporteur ne laissait pas douter du sort qu'on préparait à Moreau. On distribua aux juges et dans le public des mémoires, où les faits étaient tronqués ou dénaturés, et où d'autres faits étaient absolument faux et controuvés. Tout autre que Moreau eût été effrayé, en voyant l'ardeur avec laquelle on cherchait à le perdre; mais lui, calme et impassible, ne voyant autour de sa personne que des embûches, que des marques d'intérêt perfide, il ne répondait que par le mépris, par la pitié aux attaques multipliées et tortueuses de ses ennemis; son-

vent même il repoussait leurs tentatives avec l'arme du ridicule.

Soit que le gouvernement anglais ait réellement favorisé le projet de conspiration contre la vie de Buonaparte (ce qui a été démenti en Parlement par le chancelier de l'Echiquier), soit que cette conspiration n'ait été ourdie que par les agens de la police secrète du gouvernement français, il n'en est pas moins vrai que Moreau n'y avait pas voulu adhérer, quand Pichegru, dans une conférence, lui en avait fait la proposition.

Cependant Buonaparte croyait déjà triompher : celui qu'il voulait sacrifier à son amour-propre blessé, était tombé dans ses piéges, et ne pouvait plus lui échapper; mais quoiqu'il l'eût environné dans sa prison, de troupes particulièrement dévouées à ses volontés; quoiqu'il fît circuler dans les rangs des soldats les accusations et les calomnies dirigées contre l'accusé, et qu'il lui eût prodigué l'insulte et les outrages, tel est néanmoins l'ascendant de la vraie grandeur, que les soldats et la gendarmerie

d'élite s'empressèrent de rendre les honneurs militaires à Moreau : ainsi, même dans les cachots, la gloire semblait l'entourer de son auréole.

Ce grand procès fixait l'attention de tout Paris, de toute la France, de l'Europe entière. Le nom des accusés, celui de leur accusateur, la nature même de l'affaire, tout excitait au plus haut degré la curiosité publique.

Le gouvernement et sa police faisaient des efforts incroyables pour flétrir les accusés, et pour les rendre odieux. Des langues vénales et des plumes vendues, s'efforçaient de les noircir chaque jour; mais l'opinion opposait à tous les efforts de la perversité, une résistance invincible. Elle s'était déclarée hautement en faveur de Moreau; on prenait ouvertement sa défense : on discutait les motifs de sa disgrace. Jamais, peut-être, à aucune époque de la tyrannie de Buonaparte, on ne parla plus librement, et avec plus de hardiesse, contre les abus du pouvoir.

La mort violente de Pichegru, étranglé

dans son cachot, fit tomber sur Moreau tout l'intérêt de ce procès mémorable.

Le 13 mai, Moreau, cet illustre captif, comparut sur les bancs des accusés. La foule s'était portée avec un empressement irrésistible dans la salle des débats. On voulait voir Georges et Moreau.

En entrant au tribunal, Moreau prend la parole, et d'une manière simple, sans art, sans aucun mouvement oratoire, il nie d'avoir eu des liaisons d'aucune espèce avec Georges, qui s'est déclaré seul l'auteur et le complice de la conspiration, et il nie d'en avoir eu avec Pichegru qui tendissent à tuer le premier consul. Il établit qu'il n'existe au procès ni écrits, ni pièces de conviction, ni témoins qui déposent contre lui; il oppose sa vie entière aux accusations de son ennemi et de ses dénonciateurs, et retraçant sa conduite depuis le moment où il est entré dans la carrière des armes, il prouve qu'il n'a pu conspirer, ainsi que la malveillance l'en accuse, « parce « que, dit-il, si j'avais voulu concevoir et « suivre des plans de conspiration, j'aurais

« dissimulé mes sentimens et sollicité tous
« les emplois qui m'auraient replacé au
« milieu des forces de la nation..... Je sa-
« vais que Cassius et Brutus s'étaient ap-
« prochés du cœur de César pour le per-
« cer (1). »

L'acte d'accusation lui faisait un crime de n'avoir pas dénoncé Pichegru, comme on lui avait reproché au 18 fructidor de l'avoir dénoncé. Moreau avouait qu'il avait vu Pichegru. Qu'en pouvait-on conclure? Il n'en résultait aucune charge sérieuse contre l'accusé; mais une entrevue de Moreau avec Georges eût été bien plus décisive pour le succès de l'accusation; aussi tous les efforts des délateurs furent-ils provoqués pour établir ce point de fait. Leur embarras, leurs tergiversations firent voir bientôt combien les preuves étaient peu concluantes et peu solides. Cependant on persistait à accuser Moreau d'avoir voulu se faire élever à la dictature par les

(1) Voyez Pièces justificatives, n.° 5.

royalistes, et l'on produisait avec impudence les dépositions de quelques agens subalternes, dépositions vagues et inadmissibles.

Frappé des absurdités de l'accusation, Moreau, dans une des séances publiques du débat, ne craignit pas d'en relever l'incohérence, et s'écria avec autant de chaleur que d'énergie : « Comme depuis dix « ans que j'ai fait la guerre, il ne m'est « pas arrivé de faire des choses ridicules, « on voudra bien croire que je n'ai pas « fait celle-là. »

A peine eut-il proféré ces paroles, que de vifs applaudissemens se firent entendre dans toutes les parties de la salle; les gendarmes eux-mêmes, commis à la garde des accusés, applaudirent avec enthousiasme. Ce fut au sortir de cette mémorable séance que Georges Cadoudal dit dans un corridor du Palais : « A la place du général « Moreau, j'irais coucher ce soir aux Tui- « leries. » En effet, une grande fermentation régnait parmi les troupes, et surtout au camp de Boulogne sur mer : on assurait

même qu'une députation était venue à Paris pour solliciter avec instance le salut de Moreau, dans le cas où ses juges, cédant à la corruption ou à la terreur, l'eussent condamné.

L'enthousiasme qu'excitait l'accusé, les souvenirs qu'il réveillait étaient tels, qu'un seul mot de lui aurait suffi pour renverser le gouvernement. Ce mot eût pu donner aux affaires de l'Europe un nouvel aspect; mais Moreau, comme s'il eût voulu remplir sa destinée, se soumit avec une fierté tranquille à la méchanceté de ses ennemis.

Pendant tout le cours des débats, il se défendit avec un sang froid, un calme, une force de vérité qui déconcertèrent les juges, prévenus ou gagnés, et qui attachèrent de plus en plus à sa cause les nombreux spectateurs qui l'environnaient, de leurs vœux et de leur affection. Jamais débats ne furent suivis avec plus d'ardeur, et n'offrirent un plus grand intérêt.

Moreau, avant le plaidoyer lumineux

de M. Bonnet, son avocat (1), prononça un discours plein de dignité qui laissa dans l'esprit des juges et de tout l'auditoire, la conviction la plus intime de sa candeur et de son innocence.

Son avocat démontra avec une grande puissance de raisonnement l'innocence des rapports de Moreau avec Pichegru, et l'absence des plus légers indices qui pussent soûtenir l'accusation.

Mais Buonaparte exigeait que Moreau fût condamné à mort, ou tout au moins à une peine flétrissante : il avait fait signifier ses intentions à ceux des juges qui lui étaient vendus.

Le public et Moreau lui-même, s'attendaient à une grande iniquité. Ce fut dans ces circonstances critiques et déplorables, que Moreau, par un nouveau trait de grandeur d'âme, donna un exemple qui peut être comparé à ce qu'on pourrait admirer de plus beau dans les plus grands caractères.

---

(1) Voyez Pièces justificatives, n.° 6.

La nuit même du jugement, on entre dans la prison de l'illustre accusé : on lui offre de briser ses fers, de le placer sous un dais de baïonnettes pour le mener au peuple, dont les cris lui décernaient des triomphes. On le trouve dormant : on a peine à le réveiller. *Non,* répond-il, *je ne veux pas qu'il y ait une seule goutte de sang versé pour sauver le mien.*

Telle était pourtant l'iniquité de cette procédure, que lorsque les juges voulurent aller aux voix, ils se virent forcés de prononcer sans avoir sous les yeux aucune pièce du procès. Le juge Lecourbe les ayant demandées, et témoignant sa surprise de ce qu'elles n'étaient pas déposées sur le bureau, on lui répondit qu'attendu leur volume, elles n'avaient encore pu être imprimées, et qu'il était inutile de les attendre. On les distribua après le jugement.

Sept juges sur douze, MM. Martineau, Desmaisons, Rigault, Lecourbe, Laguillaumie, Clavier et Dameuve, osèrent résister à l'influence d'un pouvoir despoti-

que, et votèrent pour que Moreau fût déclaré non coupable et acquitté. Mais les cinq autres juges, vendus à Buonaparte, voyant la majorité décharger Moreau de toute culpabilité, s'opposèrent à ce que le jugement fût rendu dans ce sens. Le sieur Hémart, président, et Thuriot, juge instructeur, qui voulaient acheter la faveur du despote, en lui livrant sa victime, s'élevèrent avec furie contre la majorité : ils avaient leurs instructions secrètes.

Le président osa dire à ses collègues : « Vous voulez mettre en liberté Moreau, « il n'y sera pas mis ; vous forcerez le gou« vernement à faire un coup d'Etat, car « ceci est une affaire politique plutôt qu'une « affaire judiciaire, et il faut quelquefois « des sacrifices nécessaires à la sûreté de « l'Etat. » La délibération fut reprise alors. On vit le juge instructeur aller souvent de la chambre du conseil dans le cabinet du président. Là il recevait les ordres du général Savary, chargé de surveiller les juges et de dicter leur jugement. Enfin, le sieur Granger, plus astucieux que ses quatre

collègues, qui voulaient comme lui la condamnation, proposa pour sauver, disait-il, la vie de Moreau, de le déclarer coupable, mais excusable, et de lui appliquer trois mois de prison. Trois juges, MM. Dameuve, Lecourbe et Rigault, restèrent seuls fidèles à l'honneur et à leur conscience; les autres se joignirent à la première minorité, alléguant aujourd'hui pour excuse qu'on pouvait sauver Moreau par une punition légère, plus sûrement que par une entière absolution (1).

Ce jugement fut une sorte de transaction entre la justice et la violence. Moreau quoique innocent, fut déclaré coupable, et comme tel condamné à deux ans d'emprisonnement *correctionnel.*

Après avoir entendu sa condamnation, il se retire en silence, descend l'escalier du Palais de Justice, traverse la foule qui ne s'occupe que de lui, sans faire aucun mouvement, sans prononcer une seule pa-

(1) Voyez Pièces justificatives, n.° 7.

role qui pût trahir sa pensée. Arrivé dans la rue, il se trouve seul ; tout semblait avoir été préparé pour une évasion que tout Paris eût favorisée. Que fait Moreau ? Il monte à la hâte dans la première voiture de place qui se présente, ordonne au cocher de le mener au Temple, et là il dicte lui-même son écrou. Ce trait caractéristique peint-il un conspirateur ?

Mais cette victoire honteuse que Buonaparte venait de remporter sur un ennemi enchaîné, avait failli causer sa propre ruine. Il s'était formé pendant le procès de Moreau, une conspiration véritable tendante à le délivrer, à main armée, s'il venait à être condamné à mort. Les auteurs de ce complot étaient la plupart des officiers revenus de l'armée, sous divers prétextes, et qui, travestis avec soin, se tenaient cachés dans Paris ou à l'écart. La police instruite de l'existence de ce complot, avait fait entourer le Palais de Justice de troupes et de canons. Vain appareil de la force, qui n'eût point empêché l'explosion et l'exécution du complot militaire si

Moreau eût été condamné à la peine capitale.

Buonaparte n'ayant pu perdre Moreau, lui envoya au Temple le ministre de la police, Fouché, pour lui proposer de lui rendre la liberté à des conditions humiliantes; mais Moreau les rejeta, en disant que tout prisonnier qu'il était, il préférait son sort à celui de son persécuteur.

Quoique Moreau n'eût pas douté un seul moment qu'il serait la victime de l'envie et de la haine de Buonaparte, il avait cru devoir lui écrire avant son jugement, pour lui témoigner sa surprise de se trouver impliqué dans une procédure criminelle, et accusé d'avoir voulu bouleverser le gouvernement, lui qui, retiré dans l'intérieur de sa famille, et se bornant à un petit cercle d'amis, n'avait plus d'autre caractère public que celui de général retiré; il ajoutait que Buonaparte pouvait mieux que personne rendre justice à son peu d'ambition; qu'il pouvait se rappeler avec quel désintéressement il l'avait servi au 18 brumaire; que s'il eût voulu s'em-

parer du gouvernement, la carrière lui avait été ouverte pendant que le premier consul était encore en Egypte. Il niait formellement qu'il eût pris part à la conspiration, et avouait franchement qu'on lui avait fait des propositions qu'il avait rejetées, autant parce qu'il n'était pas dans son caractère de jouer le rôle de conspirateur, que pour ne pas perdre le fruit de ses travaux, qui consistait pour lui dans l'estime de ses concitoyens (1).

On lui reproche cette lettre, qui telle qu'elle existe parmi les pièces justificatives du procès, est noble et calme; on lui reprocha d'avoir souffert sa persécution sans tenter de faire soulever l'armée, sans faire éclater le moindre désir de vengeance; mais cette conduite n'était-elle pas conforme au caractère, aux principes et à la vie entière de Moreau? Inhabile aux factions, détestant la guerre civile, et peu jaloux du pouvoir suprême, Mo-

(1) Voyez Pièces justificatives, n.° 8.

reau ne l'avait-il pas vu passer en d'autres mains sans regret et presque avec joie ?

Qu'allait devenir cet illustre condamné? Buonaparte connaissait assez l'esprit de la nation, pour juger qu'il était dangereux de garder en France un homme tel que Moreau, qui, sans autres appuis que sa gloire et son caractère, s'était formé, sans le vouloir, un parti considérable dans l'armée et dans l'Etat. Il n'ignorait pas que son usurpation, qu'il venait de consommer en se faisant reconnaître empereur, avait rallié contre lui beaucoup de mécontens, et que si un jour sa tyrannie forçait de lever contre lui l'étendard, on lui opposerait Moreau malgré Moreau lui-même. Buonaparte balança long-temps sur le parti qu'il prendrait à l'égard de ce héros prisonnier. Il avait fait assassiner Pichegru dans sa prison, mais un second meurtre semblable ne pouvait avoir lieu. L'opinion était déjà trop exaspérée, et le sang du duc d'Enghien qu'on venait d'immoler,

avec des circonstances atroces, s'élevait contre Buonaparte dans toute l'Europe. Habile à feindre, Buonaparte se couvrit du masque de la clémence, et ouvrant à Moreau la porte de sa prison, il commua la peine de sa détention en un bannissement.

L'illustre banni fut conduit jusqu'aux frontières d'Espagne, par un officier dévoué à Buonaparte. Ce militaire, qui avait eu beaucoup d'égards pour Moreau pendant la route, s'approcha de lui au moment de le quitter, et avec tout l'appareil du mystère, il lui dit que s'il vouloit écrire à l'empereur, il se chargerait de la lettre, et qu'il espérait lui rapporter une réponse prompte et favorable pour peu qu'il voulût l'attendre sur la frontière.

Moreau lui répondit avec fierté, qu'il n'écrirait point à ce prétendu empereur, et qu'il n'aurait jamais avec lui aucune relation. Il se dirigea sur Cadix, où des agens secrets de Buonaparte le suivirent pour épier ses démarches. Moreau reçut

dans cette ville célèbre des hommages universels, et des témoignages flatteurs de la haute estime qu'inspiraient ses talens et son caractère; il s'embarqua et fit voile pour l'Amérique.

CHAPITRE V.

Arrivée de Moreau en Amérique.—Ses voyages. —Il se fixe à Morisville. — Sa vie privée en Pensilvanie. — Son opinion sur la guerre et sur les projets gigantesques de Buonaparte. — Affliction qu'il éprouve en apprenant les désastres de la campagne de Russie. — Moreau songe à repasser sur le continent pour sauver la France et l'Europe. — Son départ.

Nous allons suivre Moreau dans les solitudes de l'Amérique du nord, qui furent pour lui plutôt un réfuge qu'un exil.

Transporté dans une terre étrangère, ce grand homme se soumit avec résignation à sa destinée.

Il avait laissé en Europe sa femme avec ses enfans, pour qu'elle pût terminer des affaires indispensables, et recueillir les débris de sa fortune. Moreau, soit pour se distraire, soit pour acquérir de nouvelles connaissances, tira parti de son isolement.

Il voyagea dans l'intérieur de l'Amérique septentrionale, visita les chutes du Niagara, navigua sur le Mississipi, sur l'Ohio, parcourant en observateur des objets et des sites tout à fait nouveaux pour lui, et se formant ainsi une idée de l'état florissant fondé par le sage William Penn, législateur des Etats-Unis. Moreau revint par terre à Philadelphie, après avoir visité une grande partie de l'Amérique du Nord.

Il se fixa enfin dans une belle terre dont il fit l'acquisition à Morisville, près de Trenton, au pied d'un *rapide* ou petite cataracte formée par la Delaware, à trente milles de Philadelphie et à soixante de New-Yorck. La maison de campagne de Moreau était la plus apparente du bourg. Là, réunissant autour de lui sa famille et un petit nombre d'amis sincères, il trouva le bonheur, et parut oublier les injustices et la persécution de son ennemi, qu'il évitait même de nommer.

On l'avait contraint à payer les frais énormes de sa procédure, de sorte que sa fortune était considérablement diminuée;

néanmoins, avec l'ordre qu'il établit, il fut à même de recevoir toutes les personnes qui, pleines d'admiration pour lui, recherchaient dans sa société le charme inexprimable qu'il savait y répandre.

Il passait la belle saison à la campagne, appelant à son secours l'amour de l'étude et de l'observation, la chasse, la pêche et les plaisirs simples, dont il ne pouvait perdre le souvenir.

Toujours bon et humain, il était adoré de ses voisins, qui ne le nommaient que le bon Moreau. Qui pourrait retracer tous les traits de candeur et de générosité, dont le souvenir restera à jamais gravé dans les cœurs de ceux qui l'ont suivi dans sa vie privée, tandis que son féroce rival se plaisait à considérer les cadavres dont il jonchait les plaines de l'Allemagne? Moreau ne songeait qu'à faire des heureux et à pratiquer toutes les vertus domestiques. Son séjour à Morisville répandait la vie dans le canton. Encouragés par son exemple et ses conseils, les habitans donnèrent un nouvel essor à leur industrie agricole.

Honoré et aimé de ses pacifiques voisins, Moreau semblait échapper à sa gloire au sein du bonheur domestique. Sa jeune et belle épouse semait de fleurs sa carrière, et, par ses talens enchanteurs, remplaçait les brillantes illusions de la capitale de la France.

Tandis que Moreau se livrait à l'étude ou qu'il soignait ses jardins, madame Moreau s'occupait de l'éducation de sa fille, sur la tête de laquelle se réunissait la tendresse des deux époux.

Quand l'hiver les forçait à quitter la campagne, ils revenaient habiter New-York, où leur maison était ouverte aux personnes de tous les partis et de toutes les opinions, qu'une réserve sage et prudente de leur part retenait dans les bornes convenables.

Moreau s'exprimait avec facilité, pureté et même élégance; mais il avait un genre particulier; à côté de l'urbanité d'un homme bien élevé, on remarquait en lui la franchise d'un militaire; il analysait ses pensées et les rendait avec clarté. Son es-

prit, enrichi par la lecture et les observations, répandait le plus grand intérêt dans sa conversation : il avait le caractère égal, et généralement gai; il parlait volontiers sur toutes sortes de sujets, hormis sur ce qui tenait à sa gloire et aux persécutions de Buonaparte; il était sous ces deux rapports très-silencieux. Il ne pouvait s'empêcher cependant de déplorer la fin cruelle de Pichegru, dont il parlait avec admiration. Moreau ne concevait pas comment on avait osé abuser aussi indignement le public sur le genre de sa mort, et comment un gouvernement pouvait assez mépriser un peuple, pour lui présenter avec audace de semblables mensonges.

La conduite des généraux célèbres faisait aussi le sujet de ses entretiens; il ne manquait pas de faire ressortir également leurs belles actions et leurs fautes, et il appréciait à leur juste valeur ces comptes rendus par les états-majors, ces rapports emphatiques, appelés officiels, où la vérité est toujours déguisée.

Il éloignait la politique de ses conver-

sations particulières, comme si elle eût porté atteinte au bonheur dont il jouissait, en lui rappelant les crimes de son rival.

Dans le mois de décembre 1811, Moreau eut la douleur de voir sa maison de campagne consumée par les flammes qui dévorèrent sa belle bibliothèque.

Mais déjà à cette époque tout son intérêt, toute sa tendresse s'étoient reportés sur sa patrie. Moreau n'avait que trop prévu en la quittant les entreprises insensées dans lesquelles allait se jeter l'oppresseur de la France. Son opinion sur les extravagances de Buonaparte lui échappa dans l'intimité, et il prédit qu'elles finiraient par le perdre, et que le moment de sa chute n'était pas éloigné.

Il comparait à certains égards son ambitieux persécuteur à Charles XII, gâté par des victoires trop faciles. On ne lira pas sans un grand intérêt son jugement sur ce roi fameux, jugement bien digne d'un grand maître dans l'art de la guerre : « Je crois, disait Moreau, que

« Charles XII a été jugé avec trop de sé-
« vérité ; je pense qu'il aurait été le plus
« grand capitaine de son siècle, s'il avait
« perdu la bataille de Narva ; elle lui donna
« et trop de mépris pour ses ennemis,
« et trop de confiance en ses troupes. Il
« a été victime de l'excès des qualités qui
« forment les grands généraux. »

Moreau désaprouvait surtout cette fureur de livrer des batailles décisives, de s'exposer à perdre en une seule journée tout le fruit de profondes combinaisons et d'une longue suite de victoires. Laissons-le parler encore lui-même sur ce grand art conservateur des empires, mais souvent si fatal à l'humanité, quand des furieux s'en emparent pour assouvir leur ambition :

« Je pense, disait Moreau, qu'on ne doit jamais livrer de bataille sans la presque certitude du succès. Frédéric a été bien souvent à portée de son ennemi, et il savait se contenir ; une bataille inconsidérément livrée aux Russes, l'a mis à deux doigts de sa perte. La bataille de Hochstett, qu'on ne devait pas donner, s'est fait sentir pendant les

dix années de guerre qui l'ont suivie. Il est excessivement rare que les deux généraux aient intérêt à combattre; le plus habile y force son adversaire. Aussi le grand art est de donner la bataille et non de la recevoir. Il est bien rare, d'ailleurs, que les forces soient égales. L'armée qui a de la confiance dans sa cavalerie, essaie d'attirer son adversaire sur le terrain qui lui convient; l'autre doit l'éviter avec raison. Une armée qui a été malheureuse dans le commencement d'une campagne, ne doit hasarder la fortune des combats qu'avec beaucoup de circonspection, et lorsque des renforts suffisans ont rendu la confiance aux soldats. L'Etat qui a plusieurs armées sur les frontières doit, en général, les faire manœuvrer comme celles-ci manœuvrent dans leur ligne particulière d'opération. Si elles combattent, c'est presque toujours en refusant une partie pour faire plus d'effet avec l'autre; de même l'Etat destine quelquefois une de ses armées à faire un grand effort, et c'est toujours aux dépens de celles qu'on destine à agir dé-

fensivement, lesquelles doivent bien se donner garde de débuter par des batailles, si elles sont opposées à des armées plus nombreuses. Sans aucun doute, les armées destinées à faire effort doivent combattre, c'est le seul moyen de conquérir; mais en est-il de même des adversaires de ces armées? N'y aurait-il pas beaucoup d'habileté à éviter de se commettre avec une armée d'invasion, et à se borner à ralentir les progrès par des diversions bien ménagées, par des détachemens sur les communications, et par des combats contre les corps qui se compromettraient, en un mot, à faire une guerre de manœuvre, qui donnât le temps à l'Etat menacé de renforcer son armée défensive pour les mettre en mesure de tenter le sort d'une bataille avec l'espoir du succès (1) ».

Ces préceptes décèlent incontestable-

(1) Ces deux citations importantes sont tirées d'un manuscrit de Moreau, dont son ami le colonel Rapatel a garanti l'authenticité.

ment le grand capitaine, qui a long-temps et profondément médité sur son art, et leur exposé seul contient la censure indirecte des opérations aventurières de Buonaparte.

Mais c'était moins encore l'esprit inquiet et belliqueux de l'oppresseur de la France, qui indignait Moreau, que l'affreux abus de ses conquêtes; c'étaient surtout les rapines et les violences que Buonaparte commandait, ou autorisait ouvertement, qui révoltaient l'âme pure de Moreau. « Cet « homme, disait-il, couvre de honte le « nom français; bientôt on n'osera plus le « porter. Mon malheureux pays sera ac- « cablé des malédictions de tout l'univers, « et si la providence ne vient pas au se- « cours de mes infortunés compatriotes, « peut-être seront-ils un jour comme les « Juifs, conquis, dispersés, poursuivis par « l'anathème des peuples. »

Que de pensées diverses ont dû assiéger Moreau, quand le bruit des désastres de l'Europe a commencé à retentir sur les rivages de l'Océan américain! Quelle pro-

fonde indignation s'empara de cette ame généreuse, en voyant de loin le joug qui pesait sur la France ! Quels combats intérieurs n'a pas dû soutenir ce cœur magnanime, lorsqu'une soudaine inspiration et les instances de l'Europe éplorée réclamèrent le sacrifice de son repos pour assurer celui de sa patrie et le bonheur du monde ?

Il paraît certain qu'en 1812, dès l'ouverture de la campagne de Russie, le prince héréditaire de Suède, Charles-Jean, fit à Moreau, au nom de l'empereur Alexandre, les propositions les plus brillantes pour le déterminer à passer sur le continent, afin d'être opposé à son rival dans la grande lutte qui était engagée. Moreau résista long-temps, dans l'espoir qu'un élan vigoureux de la part des Français de l'intérieur, sauverait la France et la délivrerait d'un oppresseur qui ne voulait plus voir autour de lui que des tombeaux. On espérait cependant que Moreau céderait enfin aux instances qu'on lui faisait de toutes parts, pour qu'il consacrât ses talens aux succès de la cause commune,

et à la délivrance de l'Europe. Le bruit de son arrivée prochaine se répandit même en Suède, et de là dans tout le continent. On savait que le prince royal de Suède faisait rechercher une belle maison de campagne, dont on pût faire l'acquisition, aux environs de Stockholm; et que pressé un jour par des questions relatives à cette recherche, il avait avoué qu'il s'agissait de ménager une retraite à son ancien ami le général Moreau.

Ce fut sur ces bruits précurseurs, que le général Mallet et l'abbé Lafon, enfermés dans les prisons de Paris, ourdirent leur conspiration et désignèrent Moreau comme le chef du gouvernement provisoire de leur création, annonçant dans leurs proclamations, au nom du Sénat, le débarquement du vainqueur de Hohenlinden sur les côtes de France. Ce n'était qu'une ruse de la part des conjurés; mais la police de Buonaparte y fut elle-même trompée, quand la conspiration ayant éclaté, le hasard la fit étouffer presque aussitôt.

Moreau n'était point en France, et il hé-

sitait même encore à s'embarquer pour le continent. Les détails de l'invasion de la Russie, en juillet 1812, étant enfin parvenus sur les bords de la Delaware, Moreau fut comme ébranlé par les événemens prodigieux de cette guerre; il les suivait avec une grande attention, et quelques lettres qu'il écrivit à cette époque font connaître le jugement sévère, mais juste, qu'il portait de cette entreprise, conçue avec témérité, exécutée dans le délire de la haine, et terminée avec opprobre.

Voici ce qu'il écrivait à ce sujet au colonel Rapatel, sous la date de New-York, le 11 février 1813.

« Il vient de se passer des choses bien « extraordinaires en Russie. *Le grand « homme s'y est bien rapetissé.* Outre la « folie qu'il a fait d'aller à Moscou, et d'y « rester trois semaines de trop, autant que « j'ai pu voir par ses bulletins et par les « rapports de Koutousoff, il me semble « que Buonaparte a perdu la tête à Smo- « lensk, et qu'il n'aurait jamais dû rester « là plus d'un jour, mais se hâter de repas-

« ser le Dnieper, et de se couvrir de ce
« fleuve s'il avait eu besoin du moindre
« séjour; ce qui, je crois, eût été encore
« une faute. Moreau ajoutait: On dit Buo-
« naparte mort; c'est ce qui peut lui arriver
« de plus heureux en pareille circonstance.
« Quand on ne sait pas se faire tuer, on
« est indigne de la part de gloire à laquelle
« il semblait avoir des prétentions. Il n'est
« pas dans la position d'un général dépen-
« dant, à qui on aurait commandé de pa-
« reilles folies : tout est de son invention
« et de son exécution. Il se serait attribué
« toute la gloire s'il avait réussi : la honte
« est son partage, et c'est un lâche s'il y
« survit. Reste à déplorer les faibles et
« malheureuses victimes de *cette folle et*
« *inhumaine ambition*. Ce devrait être
« une leçon, mais elle ne servira à per-
« sonne. » Moreau écrivit encore le 17 de
février : « Toute cette campagne de Russie
« a un caractère bien particulier d'impru-
« dence et de fautes, tant en allant qu'en
« revenant, qu'il m'est bien difficile de
« concilier avec l'habitude que Buonaparte

« a de la guerre. Il a joué comme un en-
« fant gâté, qui ne croit rien d'impossible
« à son étoile; mais celle du Nord lui a fait
« faux bond; je n'ai pas d'idée, ajoute-t-il,
« de la fin de cette terrible tragédie. »

Ce fut l'époque où Moreau parut se décider enfin à reparaître sur le continent: il est certain que les grandes vicissitudes de cette campagne influèrent puissamment sur sa résolution. Le ministre de Russie lui avait fait des ouvertures de la part de son maître, et il avait même cherché à le rassurer sur les vues ambitieuses que les agens de Buonaparte prêtaient à la Russie et aux puissances coalisées, relativement à la France. Moreau, persuadé que l'entreprise n'avait qu'un but glorieux, celui de délivrer les nations, de venger les rois et de rétablir en France un gouvernement légitime, n'hésita plus.

Si à tous les grands motifs qui le décidèrent a pu se joindre un ressentiment personnel, il fut inspiré sans doute par l'indignation dont l'avaient pénétré les traitemens indignes qu'avait essuyés madame

Moreau dans deux voyages qu'elle fut obligée de faire en France. Dans le premier, on ne lui permit pas de quitter Bordeaux, où elle était sous la surveillance de la police de Buonaparte ; et en mai 1813, on la força, étant très-malade, de s'embarquer pour l'Angleterre.

Mais en cédant aux désirs de l'empereur Alexandre, Moreau éluda les offres avantageuses qui lui furent faites de la part de ce monarque ; il refusa de rien stipuler pour sa fortune et pour les grades qu'on lui proposait. Ce n'était ni l'intérêt, ni l'ambition qui l'animaient, et tous les souverains coalisés rendirent justice à la pureté et à la générosité de ses motifs. Ainsi il n'y eut entre Moreau et l'empereur de Russie aucune de ces conventions qui rassurent les âmes vulgaires et vénales sur la reconnaissance des rois.

La campagne de 1813 allait s'ouvrir sur les bords de l'Elbe. Déjà Buonaparte avait réuni, aux débris des troupes qui avaient échappé aux désastres de Russie, de nombreuses levées ; il formait aussi,

avec les conscrits que lui prodiguait son sénat, des armées de réserve, et tout annonçait une campagne sanglante et décisive. Moreau sentit qu'il fallait se hâter de partir, et que les distances qui séparaient les bords de la Delaware des bords de l'Elbe, ne lui permettraient pas d'arriver avant le mois de juin, s'il ne pressait ses préparatifs. Mais il était agité de la crainte que sa femme, alors en France depuis dix mois avec son jeune fils, n'eût pas reçu ses lettres, ou n'en eût pas pénétré le sens mystérieux par lequel il cherchait à lui faire connaître son dessein. Ce motif lui faisait apporter de la lenteur dans les dispositions de son départ; enfin madame Moreau, jugeant la situation où pouvait se trouver son époux, trouva moyen, par une sorte d'allégorie, de lui faire connaître que ses mesures étaient prises, qu'elle l'avait deviné, et qu'il pouvait partir.

Dès lors, rien ne l'arrêta plus, et il ne songea qu'à dérober son départ à la connaissance du ministre de Buonaparte aux Etats-Unis, qui se serait hâté ou de re-

tenir Moreau, ou d'envoyer un corsaire en mer pour le capturer. Tout se fit dans le mystère : le ministre de Russie demanda lui-même à l'amiral Cockburn un laissez-passer pour un bâtiment américain qui portait en Europe un courrier. L'amiral était dans le secret et il s'empressa de donner toutes les facilités nécessaires.

Au moment où Moreau allait monter à bord, il reçut, par l'amiral lui-même, l'avis que le ministre de Buonaparte, aux États-Unis, allait partir pour la France, sur *l'Argus* : ce contre-temps retarda encore de quelques jours le départ de Moreau.

Enfin, un bon vent s'étant élevé, Moreau s'embarqua à Helle-Gate, le 21 juin, avec M. de Svinine, conseiller de l'ambassade russe, sur le navire *l'Annibal*, du port de cent cinquante tonneaux, et l'un des plus fins voiliers de la marine américaine.

A peine eut-on levé l'ancre, que Moreau tournant ses regards vers cette terre hospitalière où il avait passé des jours si heureux, versa quelques larmes, regrettant

sans doute l'obscurité dans laquelle il avait vécu paisible, et la comparant au tourbillon de l'Europe où il allait se jeter volontairement pour reparaître sur la scène du monde, au milieu des hasards de la guerre.

CHAPITRE VI.

Arrivée de Moreau sur le continent. — Il débarque à Gottembourg et passe à Stralsund. — Honneurs qu'il reçoit sur toute la route. — Son entrevue avec le prince royal de Suède. — Moreau arrive à Berlin. — Joie et enthousiasme des peuples à son passage en Prusse. — Son arrivée à Prague. — Ses entrevues avec l'empereur Alexandre, le roi de Prusse et l'empereur d'Autriche. — Plan de campagne de Moreau. — Sentimens et motifs qui le portent à prendre les armes contre Buonaparte.

Moreau, en perdant de vue le rivage de l'Amérique, était en proie à des sentimens contraires : s'il éprouvait dans son cœur le regret d'abandonner un séjour tranquille, d'un autre côté, il s'abandonnait à l'irrésistible penchant de son génie, qui le poussait sur le théâtre du carnage, dans l'espoir d'arrêter l'effusion du sang et de rétablir la paix sur la terre.

La Providence qui avait résolu de le *ra-*

mener des extrémités du monde, applanissait devant lui tous les obstacles, et *l'appelait en ce moment des lieux les plus éloignés* (1). Un vent favorable enflait les voiles du navire qui portait cet homme *choisi entre plusieurs*. Un brouillard épais le dérobait aux corsaires français et américains qui croisent habituellement dans les parages du nord. La traversée n'incommodait point Moreau; il avait eu soin de se pourvoir de livres, et il se livrait sans contrainte à son goût pour la lecture.

Vers la fin de juillet, on signala les côtes de la Norwége, et le navire fut hélé par la frégate anglaise *Hermodry*. Le capitaine Chatan, qui la commandait, instruit que le général Moreau était à bord, se jeta dans son canot, et vint lui offrir ses services de la manière la plus cordiale. Moreau apprit de lui avec une extrême joie que sa femme et son enfant, sur le sort desquels il avait éprouvé une grande inquiétude, étaient arrivés heureusement

(1) Isaïe, chap. 41.

à Londres. Son imagination avait été effrayée des périls que cette tendre épouse courrait en France; en effet, son cruel persécuteur pouvait assouvir sur elle la rage dont il allait être en proie en voyant Moreau dans les rangs de ses ennemis. Le navire entra dans la rade de Gottembourg le 24 juillet; deux jours après, Moreau mit pied à terre, et fut visiter le gouverneur. Toutes les classes d'habitans se pressèrent autour du général, et l'accueillirent avec transport. On peut dire qu'en touchant aux rivages de l'Europe, Moreau entendit retentir au loin ces transports de joie et d'admiration qui devaient bientôt se convertir en cris de deuil et de désespoir.

Le vieux et respectable maréchal d'Essen, gouverneur de Gottembourg, le serra dans ses bras avec toute l'effusion d'un tendre sentiment, et dit à M. de Svinine, qui accompagnait Moreau : « Vous nous « amenez dans la personne du général « Moreau un secours de cent mille hom-« mes. Quel plaisir le prince royal va res-« sentir en revoyant son ancien ami! Que

« de fois le prince ne m'a-t-il pas répété
« que Moreau était né général, qu'il avait
« la conception, le coup d'œil, la décision
« d'un grand capitaine ! »

Moreau fut obligé de se dérober à l'empressement et aux acclamations de la multitude. Il s'était hâté de donner avis de son débarquement à l'empereur Alexandre et au prince royal de Suède, qui, depuis long-temps, lui avait voué une sincère amitié, et qui l'attendait avec une vive impatience.

Moreau envoya en Russie la plus grande partie de ses bagages qu'il croyait inutiles, ne gardant avec lui qu'une petite quantité d'effets et de linge, et ses cartes militaires, dont il avait une précieuse collection.
« Peu d'hommes, dit M. de Svinine,
« étaient plus bornés que lui dans leurs be-
« soins : un domestique était presque une
« superfluité pour lui. Lorsque je lui té-
« moignais combien j'étais étonné de le
« voir si indépendant de tout ce qui cons-
« titue les choses les plus indispensables à
« l'existence, il me répondait : Telle doit

« être la vie d'un militaire; il faut savoir
« se passer de tout, n'être jamais décou-
« ragé par les privations. C'est ainsi que
« nous avons fait la guerre; à peine le gé-
« néral en chef avait-il une voiture : nos
« bagages n'embarrassaient pas notre mar-
« che, et, dans les retraites, nous n'étions
« point encombrés de ces équipages mul-
« tipliés qui quelquefois font perdre plus
« d'hommes à une armée qu'une dé-
« faite. »

De Gottembourg, Moreau se rendit par terre à Estadt, le premier août, et, dans ce court trajet, on eût dit que c'était un souverain chéri qui traversait ses états. Chacun s'empressait sur la route de voir ce grand capitaine qui, des rivages de l'Amérique, venait combattre le conquérant sanguinaire qui désolait encore la France et l'Europe. Tous les propriétaires, tous les seigneurs accouraient pour lui offrir des rafraîchissemens ou un gîte dans leurs châteaux, et celui qui pouvait lui parler et lui rendre son tribut d'hommage s'estimait heureux.

L'amiral-général suédois, instruit de son arrivée à Estadt, lui rendit les plus grands honneurs, et l'engagea à monter à bord d'un brick de guerre, qui, en quarante-huit heures, le transporta à Stralsund. Là, un aide-de-camp du prince royal l'attendait pour lui remettre une lettre du prince. Moreau se hâta de débarquer. Au moment où il mit le pied dans le canot, il fut salué de vingt un coups de canon; les généraux et officiers supérieurs suédois l'attendaient sur le port, et le conduisirent au palais, à travers la foule des habitans qui poussaient des cris de joie; les troupes qui bordaient la haie lui rendirent les honneurs militaires.

Moreau allait se mettre à table chez le commandant, quand on annonça l'arrivée du prince royal; aussitôt il se lève et court à sa rencontre. Du plus loin que le prince l'aperçoit, il lui tend les bras, et ils restent long-temps embrassés, les larmes aux yeux. Ils rentrèrent ensuite au palais, en se prodiguant toutes les marques de la plus affectueuse amitié. Chaque fois que

le prince royal en trouvait l'occasion, il faisait de Moreau l'éloge le plus flatteur, et demandait à tous les seigneurs qui venaient lui faire leur cour, s'ils avaient vu Moreau?

On attendait le général Gipps avec les troupes anglaises; elles arrivèrent au moment où le prince royal et Moreau revenaient de visiter les fortifications de Stralsund. Ils furent enchantés de la beauté et de la tenue de ces troupes. Le moment du cérémonial passé, ils s'enfermèrent et concertèrent ensemble le plan de la campagne qui devait décider du sort de l'Europe.

Moreau, plus calme, modéra la vivacité du prince, et lui fit sentir que l'adversaire qu'ils avaient à combattre ne pouvait être vaincu par des moyens ordinaires.

Il lui représenta que tous ses succès n'étaient dus qu'à la masse d'hommes qu'il sacrifiait et à la brillante valeur des troupes françaises; qu'il était donc nécessaire de fatiguer l'ennemi, en le harcelant tantôt sur un point, tantôt sur l'autre, ce qui serait d'autant moins difficile que les deux

tiers de l'armée de Buonaparte ne consistaient qu'en nouvelles levées.

Quand le plan de campagne eut été mûri et développé, Moreau et le prince royal rédigèrent de concert la proclamation que le prince adressa à son armée le 16 août, prévoyant déjà que les négociations seraient infructueuses (1).

Moreau quitta Stralsund, prit le chemin de la Prusse, et le prince royal rejoignit son armée.

La joie que la présence de Moreau fit éclater est impossible à décrire. Au milieu des cris d'allégresse, tous les regards venaient se confondre sur lui : dans les auberges mêmes on refusait son argent. A chaque pas, il apprenait de nouveaux excès commis en Prusse par Buonaparte, et, témoin des sentimens d'indignation qu'on avait voués à l'oppresseur, il dit plusieurs fois : « Ce bon peuple prouve toute la haine « qu'il porte au joug de Buonaparte. »

A la porte d'une petite ville, un vieux

(1) Voyez Pièces justificatives, n.° 9.

caporal invalide à cheveux blancs, saisit la main de Moreau, et la couvre de baisers; il renforce ensuite sa voix, il appelle et range trois vieux invalides, qui composaient toute la garde et les met en ligne pour saluer le général qui fut attendri jusqu'aux larmes.

Quand Moreau approcha de Berlin, toute la population se porta à sa rencontre, et fit éclater les plus vives, les plus touchantes acclamations.

Rien de plus flatteur que l'accueil que reçut Moreau du peuple et des grands de cette capitale. Après avoir fait sa visite au prince Frédéric, au gouverneur et à l'ambassadeur de Russie, Moreau quitta Berlin, qui lui avait rappelé le souvenir d'un des plus grands hommes de guerre dont il ait jamais été fait mention dans les annales de l'histoire. Il mit naturellement en parallèle Frédéric et Buonaparte. Le premier n'avait obtenu des succès et ne s'était tiré avec avantage des circonstances les plus critiques que par des combinaisons savantes, exécutées avec

sang froid, et dirigées par un coup d'œil juste et sûr, tandis que l'autre n'avait gagné des batailles qu'à force de sacrifier des hommes, et en donnant beaucoup au hasard. Nourri de la tactique des Turenne, des Eugène et des Luxembourg, Frédéric épargnait le sang de ses soldats, et, calculant combien un succès allait lui coûter, il aimait mieux y renoncer que d'acheter un avantage souvent peu important, en couvrant un champ de bataille de braves, dont les efforts, mieux dirigés, pouvaient décider ailleurs d'une campagne. C'était par une tactique digne de Tamerlan et d'Attila, que Buonaparte avait englouti trois cent mille Français dans les neiges et les déserts de la Russie. « Frédéric, « ajoutait Moreau, n'a jamais abandonné « son armée au milieu des combats; ses « victoires étaient le fruit des plus hautes « combinaisons, et de ce courage qu'il « convient à un roi de montrer; au con« traire, la tactique furibonde de Buo« naparte a entièrement bouleversé l'art « de la guerre : les batailles ne sont plus

« que des boucheries. Ce n'est pas comme
« autrefois, en épargnant le sang des sol-
« dats, qu'on détermine le succès d'une
« campagne, mais en le faisant couler à
« grands flots. Napoléon n'a gagné ses vic-
« toires qu'à coups d'hommes. »

De Berlin, Moreau se dirigea en Bohême, et, sur sa route, il trouva une grande quantité de déserteurs de l'armée française, formée de corps hétérogènes tirés de nations fatiguées et ennuyées de servir sous la bannière sanglante de Napoléon, et qui méditait déjà de l'abandonner dès qu'il se présenterait une occasion favorable. Il apprit d'un vétéran qui avait servi sous lui en Allemagne, qu'il ne restait presque plus en France de soldats de cette brave armée du Rhin qu'il avait immortalisée; que les militaires aguerris périssaient presque tous, en s'exposant aux plus grands dangers, pour montrer la route de l'honneur à des recrues débiles, qui composaient la majorité de la grande armée de Napoléon. Moreau lui fit plusieurs questions, et lui demanda quel motif l'avait

fait déserter : « Mon général, répondit le
« vétéran, il n'y a plus de plaisir à servir
« dans l'armée française ; on n'y voit que
« des enfans qui ne consentent à se battre
« que lorsque deux cents canons étour-
« dissent leurs oreilles. » Il ajouta que le souvenir des vertus et des exploits de Moreau était gravé dans le cœur de tous les vétérans de l'armée française ; que Napoléon en était si effrayé, qu'il avait défendu, sous peine de mort, que le nom de Moreau fût prononcé dans l'armée, et qu'il avait fait démentir le bruit de l'arrivée de ce général en Allemagne.

Moreau reçut en route la nouvelle de la jonction des Autrichiens aux coalisés.

L'empereur de Russie avait résolu de reporter la guerre chez son injuste aggresseur. Le roi de Prusse, dépouillé d'une partie de ses états, et presque certain de tout perdre, si Buonaparte restait victorieux, avait joint ses aigles à celles de la Russie. Ces deux puissances faisaient d'immenses efforts pour opposer des masses aux masses françaises. Les

princes de la confédération du Rhin, fatigués du joug de leur prétendu protecteur, qui épuisait leurs Etats d'hommes et d'argent, n'attendaient que le moment d'abandonner une cause si opposée au bonheur de l'Europe. La Saxe, dont la fidélité n'avait eu d'autre avantage que d'attirer le fléau de la guerre dans son sein, voyait avec douleur que ses soldats étaient moissonnés dans les rangs de l'ambitieux Corse; elle détestait la faiblesse de son roi. La Bavière hésitait; et, retenue par la crainte, n'osait encore se prononcer. L'Autriche avait été forcée de jeter une archiduchesse dans les bras d'un soldat parvenu qui avait abusé de la victoire en traitant l'illustre maison de Lorraine avec insolence, et la déclarant incapable de régner. Le cabinet de Vienne avait balancé à se déclarer en faveur de la France, et toute hésitation était un crime aux yeux d'un despote habitué à voir voler les souverains au-devant de ses volontés. Il n'était donc pas douteux que, si la campagne tournait à son avantage, il ne tirât une

vengeance éclatante de son beau-père.

L'empereur François II se décida donc à se réunir aux coalisés, et à opérer une forte diversion sur le Rhin. Le 9 septembre, il signa, à Tœplitz, un traité d'alliance offensive et défensive avec l'empereur de Russie (1).

Quand Moreau reçut la confirmation de cette nouvelle, il ne douta plus du succès de la campagne, et hâta sa marche. Il admira la tenue et la beauté des corps prussiens et russes qui se trouvaient sur sa route, et il arriva enfin à Prague, la veille de la rupture de l'armistice. Le premier objet qui frappa sa vue, fut un parc d'artillerie russe, remarquable par la beauté des attelages, la légèreté des affûts et des canons. « La seule apparence de cette ar-
« tillerie, dit-il à M. de Svinine, m'ex-
« plique la supériorité qu'elle a eue dans
« les dernières campagnes. »

Quand Moreau eut avancé au milieu de la garde impériale russe, son nom vola de

---

(1) Voyez Pièces justificatives, n.° 10.

bouche en bouche, et les officiers se précipitèrent pour ainsi dire au-devant de sa voiture, pour contempler ce grand modèle de la valeur et de la prudence.

Moreau obtint une audience, pour le lendemain, de l'empereur Alexandre, qui lui avait envoyé un de ses aides-de-camp, afin de le complimenter.

Au moment où Moreau allait se rendre chez l'empereur, le czar lui-même arriva chez lui. Moreau fut saisi d'étonnement et pénétré de reconnaissance, en voyant avec quelle noble cordialité ce puissant souverain le serra dans ses bras, et lui témoigna la joie qu'il avait de le voir. Ils restèrent enfermés, et leur entretien dura deux heures. Moreau, touché de l'accueil qu'il avait reçu et des sentimens qu'Alexandre faisait paraître, dit à M. de Svinine : « Quel homme que votre em-
« pereur! J'ai contracté pour lui, dès ce
« moment, l'obligation de le servir toute
« ma vie. Qui ne voudrait mourir pour
« un tel prince? Ah! tout le bien que j'a-
« vais entendu dire de lui, toutes les idées

« avantageuses que je m'étais faites de sa « personne sont bien au-dessous de la vé« rité. » Le czar le présenta lui-même à ses sœurs, les grandes-duchesses d'Oldenbourg et de Weimar, princesses d'un esprit rare et brillant, et douées du grand art de plaire, que Catherine II introduisit à la cour de Russie.

Les premiers jours se passèrent en visites et en cérémonies. On trouve dans les bulletins de Buonaparte que l'empereur François refusa de voir Moreau : cette assertion était une imposture. L'entrevue de l'empereur d'Autriche et de Moreau eut lieu le 18 août à Prague, le lendemain même de la rupture de l'armistice. Ce souverain reçut avec la plus haute distinction celui qui avait été autrefois l'un de ses plus redoutables ennemis, mais en même temps le plus généreux. Il le remercia de la modération, de la générosité et de l'humanité qu'il avait montrées quand la victoire lui avait ouvert une partie de ses Etats, et il ajouta que sa mémoire était et serait toujours chère à tous les Allemands.

Le même jour, Moreau faisant ses préparatifs de départ pour le lendemain, vit entrer brusquement l'empereur de Russie, qui lui dit : « Voici le roi de Prusse « qui veut vous voir. » L'accueil que lui fit ce monarque, qui venait d'arriver à Prague, ne le céda en rien à celui que lui avaient fait les deux empereurs. Moreau, confus de tant de bonté, ne savait comment exprimer sa reconnaissance. Le roi de Prusse l'interrompit, en lui disant qu'il était enchanté de prévenir un général aussi célèbre par ses vertus que par ses talens, et qui voulait se dévouer pour le succès de la cause commune.

L'empereur de Russie et le roi de Prusse lui firent sentir combien ils appréciaient les motifs qui le portaient à servir dans les armées alliées. Moreau répondit qu'il ne combattait que contre l'oppresseur de la France, et que peu importait sous quels drapeaux on se déterminait à porter les armes, quand il s'agissait de délivrer sa patrie d'un usurpateur et d'un despote.

D'illustres exemples justifiaient la con-

duite de Moreau. Dion ne s'était-il pas armé pour délivrer Syracuse du joug de Denis le Tyran ? « Le peuple de Syracuse, dé-« livré, dit Plutarque, avait dressé par-« tout dans les rues, des tables chargées « de coupes, et préparé des victimes. A « mesure que Dion passait devant le peu-« ple, on jetait sur lui des fleurs et des « fruits, on lui adressait des prières comme « à un Dieu. »

L'histoire ancienne offre d'autres grands exemples qui pourraient entrer en parallèle. Dans les temps modernes et dans nos propres annales ne trouvons-nous pas le grand Condé et Turenne prêter l'appui de leurs épées à des ennemis extérieurs, et rester même quelque temps infidèles au roi, leur souverain légitime ?

Moreau se trouvait dans une situation plus favorable ; il s'unissait à l'empereur de Russie, parce qu'il était sûr que ce monarque n'avait aucune vue ambitieuse sur la France, et il pouvait dire comme Dion : « Ce n'est point contre mon pays que

« je marche, mais contre le plus odieux « tyran. »

Après avoir ravagé l'Europe, ce tyran s'était reporté de nouveau sur les bords de l'Elbe; il avait passé le fleuve et marchait au cœur de la Silésie. Un mouvement de flanc des armées russes et prussiennes ne pouvait manquer d'arrêter son mouvement offensif et de le jeter dans le plus grand embarras. L'armistice même avait augmenté la difficulté de sa situation, et enfin la déclaration de guerre de l'Autriche et la brusque attaque de Dresde devaient l'anéantir, si des causes fortuites n'eussent déjoué les plus sages combinaisons. Si l'attaque de Dresde, dont Moreau lui-même avait fait le plan, eût réussi, Buonaparte n'avait plus de refuge. Et alors la révolution mémorable qui a rendu à la France son roi légitime, s'opérait, non dans Paris et sur les bords de la Seine, mais dans Dresde même, et sur les bords de l'Elbe. Le destin en décida autrement; c'était en France que les Français devaient être sauvés.

Moreau s'exprimait avec la plus noble franchise sur les desseins qui l'animaient. « Quand on sort d'un pays comme l'Améri-« que, disait-il, après huit ans de réflexions « et de solitude, ce ne peut être qu'avec « la ferme résolution de rendre la paix à « l'univers ou de périr. »

Quelles que fussent ses opinions politiques, il ne vit que la nécessité de délivrer l'Europe; et peu de jours avant la funeste catastrophe qui devait le ravir à la cause de l'humanité, il écrivit en ces termes au colonel Rapatel : « Me voilà à l'armée, prêt à combattre « Buonaparte, et le faisant, je vous l'as-« sure, sans la moindre répugnance, bien « convaincu que, si je *peux contribuer à* « *sa chute*, je recevrai aussi ma part des « remerciemens de la France et du monde « entier. Pour renverser Buonaparte, peu « importe la bannière, pourvu que l'on « réussisse. Si Roberspierre avait été tué « par les royalistes, les républicains les en « auraient remerciés vingt-quatre heures « après. »

Quoi qu'il en soit, les souverains alliés,

en traitant Moreau avec tant de distinction, s'honorèrent eux-mêmes. On aurait dit que la gloire du grand capitaine s'élevait au niveau de la grandeur des souverains. Alexandre surtout captiva l'illustre général par les charmes et la profondeur de sa conversation. Moreau montra toute sa surprise, quand il entendit ce jeune et puissant monarque faire rapidement le récit le plus lumineux de la campagne précédente, déployer des connaissances infinies, rendre compte d'une manière claire et précise des événemens, retracer les fautes des deux armées, et expliquer les marches et les opérations comme eût pu le faire le général le plus expérimenté.

Alexandre paraissait surtout oublier le rang suprême avec Moreau, et ce général en fut si touché, qu'un jour après l'avoir entendu nommer le meilleur des princes, il répliqua avec vivacité : « Comment, monsieur ! « dites plutôt le meilleur des hommes. »

La noble franchise et la simplicité de Moreau écartèrent l'envie, et dans toute

l'Allemagne comme aux armées, l'on applaudit généralement à la confiance sans bornes dont les souverains coalisés lui prodiguèrent le témoignage flatteur.

On a donné faussement à Moreau la qualification de major-général des armées alliées; il n'eut jamais ce titre, ne voulant servir que comme simple volontaire auprès des souverains confédérés. « Eh bien! « dit l'empereur Alexandre, puisque vous « ne voulez pas de titres, vous serez mon « conseil, mon ami! »

Moreau annonçait publiquement qu'il n'avait aucune intention de s'immiscer dans le gouvernement intérieur de la France, quels que fussent les succès de la ligue formidable dirigée contre Buonaparte. Il crut devoir déclarer et consigner les sentimens qui l'animaient dans une proclamation que l'empereur Alexandre approuva, et qui eût été répandue avec profusion sans l'événement fatal qui arrêta Moreau dans le début de sa nouvelle carrière. Cette proclamation, dont M. de Svinine donne une analyse exacte, portait

simplement pour titre : *Le général Moreau aux Français*; elle était simple, courte, énergique; elle expliquait le but de l'arrivée de Moreau sur le continent, et ce but était d'aider les Français à se soustraire à l'affreux despotisme de Buonaparte; elle annonçait que Moreau venait sacrifier au besoin sa vie, pour rendre le repos et le bonheur à une patrie qui n'avait jamais cessé de lui être chère; elle terminait enfin, en appelant tous les véritables et fidèles enfans de la France sous les étendards de l'indépendance.

CHAPITRE VII.

ARRIVÉE de MOREAU à l'armée combinée. — Attaque de Dresde. — MOREAU est blessé à mort auprès de l'empereur Alexandre. — Il est transporté en Bohême. — Affliction générale parmi les alliés. — Derniers momens de MOREAU. — Sa mort. — Honneurs funèbres que lui rendent les souverains confédérés. — Ses restes sont transportés à Saint-Pétersbourg. — Son éloge funèbre.

MOREAU était parti le 19 août avec un aide-de-camp de l'empereur de Russie pour se rendre à l'armée. Sa franchise et la simplicité de ses manières, lui avaient gagné tous les cœurs. On était convaincu généralement que Moreau n'avait d'autre ambition que de concourir à délivrer sa patrie du tyran qui l'opprimait, et qu'une fois ce but honorable rempli, et la France sauvée, il réaliserait le projet qu'il annonçait, de passer le reste de ses jours dans la pratique des vertus domestiques et des devoirs de la vie civile.

Nous voilà arrivés à la dernière époque de la vie de Moreau, époque fatale autant que mémorable.

La grande armée autrichienne venait de déboucher de la Bohême, pour commencer l'attaque de Dresde, qui était devenu le boulevard de Buonaparte en Allemagne, et le pivot de ses opérations. Buonaparte avait dirigé son mouvement offensif vers la Silésie; il pouvait être coupé de Dresde, et se trouver dès lors dans la même position où, le 31 mars suivant, il se mit lui-même à l'égard de sa propre capitale, quand par sa faute il laissa échapper de ses mains le sceptre sanglant de sa trop longue domination.

Moreau était arrivé le 25 août à Reichstadt, à six milles de Dresde, et il en partit bientôt pour se rapprocher de cette ville, sur laquelle se dirigeaient les efforts des alliés. Il accompagnait l'empereur de Russie, à cheval, et pendant toute la route il eut l'honneur de s'entretenir avec ce monarque. La journée du 26, il la passa toute entière à cheval, avec LL. MM. l'empe-

reur Alexandre et le roi de Prusse, pour reconnaître la position des différens corps et les points de l'attaque : elle commença à quatre heures après midi, et fut poussée avec vigueur. Garnis d'une artillerie formidable, les remparts de Dresde faisaient un feu terrible et continuel sur les alliés, qui ne purent lancer que des obus dans les faubourgs; ils en incendièrent une partie, mais sans pouvoir y pénétrer. La flamme s'élevait dans dix à douze endroits différens, malgré la pluie qui tombait presque sans relâche ; elle avait abîmé les chemins et les approches de la ville. Une grêle de bombes et de boulets tombaient de toutes parts, et Moreau, au milieu du danger, parcourait avec son intrépidité accoutumée les divers corps de la grande armée austro-russe. Le général marquis de Châtelet l'arrêta un moment, et ils conférèrent ensemble sur la position des batteries. Moreau se porta en avant pour les reconnaître, ainsi que les mouvemens des assiégés; leur feu redoublé annonçait qu'ils avaient reçu des renforts. Déjà même le

bruit courait, parmi les alliés, que Buonaparte venait d'arriver au secours de Dresde avec environ soixante mille hommes, et les prisonniers confirmaient ce rapport. En effet, il y était rentré avec le gros de son armée, dont l'élite, et surtout la vieille garde, avait été transportée sur des chariots de poste.

Cependant Moreau montrait une activité extraordinaire, voulant tout voir par lui-même, et examinant au milieu du feu les dispositions et les mouvemens des troupes confédérées.

« Voyant, dit M. de Svinine, avec « quelle témérité Moreau s'exposait, et « sentant de quel prix sa vie était pour « nous, je lui témoignai vivement mes « craintes, en le conjurant de songer au « deuil que répandrait parmi les alliés la « perte d'un homme en qui reposaient tant « d'espérances.

« Il m'écouta et prit le parti de retour- « ner vers l'empereur. Nous étions éclai- « rés, dans notre route, par les flammes « de Dresde en feu, et par l'explosion des

« bombes qui tombaient à quelque distance « de nous. Nous trouvâmes l'empereur « Alexandre inquiet de ce qu'était devenu « le général qu'il avait vu à ses côtés toute « la journée. »

Moreau rendit compte à l'empereur de la position des Français sur tous les points. Dans la nuit, le grand-duc Constantin vint annoncer que Buonaparte faisait avancer des troupes par sa droite et menaçait Pirna et qu'il était à présumer que le lendemain il dirigerait son effort contre l'aile gauche. (1)

Beaucoup de troupes auxiliaires avaient quitté l'armée française, et s'étaient rangées parmi les alliés; des déserteurs arrivaient à chaque instant; tous s'accordaient sur l'entrée d'une armée à Dresde : la nuit ne se passa point tranquillement. Le temps était épouvantable, et les fusils étaient si mouillés, qu'ils devenaient inutiles; à peine même si l'on pouvait faire usage de l'artillerie. Enfin, le jour parut, journée fatale

(1) Voyez Pièces justificatives, n.° 11.

qui allait priver la France et l'Europe d'un héros accouru des rivages de l'Amérique pour ramener, parmi les nations européennes, la paix et le bonheur. Il semblait que la nature se préparât à la douleur et au deuil. Une pluie épaisse tombait par torrens ; les soldats, transis de froid, étaient enfoncés dans la boue, dont les chevaux pouvaient à peine s'arracher. Moreau se porta aux postes les plus avancés, et en parcourut la ligne. A l'aile gauche, il trouva que les Français avaient quelqu'avantage, et qu'ils cherchaient à forcer le flanc droit et le centre des alliés; il courut chercher l'empereur Alexandre pour lui soumettre quelques observations. Il rencontra ce monarque derrière une batterie prussienne contre laquelle étaient dirigées deux batteries françaises, l'une par le front, l'autre par le flanc. Lord Cathcart et sir Robert Wilson étaient à quelques pas de là. Il était midi, et Moreau s'entretenait avec l'empereur, dont il n'était séparé que par la demi-longueur d'un cheval; il communiquait à ce prince quelques

observations militaires, quand un boulet qui l'atteignit seul, lui fracassa le genou droit, et lui emporta, à travers le flanc de son cheval, le gras de la jambe gauche; fatal boulet qui balança pour six mois les destinées de Buonaparte et celles du monde entier! L'infortuné Moreau pousse d'abord un profond soupir et s'évanouit. Le colonel Rapatel (1) se précipite à l'instant sur son général, et le reçoit dans ses bras. Des larmes s'échappent des yeux de l'empereur Alexandre, à la vue du héros blessé, et il lui prodigue tous les soins, toutes les consolations qui peuvent le rassurer ou le soulager. Revenu à lui-même, Moreau dit au colonel Rapatel, avec le plus grand sang-froid : « Je suis perdu, mon ami; mais il « est si glorieux de mourir pour une aussi « belle cause, et sous les yeux d'un aussi « grand prince! » Il tourne ensuite les regards vers l'empereur, et lui adresse ces paroles touchantes : « Sire, il ne vous reste

(1) Ancien aide-de-camp de Moreau, qui venait de le joindre à son arrivée sur le continent.

« plus que le tronc, mais le cœur y est,
« et la tête est à vous. » Le colonel Rapatel s'efforce de lui déguiser son état, de le consoler, et Moreau lui-même cherche à modérer l'affliction de ceux qui l'environnent; il dévore ses souffrances; il demande une cigarre et se met tranquillement à fumer.

On le place aussitôt sur une espèce de brancard, formé avec des lances de Cosaques, recouvertes de plusieurs manteaux, et on le transporte immédiatement dans une chaumière voisine, afin de lui appliquer le premier appareil; mais cette chaumière étant exposée au feu des Français, on se hâte de le panser légèrement, et on le transfère ensuite au quartier-général de l'empereur Alexandre. Là, le docteur Wylie, premier chirurgien du czar, fait promptement l'amputation de la jambe droite, au-dessus du genou.

Pendant cette opération cruelle, Moreau montre à peine quelque altération dans ses traits, et ne cesse même pas de fumer sa cigarre. Quand l'amputation est faite, le docteur Wylie visite la jambe gauche, et

ne peut se défendre d'un mouvement de terreur qui n'échappe point à Moreau. « Eh « bien! dit-il au docteur, faut-il encore « couper celle-ci? Allons, faites-le vite! » Au milieu des tourmens de ces deux amputations, Moreau consolait ceux qui versaient autour de lui des larmes sur ses souffrances; il les leur reprochait, comme étant le signe d'une amitié pusillanime, donnant lui-même l'exemple d'une fermeté stoïque.

Cependant l'arrivée subite de Napoléon avec des forces imposantes ne permettait plus de réussir par un coup de main contre la ville de Dresde, d'ailleurs hérissée d'ouvrages et d'artillerie. La grande armée alliée se vit forcée de faire un mouvement rétrograde, pour se retirer dans les montagnes de la Bohême.

Il fallut transporter l'infortuné Moreau plus loin, malgré la fièvre de suppuration, malgré la pluie qui tombait avec violence, et quoiqu'il eût besoin de repos. On n'avait pu lui faire un brancard commode; la paille et les manteaux dont on s'était

servi étaient mouillés. Arrivé à Pussendorf, on s'arrêta, et Moreau y passa la nuit : son sommeil fut court, mais tranquille; il n'avait que peu de fièvre; il ne prit pour toute nourriture qu'un bouillon et un peu d'eau rougie.

Le lendemain, avant le jour, on le plaça dans une espèce de litière, plus commode, mais où il n'était point abrité, quoiqu'on y eût adapté des rideaux. Moreau fut ainsi transporté vers la Bohême, ayant une garde russe pour escorte. Quarante Croates commandés pour le porter, se relevaient successivement. Pendant la route il demanda souvent de l'eau pour se rafraîchir et pour humecter sa bouche. La pluie n'avait pas cessé de tomber à torrens, et il arriva mouillé à Dippoldwald. Là, il prit un peu de pain trempé dans du bouillon.

Les Croates furent relevés par des gardes prussiennes, et l'on continua de transporter Moreau vers les frontières de la Bohême, en lui faisant prendre de temps en temps du repos. Le convoi ayant été rencontré par l'empereur de Russie et par

toute sa suite, le monarque s'approcha aussitôt de Moreau, s'informa avec le plus touchant intérêt de l'état de ses blessures, et l'entretint quelques instans de la position de l'armée.

Les chemins étaient très-difficiles, tant à cause de leurs coupures que par l'effet des pluies continuelles qui les défonçaient. Des montagnes à franchir, des torrens à traverser, des précipices qui bordaient la route, faisaient frémir ceux qui escortaient et qui accompagnaient Moreau, sans porter aucune atteinte au calme et à la constance qu'on admirait en lui.

Il éprouvait néanmoins une grande chaleur à la gorge et dans la bouche : l'eau froide paraissait seule lui causer une sensation agréable.

Quelque diligence que l'on eût pu faire, on n'était encore qu'à peu de distance des scènes du carnage. Pendant toute la journée du 19, une forte canonnade se fit entendre : c'était le général Vandamme qui venait de s'enfoncer imprudemment en Bohême. On apercevait au loin les flammes

qui consumaient la malheureuse ville de Tœplitz; le convoi n'en était qu'à quelques lieues. Qu'on juge avec quelle impatience on devait attendre l'issue de ce combat: (celui de Culm, où le général Vandamme se trouvant cerné, fut réduit à capituler.) Le convoi se hâta de filer à Duks, où se trouvait le quartier-général des alliés; mais il ne put y arriver qu'à l'entrée de la nuit. On ne saurait décrire l'attendrissement que causa aux troupes le triste spectacle de ce guerrier célèbre, devenu l'objet de tant d'enthousiasme et d'espérance, et alors porté dans une litière, et mutilé si grièvement. Le roi de Prusse, ayant demandé de ses nouvelles, dit avec l'accent de la douleur : « Je regarderais la mort du gé« néral Moreau comme le plus grand mal« heur qui pût m'arriver. »

A onze heures du soir, on leva le premier appareil. Les plaies parurent dans l'état le plus favorable. L'inflammation diminuait d'une manière sensible, et l'on n'apercevait aucune trace de gangrène. Le docteur Wylie commençait même à

concevoir des espérances sur la guérison de Moreau, dont le sang était d'ailleurs si pur, et qui non seulement supportait les fatigues du voyage, mais encore montrait cette fermeté d'âme qui empêche les maux physiques de s'aigrir et de s'envenimer. Moreau fondait lui-même son espoir sur cette disposition, qui le portait au calme et à la sérénité. « Je n'ai « aucun reproche à me faire, dit-il à un « officier russe; je ne crains pas la mort, « et c'est peut-être ce qui me sauvera. » Toutefois les hommes de l'art ne se dissimulaient point que de pareilles blessures étaient presque toujours mortelles.

Moreau coucha à Duks; là, tous les officiers de marque de la grande armée alliée témoignèrent leur vive sollicitude sur son état, et combien ils étaient affectés de son malheur. L'empereur de Russie envoyait continuellement des ordonnances pour savoir de ses nouvelles : l'intérêt était genéral depuis les souverains jusqu'au moindre soldat.

Le convoi se remit en route; et, le 30,

Moreau arriva à Laun, porté sur sa chaise longue par des détachemens tirés des trois armées. Il était tranquille, mais pâle; ses joues étaient enfoncées et son nez allongé; un trait un peu mobile de la bouche indiquait une lutte entre la douleur et les forces vitales. Il ne se plaignait point, et on lui trouvait, en le fixant avec attention, l'air d'un homme qui sommeille. Cependant sa voix était ferme et claire, son cœur s'intéressait vivement à la cause des nations, et son âme était toujours pleine de sérénité.

Il apprit avec joie la confirmation de la nouvelle d'une triple victoire remportée par les alliés sur Buonaparte en Silésie, en Bohême et en Prusse.

En vain ses amis et ses aides-de-camp s'efforçaient d'écarter de son appartement les personnes de marque qui se présentaient en foule pour le voir; il en était d'un rang tellement élevé, que l'entrée ne pouvait leur en être interdite. C'est ainsi qu'on fut obligé d'admettre le duc de Cumberland, l'un des frères du prince régent

d'Angleterre, qui passa près d'un quart-d'heure avec Moreau. Le prince lui dit que depuis long-temps il désirait le connaître, et qu'il s'estimait heureux de voir un si brave homme, mais qu'il aurait préféré le visiter sur un champ de bataille. Moreau répondit, en s'efforçant de sourire, qu'il espérait bien recommencer la guerre dans quarante jours, se faisant sans doute illusion sur son état, par l'interruption de ses souffrances, l'un des symptômes les plus alarmans.

Le prince de Metternich se présenta peu de temps après, de la part de l'empereur d'Autriche, et dans une conférence de dix minutes, il témoigna à Moreau l'intérêt que l'empereur prenait à son état. Il paraît qu'une autre conférence avec trois ou quatre généraux alliés épuisa tellement le malade, que dès lors il devint d'heure en heure plus faible; mais sa tête et sa présence d'esprit ne l'abandonnèrent pas.

Il demanda du papier pour écrire à madame Moreau qui était à Londres. Un officier prussien s'empressa de lui en appor-

ter dans son porte-feuille; M. de Svinine le prit et le lui présenta, en lui disant: Mon général, voici un porte-feuille qu'on vous apporte pour écrire une lettre. Moreau répondit : « Je ne veux pas écrire; » mais au moment où M. de Svinine allait se retirer, Moreau ajouta : Cependant vous me donnez une bonne idée, remettez moi le porte-feuille. Il le plaça devant lui, et écrivit d'une main ferme et en silence la lettre qui suit :

« Ma chère amie, à la bataille de Dresde, « il y a trois jours, j'ai eu les deux jambes « emportées d'un boulet de canon. Ce co- « quin de Buonaparte est toujours heu- « reux.

« On m'a fait l'amputation aussi bien « que possible. Quoique l'armée ait fait un « mouvement rétrograde, ce n'est nulle- « ment par revers, mais *par décousu* et « pour se rapprocher du général Blücher. « Excuse mon griffonnage; je t'aime et « t'embrasse de tout mon cœur. Je charge « Rapatel de finir.

« V. M. (Victor Moreau.) »

Suite de la main du colonel Rapatel.

« MADAME,

« Le général me permet de continuer sur la même feuille où il a écrit quelques lignes. Faites-vous une idée de ma douleur et de mon chagrin, d'après ce qu'il vous a annoncé. Depuis le premier moment de sa blessure, je ne l'ai pas quitté un instant, et je ne le quitterai pas jusqu'à parfaite guérison. Nous avons les meilleures espérances que nous le sauverons. Il a soutenu l'amputation avec un courage héroïque, et sans perdre connaissance. Le premier appareil a été levé, et l'on trouve les blessures en bon état. Il n'a eu qu'une fièvre légère lors de l'ulcération : celle-ci a considérablement diminué. Pardonnez-moi le récit de ces détails, ils sont aussi douloureux pour moi qu'ils le seront pour vous. J'ai eu besoin de courage depuis quatre jours, j'en aurai encore besoin : comptez sur mes soins, sur mon amitié, sur tous les sentimens que vous m'avez

inspirés tous les deux, et avec lesquels je le servirai. Ne soyez pas inquiète. Je n'ai pas besoin de vous dire ayez du courage: je connais votre cœur. Je ne négligerai aucune occasion pour vous donner des nouvelles. Dans ce moment le médecin m'assure que si tout continue à bien aller, le général pourra supporter la voiture dans cinq semaines. Adieu, respectable amie, je suis très-malheureux. J'embrasse la pauvre Isabelle (fille de Moreau, âgée de huit ans). Le plus dévoué de vos serviteurs,

« *Signé* RAPATEL. »

A Laun, le 30 août 1813.

« *P. S.* Le 1.er septembre, tout va bien; il est tranquille. »

Moreau avait été assez tranquille en effet le 30 jusqu'à minuit; mais il lui était survenu tout à coup un hoquet et des vomissemens répétés. Dès lors il ne fut plus possible de se méprendre sur les dangers de son état. Les mêmes symptômes conti-

mièrent le 31, et il n'eut que très-peu d'instans de relâche. Sa faiblesse était excessive; déjà ses extrémités étaient glacées, et la mort s'emparait insensiblement des viscères. Cependant le lendemain, premier septembre, les secours de l'art étant parvenus à arrêter le hoquet, il se fit dans l'état du malade une amélioration sensible; le colonel Rapatel, qui, alarmé la veille, avait retardé à dessein le départ de la dépêche adressée à madame Moreau, expédia le courrier après avoir mis à sa lettre un *post-scriptum* rassurant.

Moreau se trouvant mieux, témoigna le désir d'être transporté à Prague. En vain les chirurgiens lui objectèrent qu'il était trop faible encore pour supporter un trajet aussi pénible, dans des chemins affreux, dont les pluies et les ornières profondes creusées par les trains d'artillerie, avaient augmenté les difficultés. « De grâce, s'écria Moreau, retirez-moi d'ici, je sens que je serai mieux à Prague; ne puis-je pas faire ce trajet par eau? Si je ne me

trompe, la Moldaw n'est pas assez éloignée de Laun pour que je ne puisse faire ce court voyage très-promptement; d'ailleurs, je serais dans un bateau comme dans un lit, car bien que je me sente mieux, je souffre encore autant qu'un homme puisse souffrir : une amputation est une chose bien douloureuse, et deux c'est trop. »

Persistant toujours dans l'idée d'aller à Prague, il demanda une carte topographique de la Bohême, et pendant qu'il l'examinait, un grand bruit se fit entendre. Moreau eut la curiosité d'en connaître la cause; on lui dit que c'était l'arrivée du général Vandamme, fait prisonnier, et conduit dans la ville au milieu des huées de la multitude. Moreau répliqua avec chaleur : « Il est bien temps qu'il soit mis « hors d'état de faire du mal. » Et il se tut. On imputait au général Vandamme de grands excès, et une partie des malheurs qu'avait soufferts la ville d'Hambourg à l'ouverture de la campagne. La populace accablait ce général de malédictions sur son

passage, et se réjouissait de ce que les alliés le traitaient avec rigueur. En effet, on l'avait séparé de son aide-de-camp ; on le transférait dans une voiture découverte, et le grand-duc Constantin lui avait fait retirer son épée. Moreau montra quelque joie de voir enfin tant d'excès punis par le mépris public, et il envoya le colonel Rapatel et M. de Svinine pour avoir des informations. Ils trouvèrent le général Vandamme déclamant comme un furieux contre Buonaparte, qui, disait-il, l'avait sacrifié et trahi en l'exposant lui et son corps d'armée, comme des *enfans perdus*, à un désastre inévitable, dans les gorges de la Bohême.

Le colonel et M. de Svinine vinrent rendre compte à Moreau de ce qu'ils avaient entendu. Déjà l'infortuné Moreau était retombé dans un état alarmant; il sentait lui-même sa fin approcher. Les médecins n'avaient plus d'espoir. Ses amis voulaient le lui annoncer avec les plus grands ménagemens, et ils lui parlèrent de son inaltérable tranquillité, de ce calme avec

lequel il voyait les progrès de son mal.
« Mes amis, leur dit-il, sans leur permettre
« d'insister, c'est que je n'ai rien à me re-
« procher. »

Il fut inquiet et agité toute la nuit du premier au deux septembre, sans qu'il parût éprouver aucune souffrance. Le sommeil lui échappait, et il ne cessait de faire sonner sa montre, comptant ainsi tous les momens de cette affreuse nuit. Tantôt il appelait le colonel Rapatel, tantôt M. de Svinine, qui s'efforçaient l'un et l'autre de ramener le calme dans son esprit.

Six heures avant sa mort, il dit au colonel Rapatel, après lui avoir parlé de sa position : « Je ne suis pas sans danger, je
« le sais; si je meurs, si une fin préma-
« turée m'enlève à une épouse, à une fille
« chérie, à mon pays, que je voulais ser-
« vir malgré lui-même, n'oubliez pas de
« dire aux Français qui vous parleront
« de moi, que j'espérais encore rendre
« quelque service à ma patrie; que pour
« l'affranchir du joug affreux qui l'opprime,
« et pour combattre Buonaparte, toutes

« les armes sont bonnes ; que j'aurais con-
« sacré le peu de talent que je possède à la
« cause de l'humanité, mais que mon cœur
« appartenait à la France. »

Voyant les larmes et l'affliction profonde de ses amis, Moreau prit soin lui-même de les consoler. « A quoi bon gémir leur « dit-il, ainsi l'a voulu la providence; il « faut se soumettre sans murmure. »

Vers sept heures du matin, se trouvant seul avec M. de Svinine, il lui dit d'une voix mourante : « Prenez la plume, je « veux absolument vous dicter une lettre. » M. de Svinine obéit, et traça en gémissant quelques lignes adressées à l'empereur Alexandre en ces termes :

Sire,

« Je descends dans la tombe avec les « mêmes sentimens de respect, d'admira- « tion et de dévouement que S. M. m'a « constamment inspirés, dès que j'ai eu « le bonheur de m'approcher de sa per- « sonne..... »

Moreau s'interrompt en prononçant ces derniers mots. M. de Svinine attend et croit qu'il réfléchit sur la suite de sa dépêche. Hélas! il n'a plus que la force de demander au colonel Rapatel un verre d'eau, que celui-ci porte à sa bouche, et à l'instant même, serrant doucement la main au colonel (1), il expire sans agonie, le 2 septembre, à sept heures du matin. La mort n'avait imprimé sur ses traits aucun signe de souffrance.

---

(1) Le colonel Rapatel qui a recueilli les dernières paroles et les derniers soupirs de Moreau, a péri aux portes de Paris, en s'avançant seul pour faire cesser la lutte d'une troupe de braves qui, entourés par des forces supérieures et désespérant de vaincre, voulaient du moins mourir avec gloire. « Mes amis, mes compatriotes, leur cria-« t-il, cessez de combattre; vous avez acquis « l'honneur; Alexandre vous rendra de suite la « liberté. » A peine il achève, que frappé de deux balles, il meurt. Il a été honoré des regrets de l'empereur de Russie, dont il était devenu l'aide-de-camp à la mort de Moreau : il combattit la tyrannie et mourut pour sauver des Français.

Telle fut la fin de cet homme célèbre, qui, après avoir en trente-un jours passé d'Amérique sur l'ancien continent, avait fixé les yeux de toute l'Europe; qui, s'il eut vécu, aurait peut-être évité à la France les désastres de Leipsic, et l'invasion de ses frontières; et qui des bords du Rhin ou du centre même de l'Allemagne, eût déterminé sans secousses et sans dévastations l'heureuse révolution qui, sept mois plus tard, a sauvé la France.

Les souverains alliés étaient réunis à Tœplitz, et sortaient d'un *Te Deum* chanté au milieu de leur armée, pour célébrer trois victoires remportées sur Buonaparte, quand ils reçurent la nouvelle de la mort de Moreau. Ce fut M. de Svinine qui vint s'acquitter de ce triste devoir auprès de l'empereur Alexandre. Ce monarque tout ému, et lui serrant la main, lui dit d'un ton pénétré : « C'était un grand homme, « un cœur bien noble. » Les deux empereurs, le roi de Prusse, les princes, les ministres, les généraux alliés, tous partagèrent les mêmes regrets; la plupart

payèrent à la mémoire du héros français, un tribut d'éloges sincères et même de larmes. On eut soin de cacher sa mort à l'armée, le plus long-temps qu'il fut possible, et cette espèce d'hommage prouve combien les alliés sentaient la perte que venait de faire la cause de l'Europe et de l'humanité.

L'armée française fut long-temps dans l'incertitude à cet égard, tant les premières informations sur le sort de Moreau furent vagues et contradictoires. Pendant plus de six mois, presque toute la France, alors en garde contre les impostures de Buonaparte, ne refusa-t-elle pas d'ajouter foi à la nouvelle *officielle* de cette mort imprévue et subite? On croyait généralement que ce bruit n'était qu'une nouvelle invention de la politique de Buonaparte pour se tirer d'une crise dangereuse, et afin de prévenir la défection de l'armée. Ainsi, tandis qu'on déplorait la mort de Moreau dans presque toute l'Europe, ce fatal événement était encore enveloppé de ténèbres en France.

L'empereur Alexandre, voulant honorer la mémoire de ce grand capitaine qu'il avait arraché à sa retraite modeste des Etats-Unis d'Amérique, réclama ses tristes restes auprès des deux autres souverains coalisés, et dit à cette occasion : « Les « cendres de Moreau me sont trop pré- « cieuses pour que je n'ambitionne pas de « les posséder. » Ce prince ordonna que les dépouilles mortelles de Moreau seraient transportées à Prague, embaumées et conduites à Saint-Pétersbourg, pour y recevoir dans l'église catholique tous les honneurs funèbres qui avaient été décernés en dernier lieu au maréchal prince Koutousoff. Ce fut au colonel Rapatel que le czar confia le soin d'accompagner le convoi jusqu'à Saint-Pétersbourg. « Tâchons, dit-il en « prescrivant toutes ces dispositions, tâ- « chons au moins d'honorer la mémoire de « ce grand homme. »

L'Empereur s'occupa ensuite des consolations qu'il pourrait offrir à sa veuve infortunée qui était restée en Angleterre, et il lui expédia M. de Svinine avec une

lettre de sa main. « C'est une consolation, « lui dit Alexandre, que je ne saurais re« fuser à madame Moreau, que de vous « envoyer auprès d'elle. Ah! sans doute « elle verra avec intérêt un homme qui, « jusqu'aux derniers momens, n'a point « abandonné son époux. »

La lettre dont M. de Svinine était porteur était due à l'inspiration d'un souverain généreux et magnanime qui protége et qui console; elle donne l'idée la plus juste et la plus touchante des nobles rapports qui s'étaient établis entre deux âmes si belles et si pures, celle d'Alexandre et celle de Moreau. La lettre était conçue en ces termes :

« Madame,

« Lorsque l'affreux malheur qui attei« gnit à mes côtés le général Moreau me « priva des lumières et de l'expérience de « ce grand homme, je nourrissais l'espoir, « qu'à force de soins on parviendrait à le « conserver à sa famille et à mon amitié.

« La Providence en a disposé autrement.
« Il est mort comme il a vécu, dans la
« pleine énergie d'une âme forte et cons-
« tante. Il n'est qu'un remède aux grandes
« peines de la vie, celui de les voir par-
« tager. En Russie, madame, vous trou-
« verez partout ces sentimens; et, s'il vous
« convient de vous y fixer, je recherche-
« rai tous les moyens d'embellir l'existence
« d'une personne dont je me fais un de-
« voir sacré d'être le consolateur et l'appui.
« Je vous prie, madame, d'y compter ir-
« révocablement, de ne me laisser ignorer
« aucune circonstance où je pourrais vous
« être de quelqu'utilité, et de m'écrire
« toujours directement. Prévenir vos dé-
« sirs sera une jouissance pour moi. L'a-
« mitié que j'avais vouée à votre époux
« va au-delà du tombeau, et je n'ai d'autre
« moyen de m'acquitter, du moins en par-
« tie, envers lui, que ce que je serai à
« même de faire pour assurer le bien-être
« de sa famille. Recevez, madame, dans
« ces tristes et cruelles circonstances, ces

« témoignages d'amitié, et l'assurance de « tous mes sentimens. »

« Tœplitz, 6 de septembre 1813.

« Alexandre. »

Le convoi qui transportait les tristes dépouilles de Moreau se mit en marche de Laun, se dirigea vers Prague, et attira sur toute la route une foule immense. Les traits de Moreau étaient découverts, et chacun s'empressait de les contempler. Arrivé à Prague, son corps resta deux jours exposé au palais de l'archevêché, dans une chapelle ardente. On essayerait vainement de peindre avec toutes les couleurs de la vérité l'empressement des habitans de Prague à considérer avec un recueillement religieux les traits du grand homme inanimé qu'on venait d'exposer à leurs regards.

Il n'y eut pas un seul spectateur qui, pénétré d'attendrissement, ne donnât des larmes et des éloges à son âme élevée et généreuse, et à ses qualités héroïques.

Enfin, le 6 septembre, après la célébration d'un service solennel, le corps de Moreau fut déposé dans un cercueil, et transféré à Saint-Pétersbourg, où l'attendaient de nouveaux honneurs et de nouveaux regrets. Rien ne fut négligé dans cette capitale pour honorer dignement sa mémoire. M. le comte Uvaloff composa en français l'éloge funèbre de Moreau, et, dans sa composition énergique, il ne resta point au-dessous de son sujet. Ce morceau est surtout remarquable par la noblesse des idées et par l'élévation des sentimens (1).

Nous y ajoutons la proposition faite au Sénat, le 26 avril 1814, par le sénateur comte Lanjuinais, pour déclarer solennellement que Moreau n'a jamais cessé de bien mériter de la patrie (2).

Pourquoi faut-il qu'une proposition si juste et si honorable pour le nom français soit encore sans résultat?

---

(1) Voyez Pièces justificatives, n.° 12.

(2) Voyez Pièces justificatives, n.° 13.

Moreau, ce grand et vertueux citoyen, ne suivit jamais que les inspirations du patriotisme le plus pur, et du plus ardent amour de la liberté publique. Moissonné au milieu de sa carrière, et presque encore à la fleur de l'âge; enlevé dans un moment où son génie et ses hautes conceptions avaient acquis toute leur maturité, sa mort retarda la délivrance de l'Europe et le rétablissement de l'autorité légitime pour laquelle il combattait.

Nourri d'idées libérales, mais désabusé de la chimère d'une république, il avait reconnu que cette liberté qu'il croyait possible, n'était qu'anarchie sous un gouvernement illégitime, et qu'une monarchie sage pouvait seule convenir à la France, et offrir à l'Europe la garantie de son indépendance. Mais la France gémissait dans l'oppression; les cadavres de ses enfans couvraient les bords du Bétit et du Borysthène; l'Europe et les deux mondes étaient ébranlés; des ruines fumantes marquaient les pas de l'homme qui, affectant le langage d'un prophète, annonçait que dans dix

ans sa dynastie serait la plus ancienne de l'Europe. Cet homme ne terminait une guerre que pour en allumer une autre; car dans la guerre seule il trouvait sa force et sa sûreté. Moreau ne balance plus, il cède à la voix d'Alexandre, ce modèle des rois! il quitte une retraite chérie, vole au combat, et trouve la mort; il trouve la mort au moment même où, par la confiance illimitée que la nation avait en son patriotisme, il devenait naturellement l'intermédiaire entre elle et la ligue européenne; au moment où il eût été aux yeux de la nation le plus sûr garant que les efforts des coalisés ne tendaient qu'à délivrer la France et non à l'asservir.

Était-ce l'ambition qui avait mis les armes à la main à cet illustre capitaine? Combien de fois n'avait-il pas prouvé qu'il dédaignait les honneurs, les richesses et la puissance? C'était le seul amour de la patrie, et cette patrie ne pouvait plus être sauvée que par le retour de la dynastie légitime. Moreau pensait que dans l'intérêt même des augustes princes de la mai-

son de Bourbon, ils ne devaient pas monter sur le trône de leurs pères à la faveur d'une guerre civile, mais se présenter avec l'olivier d'une main et une charte de l'autre. Le magnanime empereur de Russie lui avait ouvert son âme ; telle est la cause du dévoûment que Moreau montra pour ce monarque, dont le nom et la générosité vivront à jamais dans le cœur des vrais Français.

Pourquoi faut-il qu'une mort cruelle et prématurée ait enlevé Moreau à la France au moment où son espoir et ses désirs allaient se réaliser ? De quel poids n'eût pas été pour les défenseurs du trône sa gloire militaire ; pour les députés de la nation, sa considération personnelle et la rectitude de son jugement ; pour les hommes publics de l'Europe, son autorité conciliatrice ?

Réunissant les vertus de Catinat au génie de Fabius et de Turenne, Moreau laisse après lui de grands exemples à suivre et de grandes vertus à imiter. Ses campagnes, ses belles retraites, ses savantes

manoeuvres, ses théories militaires (1) seront pour les guerriers et pour les grands capitaines un objet constant d'études et de méditations.

---

(1) Moreau n'a rien écrit sur le grand art dont il possédait si bien les secrets et les principes, et dont il faisait une si glorieuse application. Mais il s'était occupé, peu de temps avant sa mort, de rédiger une espèce de journal sur les opérations dont il venait d'être le témoin. On en a trouvé le commencement dans ses papiers; et comme cette relation était destinée à la grande-duchesse d'Oldembourg, elle a été fidèlement remise à cette princesse, qui daignera probablement la porter à la connaissance du public éclairé.

FIN DE LA VIE DE MOREAU.

NOTICE HISTORIQUE

SUR LE GÉNÉRAL

PICHEGRU.

Charles Pichegru naquit en 1761, à Arbois, petite ville de la Franche-Comté, comprise dans l'ancien *bailliage d'Aval*, qui fait aujourd'hui la plus grande partie du département du Jura (1). Il appartenait à une famille honnête, quoique pauvre et

(1) Arbois, situé sur le ruisseau de Laustine, entre Salins et Poligny, dans un vallon entre deux montagnes, est à 9 lieues au nord-est de Besançon, et à 77 de Paris. Sa population s'élève à plus de 6000 habitans. Son territoire est renommé pour ses vins blancs, que l'on transporte dans la capitale, où ils sont recherchés.



obscure; mais Pichegru n'avait pas besoin d'aïeux; il n'est redevable qu'à lui seul de son illustration qui est à jamais consignée dans les annales militaires de la France.

Il fit ses premières études au collége d'Arbois, et sa philosophie au couvent des Minimes de cette ville. Le jeune Pichegru montra une telle aptitude et un goût si décidé pour les sciences exactes, que ses professeurs l'engagèrent à aller répéter la philosophie et les mathématiques à leur collége de Brienne. Il y alla et enseigna ces sciences avec succès, achevant ainsi de se fortifier lui-même. Cette espèce de professorat ou d'enseignement a fait croire que Pichegru s'était engagé dans l'ordre religieux des Minimes; mais il est certain qu'il ne fit jamais de vœu. Sa vocation était toute pour les armes. A la fin de son cours, vers 1783, il s'enrôla dans le 1er régiment d'artillerie: Pichegru avait alors 22 ans. Les officiers de son corps remarquèrent sa tenue et sa bonne conduite; s'apercevant bientôt de l'instruction solide

et des dispositions brillantes de ce jeune soldat, ils le nommèrent sergent. C'était vers 1785; on touchait à la fin de la guerre d'Amérique. Pichegru fit partie d'un embarquement pour cette destination. Ses connaissances et son goût pour le travail se développèrent de plus en plus; il observa surtout avec fruit tout ce qui a rapport à la guerre maritime; on le nomma sergent-major.

En 1789, au moment où la révolution éclata, Pichegru occupait le grade d'adjudant. Il embrassa, mais avec modération et sagesse, les principes de la révolution, tels qu'ils furent d'abord adoptés par la grande majorité des Français, et il présida même la société populaire de Besançon. Peut-être n'avait-il en vue que d'obtenir de l'avancement dans l'armée. Il allait être élevé au grade d'officier, lorsqu'un bataillon des volontaires du Gard, se trouvant sans chef à Besançon, l'accepta pour commandant, sur la recommandation de la société populaire de cette ville, qui présenta Pichegru, comme un militaire ferme et

instruit. Pichegru fut au comble de ses vœux; et il établit parmi les volontaires qui venaient de l'appeler pour chef, une discipline et une tenue exactes. Alors il commença à déployer cette fermeté calme et cette instruction militaire qui l'ont tant distingué; il leur dut un avancement aussi rapide qu'honorable.

Envoyé dès 1792 à l'armée du Rhin, il fut employé à l'état-major, et parcourut en peu de temps les grades de général de brigade et de général de division, n'étant redevable de son avancement qu'à ses talens personnels et à sa bravoure.

L'armée du Rhin ayant été défaite et presque désorganisée dans les lignes de Weissembourg, et dans sa retraite, deux proconsuls conventionnels, Saint-Just et Lebas, y furent envoyés en qualité de représentans du peuple pour la réorganiser, et pour lui donner un chef. Ils jetèrent les yeux sur Pichegru, qui s'était déjà fait remarquer par ses connaissances, par ses talens et sa bravoure, et qui d'ailleurs n'était pas d'une caste privi-

légiée; c'était alors un titre à la faveur, la monarchie française ayant été transformée en république démocratique, par un parti violent et sanguinaire.

L'armée était dans le plus grand désordre, quand Pichegru fut appelé à la commander en chef. Il s'occupa d'abord à arrêter les progrès de l'ennemi, et à rétablir la discipline. Il fut l'inventeur de ce nouveau genre de guerre qui procura ensuite tant de victoires aux Français. Voyant qu'il avait à combattre des armées froides, mais patientes et pourvues d'une nombreuse cavalerie, et qu'il n'avait à leur opposer que des troupes braves, il est vrai, mais peu aguerries, toujours prêtes à se laisser décourager par les revers ou par les délais, il imagina son système de tirailleurs, d'artillerie volante et d'attaques sans cesse répétées; par là il rendait presque inutile la cavalerie ennemie; il paralysait la tactique allemande; il excitait l'amour-propre, et soutenait la constance du soldat français. Ce fut aussi pour se confor-

mer au génie belliqueux de la nation, que Pichegru s'affranchit de l'ancienne routine des siéges et des armées d'observation qui fixaient les soldats dans les camps, et les décourageaient par le seul effet de l'inaction. Cette tactique nouvelle que Pichegru essaya en Alsace, et qu'il perfectionna dans sa campagne de West-Flandre, fut suivie depuis par tous les généraux français, et elle doit être considérée comme une des causes principales de ces succès extraordinaires et inattendus qui ont fait l'étonnement et la terreur de l'Europe.

À peine Pichegru eut-il conçu un plan d'opération pour délivrer l'Alsace, que les représentans du peuple, commissaires de la Convention, séduits par les qualités et par la valeur brillante de Hoche, qu'ils avaient nommé général en chef de l'armée de la Moselle, subordonnèrent Pichegru aux ordres de ce général, qui vint le joindre en Alsace avec son armée, afin de manœuvrer de concert. Pichegru se vit ainsi contraint d'exécuter en second les

projets qu'il avait donnés, et dont son émule, ou plutôt son rival de gloire, recueillerait presque tout l'honneur. Il supporta cette injustice avec noblesse, et s'en vengea en forçant le premier les lignes d'Hagueneau, le 23 décembre 1793. Son armée attaqua les hauteurs de Reishoffen, Treschewillers et Wredt, en avant de Hagueneau, et où s'étaient retranchés les Autrichiens. Après un combat vif et sanglant, la tête des retranchemens fut emportée.

Le résultat de cette journée fut la prise de seize pièces de canon, vingt caissons, et cinq cents prisonniers. Ce début glorieux de Pichegru était d'autant plus important, qu'il ouvrait le chemin de Landeau, étroitement bloqué par l'ennemi.

Le lendemain, en effet, l'ennemi évacua Bischeviller, Drusepheim et Hagueneau; il abandonna les retranchemens et les ouvrages dont il avait couvert la ligne qui joint ces trois positions. La droite de l'armée du Rhin, après avoir pris Offendorf, et obtenu aussi des succès, suivit

l'ennemi jusque sous les murs du fort Vauban.

Après la prise de Hagueneau, les armées du Rhin et de la Moselle réunies poursuivirent leur marche triomphante. Les fameuses lignes de Weissembourg furent reconquises à la suite d'un combat sanglant, et la ville de Lauterbourg fut attaquée, et se rendit aux vainqueurs. Le lendemain, les Autrichiens furent chassés de leurs lignes, et l'armée du Rhin marcha rapidement sur Landau, débloqué, où elle entra, le 8 nivose an II (29 décembre 1793).

La garnison qui défendait Landau, forteresse enclavée dans le pays occupé par l'ennemi, était abandonnée presque à elle-même depuis plus de quatre mois; elle ignorait ce que la valeur française méditait pour sa délivrance. Le général Laubadère commandait la garnison; il s'était défendu avec autant de constance que de bravoure. L'ennemi avait essayé tous les genres de corruption, et avait voulu, à force de suggestions, engager la garnison à mécon-

naître le général, et à nommer un chef qu'on pût séduire; mais toutes les tentatives ayant échoué, Landau fut délivré par les victoires de Pichegru.

Voici la lettre que ce général écrivit au ministre de la guerre, pour lui annoncer l'heureuse nouvelle du déblocus de cette place importante.

Landau, 8 nivose, à midi.

« Citoyen ministre, je m'empresse de « t'annoncer (1) que Landau est débloqué; j'y suis depuis une heure : le général Hoche te donnera des détails. »

Signé PICHEGRU.

On remarqua depuis, dans toutes les dépêches de Pichegru, un laconisme et une modestie rares au milieu des plus grands succès : il semblait qu'il n'avait été que le témoin des mouvemens et des actions dirigés par lui.

Le ministre de la guerre adressa au Co-

---

(1) C'était alors le style révolutionnaire d'usage.

mité de salut public la lettre de Pichegru, et s'exprima en ces termes sur le compte de ce général :

— « Je vous envoie, citoyens, copie de la « lettre de Pichegru : elle est datée du 8, « de Landau, où il est entré le premier. Il « commandait l'armée du Rhin le 6, lors-« qu'elle a emporté Lauterbourg et les « seize pièces de canon. Il commandait la « totalité des forces à la journée de Wredt, « le 2, et il s'était transporté lui-même « sur ce point-là. Les opérations des deux « armées peuvent être regardées comme « indivises ; l'une et l'autre ont des droits « à la reconnaissance publique. Il est de « mon devoir d'appeler votre attention sur « la vertu et le patriotisme de Pichegru, « parlant si peu de ce qu'il a fait, lorsqu'il « a cependant fait beaucoup de bien. L'on « n'a pas assez considéré la situation où il « a pris le commandement de l'armée du « Rhin, inférieure en nombre, détraquée « en grande partie, l'esprit public détendu, « et dans un pays où la révolution avait « bien des ennemis ; sa constance et son

« courage, au milieu de ces embarras, sont
« bien dignes d'éloges. Il a fallu tout ré-
« tablir, défendre les gorges de Saverne;
« on a livré mille petits combats, en atten-
« dant les renforts de la Moselle, qui ont
« permis d'en entreprendre de plus sé-
« rieux. »

Après avoir débloqué Landau, les armées du Rhin et de la Moselle marchèrent sur Spire, et s'en emparèrent. Ce succès n'était encore que le prélude de plus grandes victoires: le 15 nivôse (5 janvier 1794), les lignes de Kayserlautern furent emportées de vive force. Le 27, l'ennemi, saisi de terreur, abandonna le fort Vauban au moment où l'on se disposait à l'attaquer, et bientôt le territoire français fut entièrement évacué vers les frontières de la Moselle et du Rhin.

Dès lors les coalisés auraient dû prévoir que les Français reporteraient bientôt sur leurs propres territoires la guerre que les alliés avaient portée en France. Mais il paraît que le roi de Prusse fut le seul qui pénétrât les plans de Pichegru, et qui appré-

ciât les talens de ce général. Voici comment il s'exprima dans une lettre qu'il écrivit à l'empereur d'Autriche à l'ouverture de la campagne suivante, lettre qui fut insérée dans les journaux :

« Il est impossible de sauver votre ter-
« ritoire de l'invasion, les Français ont
« toujours des armées renaissantes; et, ne
« vous y trompez pas, leurs généraux ont
« une bonne tactique qui déconcerte la
« vôtre, et la met toujours en défaut. »

Cependant un esprit de rivalité et de jalousie régnait entre Hoche et Pichegru, forcés par les ordres du Comité de Salut Public de mêler et de confondre, pour ainsi dire, les deux armées dont ils avaient le commandement, et d'agir concurremment dans toutes les opérations. Ces divisions entre les deux généraux ne pouvaient que nuire aux succès ultérieurs que se promettait le gouvernement révolutionnaire. Instruit de l'état des choses, le Comité de Salut Public appela Pichegru à Paris, soit pour le consulter, soit pour lui donner une autre distinction. Il était en faveur, et avait été loué

plusieurs fois à la tribune de la Convention, entr'autres par Roberspierre et par Milhaud, pour avoir rétabli la discipline dans l'armée. Bientôt le caractère bouillant et indépendant de Hoche, rival de Pichegru, blessa l'orgueil de Saint-Just, qui apportait dans les camps tout l'orgueil et toute la dureté d'un décemvir; Hoche fut disgracié, et le Comité de Salut Public conféra à Pichegru en 1794, le commandement en chef des armées du Nord et de Sambre et Meuse. Il était encore à Paris à cette époque, et avant de partir pour l'armée, il paya, comme l'avait fait Dumouriez, son devancier, le tribut accoutumé à la puissance du jour (la Société des Jacobins.) Il lui fit ses adieux en ces termes: « Je jure, disait-il « dans sa lettre, je jure de faire triompher les « armes de la République, d'exterminer les « tyrans ou de mourir en les combattant: « mon dernier mot sera toujours, *vive la « République, vive la Montagne!* » et en arrivant à l'armée, il adressa aux troupes une proclamation rédigée dans le même esprit.

Jusqu'ici Pichegru n'avait agi, pour ainsi dire, qu'en sous-ordre : à l'armée du Rhin, ses triomphes venaient d'être partagés avec le général Hoche; mais à l'armée du Nord, il allait développer ses rares talens et cette nouvelle tactique si fatale aux puissances coalisées. C'est lui, enfin, qui va conduire les bataillons français de victoire en victoire, jusque dans le cœur de la Hollande.

Nous allons suivre Pichegru sur un nouveau théâtre, mais nous dirons d'abord dans quel état il trouva l'armée du Nord qui avait presque toujours été battue. Elle était disséminée en petits corps cantonnés autour des places, depuis Givet jusqu'à Dunkerque, sans aucun ensemble, et dans une désorganisation complète, occasionnée par les proconsuls que la Convention nationale et le Comité de Salut Public y avaient envoyés. Ces commissaires politiques cherchaient, presque toujours, à contrarier les opérations des généraux; ils favorisaient ces motions désorganisatrices au milieu des camps; ils des-

tituaient les principaux officiers qui leur portaient ombrage, et ils faisaient incarcérer ceux qui leur paraissaient suspects: car à l'époque où Pichegru prit le commandement en chef, la France était en proie à une anarchie dont aucun peuple n'avait encore donné l'exemple. Cette anarchie avait gagné l'armée, et y avait porté le désordre, au moment même où les troupes étaient dans une honteuse défensive. L'ennemi avait forçé les barrières du Nord : il était maître de Condé, du Quesnoy; il avait pénétré jusqu'à Maubeuge et à Landrecies; il campait enfin sur le territoire de la France, et menaçait d'envahir les provinces du centre.

Le premier soin de Pichegru fut de rétablir l'ordre, et de ranimer l'ardeur belliqueuse du soldat; par ses efforts, il parvint enfin à tirer l'armée de cet état de découragement et d'insubordination qui semblait en avoir même banni l'espoir de vaincre.

Dans les conférences que Pichegru avait eues précédemment à Paris avec les membres du comité de la guerre, on avait agité

la question d'agir au centre, et d'inquiéter l'ennemi sur les flancs, c'est-à-dire, d'attaquer l'armée autrichienne dans la forêt de Mormale, où elle était fortement retranchée; mais cette manœuvre avait déjà coûté aux Français plusieurs défaites, et Pichegru, en arrivant à l'armée, aperçut tout le vice de ce plan. Néanmoins, il fallait se conformer à la volonté du comité de salut public, qui envoyait aux généraux l'ordre impératif et ridicule de livrer bataille et de vaincre. Pichegru reçut un ordre pareil qui dut lui servir en même temps d'instruction, n'ayant pas même de plan de campagne arrêté par le gouvernement; il fallut obéir et attaquer le centre de l'ennemi. Pichegru rassembla au mois de mars un grand nombre de troupes autour de Cambrai et de Guise, et il forma une attaque bien conçue et habilement dirigée entre le Cateau-Cambresis et le Quesnoy, dans l'espoir de chasser l'ennemi de la fameuse forêt de Mormale, et de faire ensuite le siége du Quesnoy; mais après quelques légers succès, il fut repoussé sur toute

la ligne, et l'ennemi fit l'investissement de Landrecies, sans qu'on pût lui opposer une résistance imposante. Pichegru sentit qu'en s'obstinant à agir sur un terrein tant de fois teint du sang des Français, il devenait impossible de garantir les derniers boulevards des frontières du Nord, et qu'il fallait changer de plan.

Ce fut alors que, malgré les ordres antérieurs du Comité de salut public, il résolut d'entamer l'ennemi par ses flancs, en portant un corps d'armée considérable sur la West-Flandre. L'ensemble et la rapidité des manoeuvres qu'il apporta dans l'exécution de ce projet hardi, dont le général Carnot, alors membre du Comité de salut public, a revendiqué depuis la conception, doivent être regardés comme un des exploits les plus brillans de cette guerre; ils décidèrent, en quelque sorte, du sort de toute la campagne.

Pichegru, prenant aussitôt l'offensive avec son aile gauche, ordonna une invasion dans la West-Flandre, tout en faisant agir puissamment sur le centre, pour faire

une forte diversion et arracher l'ennemi du théâtre de ses victoires.

La division Souham, forte de trois mille hommes, marche sur Courtray par la droite de Menin, force tous les postes qu'elle rencontre sur son passage, et entre dans Courtray.

Un corps d'armée de vingt mille hommes, sous les ordres du général Moreau, dirige sa marche sur les deux rives de la Lys, et se place de manière à former le blocus de Menin. Par cette marche hardie et bien combinée, Menin est investi au moment même où Courtray tombe au pouvoir de l'armée de Pichegru.

Cette manœuvre audacieuse et inattendue étonne l'ennemi, qui rassemble des forces et marche au secours de Menin, à la veille de devenir la proie des flammes. Les obus, les bombes et les boulets pleuvaient sur cette malheureuse ville; mais, pour s'en emparer, il fallait battre l'armée autrichienne qui accourait à son secours, sous les ordres du général Clairfait.

Pichegru prévient ce général en l'atta-

quant, et par le premier combat, il l'oblige de se retirer sur les hauteurs; mais, pour s'assurer la victoire, il fallait le chasser et le forcer de se retirer sur Tournay: cinq défilés étroits, et garnis d'artillerie, sont franchis aussitôt; Clairfait est obligé de céder, et Menin se rend à Pichegru.

Mais, vers le centre, Landrecies tombait en même temps au pouvoir des Autrichiens. Eclairé par ses premiers succès, qui venaient de lui ouvrir une ligne réputée impénétrable, Pichegru ne tente pas même de reprendre Landrecies, et se détermine à n'agir vigoureusement que sur les ailes. Il appelle aussitôt à lui vingt mille hommes du centre, où il était décidé à ne plus faire d'efforts, ne laisse sur ce point que des garnisons suffisantes pour mettre les places à l'abri d'un coup de main, et porte le reste des troupes à son aile droite, sur la Meuse, où elles doivent agir de concert avec l'armée des Ardennes. Le 10 et le 11 mai, de nouveaux combats s'engagent entre Clairfait et Pichegru, sous les murs de Tournay

et de Courtray. Les dispositions du général autrichien, dans le second combat, firent honneur à ses talens et à sa prudence. Il établit ses batteries depuis la chaussée de Bruges jusqu'à celle de Menin, et deux d'entre elles couvraient de mitraille les seuls défilés par lesquels pouvait déboucher l'armée de Pichegru; mais ce général, par la vivacité et l'unité de ses manœuvres, décida la victoire en faveur des Français, qui déployèrent, dans cette vive attaque, la plus rare valeur.

Cependant l'empereur d'Autriche, le prince de Cobourg et le duc d'Yorck, s'étant réunis, le 9 mai, attaquèrent le gros de l'armée de Pichegru dans le camp de Sanghien, tandis que le général Clairfait s'avançait sur la Lys par Verwik. Les alliés obtinrent d'abord des succès, mais Pichegru prit, le lendemain, sa revanche. Il chargea Moreau de tenir en échec, quoique avec des forces inférieures, l'armée de Clairfait, et le 18, à la pointe du jour, il attaqua les princes coalisés entre Menin et Courtray. La présence de l'empereur d'Au-

triche rendit cette bataille l'une des plus opiniâtres de la guerre. Après une attaque sanglante et disputée, Pichegru remporta, contre l'armée autrichienne, une victoire complète; il fit 1,700 prisonniers, prit deux drapeaux et deux étendards, et s'empara d'un grand nombre de chevaux, de caissons et de voitures de bagages. Une autre de ses divisions battait en même temps les alliés à Maucron. Moreau, cependant, était moins heureux dans son attaque contre le corps d'armée de Clairfait; mais ce général se hâta de battre en retraite sur Thiel, à la nouvelle de la défaite du duc d'Yorck.

Pichegru, pour l'attirer hors de cette position avantageuse, investit la ville d'Ypres dans les premiers jours de juin.

Bientôt l'attaque régulière de cette place attira l'attention de Clairfait; il abandonna ses positions pour s'avancer jusqu'à Rouslaer et Hooglede. Il n'attendait plus que du renfort pour attaquer Pichegru; mais ce général qui avait toujours pour principe de ne jamais se laisser attaquer, donna l'ordre de prévenir l'ennemi. Deux colonnes

s'étant égarées, retardèrent la bataille : elle dura deux jours, le 12 et le 13 juin. Le 19, Clairfait fut repoussé avec perte; le lendemain il voulut prendre à son tour l'offensive sur tous les points; il eut d'abord l'avantage, mais il finit par perdre la bataille dans la plaine d'Hooglede, et fut obligé de se retirer en désordre sur Thiel. Cette dernière victoire, non seulement fit tomber Ypres, dont la garnison, forte de sept mille hommes, accepta toutes les conditions qu'on lui proposa; mais encore elle décida du sort de la West-Flandre, l'ennemi n'osant plus résister sur aucun point. Toute cette partie de la Belgique était déjà regardée comme conquise, et l'armée du Nord se hâta de prendre position derrière Walchem et la Mendel. Les Autrichiens se replièrent sur Gand, et les coureurs de Pichegru les poursuivirent jusqu'aux portes de cette ville.

Pendant que ces événemens décisifs se passaient à la gauche de la ligne d'opération, l'aile droite où Pichegru, quoique général en chef, avait peu d'influence,

éprouvait de fréquens échecs. Le général Jourdan vint alors la renforcer avec une partie de l'armée de la Moselle. Cette jonction, et le siége de Charleroi amenèrent l'importante bataille de Fleurus, qui fut gagnée par Jourdan; alors Condé, Valenciennes, le Quesnoy et Landrecies furent abandonnés à leurs propres forces.

Ainsi l'ennemi, que Pichegru avait battu sur tous les points de la gauche, et affaibli sur le centre, était également repoussé sur la droite. Déjà même, par une combinaison savante, Pichegru allait en passant l'Escaut à Oudenarde, séparer Clairfait de l'armée anglaise, lui couper la retraite sur Bruxelles, le battre en détail, et tomber ensuite sur les derrières des troupes opposées à Jourdan, lorsque le comité de salut public lui envoya un autre plan d'opérations qui était loin de présenter les mêmes avantages, mais auquel il fut contraint de se conformer. Forcé de laisser échapper les armées qui se retiraient devant Jourdan, et n'ayant plus d'armée à combattre dans la West-Flandre, Pichegru s'occupa à re-

cueillir au moins le fruit de ses victoires précédentes ; il s'empara successivement de Bruges, d'Ostende, de Gand, d'Oudenarde, de Tournay, en même temps qu'il faisait assiéger Nieuport, l'Ecluse, et former l'investissement de Landrecies, du Quesnoy, de Condé et de Valenciennes, places qui furent bientôt reconquises.

Pichegru marcha ensuite en personne sur Malines, passa le canal de Vilvorde, attaqua et battit, le 17 juillet, les armées anglaises et hollandaises, qui étaient retranchées derrière le canal de Louvain à Malines. L'ennemi fut encore repoussé le 16 derrière la Nèthe, et Pichegru resta maître de Nieuport et d'Anvers, dont les Anglais venaient d'évacuer la citadelle.

Il y avait du danger à s'avancer dans les vastes bruyères du Brabant-Hollandais, parce que l'éloignement d'Anvers aurait rendu plus difficile encore le transport des vivres. Cette considération détermina Pichegru à laisser séjourner l'armée du Nord pendant dix jours dans ses positions près

d'Anvers. Dans cet intervalle, l'administration des vivres s'organisa, et Pichegru entreprit aussitôt de faire exécuter un nouveau plan qui embrassait les mouvemens de l'armée du Rhin dans le Palatinat, et ceux de l'armée de Sambre et Meuse sur les deux rives de la Meuse.

En exécution de ce plan, Pichegru battit encore les troupes anglaises le 16 septembre à Boxel, les força de se retirer derrière la Meuse, s'empara bientôt après du fort de Crève-Cœur, et de Bois-le-Duc, place regardée comme imprenable, et dont il se rendit maître au bout de trois semaines, tandisqu'elle avait résisté un an au prince d'Orange. Pichegru défit de nouveau les Anglais à Pufftech, le 19 octobre, et il acheva alors de bloquer Grave; il entra le 26 à Holts à Axel, au Sas-de-Gand; le 29 dans Vanloo, après un siége très-vif, et enfin il investit Nimègue, qui se rendit le 8 novembre. Tels furent les exploits de Pichegru dans le cours d'une campagne si féconde en actions glorieuses, et qui devait se prolonger au milieu d'un hiver rigoureux,

pour offrir pour ainsi dire de nouveaux prodiges.

Mais ce qui honore le plus Pichegru, c'est qu'il fit partout respirer l'humanité au milieu des horreurs de la guerre. L'invasion des Pays-Bas et de la Hollande avait commencé lorsque la terreur planait sur la France. La Convention, fidèle à son système de ne régner que par le sang et sur des ruines, avait décrété que les généraux français ne feraient plus de prisonniers anglais, et qu'ils passeraient au fil de l'épée, sur une résistance de vingt-quatre heures après la sommation, les garnisons de Condé, du Quesnoy, de Valenciennes et de Landrecies. Pichegru qui avait l'âme et le talent de Catinat; Pichegru, toujours homme quand les dominateurs de la France cessaient de l'être, éluda le décret fatal en ne le faisant signifier aux garnisons, par le général qui dirigeait le siége sous ses ordres, que lorsque les travaux étaient assez avancés pour empêcher une plus longue résistance. Mais à Bois-le-Duc, où la garnison fut faite prisonnière sur parole, Pi-

chegru trouva six cents Anglais qui en faisaient partie, et que la loi atroce des démagogues devait atteindre. Un pareil carnage, exécuté de sang-froid sur des hommes désarmés, fit horreur à Pichegru; il se concerta avec le commandant de la place, qui devait emmener un certain nombre de chariots couverts en vertu de la capitulation, et y enferma les six cents Anglais qu'une loi barbare dévouait à la mort. Ce beau trait ne resta point inconnu dans les Pays-Bas et en Hollande, et il y détermina bientôt l'explosion de la plus vive reconnaissance. Presque toute l'armée suivit l'exemple de son chef, et eut horreur de ces lois de cannibales qui transformaient l'armée française en bourreaux. Un ennemi qui rend les armes, est un homme, et le vainqueur lui doit les égards que prescrit l'humanité. Malheur aux nations qui méconnaissent ces principes sacrés de la civilisation.

L'heureuse issue de tant de siéges et de combats élevait Pichegru au rang des meilleurs capitaines; mais sa réputation était

plus éclatante encore à l'armée que dans l'intérieur et parmi ses concitoyens ; et en voici la cause : le système politique de l'ancien Comité de salut public était si effrayant, que tous les généraux redoutaient ses fureurs ; les uns croyaient s'y dérober en exagérant leurs succès, les autres en les laissant ignorer. Pichegru adopta ce dernier parti, et ne transmit jamais de longs détails sur ses victoires ; il se borna presque toujours à ne publier que de grands résultats, montrant, par sa conduite circonspecte, qu'il savait apprécier les hommes qui gouvernaient alors la France avec tant de férocité, au nom du salut public.

Cependant, au milieu même des exploits de cette campagne mémorable, le pouvoir de la terreur populaire fut presque anéanti, et un système moins sanguinaire et moins absurde fut adopté par la Convention, après la chute de Roberspierre, qui l'avait longtemps dominée.

Les démonstrations d'attachement que Pichegru avait quelquefois données au parti abattu, lui avaient été arrachées,

pour ainsi dire, par la force des circonstances et de l'exemple : c'était un tribut que tout général en chef payait à la puissance du jour; mais Pichegru avait tant essuyé les caprices des députés en mission, qu'il détestait, au fond du cœur, un régime aussi atroce qu'humiliant. Il se hâta de féliciter la Convention de son triomphe sur les chefs de la terreur, qu'il qualifiait d'ennemis du peuple, et des soldats en particulier.

Les fatigues d'une campagne aussi active, et l'habitude constante de coucher habillé, avaient fait contracter à Pichegru une maladie cutanée qui le força de quitter l'armée devant Nimègue pour aller soigner sa santé à Bruxelles. Pendant son absence, le général Moreau commanda l'armée du Nord, et Pichegru continua de correspondre avec Moreau et avec Jourdan, pour les aider de ses conseils et de ses lumières.

Il était à la veille de rejoindre l'armée, lorsqu'on lui fit entrevoir que sa gloire offusquait les autorités et les indisposait

contre lui. Un proconsul de la Convention, moins modéré que les autres, le lui dit assez vivement et avec grossièreté, au milieu d'un repas, à Bruxelles. Pichegru, peu endurant, et avec un air réfléchi, se contenta de lui faire cette réponse : « Je « vois, citoyen représentant, que l'aristo- « cratie n'a fait que changer de mains. »

Peut-être ce trait doit-il se rapporter à une époque postérieure, et plus glorieuse encore pour Pichegru, immédiatement après la conquête de la Hollande.

Quoi qu'il en soit, Pichegru, jugeant que la rigueur de l'hiver pourrait servir ses projets sur la Hollande, rejoignit l'armée sans attendre sa parfaite guérison. Il avait fait, l'année précédente, un apprentissage d'expédition d'hiver sur le haut Rhin; mais il fallait un froid glacial pour tenter l'invasion de la Hollande. Pichegru la regardait comme impossible dans des temps ordinaires, et les habitans du Brabant hollandais étaient tellement convaincus de cette impossibilité, qu'ils répondaient gravement aux Français, qui

se vantaient d'aller bientôt au Zuiderzée :
« Si vous y allez, on vous noiera, et aucun
« de vous n'en reviendra. »

Il fallait donc des glaces solides pour entreprendre cette invasion périlleuse. Vers la fin de décembre, la Meuse et le Waal gelèrent, le thermomètre descendit à 17 degrés au-dessous de la glace, et Pichegru donna le signal à une armée qui manquait de tout et qui n'était pas même vêtue. A l'instant ces braves s'élancent. Les journées du 27 au 29 décembre voient à la fois bloquer Bréda, capituler Grave, chef-d'œuvre de fortification, passer le Waal sur la glace solide, emporter l'île de Bomel et le fort St.-André.

Les armées ennemies s'étaient retirées derrière la Linge. Le prince d'Orange avait établi son quartier-général à Gorcum, et son armée était auprès de cette ville. La droite de celle des Anglais, commandée par le duc d'Yorck, était à Calembourg, et la gauche au canal de Pauerden. Un corps de vingt mille Autrichiens, à la solde de l'Angleterre, formait une ligne depuis

Arnhem jusqu'à Wesel. Toutes ces troupes étaient comme frappées de terreur.

Mais, pendant la marche triomphante d'une partie de l'armée de Pichegru, il survint un dégel qui donna les plus grandes inquiétudes sur les résultats de cette expédition extraordinaire. La communication allait être interrompue entre les troupes qui avaient passé et celles qui étaient restées en deçà du Waal. Heureusement ce fleuve reprit sa solidité, et le reste de l'armée put marcher sur la glace. Le passage effectué, on ne tarda pas à devenir maître de cette grande île que forment le Waal et le Leck avant de confondre leurs eaux dans celles de la Meuse.

L'armée entra dans Thiel le 11 janvier, après un combat où les Autrichiens, abandonnés par les Anglais, tinrent assez longtemps, mais sans pouvoir résister à l'élan des bataillons français; ils effectuèrent bientôt l'envahissement des Provinces-Unies : car, dès ce moment, l'armée hollandaise commença à se débander; les Anglais n'osèrent plus paraître en ligne,

et le duc d'Yorck évacua la province qu'il s'était chargé de défendre. Le stathouder s'enfuit lui-même de ses états, et la marche des vainqueurs n'eut plus l'air que d'un triomphe. On les vit tantôt sur la mer glacée, tantôt au milieu des boues et des eaux débordées, franchir des obstacles insurmontables pour toute autre nation. Amersfort et Utrecht ouvrirent leurs portes le 17 janvier; le même jour, le Leck fut passé, les lignes de la Greb emportées, et 80 pièces de canon restèrent au pouvoir des vainqueurs; le 18, Gertruidemberg capitula, après quatre jours de bombardement et l'enlèvement de tous ses forts; le 21, Gorcum, Dordrecht et Amsterdam furent occupés ou conquis, et dans les premiers jours de février, Pichegru arriva à l'extrémité de la Hollande, ne trouvant plus d'ennemis devant lui.

Les députés d'Amsterdam vinrent lui présenter les clefs de cette ville. Pichegru était alors à Utrecht; les douces larmes que répandirent les députés en faisant allusion, dans leur harangue, aux actes d'humanité et de

générosité que ce général avait exercés envers plusieurs garnisons prisonnières de guerre et frappées par les décrets de la Convention, pénétrèrent Pichegru jusqu'au fond du cœur, et lui parurent la plus douce récompense de ses travaux.

L'accueil qu'il reçut dans la capitale de la Hollande ressembla, à quelques égards, au triomphe d'un général romain arrivant au Capitole. A peine descendu de cheval, des acclamations unanimes se firent entendre, et leur bruyante explosion ne fut adoucie que par la crainte d'irriter de farouches proconsuls, offusqués de la gloire de Pichegru. Les plus belles femmes de la ville lui offrirent des couronnes et des guirlandes de fleurs, et cette scène mémorable présenta l'image d'un père tendre entouré de ses nombreux enfans, plutôt que le triomphe d'un guerrier superbe qui vient prendre possession de sa conquête.

Ici se termina cette campagne glorieuse dont toutes les opérations tinrent, pour ainsi dire, du prodige. Les Français, n'ayant plus que la mer au nord, et les états du roi

de Prusse à l'est, mirent enfin un terme à leurs conquêtes.

Les ministres et les généraux prussiens invitèrent Pichegru à ne point entrer sur le territoire de leur souverain, lui faisant part des négociations qui venaient de s'ouvrir entre la France et la Prusse.

Ce général reçut le 3 mars l'ordre d'aller diriger les opérations de l'armée du Rhin et Moselle; il conserva néanmoins le commandement en chef des armées du Nord et de Sambre et Meuse, confiées à Moreau et à Jourdan; il se trouva ainsi avoir alors sous ses ordres plus de troupes qu'aucun général, si l'on en excepte les souverains, n'en eut jamais à sa disposition.

Le vainqueur de la Hollande venait de quitter l'armée pour se rendre à Paris alors dans l'agitation et le trouble. Les démagogues étaient soulevés contre la Convention, qui semblait revenir à des principes plus modérés, et qui traitait sévèrement les fauteurs et les agens du régime de la terreur. La populace aigrie et ameutée voulait

sauver quatre membres de l'ancien Comité de Salut Public, dont la Convention instruisait le procès. Tout à coup, le premier avril 1795, un essaim de perturbateurs des deux sexes sort des quartiers où la populace abonde, et surtout des quartiers Saint-Antoine et Saint-Marceau, se porte sur la Convention, en force l'enceinte, et se répand en tumulte dans l'assemblée en criant: *La Constitution de* 1793 *et du pain*. Sommés de sortir, une femme de la bande des conjurés répond : *nous sommes chez nous*. La Convention craignant pour son existence, et redoutant la colère du peuple, jeta les yeux sur Pichegru alors dans Paris, tout couvert des lauriers qu'il venait de cueillir à la conquête de la Belgique et de la Hollande : elle le nomma pour défendre la patrie, commandant général de la garde nationale parisienne; toutes les sections, tous les bons citoyens se rallièrent à Pichegru, qui, maître de la force publique, désarma la section des Gravilliers, chef-lieu de l'attroupement, et fit arrêter d'anciens membres des comités révolutionnaires,

agens invisibles des troubles ; mais ce ne fut pas sans danger, et peu s'en fallut qu'il trouvât le terme de sa carrière dans l'exercice de sa mission honorable. Un démagogue faillit le tuer d'un coup de pique sur la place Louis XV, au moment où il s'y croyait en sûreté environné de son état-major.

Après avoir pris toutes les mesures nécessaires pour faire avorter les machinations des perturbateurs; après avoir rétabli le calme et la tranquillité dans la capitale, Pichegru se présenta le 4 avril à la barre de la Convention, où il prononça le discours suivant :

« Citoyens représentans,

« Rappelé à Paris par le Comité de Salut Public, pour concerter quelques opérations relatives à l'armée (1) dont vous m'avez donné le commandement, vous avez

(1) Il venait d'être nommé général en chef de l'armée du Rhin.

ajouté aux témoignages de confiance dont je suis honoré, en me donnant le commandement de la garde nationale parisienne, pendant le moment d'agitation qui s'est manifestée. Le zèle et l'infatigable activité des bons citoyens qui composent les sections de cette commune, ont fait bientôt cesser le trouble. Je me félicite d'y avoir concouru avec l'état-major; et, en venant vous demander de m'envoyer à mon poste, citoyens représentans, je me fais un devoir d'offrir devant vous, à la garde parisienne, l'expression de ma reconnaissance, avec l'hommage de la haute estime que m'a inspirée le calme imposant qu'elle a montré dans cette circonstance.

« Ce sera une bien douce satisfaction pour moi de faire part à mes frères d'armes de l'attitude imposante de la Convention nationale, et des mesures qu'elle a prises pour abattre le reste de la faction tyrannique qu'elle a frappée le 9 thermidor. Je les assurerai qu'ils n'ont plus à redouter, comme autrefois, que les bourreaux fassent couler sur l'échafaud le sang de leurs pa-

rens et de leurs amis, tandis qu'ils versent le leur sur les frontières. Cette assurance va encore augmenter leur courage. Ils ne jetteront plus derrière eux ces regards d'inquiétude qui les faisaient trembler pour les jours de ce qu'ils ont de plus cher; ils ne verront plus que les ennemis extérieurs, les tyrans qui voudraient nous asservir : nous les combattrons; la bonté de notre cause nous assure la victoire.

« La Convention nationale veut la justice et la liberté : le peuple les soutiendra; les armées les feront triompher. »

Le président de la Convention lui répondit :

« Brave général, tu as mérité plusieurs fois de la patrie; tu as vaincu les ennemis coalisés, et les fleuves n'ont pu arrêter ton courage; tes loisirs ont été utiles à la patrie. Réuni à la garde nationale parisienne, tu as fait exécuter les lois contre les ennemis intérieurs. Les factieux sont aussi dangereux à la république que les Autrichiens. Va rejoindre tes braves frères d'armes; annonce-leur que la Convention nationale, ferme à son

poste, déploiera contre les machinateurs et les artisans de l'anarchie, le courage dont vous ne cessez de donner l'exemple sur les bords du Rhin. »

Quelques jours après, Pichegru se rendit à l'armée.

Jusqu'après la conquête de la Hollande, ce général paraît avoir servi de bonne foi le parti républicain et révolutionnaire; mais depuis long-temps la férocité des décrets de la Convention l'avait persuadé que la patrie n'existait plus que dans les camps et aux armées; désespérant d'en trouver même le simulacre parmi les démagogues, il tourna ses regards vers les honorables débris de la monarchie. Toutefois les passions étaient encore trop vives, et les esprits n'étaient point assez mûrs à cette époque pour le retour de la royauté en France; il fallait une transition, un état de choses qui rendît comme insensible le passage de l'anarchie la plus insensée à l'ordre naturel et légitime.

La Constitution de 1795 donnée depuis par la Convention nationale, sans attein-

dre le but, parut propre au moins à calmer les orages politiques; mais les défauts de cette constitution frappèrent aussi Pichegru; il sentit que la république ne pouvait subsister en France. Il avait déjà tourné toutes ses vues, toutes ses espérances vers les augustes princes de la dynastie légitime qui étaient alors proscrits et errans en Europe.

Il paraît que Pichegru dissimula peu ses sentimens: car dès cette époque nos princes crurent trouver en lui un nouveau général Monck, et l'on ne doutait point à l'armée de monseigneur le prince de Condé, que si l'on faisait seulement des ouvertures à Pichegru, il ne les accueillît avec empressement. Les détails que nous allons exposer à ce sujet, sont aujourd'hui assez authentiques pour que l'histoire ne puisse les recuser.

On était au mois d'avril 1795. Le quartier-général de l'armée du Rhin, sous les ordres de Pichegru, était à Altkirck. L'armée de monseigneur le prince de Condé était en regard dans le Brisgaw, pour

agir de concert avec l'armée autrichienne.

Décidé à sonder les dispositions de Pichegru, Monseigneur le prince de Condé choisit pour cette mission délicate M. de Montgaillard, émigré, qui, depuis par ses *délations* a trahi ses princes, afin de prouver la *trahison* du conquérant de la Hollande.

Pichegru était entouré à Altkirck de quatre commissaires de la Convention nationale; et M. de Montgaillard, émigré, n'eut pas le courage d'affronter en personne les dangers de la mission qui lui était confiée.

Il jeta les yeux sur M. Fauche-Borel, imprimeur du roi à Neufchâtel, auquel il adjoignit M. Courant de la même ville. Le 13 août, MM. Fauche et Courant partent pour Altkirck; mais ils ne peuvent saisir un moment favorable pour s'entretenir avec Pichegru. Toutefois M. Fauche s'attache sur les pas du général avec tant de persévérance, qu'il s'en fait remarquer.

Soupçonnant la mission dont il pouvait être chargé, Pichegru dit tout haut en

passant devant lui : « Allons, je pars pour « Huningue. » Fauche saisit le sens de ces paroles, court à Huningue, et se présente sur le passage du général au fond d'un corridor. Pichegru le regarde avec attention, et dit à haute voix : « Je vais dîner chez « Madame Salomon. » Fauche ne perd pas un instant, il se rend chez cette dame qui habitait un château à trois lieues de Huningue, monte au château, et demande le général Pichegru. Il est admis en sa présence, et entame la conversation en témoignant le désir de faire agréer au général la dédicace d'un manuscrit de J.-J. Rousseau, qu'il allait imprimer.

« Fort bien, dit Pichegru, mais je veux « le lire auparavant : car ce Rousseau a « des principes de liberté qui ne sont pas « les miens, et où je serais très-fâché « d'attacher mon nom. »

Frappé de ce trait de lumière jeté avec adresse, Fauche ne dissimule plus : « Géné-« ral, dit-il, j'aurais encore quelque chose « à vous communiquer. — Eh! Quoi donc? « de la part de qui? — De la part de Mon-

« seigneur le prince de Condé. — Taisez-
« vous, et attendez-moi. »

Pichegru conduit Fauche dans un cabinet reculé, s'enferme et lui dit : « Expli-
« quez-vous; que me veut monseigneur le
« prince de Condé? »

Etourdi de ce début, Fauche balbutie.
« Rassurez-vous, » ajoute Pichegru, « je
« pense comme monseigneur le prince de
« Condé; que veut-il de moi?

« Le prince, reprit Fauche, a vu dans
« le général Pichegru l'homme qui, par sa
« valeur et son autorité, peut mettre enfin
« un terme aux maux de la France et de
« l'Europe; il compte sur vous, général,
« et il veut s'unir à vous. »

« — Cela ne veut rien dire, répliqua
« Pichegru, car ce sont là des choses va-
« gues et inutiles. Retournez pour deman-
« der des instructions écrites, et revenez
« dans trois jours à mon quartier-général;
« vous me trouverez seul à six heures pré-
« cises du soir. »

Instruit de l'heureux tour que prenait la négociation, M. de Montgaillard, agent

principal de monseigneur le prince de Condé, écrivit à Pichegru au nom du prince; il lui promit des récompenses proportionnées aux services éclatans qu'on attendait de lui; et quant à l'armée, il offrit, au nom du roi, la confirmation de tous les officiers dans leurs grades, de l'avancement pour tous ceux qu'il recommanderait, et des gratifications à tout commandant de place qui ouvrirait ses portes.

Pichegru parut satisfait du message, mais il ne le trouva pas assez authentique. « Avant toute ouverture de ma part, » dit-il, « je désire être assuré que monsei-« gneur le prince de Condé, dont je me « rappelle très-bien l'écriture, ait approu-« vé tout ce qui m'a été écrit en son nom « par M. de Montgaillard. »

Le prince daigna écrire de sa main une lettre de huit lignes; et Pichegru, ouvrant la lettre, et reconnaissant la signature et le caractère, la remit aussitôt à M. Fauche, en disant : « Cela me suffit, je reconnais « la signature. La parole du prince de « Condé est un gage dont tout Français doit

« se contenter. Reportez au prince sa « lettre. »

On entra aussitôt en pourparler, et Fauche expliqua ce que désirait le prince : d'abord, que Pichegru proclamât le roi dans son armée, et arborât le drapeau blanc; puis qu'il livrât Huningue.

Pichegru s'y refusa. « Je ne ferai rien d'incomplet, dit-il; je ne veux pas être le troisième tome de Lafayette et de Dumourier. Je connais mes moyens : ils sont aussi sûrs que vastes; ils ont leurs racines, non seulement dans mon armée, mais à Paris, dans la Convention, dans les départemens, dans les armées de ceux des généraux, mes collègues, qui pensent comme moi. Je ne veux rien faire de partiel : il faut en finir. La France ne peut exister en république : il lui faut un roi, il lui faut Louis XVIII; mais il ne faut commencer la contre-révolution que lorsqu'on sera sûr de l'opérer sûrement et promptement. Voilà quelle est ma devise.

« Le plan du prince ne mène à rien; il serait chassé de Huningue en quatre jours,

et je me perdrais en quinze jours. Mon armée est composée de braves gens et de coquins : il faut séparer les uns des autres, et aider tellement les premiers par une grande démarche, qu'ils n'aient plus la possibilité de reculer, et ne voient plus leur salut que dans le succès.

« Pour y parvenir, j'offre de passer le Rhin sur le point qui me sera indiqué, le jour et à l'heure fixés, et avec la quantité de soldats de toutes les armes qu'on me désignera.

« Avant, je placerai dans les places fortes des officiers sûrs et pensant comme moi.

« J'éloignerai les coquins et les placerai dans des lieux où ils ne peuvent nuire, et où leur position sera telle qu'ils ne pourront se réunir. Cela fait, dès que je serai de l'autre côté du Rhin, je proclame le roi, j'arbore le drapeau blanc ; le corps de Condé et l'armée de l'empereur s'unissent à nous : aussitôt je repasse le Rhin, et je rentre en France. Les places fortes seront livrées et gardées au nom du roi par les troupes impériales.

« Réuni à l'armée de Condé, je marche sur-le-champ en avant ; tous mes moyens se développeront sur Paris, et nous y serons en quatorze jours.

« Mais il faut que vous sachiez que, pour le soldat français, la royauté est au fond du gosier : il faut, en criant *vive le roi!* lui donner du vin et un écu dans la main.

« Il faut que rien ne lui manque en ce premier moment.

« Il faut solder mon armée jusqu'à sa quatrième ou cinquième marche sur le territoire français.

« Allez rapporter tout cela au prince, écrit de ma main, et donnez-moi ses réponses. »

On voit que monseigneur le prince de Condé et Pichegru se trouvaient divisés sur un point de la plus haute importance. Le prince voulait absolument se passer du concours des Autrichiens, et il avait pour cela de très-bonnes raisons ; et, de son côté, Pichegru, connaissant les dispositions de ses troupes, sentait la difficulté de leur faire subitement arborer le drapeau blanc.

Il s'écoula ainsi beaucoup de temps en négociations infructueuses, et la correspondance de Pichegru et du prince finit par arriver à la connaissance du général autrichien Wurmser et de l'archiduc Charles; ils en profitèrent peu pour les intérêts de leur cour, et mirent obstacle aux résultats qu'elle aurait pu avoir. Le cabinet de Vienne, en ayant été informé, alla même jusqu'à forcer le roi, qui s'était rendu sur le Rhin, à s'en éloigner. Mais, toujours dévoué à la noble cause qu'il venait d'embrasser, Pichegru, après avoir passé le Rhin, d'après les ordres de la Convention, qui touchait au terme de sa trop longue et trop désastreuse session, permit aux Autrichiens de remporter sur lui quelques avantages, laissant ainsi volontairement obscurcir sa gloire militaire dans l'espoir de favoriser par là le rétablissement du trône en France.

Le Directoire exécutif, qui venait d'être installé en vertu de la nouvelle constitution, ne tarda pas à obtenir, par d'infâmes délateurs, des renseignemens positifs sur ces cor-

respondances mystérieuses; mais trop faible encore pour sévir d'une manière éclatante contre un général défendu par l'opinion publique et par la confiance des armées, il se contenta de le rappeler et de lui offrir, comme une espèce d'exil honorable, l'ambassade de Suède, que Pichegru refusa. Il préféra rester dans l'obscurité, et se retira à l'abbaye de Bellevaux, près d'Arbois sa patrie, emportant avec lui l'estime de ses compagnons d'armes. Il vécut tranquille dans sa retraite, où il passa plusieurs mois au milieu de sa famille, cultivant les arts et les sciences, et menant la vie d'un sage.

Dans les premiers jours de mars 1797, le peuple s'étant formé en assemblée primaire pour le renouvellement, par tiers, des députés, le département de la Haute-Saône porta Pichegru au Corps-Législatif.

Il en fut élu président dès la première séance, et le peu de mots qu'il prononça en montant au fauteuil lui furent inspirés par la modestie.

« Citoyens représentans, dit-il, je suis pénétré de la plus vive reconnaissance pour

les honorables témoignages de bienveillance que je reçois de vous. Plus j'apprécie les fonctions éminentes auxquelles vous venez de m'élever, et plus je sens mon insuffisance. Je connais peu les formes d'usage des assemblées délibérantes; j'ai besoin de beaucoup d'indulgence, et je vous supplie de m'accorder toute la vôtre. »

Pichegru devint aussitôt l'espoir du parti opposé au gouvernement directorial, sous le nom de parti Clichyen, parce qu'il se rassemblait à Clichy. On y remarquait, il est vrai, quelques hommes entièrement dévoués aux intérêts de nos princes légitimes; mais la majorité n'avait en vue que de ramener l'ordre en France et de la délivrer des excès de la démagogie.

Pichegru avait, sans doute, le dessein de rétablir le trône de St.-Louis; nul général, à cette époque, n'était plus propre à consommer cette grande et glorieuse entreprise, et il en fut jugé digne par Louis XVIII. Dans le mois de juin de la même année, ce monarque, si juste appréciateur du mé-

rite, lui *conféra la plénitude de sa puissance et de ses droits* (1).

---

(1) *Copie de la lettre écrite par le comte de Lille (Louis XVIII), au général Pichegru.*

Le 24 mai 1796, à Riegel.

Il me tardait beaucoup, Monsieur, de pouvoir vous exprimer les sentimens que vous m'inspirez depuis long-temps, et l'estime particulière que j'avais pour votre personne; mais, jaloux de prévenir jusqu'aux moindres accidens qui auraient pu troubler votre tranquillité, et compromettre les intérêts précieux qui vous sont confiés, j'ai différé jusqu'à ce jour de vous écrire. Je cède à ce besoin de mon cœur, et c'en est un pour moi de vous dire que j'avais jugé, il y a dix-huit mois, que *l'honneur de rétablir la monarchie française vous serait réservé.*

Je ne vous parlerai pas de l'admiration que j'ai pour vos talens et pour les grandes choses que vous avez exécutées. L'histoire vous a déjà placé au rang des grands généraux, et la postérité confirmera le jugement que l'Europe entière a porté sur vos victoires et vos vertus. Les capitaines les plus célèbres ne dûrent pour la plupart leurs succès qu'à une longue expérience de leur art; et vous avez été dès le premier jour, ce que vous n'avez cessé d'être

Le 20 juillet, Pichegru fit au Corps-Législatif un long rapport sur la nécessité de réorganiser les gardes nationales, et sur la manière d'opérer cette nouvelle organisation. Son intention était évidemment d'opposer la garde nationale aux troupes du Directoire, et d'amener la restauration

---

pendant tout le cours de vos campagnes. *Vous avez su allier la bravoure du maréchal de Saxe au désintéressement de M. de Turenne, et à la modestie de M. de Catinat;* aussi puis-je vous dire que vous n'avez point été séparé, dans mon esprit, de ces noms si glorieux dans nos fastes. M. le prince de Condé vous a marqué à quel point j'avais été satisfait des preuves de dévouement que vous m'avez données, et combien j'ai été touché de la fidélité avec laquelle vous servez ma cause; mais ce qu'on n'a pu vous exprimer comme je le sens, c'est le désir, c'est l'impatience que j'éprouve de publier vos services, et de vous donner des marques éclatantes de ma confiance.

Je confirme, Monsieur, les pleins-pouvoirs qui vous ont été transmis par M le prince de Condé; je n'y mets aucune borne, et vous laisse entièrement le maître de faire et d'arrêter tout ce que vous jugerez nécessaire à mon service, compa-

de la monarchie par le vœu et la volonté de l'universalité des Français. Mais déjà le

---

tible avec la dignité de ma couronne, et convenable aux intérêts de l'état.

Vous connaissez, Monsieur, mes sentimens pour vous ; ils ne changeront jamais.

Signé LOUIS.

Copie d'une seconde lettre de Louis XVIII au général Pichegru.

(Celle-ci était écrite sur gaze.)

Mulheim, 9 juin 1796.

Vous connaissez, Monsieur, les malheureux événemens qui ont eu lieu en Italie : la nécessité d'envoyer trente mille hommes dans cette partie, fait suspendre définitivement le projet de passer le Rhin. Votre attachement à ma personne vous fera juger à quel point je suis affecté de ce contretemps, dans le moment surtout où je voyais les portes de mon royaume s'ouvrir devant moi. D'un autre côté, les désastres ajouteraient, s'il était possible, à la confiance que vous m'avez inspirée : j'ai celle que vous rétablirez la monarchie française ; et soit que la guerre continue, soit que la paix ait lieu cet été, c'est sur vous que je compte pour le succès de ce grand ouvrage. *Je dépose*

Directoire et les révolutionnaires étaient sur leurs gardes ; n'ayant point pour eux l'opinion publique, ils résolurent d'avoir recours à la force des armes, et ils préparèrent de loin cette longue tyrannie militaire qui a si long-temps pesé sur la France. Le Directoire venait de dégarnir la frontière d'une partie de l'armée de Sambre-et-Meuse, et ces troupes filaient dans l'intérieur, vers Paris.

Le Corps-Législatif, alarmé, demanda compte au Directoire des motifs de la marche inconstitutionnelle des troupes. Le

---

entre vos mains, Monsieur, toute la plénitude de ma puissance et de mes droits : faites-en l'usage que vous croirez nécessaire à mon service.

Si les intelligences précieuses que vous avez à Paris et dans les provinces, si vos talens et votre caractère surtout, pouvaient me permettre de craindre un événement qui vous obligeât à sortir du royaume, *c'est entre M. le prince de Condé et moi que vous trouverez votre place.* En vous parlant ainsi, j'ai à cœur de vous témoigner mon estime et mon attachement.

Signé LOUIS.

Directoire répondit d'une manière ambiguë. Le 26 juillet, Pichegru prononça à ce sujet un discours à la tribune du Corps-Législatif. « Le Directoire, dit-il, feint, par « des réponses évasives, de tout ignorer; « mais quel est donc le nouveau pouvoir « qui, d'un bout de la république à l'autre, « fait mouvoir à son gré des corps de trou- « pes nombreux, suivis de trains considé- « rables d'artillerie? »

Après avoir discuté et combattu, avec calme et sang-froid, les principaux motifs apportés par le gouvernement pour justifier la marche des troupes; après avoir développé l'irrégularité de ce mouvement inquiétant, et fait entrevoir les projets du Directoire, Pichegru termina ainsi, en s'adressant à l'armée :

« Soldats de la liberté, vous faites par- « tie de la nation, et vous ne devez rien « faire qui tende à détruire ou à altérer ce « que son vœu a établi. Comme soldats, « vous devez obéissance aux chefs su- « prêmes de l'autorité exécutive; comme « citoyens, vous devez protéger et main-

« tenir les institutions sociales, et conser-
« ver l'intégralité des pouvoirs directement
« émanés du peuple. C'est la nation seule,
« dont vous êtes une portion chérie et res-
« pectée, qui vous prépare d'honorables
« asiles et qui vous décernera de justes ré-
« compenses; c'est pour ses droits seuls
« que vous devez combattre. »

Il présenta, à la suite de son discours, deux projets pour fixer les limites constitutionnelles autour du Corps-Législatif. Ces idées et ces plans furent vivement accueillis et applaudis; et, le 19 août, ses collègues le portèrent, avec le général Willot, également disgracié par le Directoire, et membre du Corps-Législatif, à la commission des inspecteurs.

Mais déjà les troupes avaient franchi les impuissantes barrières qu'on voulait leur opposer; il était évident qu'il fallait faire parler la loi pour décréter d'accusation la majorité des membres du Directoire, ou suppléer à l'inertie de cette loi en employant l'épée contre des ennemis qui ne savaient faire usage que de la force. Ce

dernier avis fut ouvert par Pichegru et par Willot, dans un comité : ils proposèrent, si on voulait leur confier deux cents hommes d'élite, de pénétrer au Luxembourg et d'amener les triumvirs, enchaînés, à la barre du Corps-Législatif; mais, environnés d'orateurs qui ne savaient que pérorer à la tribune et non agir, ils ne purent inspirer du courage aux timides, donner de l'ensemble et de l'unité à vingt coteries différentes qui formaient leur parti. Tous les efforts de Pichegru furent inutiles : il ne put réussir à triompher de la circonspection des uns, à vaincre les scrupules des autres, à surmonter la frayeur de presque tous ses collègues, et à les engager à porter eux-mêmes les premiers coups à la faction qui les menaçait. Le 18 fructidor an 7, (4 septembre 1797), le triumvirat directorial triompha, et ses troupes arrêtèrent Pichegru et ses collègues de la commission des inspecteurs, dans le lieu des séances du Corps-Législatif. Ils furent conduits, d'abord, à la prison du Temple, et condamnés le lendemain, avec cinquante au-

tres députés, à être déportés à la Guyane.

Le Directoire triomphant publia, aussitôt après cet événement, la correspondance de Pichegru avec les généraux autrichiens et avec Monseigneur le prince de Condé. Cette correspondance avait été saisie dès le mois de mai, par l'armée de Moreau, dans un caisson du général Klinglin, et venait seulement d'être envoyée à Paris, avec une lettre dans laquelle Moreau rendait compte au Directoire des trames dont toutes ces pièces contenaient des indices ou des preuves. Peu de personnes crurent alors à la vérité des faits qu'on mettait en avant contre Pichegru, et on les regarda généralement comme des fables dont le Directoire voulait couvrir sa violation de la Constitution.

A force d'instances, les portes de la prison du Temple furent ouvertes aux femmes des déportés. Pichegru, voyant arriver les épouses de ses compagnons d'infortune, vint à elles et prit entre ses bras le petit enfant de Delarue, qui pleurait. « Et pourquoi pleures-tu, mon enfant? »

lui dit Pichegru, les larmes aux yeux et en l'embrassant. « — Pourquoi! » répond l'enfant : « soldats méchans ont arrêté pe-« tit papa. — Tu as bien raison, répartit Pichegru avec indignation, et en jetant sur les militaires un regard de mépris : « ce « sont de *méchans* soldats, car les bons sol-« dats ne seraient point des bourreaux. »

Prêt à partir pour la Guyane, Pichegru versa des larmes sur le sort de sa sœur et de son frère, ecclésiastique estimable, dont il soutenait seul l'existence. Ils allaient rester sans appui, sans ressources. Pichegru ne fut jamais opulent. Il partit sans pouvoir acquitter lui-même une dette de 600 francs; on s'adresse aux deux infortunés qui, en perdant un frère proscrit, perdaient tout ce qu'ils avaient de plus cher au monde. Ils n'avaient entre leurs mains, pour acquitter la dette de leur frère, que des objets bien chers, sans doute, mais qu'ils ne pouvaient plus conserver. Le chapeau, l'habit, l'épée même du vainqueur de la Belgique, de la Hollande furent vendus!.., c'était la dernière ressource de son honorable détresse.

Pichegru, et ses compagnons d'infortune furent dirigés du Temple sous une nombreuse escorte vers Rochefort, dans quatre voitures semblables à celles qui servent au transport de l'artillerie. C'étaient des espèces de cages fermées des quatre côtés avec des barreaux de fer, à une hauteur telle, qu'ils meurtrissaient les prisonniers à la moindre secousse.

En route, ils reçurent des témoignages touchans d'estime et d'affection, surtout à Orléans et à Blois. Dans cette dernière ville, on fit parvenir à Pichegru un billet conçu en ces termes :

« Général, sortir de la prison où vous « êtes, monter à cheval, vous sauver sous « un autre nom, à la faveur d'un passe« port, tout cela ne dépend que de vous. « Si vous y consentez, aussitôt après avoir « lu ce billet, approchez-vous de la garde « qui vous surveille, et ayez soin d'avoir « le chapeau sur la tête, ce sera le signal « de votre consentement. Alors soyez de « minuit à deux heures, habillé et éveillé. »

Pichegru s'approche de la garde, mais la tête nue.... La personne qui avait formé le projet de le sauver, jette sur lui un regard d'admiration, et s'éloigne en soupirant. »

Après des fatigues de tout genre, et au milieu des injures et des insultes des sicaires qui les escortaient, les illustres proscrits arrivent à la vue du port de Rochefort, où devait s'opérer leur embarquement. Là, une populace égarée les accable d'invectives : les derniers mots qu'ils recueillent sur le sol de leur patrie, sont des cris de mort et de proscription. On les embarque sur la corvette la *Vaillante*, commandée par l'officier de marine Julien. On conduit aussitôt Pichegru avec trois de ses compagnons d'infortune dans ce qu'on nomme la *Fosse aux Lions*, en leur disant : « Voilà, Messieurs, pour « vous quatre le logement qui vous est « destiné. »

Après une traversée où les illustres déportés eurent à souffrir toutes les privations, tous les maux que la vengeance peut

inventer, la corvette mouilla dans la grande rade de Cayenne.

Ils y débarquèrent et n'y restèrent que peu de temps : l'agent du Directoire, Jeannet, les fit transporter dans les déserts pestilentiels de Sinamari, et renfermer dans une espèce de fort où ils furent partagés en diverses cases.

Là, Pichegru, toujours ferme, montra cette confiance, cette espèce de pressentiment d'un meilleur avenir qui se communiquait à la plupart des déportés. Sa principale occupation fut d'apprendre la langue anglaise. Dans ses délassemens, dans ses distractions, Pichegru conservait les habitudes et le ton militaires. Il chantait souvent, pour dissiper ses ennuis, non des complaintes et des romances, mais des chansons guerrières, des fragmens applicables à sa situation, et exprimés avec une sorte de véhémence.

Mais tous ses compagnons d'infortune n'avaient pas la même force d'âme ; plusieurs succombèrent, dans cet affreux climat, après quelques mois seulement de

captivité. Voyant, après huit mois d'exil, qu'il n'y avait à espérer aucun terme à leurs longues souffrances, Pichegru et sept de ses compagnons formèrent le projet de s'évader. Ils concertent d'abord leurs mesures, prennent toutes les dispositions qu'exigeait la sûreté de leur évasion, et avant le lever du soleil se rassemblent tous les huit vers la porte du fort de Sinamari, dont le pont n'était point encore levé. Les soldats dormaient et le plus profond silence régnait dans le fort. Pichegru monte avec Aubry et Ramel sur le bastion du corps-de-garde. Ramel va droit à la sentinelle et lui demande l'heure : la sentinelle fixe les étoiles, et Ramel saisit ce moment pour lui sauter à la gorge; Pichegru la désarme. On l'entraîne en la serrant pour l'empêcher de crier. Les trois déportés rejoignent ensuite à la hâte leurs camarades, qui les attendaient au pied des remparts, et n'apercevant personne dans le corps-de-garde, ils prennent des armes et des cartouches, sortent du fort et volent à une pirogue qui les attendait.

Dans la traversée ils se voient mille fois à la veille de périr; enfin, après neuf jours de navigation pénible et incertaine, ils arrivent au fort de Monte-Krick, dont le commandant feignant de les prendre pour des marchands, les traite avec humanité.

Ils abordent quelques jours après à Paramaribo, capitale de la colonie hollandaise de Surinam, où ils sont traités avec les plus grands égards. On leur fréte un petit bâtiment où ils s'embarquent, et qui les transporte à l'embouchure de la rivière de Démérari.

Le 1.er vendémiaire an 7 (23 septembre 1798), après une pénible navigation, Pichegru et ses camarades mouillèrent à la rade de Deal, où ils s'embarquèrent pour Londres. On les conduisit chez M. Wickam, ministre d'Etat, qui les reçut avec beaucoup de politesse et d'égards.

Quelques jours après son arrivée à Londres, Pichegru reçut les visites de plusieurs membres les plus distingués du Parlement. Le hasard le plaça un soir à la séance des *pairs*, où il assistait *incognito*,

entre le duc d'Yorck et le Stathouder ; il ne fut pas long-temps sans être reconnu. Ces deux princes le regardèrent avec beaucoup d'attention, et plusieurs lords s'approchèrent de lui pour le saluer.

Dans un dîner, chez un membre du Parlement, où Pichegru assistait avec les déportés, il porta le toast suivant en présence du ministre Wickam, de Sydney Smith, et de plusieurs lords.

« Au bonheur des nations !..... Que les « amis de l'humanité se réunissent pour « désirer la paix et la chute des oppres- « seurs !..... »

Pichegru passa peu de temps après en Allemagne, au moment de la campagne de 1799, si désastreuse pour la France ; il alla en Suisse auprès de l'armée russe de Korsakow, auquel on assure qu'il donna vainement d'utiles avis la veille de sa défaite à Zurich. Après la retraite des armées russes, Pichegru vécut ignoré en Allemagne ; il pensa néanmoins être arrêté à Bareuth avec Imbert Colomés et Précy, par des agens de Buonaparte, maî-

tre alors du gouvernement, et qui haïssait personnellement Pichegru. Ce général se rendit alors en Angleterre, où il resta jusqu'en 1804, époque à laquelle il forma le dessein de venir secrètement à Paris avec Georges Cadoudal, et un grand nombre de royalistes, pour essayer de renverser Buonaparte.

Pichegru débarqua, le 16 janvier, au pied de la falaise de Beville, où il fut jeté par un cutter anglais. Georges Cadoudal, Montgaillard et Joyaut, qui avait débarqué, le 21 août précédent, allèrent au-devant de Pichegru, et tous ensemble se dirigèrent secrètement vers Paris. Là Pichegru, après quelques démarches préliminaires, eut plusieurs entrevues avec Moreau, pour l'engager de renverser le gouvernement de Buonaparte. Mais le complot ayant été découvert par la déclaration de Querelle et de plusieurs autres complices, la police poursuivit Pichegru avec la plus grande activité, et le signala partout. Un décret du Sénat ordonna, sous peine de mort, de ne donner asile à aucun des con-

jurés. Pichegru erra plusieurs jours de maison en maison. De chez le nommé Treille, courtier d'affaires, rue Vivienne, il se réfugia chez Leblanc, associé de Treille, rue Chabannais, qui lui offrit asile pour le trahir, en le déclarant lui-même à la police. A une heure du matin, le commissaire de police, Comminges, escorté de vingt-quatre gendarmes et agens de police, enfonce la porte de Pichegru, et se jette sur lui comme le vautour sur sa proie. Pichegru n'a pas même le temps de faire usage des pistolets et du poignard qui étaient sur sa table; il essaie cependant de se défendre, et lutte un quart-d'heure avec les gendarmes; mais il succombe et est garrotté comme un vil criminel. Conduit devant le conseiller-d'état Réal, il répondit à ses questions d'une manière très-laconique, et persista dans la dénégation la plus absolue, surtout relativement à Moreau. On le transféra ensuite à la prison du Temple, où il fut interrogé plusieurs fois; il répondit toujours avec beaucoup de sang-froid et de réserve. Un homme d'un

caractère aussi ferme et aussi décidé, devait être un obstacle au système perfide qui tendait à compromettre Moreau, et à l'enlacer dans la procédure. Pichegru persistait, dit-on, par des déclarations précises, à justifier ce général; au milieu même de l'instruction d'un si grand procès, le gouvernement annonça au public que Pichegru, *n'ayant pas vu de milieu entre son crime et l'échafaud,* s'était suicidé dans sa prison, et qu'on venait de le trouver mort dans son lit; qu'il s'était servi pour s'étrangler d'une cravate de soie noire, et d'un barreau de chaise en tourniquet pour serrer sa cravate.

Le cadavre fut d'abord transporté à la Conciergerie, puis exposé dans la chambre du tribunal criminel, où chacun put le reconnaître et s'assurer de l'identité de sa personne.

Mais cette mort bizarre parut suspecte; l'opinion publique repoussa l'idée d'un suicide, et l'on crut généralement que l'infortuné Pichegru avait été étranglé dans sa prison par quatre Mameloucks, aux

ordres de Buonaparte. On motivait ce nouveau crime de sa part, sur ce que Pichegru ayant de terribles révélations à faire contre son persécuteur, avait commis l'imprudence de s'en vanter; sur ce que toutes ses déclarations tendaient à innocenter Moreau, qu'on voulait perdre, et enfin sur l'impossibilité de s'étrangler avec une cravate, dans une position horizontale.

Pourquoi, d'ailleurs, Pichegru se serait-il tué dans sa prison? La lutte qui s'était engagée entre lui et Buonaparte, n'était-elle pas un combat à mort? Sans doute en succombant dans ce grand procès, il n'avait rien à espérer de la clémence de son cruel ennemi; mais qu'avait-il de plus à craindre que la mort? Il avait tant de fois prouvé qu'il ne la craignait point! Dès le premier moment de son arrestation, il l'avait attendue avec cette même intrépidité qui jamais ne l'avait abandonné sur le champ de bataille.

Quoi qu'il en soit, telle fut la mort de celui qui avait ouvert aux Français cette longue carrière de gloire qu'ils ont parcourue avec

tant d'éclat pendant vingt ans; telle fut la fin misérable du vainqueur de Hagueneau, de Courtrai, de Moncassel, de Menin, de Boxtel; du conquérant de la Belgique et de la Hollande; de celui, enfin, qui, selon les expressions si honorables du meilleur des rois, *alliait à la bravoure du maréchal de Saxe le désintéressement de Turenne et la modestie de Catinat.*

FIN DE LA NOTICE SUR PICHEGRU.

PIÈCES JUSTIFICATIVES.

N.° I.

Pour traverser les montagnes Noires de Neustadt à Fribourg, il faut suivre pendant deux heures une vallée extrêmement étroite et resserrée entre des rochers à pic. Cette vallée, ou plutôt cette crevasse, au fond de laquelle coule un torrent, et dont les parois ne sont éloignées que de quelques mètres, est ce qu'on nomme le *Val-d'Enfer*. C'est par ce défilé effrayant, que la plus grande partie de l'armée a traversé les montagnes Noires, ayant l'ennemi en tête, à dos et sur les flancs.

C'est dans cette gorge que l'audacieux Villars avait refusé de s'engager en 1702, lorsque l'électeur de Bavière, le pressant de traverser les montagnes Noires, pour venir le joindre, ce général lui écrivit : *Cette vallée de Neustadt, que vous me proposez, c'est ce chemin qu'on appelle le* Val-d'Enfer. *Hé bien, que votre Altesse me pardonne l'expression, je ne suis pas diable pour y passer.*

N.° II.

ARMÉE DE RHIN ET MOSELLE.

Le général en chef, au Directoire exécutif.

Au quartier-général de Strasbourg,
le 24 fructidor an 5.

CITOYENS DIRECTEURS,

Je n'ai reçu que le 22, très-tard et à dix lieues de Strasbourg, votre ordre de me rendre à Paris.

Il m'a fallu quelques heures pour préparer mon départ, assurer la tranquillité de l'armée, et faire arrêter quelques hommes compris dans une correspondance intéressante, que je vous remettrai moi-même.

Je vous envoie ci-jointe une proclamation que j'ai faite, et dont l'effet a été de convertir beaucoup d'incrédules; et je vous avoue qu'il était difficile de croire que l'homme qui avait rendu de grands services à son pays, et qui n'avait nul intérêt à le trahir, pût se porter à une telle infamie.

On me croyait l'ami de Pichegru, et dès long-temps je ne l'estime plus : vous verrez que personne n'a été plus compromis que moi; que tous les projets étaient fondés sur les revers de l'armée

que je commandais ; son courage a sauvé la république.

Signé MOREAU.

PROCLAMATION.

Le général en chef de l'armée de Rhin et Moselle.

Au quartier-général de Strasbourg, le 23 fructidor, an 5.

Je reçois à l'instant la proclamation du Directoire exécutif, du 18 de ce mois, qui apprend à la France que Pichegru s'est rendu indigne de la confiance qu'il a long-temps inspirée à la république, et surtout aux armées.

On m'a également instruit que plusieurs militaires, trop confians dans le patriotisme de ce représentant, d'après les services qu'il a rendus, doutaient de cette assertion.

Je dois à mes frères d'armes, à mes concitoyens, de les instruire de la vérité.

Il n'est que trop vrai que Pichegru a trahi la confiance de la France ; j'ai instruit un des membres du Directoire exécutif, le 17 de ce mois, qu'il m'était tombé entre les mains une correspondance avec Condé et d'autres agens du prétendant, qui ne me laissait aucun doute sur cette trahison.

Le Directoire vient de m'appeler à Paris, et désire sûrement des renseignemens plus étendus sur cette correspondance.

Soldats, soyez calmes et sans inquiétude sur les événemens intérieurs ; croyez que le gouvernement, en comprimant les royalistes, veillera au maintien de la constitution républicaine que vous avez juré de défendre.

Signé MOREAU,
général en chef.

Nota. Il se répand à Strasbourg quelques libelles sans signature, sous le titre d'adresses de l'armée de Rhin et Moselle.

Le général en chef dédaignera de les désavouer, ils ne peuvent être l'ouvrage que de quelques factieux.

La conduite de l'armée répond à toutes ces calomnies.

Signé MOREAU.

Le général en chef de l'armée de Rhin et Moselle, au cit. BARTHELEMY, *membre du Directoire exécutif de la république française.*

Au quartier-général à Strasbourg, le 29 fructidor an 5.

CITOYEN DIRECTEUR,

Vous vous rappelez sûrement qu'à mon dernier

voyage à Bâle, je vous instruisis qu'au passage du Rhin, nous avions pris un fourgon au général Kinglin, contenant deux ou trois cents lettres de sa correspondance. Celles de Wirtterbach en faisaient partie, mais c'étaient les moins importantes. Beaucoup de lettres sont en chiffres, mais nous en avons trouvé la clef; l'on s'occupe à tout déchiffrer, ce qui sera bien long.

Personne n'y porte son vrai nom, de sorte que beaucoup de Français qui correspondent avec Kinglin, Condé, Vickam, d'Enghien et autres, sont difficiles à découvrir; cependant nous avons de telles indications, que plusieurs sont déjà connus.

J'étais décidé à ne donner aucune publicité à cette correspondance, puisque la paix étant présumable, il n'y avait plus de danger pour la république, d'autant plus que tout cela ne ferait preuve que contre peu de monde, puisque personne n'est nommé.

Mais voyant à la tête des partis qui font actuellement tant de mal à notre pays, et jouissant, dans une place éminente, de la plus grande confiance, un homme très-compromis dans cette correspondance, et destiné à jouer un grand rôle dans le rappel du *prétendant*, qu'elle avait pour but, j'ai cru devoir vous en instruire, pour que

vous ne soyiez pas dupe de son feint républicanisme; que vous puissiez faire éclairer ses démarches, et vous opposer aux coups funestes qu'il peut porter à notre pays, puisque la guerre civile ne peut être que le but de ses projets.

Je vous avoue, citoyen directeur, qu'il m'en coûte infiniment de vous instruire d'une telle trahison, d'autant plus que celui que je vous fais connaître a été mon ami, et le serait sûrement encore s'il ne m'était connu; je veux parler du représentant du peuple Pichegru. Il a été assez prudent pour ne rien écrire; il ne communiquait que verbalement avec ceux qui étaient chargés de la correspondance, qui faisaient part de ses projets et recevaient ses réponses. Il est désigné sous plusieurs noms, et entr'autres sous celui de Baptiste. Un chef de brigade, nommé *Badouville*, lui était attaché et désigné sous le nom de *Coco*: il était un des courriers dont il se servait ainsi que les autres correspondans. Vous devez l'avoir vu assez fréquemment à Bâle.

Le grand mouvement devait s'opérer au commencement de la campagne de l'an 4 : on comptait sur des revers à mon arrivée à l'armée, qui, mécontente d'être battue, devait redemander son ancien chef, qui alors aurait agi d'après les instructions qu'il aurait reçues.

Il a dû recevoir 900 louis pour le voyage qu'il fit à Paris à l'époque de sa démission; de là vient son refus de l'ambassade de Suède. Je soupçonne la famille Lajolais d'être dans cette intrigue.

Il n'y a que la grande confiance que j'ai en votre patriotisme et votre sagesse qui m'a déterminé à vous donner cet avis. Les preuves en sont plus claires que le jour; mais je doute qu'elles puissent être judiciaires.

Je vous prie, citoyen directeur, de vouloir bien m'éclairer de vos avis sur une affaire aussi épineuse. Vous me connaissez assez pour croire combien a dû me coûter cette confidence: il n'a pas fallu moins que les dangers que court mon pays, pour vous la faire. Ce secret est entre cinq personnes, les généraux Desaix, Régnier, un de mes aides-de-camp, et un officier chargé de la partie secrète de l'armée, qui suit continuellement les renseignemens que donnent les lettres qu'on déchiffre.

Recevez l'assurance, etc.

Signé Moreau.

N.° III.

[Au quartier-général de Munich, le 6 frimaire.

Le général en chef, à l'armée.

« Soldats! le peuple français était loin de croire que vous seriez encore forcés de reprendre les armes dans les saisons les plus rigoureuses, pour lui donner une paix qu'il désire avec bonne foi, et que ses ennemis cherchent à éloigner par les ruses que la diplomatie n'emploie que trop fréquemment.

« En effet, on ne pouvait guère s'attendre à voir un négociateur se présenter sans pouvoirs de négocier.

« Le gouvernement français, aussi franc que doit l'être celui d'un état libre, s'est empressé de faire à l'ambassadeur de la maison d'Autriche les ouvertures les plus avantageuses, ne doutant nullement de mettre un terme à vos travaux, et de rendre le repos et le bonheur à la république.

« Le comte de Cobentzel déclare qu'il ne peut traiter de la paix qu'en présence des commissaires anglais.

« En vain lui observe-t-on qu'un peuple qui solde tous ceux de l'Europe qui veulent s'armer contre nous, ne consentira point à voir cesser une

guerre que son gouvernement trouve avantageuse, et cherche à prolonger même par des moyens odieux.

« La raison se tait devant des pouvoirs impératifs, et de nouveaux succès paraissent seuls devoir faire changer des dispositions aussi étranges.

« C'est par d'aussi misérables chicanes que nos ennemis ont cru gagner une saison qui ne nous permettrait pas de faire cette campagne avec succès.

« Ils devraient mieux vous connaître, et croire que les soldats français, aussi peu sensibles aux rigueurs de la saison qu'ils l'ont été en conquérant la Hollande et en défendant le fort de Kehl, sauront surmonter les mêmes obstacles, pour rendre à leur patrie une paix qui mettra le comble à leur gloire et à sa prospérité, etc.

« *Signé* MOREAU. »

N.° IV.

Le 6 nivôse, le général Moreau adressa à l'armée la proclamation suivante:

« Soldats! après vingt jours, dont aucun n'a été perdu pour la gloire, vous avez traversé l'Inn, une des dernières barrières de l'Autriche. L'armée ennemie fuyait en désordre vers sa capitale,

qu'elle n'aurait pu défendre, lorsque le prince Charles m'annonçant que l'empereur était décidé à signer la paix, m'a demandé un armistice. A ce mot de paix, objet de vos travaux, but de toutes vos victoires, j'ai cru devoir arrêter votre marche, et donner à l'Europe une nouvelle preuve de la modération de la république française.

« Soldats! nous ne devons pas craindre que cet armistice trompe nos espérances, le prince Charles reprend aujourd'hui le commandement de l'armée autrichienne : guerrier recommandable, il doit voir avec horreur le sang des braves vendu à l'or des insulaires.

« Si, cependant, contre toute vraisemblance, l'Angleterre parvenait encore à étouffer à Vienne la voix de la prudence et de la saine politique, vous ressaisiriez vos armes; et désormais, sourds à toute voie de conciliation, vous porteriez des coups mortels à des ennemis que la destruction seule pouvait désarmer. Les avantages que vous retirerez alors des conditions de l'armistice, feraient plus que compenser la perte de quelques jours de repos.

« Soldats! vos généraux vont vous cantonner dans le pays conquis par votre courage : commandez-y l'amour et l'estime par votre discipline et votre respect pour les propriétés : ainsi, couverts

de tous les genres de gloire, vous rentrerez au sein de la France, dont vous aurez contribué à assurer la paix et le bonheur.

« *Signé* MOREAU. »

N.° V.

DISCOURS prononcé par le général MOREAU, au tribunal criminel spécial du département de la Seine.

MESSIEURS,

EN me présentant devant vous, je demande à être entendu un instant moi-même. Ma confiance dans les défenseurs que j'ai choisis est entière; je leur ai livré sans réserve le soin de défendre mon innocence : ce n'est que par leur voix que je veux parler à la justice; mais je sens le besoin de parler moi-même, et à vous, et à la nation.

Des circonstances malheureuses, produites par le hasard, ou préparées par la haine, peuvent obscurcir quelques instans de la vie du plus honnête homme. Avec beaucoup d'adresse, un criminel peut éloigner de lui, et les soupçons, et les preuves de ses crimes; une vie entière est toujours le plus sûr témoignage contre ou en faveur d'un accusé. C'est donc ma vie entière que j'oppose

aux accusateurs qui me poursuivent. Elle a été assez publique pour être connue. Je n'en rappellerai que quelques époques, et les témoins que j'invoquerai sont le peuple français, et les peuples que la France a vaincus.

J'étais voué à l'étude des lois au commencement de cette révolution qui devait fonder la liberté du peuple français. Elle changea la destination de ma vie; je la vouai aux armes : je n'allai pas me placer parmi les soldats de la liberté par ambition; j'embrassai l'état militaire par respect pour les droits de la nation : je devins guerrier, parce que j'étais citoyen.

Je portai ce caractère sous les drapeaux, je l'y ai toujours conservé. Plus j'aimais la liberté, plus je fus soumis à la discipline.

J'avançai assez rapidement, mais toujours de grade en grade, et sans en franchir aucun, toujours en servant la patrie, jamais en flattant les comités. Parvenu au commandement en chef, lorsque la victoire nous faisait avancer au milieu des nations ennemies, je ne m'appliquai pas moins à leur faire respecter le caractère du peuple français, qu'à leur faire redouter ses armes. La guerre sous mes ordres ne fut un fléau que sur les champs de bataille. Du milieu même de leurs campagnes ravagées, plus d'une fois les nations et les puis-

tances ennemies m'ont rendu ce témoignage. Cette conduite, je la croyais aussi propre que nos victoires à faire des conquêtes à la France.

Dans le temps même où les maximes contraires semblaient prévaloir dans les comités de gouvernement, cette conduite ne suscita contre moi ni calomnie ni persécution. Aucun nuage ne s'éleva jamais autour de ce que j'avais acquis de gloire militaire, jusqu'à cette trop fameuse journée du 18 fructidor : ceux qui firent éclater cette journée avec tant de rapidité, me reprochèrent d'avoir été trop lent à dénoncer un homme dans lequel je ne pouvais voir qu'un frère d'armes, jusqu'au moment où l'évidence des faits et des preuves me ferait voir qu'il était accusé par la vérité, et non par d'injustes soupçons. Le Directoire, qui seul connaissait assez bien les circonstances de ma conduite pour la bien juger, et qui, on ne l'ignore point, ne pouvait pas être disposé à me juger avec indulgence, déclara hautement combien il me trouvait irréprochable; il me donna de l'emploi : le poste n'était pas brillant; il ne tarda pas à le devenir.

J'ose croire que la nation n'a point oublié combien je m'en montrai digne; elle n'a point oublié avec quel dévouement facile on me vit combattre en Italie dans des postes subordonnés; elle n'a

point oublié comment je fus reporté au commandement en chef par les revers de nos armées, et renommé général en quelque sorte par nos malheurs; elle se souvient comment deux fois je recomposai l'armée des débris de celles qui avaient été dispersées; et comment, après l'avoir remise deux fois en état de tenir tête aux Russes et à l'Autriche, j'en déposai deux fois le commandement pour aller en prendre un d'une plus grande confiance.

Je n'étais pas, à cette époque de ma vie, plus républicain que dans toutes les autres; je le parus davantage. Je vis se porter sur moi, d'une manière plus particulière, les regards et la confiance de ceux qui étaient en possession d'imprimer de nouveaux mouvemens et de nouvelles directions à la république. On me proposa, c'est un fait connu, de me mettre à la tête d'une journée à peu près semblable à celle du 18 brumaire. Mon ambition, si j'en avais eu beaucoup, pouvait facilement ou se couvrir de toutes les apparences, ou s'honorer même de tous les sentimens de l'amour de la patrie.

La proposition m'était faite par des hommes célèbres dans la révolution par leur patriotisme, et dans nos assemblées nationales par leurs talens; je la refusai. Je me croyais fait pour commander

aux armées, et ne voulais point commander à la république.

C'était assez bien prouver, ce me semble, que si j'avais une ambition, ce n'était point celle de l'autorité et de la puissance : bientôt après je le prouvai mieux encore.

Le 18 brumaire arriva, et j'étais à Paris. Cette révolution, provoquée par d'autres que par moi, ne pouvait alarmer ma conscience. Dirigée par un homme environné d'une grande gloire, elle pouvait me faire espérer d'heureux résultats. J'y entrai pour la seconder, tandis que d'autres partis me pressaient de me mettre à leur tête pour la combattre. Je reçus dans Paris les ordres du général Buonaparte. En les faisant exécuter, je concourus à l'élever à ce haut degré de puissance que les circonstances rendaient nécessaire.

Lorsque, quelque temps après, il m'offrit le commandement en chef de l'armée du Rhin, je l'acceptai de lui avec autant de dévouement que des mains de la république elle-même. Jamais mes succès militaires ne furent plus rapides, plus nombreux, plus décisifs qu'à cette époque où leur éclat se répandait sur le gouvernement qui m'accuse.

Au retour de tant de succès, dont le plus grand de tous était d'avoir assuré, d'une manière effi-

cace, la paix du continent, le soldat entendait les cris éclatans de la reconnaissance nationale.

Quel moment pour conspirer, si un tel dessein avait pu jamais entrer dans mon âme! On connaît le dévouement des armées pour les chefs qu'elles aiment, et qui viennent de les faire marcher de victoire en victoire: un ambitieux, un conspirateur, aurait-il laissé échapper l'occasion où, à la tête d'une armée de cent mille hommes tant de fois triomphante, il rentrait au milieu d'une nation encore agitée, et toujours inquiète pour ses principes et pour leur durée?

Je ne songeai qu'à licencier l'armée, et je rentrai dans le repos de la vie civile.

Dans ce repos qui n'était pas sans gloire, je jouissais sans doute de mes honneurs, de ces honneurs qu'il n'est pas dans la puissance humaine de m'arracher, du souvenir de mes actions, du témoignage de ma conscience, de l'estime de mes compatriotes et des étrangers, et s'il faut le dire, du flatteur et doux pressentiment de la postérité.

Je jouissais d'une fortune qui n'était grande que parce que mes désirs n'étaient pas immenses, et qui ne faisait aucun reproche à ma conscience. Je jouissais de mon traitement de retraite. Sûrement j'étais content de mon sort, moi qui jamais n'enviai le sort de personne. Ma famille et des amis

d'autant plus précieux que, n'ayant plus rien à espérer de mon crédit et de ma fortune, ils ne pouvaient rester attachés qu'à moi seul. Tous ces biens, les seuls auxquels j'aie pu jamais attacher un grand prix, remplissaient mon âme toute entière, et ne pouvaient plus y laisser entrer ni un vœu, ni une ambition : se serait-elle ouverte à des projets criminels?

Elle était si bien connue, cette situation de mon âme, elle était si bien garantie par l'éloignement où je me tenais de toutes les routes de l'ambition, que depuis la victoire de Hohenlinden jusqu'à mon arrestation, mes ennemis n'ont jamais pu ni me trouver ni me chercher d'autre crime que la liberté des mes discours : mes discours...... ils ont été souvent favorables aux opérations du gouvernement, et si quelquefois ils ne l'ont pas été, pouvais-je donc croire que cette liberté fût un crime chez un peuple qui avait tant de fois décrété celle de la pensée, celle de la parole, celle de la presse, et qui en avait beaucoup joui sous les rois même?

Je le confesse, né avec une grande franchise de caractère, je n'ai pu perdre cet attribut de la contrée de la France où j'ai reçu le jour, ni dans les camps, où tout lui donne un nouvel essor, ni dans la révolution, qui l'a toujours proclamé

comme une vertu de l'homme, et comme un devoir du citoyen. Mais ceux qui conspirent blâment-ils si hautement ce qu'ils n'approuvent pas? Tant de franchise ne se concilie guère avec les mystères et les attentats de la politique.

Si j'avais voulu concevoir et suivre des plans de conspiration, j'aurais dissimulé mes sentimens, et sollicité tous les emplois qui m'auraient replacé au milieu des forces de la nation.

Pour me tracer cette marche, au défaut d'un génie politique que je n'eus jamais, j'avais des exemples sus de tout le monde, et rendus imposans par des succès. Je savais bien, peut-être, que Monck ne s'était pas éloigné des armées lorsqu'il avait voulu conspirer; et que Cassius et Brutus s'étaient approchés du cœur de César pour le percer.

MAGISTRATS, je n'ai plus rien à vous dire. Tel a été mon caractère, telle a été ma vie entière. Je proteste à la face du ciel et des hommes de l'innocence et de l'intégrité de ma conduite: vous savez vos devoirs, la France vous écoute, l'Europe vous contemple, et la postérité vous attend.

LE GÉNÉRAL MOREAU.

N.° VI.

Mémoire justificatif du général Moreau.

A la nouvelle de l'arrestation du général Moreau, et des motifs de cette arrestation, tous les esprits ont été frappés d'une consternation profonde.

Ils ont dû l'être : car il était coupable, ou bien il était innocent.

Etait-il coupable? Quoi! Moreau! ce soldat modeste, grand seulement à la tête des armées et dans un jour de combat; partout ailleurs si simple de manières et de mœurs, que ses frères d'armes le surnommaient l'un des hommes de Plutarque! Moreau qu'on avait cru toujours si pur de toute vue d'élévation personnelle! Cet homme qui n'avait même jamais voulu songer que ses succès pouvaient lui frayer une route au pouvoir, à nulle de ces anciennes époques, où la France, fatiguée des oscillations de ses faibles gouvernemens, eût regardé l'ambition du général Moreau comme un bienfait de plus! Cet homme, qu'au milieu de ses victoires, on n'entendit former qu'un vœu, celui d'assurer bien vite l'indépendance et le bonheur de son pays, pour se restituer, lui-même, aux doux loisirs de la vie privée, sa seule passion avec

celle de la gloire! C'est cet homme, si plein de modération, qui, après avoir été un héros parmi les héros, se serait ravalé jusqu'à devenir traître envers sa cause, et jusqu'à conspirer contre le gouvernement qu'il avait si souvent défendu. La vertu la plus éclatante et la mieux soutenue peut donc n'être qu'une longue et lâche hypocrisie, puisque Moreau serait un perfide!

Etait-il innocent? Que penser alors de ce gouvernement, si digne jusque-là de notre confiance et de notre amour, mais qui, s'écartant tout à coup du respect qu'il proclame pour la liberté individuelle, jetait dans les fers l'un de ses premiers guerriers; récompensait, par des accusations, un général que rendaient sacré tant de services éminens qu'il a rendus, tant de victoires qu'il a remportées, tant de couronnes civiques à lui dues pour avoir conservé des armées entières, tant de vastes pays qu'il a réunis à l'empire français! Quelle garantie aurait donc, contre l'oppression, le vulgaire des citoyens, si l'un des plus illustres de tous...... nous nous arrêtons. Une telle idée serait trop effrayante. Il faut s'empresser de la repousser, en repoussant également l'affligeante pensée que le général Moreau ait pu flétrir ses lauriers.

Moreau n'a pas menti à sa gloire : il est innocent.

Le gouvernement n'a pas menti à sa justice : il a pu être alarmé.

Moreau, dans les prisons, sera ce qu'il fut au milieu des armées, un véritable ami de la patrie, ne voyant qu'elle, et toujours incapable de sacrifier une seule considération d'ordre public au soin de sa sûreté personnelle.

Juste envers lui-même, il ne trahira pas sa propre défense. Juste envers le gouvernement qui le poursuit, il confessera sans détour que les mesures, dont il est devenu l'objet, furent motivées un moment par des soupçons qui avaient besoin d'être détruits.

Ils le sont, ou doivent l'être déjà. Les explications qu'il a données, il va les transmettre au public avec simplicité. Nous ne demandons pas d'indulgence pour lui; il nous faut seulement de l'attention. Elle nous est due à beaucoup de titres.

Depuis quatre mois, le général Moreau est dénoncé par des rapports publics du grand juge, par des placards imprimés et affichés, par des ordres de généraux à leurs armées, par des adresses de toutes les autorités et d'un grand nombre de corps militaires.

Sans doute, tous ces mouvemens de zèle, un peu irréguliers peut-être, attestent un grand et

louable attachement au gouvernement ; mais ils ne prouvent, ils ne peuvent prouver rien autre chose. Ils ne prouvent rien surtout contre un accusé. Un accusé n'est pas jugé par des généraux : leur état même résiste à l'idée qu'ils vérifient des procédures criminelles, pour y puiser une opinion. Il n'est pas jugé par des ministres ou par des placards du gouvernement : ou bien il n'y aurait plus d'indépendance judiciaire. Il n'est pas jugé par des adresses, vains échos d'inculpations sur parole, et dont les signataires, par l'éloignement des lieux tout seul, et par leur défaut absolu de qualité, sont dans l'impuissance d'exprimer les faits comme de se faire représenter et de débattre les preuves : ces adresses certifient l'horreur bien naturelle que leurs auteurs conçoivent, en général, pour tout crime pareil au crime supposé, mais elles n'annoncent pas, sur le fait individuel, une conviction dont manquent tous les élémens, et que, d'ailleurs, ils ne sont pas appelés au redoutable et douloureux ministère d'exprimer.

Cependant, ces ordres, ces placards, ces rapports, ces adresses existent. Ils sont dans tous les journaux, sur toutes les murailles, entre toutes les mains. Pendant quatre mois, la France en a retenti ; depuis quatre mois, toutes les voix qui se sont élevées, se sont élevées contre le général Moreau:

nulle en sa faveur, si ce n'est un cri de la part de son généreux frère. Pour lui, prisonnier durant tout ce temps, tenu au secret le plus rigoureux, sans communication avec sa famille ni avec qui que ce soit, sans défenseurs, il a été forcé de se taire, tandis qu'on l'accusait. Il n'a pu suivre les préventions à leur naissance et avant qu'elles eussent vieilli. Il n'a pu suivre les inculpations pied à pied, et lorsqu'elles ne faisaient pas masse encore; démentir les faux bruits avant qu'ils eussent pris racine dans quelques imaginations crédules; rectifier les versions malignes ou erronées dont il est plus facile de garantir que de ramener; relever les méprises pour lesquelles trop souvent l'amour-propre combat en secret contre la bonne foi; expliquer enfin les parties de sa conduite, qui ont pu donner quelque prise aux jugemens téméraires dont on détache avec peine l'esprit humain, quand il les a portés. En un mot, tout a eu de la puissance pour accuser le général Moreau. Personne n'a eu, jusqu'ici, des moyens pour le défendre. Ainsi l'a voulu, nous le savons, la marche de la procédure criminelle; mais cette fatalité n'en fut pas moins un grand malheur pour lui : car qui donc ignore tout le ravage que peut faire dans la réputation du plus homme de bien ainsi forcément réduit au silence, ce concert de voix accusatrices

surtout en ces temps qui suivent les orages politiques, et où, parce que l'on a vu tant d'hommes se démentir, on est devenu si naturellement soupçonneux sur la vertu de tous!

C'est donc justice d'entendre avec une sorte de recueillement la défense du général Moreau. Il en réclame le droit, non pas au nom de ses services, mais au nom de son innocence. Il le réclame sous l'influence d'une considération qui importe bien autrement à la société, c'est-à-dire, pour l'intérêt de chacun de ses membres. L'exemple du général Moreau ne prouve que trop bien une grande vérité : parmi ceux que la Providence a condamnés à vivre dans les siècles héroïques, dans ces siècles brillans, mais terribles, ou l'espèce humaine, fatiguée d'un long repos, se livre tout à coup aux désordres d'un mouvement universel, où la face de la terre se renouvelle; où les sociétés se bouleversent avec fracas; où les empires se heurtent; où des trônes s'élèvent, tandis que d'autres s'écroulent; où tout ce qui fut hier environné de splendeur languit aujourd'hui dans l'abaissement, la faiblesse et l'obscurité; où, par les caprices de la fortune, les plus brillantes destinées deviennent, en un clin d'œil, des destinées tellement misérables, qu'elles finissent par donner de la compassion même au plus mortel ennemi, il

n'est personne qui puisse s'assurer qu'un jour il ne paraîtra pas en posture d'accusé. Que chacun fasse donc un retour sur soi-même, qu'il repousse, par un sentiment très-licite d'égoïsme, toutes les préventions dont il fut assiégé pendant le silence forcé de l'homme qu'on accusait. Qu'il oublie tout ce qui sortit de la marche ordinaire de la justice, ou plutôt qu'il s'en souvienne pour se roidir avec plus de force contre des impressions nées de moyens inaccoutumés. Qu'il arrive enfin à l'accusation, vierge de préjugés, puisqu'il arrive vierge à la défense, et qu'il entende cette défense avec ce respect pour l'innocence présumée, et cette sainte et profonde impartialité qu'il sera heureux de retrouver peut-être un jour, pour lui-même, après en avoir rempli le devoir pour les autres.

Le temps manque aux défenseurs du général Moreau, pour retracer dans ce mémoire justificatif les circonstances de sa vie publique. Elles sont connues, au reste, de la France et de l'Europe. Il leur suffira de rappeler celles de ces circonstances qui se rattachent à l'accusation dont il est l'objet.

Parvenu de grade en grade à celui de général de brigade, Moreau servit en cette qualité à l'armée du Nord. Il y avait sous ses ordres une division de 25,000 hommes, lorsqu'en l'an 2, Pichegru vint commander cette armée. Le général Moreau

n'avait pas connu Pichegru jusque-là; il ne fut donc pas, comme l'ont répété quelques pamphlets, l'élève de ce général. Mais il est très-vrai qu'il conçut pour le talent de cet officier, alors l'un des meilleurs de l'Europe, autant d'estime, qu'il conçut dans ses relations avec lui d'attachement pour sa personne. Leur liaison, au reste, ne fut pas longue; car Pichegru, depuis lors, ne commanda cette armée que huit mois. Il passa, dans l'an 3, à l'armée du Rhin. Moreau lui succéda à celle du Nord.

La paix avec la Prusse lui donna quelques mois de repos en Hollande. Pichegru fut rappelé par le Directoire en l'an 4; alors Moreau devint général de l'armée du Rhin. Il prit le commandement le premier messidor an 4; le 6, elle avait passé le Rhin. Personne ne peut, en France, avoir oublié que, sous la conduite de son général, cette armée marcha de victoire en victoire. Tout le monde se rappelle les batailles de Renchen et de Friedberg, qui rendirent Moreau maître de la Souabe, de la Bavière et des cercles du Haut-Rhin; et les revers de Sambre et Meuse qui le laissèrent à cent lieues des frontières de la France, au centre de l'Allemagne et entouré de deux armées ennemies, ne firent qu'ajouter à sa gloire. Toute l'Europe le jugeait perdu, et la France déplorait déjà la perte

d'une armée si distinguée par sa vaillance, et d'un général dont cette campagne avait marqué la place parmi ses grands capitaines. Mais Moreau était là avec des Français; il exécuta cette belle et savante retraite qui lui valut bien plus que de la gloire, puisqu'elle lui valut le bonheur de conserver des hommes, des Français et des braves. Après avoir défait, dans plusieurs combats, et notamment dans celui de Biberach, l'armée ennemie qui le suivait, il vint passer sur le ventre à celle qui avait follement imaginé de lui couper sa rentrée en France, et repassa enfin, les premiers jours de brumaire de l'an 5, le Rhin à Huningue et Brisack, ramenant avec lui 7,000 prisonniers environ, des drapeaux, plus de 40 pièces de canon prises à l'ennemi; et ramenant ce qui est bien plus précieux, sans la moindre perte, cette armée qu'on n'osait plus à peine espérer de voir sortir de l'Allemagne.

La campagne de l'an 5 ne fut pas moins brillante. Elle s'ouvrit par un second passage du Rhin qu'exécuta l'armée française à Diersheim, le premier floréal, avec autant de valeur que de succès. La défaite des ennemis fut complète. Quatre mille prisonniers, dont un général, plusieurs drapeaux, vingt pièces de canon, la caisse militaire et les bureaux de l'état-major enlevés; enfin, le lendemain la reprise de Kelh, effectuée après quarante et

quelques heures du combat le plus opiniâtre, tels furent les fruits de ce mémorable passage. Il n'y avait plus d'obstacle pour envahir toute l'Allemagne; mais pendant ce temps, le vainqueur d'Arcole et de Rivoli faisait mieux que des conquêtes. Il faisait servir la terreur qu'inspiraient son nom et ses armes à préparer la paix. Les préliminaires de Léoben venaient d'être signés. L'armée du Rhin et Moselle s'arrêta.

Cependant, lors du passage du Rhin, avait été pris le fourgon du général Klinglin. Ce fourgon contenait une grande quantité de papiers, et surtout une très-volumineuse correspondance en chiffres, qui furent apportés à Moreau. Desaix était alors malade; il fut chargé, par Moreau, de déchiffrer cette correspondance. Elle était longue et fort énigmatique; il fallut beaucoup de temps pour en comprendre à peu près les mystères. Il parut au général Moreau et aux officiers qui s'occupaient du déchiffrement, que Pichegru avait eu, en l'an 4, des relations avec les princes français.

On était alors en l'an 5. Il n'était possible de soupçonner, d'après cette correspondance, qu'un projet qui se rapportait tout entier à la situation où était, dans ces temps, l'armée du Rhin, et aux mouvemens qu'elle pouvait faire alors et sous la conduite de Pichegru.

Depuis un an, Pichegru ne commandait plus cette armée, et n'en commandait même plus aucune. Il est bien vrai qu'il était devenu membre du conseil des Cinq-Cents; mais en cette qualité il ne disposait plus, dès long-temps, d'aucuns des moyens sur lesquels semblait reposer toute entière la manœuvre dévoilée dans la correspondance de Klinglin. Tout autant d'espions qui avaient paru avaient été arrêtés, jugés, punis sans éclat, et sans même que le général Moreau eût pensé à se faire mérite, auprès du Gouvernement, de l'accomplissement de cette partie de ses devoirs. Tous les projets plus ou moins réels, au reste, qu'on avait pu avoir alors, avaient été tellement déjoués par la loyauté de ce général, et l'armée, en dépit des tentatives du commencement de l'an 4, avait, durant cette année et la suivante, été animée d'un si excellent esprit, que c'est précisément dans cette période de temps qu'il faut placer, le premier passage du Rhin, les batailles de Renchen et de Friedberg, l'invasion de la Bavière jusqu'à plus de cent lieues des frontières de France, cette miraculeuse retraite qui fit l'étonnement de l'Europe, la bataille de Biberach qui fut, pour l'an 5, comme le dernier adieu de la vaillante armée française aux Autrichiens, enfin ce second passage du Rhin de l'an 5 qui avait jeté dans l'Allemagne une si

profonde terreur que, tout seul, il eût forcé la paix, si, pendant ce temps, le génie de Buonaparte ne l'avait eu déjà commandée en Italie.

Voilà ce que firent alors Moreau et son armée; cette armée sur laquelle, un an auparavant, quelques brouillons avaient bâti une illusion dont la folie leur devait désormais être bien démontrée. Peut-être était-il permis, en effet, au général fidèle qui avait détruit cette illusion avec tant de grandeur, de mépriser un projet avorté aussitôt que conçu, de se borner à venger son armée, par des triomphes, des indignes soupçons qu'on avait osé concevoir sur elle, et de ne pas dénoncer, fort inutilement pour l'Etat, un camarade et un ami, égaré il se peut, mais dont la mauvaise volonté n'était plus à craindre, puisque, dès long-temps, les moyens qui auraient pu la servir lui étaient échappés.

Moreau n'écrivit donc pas d'abord au Directoire sur Pichegru; et, puisqu'il le faut dire, il n'eût jamais entretenu cette autorité de son ancien camarade, si les circonstances l'eussent laissé le maître de ses mouvemens. Mais vers la fin de l'an 5, le secret de la correspondance Klinglin commençait à se divulguer. Lors du déchiffrement, elle avait passé dans plusieurs mains; le général Moreau sut que déjà l'on en causait assez publi-

quement. Deux officiers lui dirent même qu'il fallait qu'il se résolût, ou bien à rendre compte au Directoire exécutif de cette correspondance, ou bien à être compris dans la dénonciation que d'autres ne tarderaient pas à faire de Pichegru et de lui-même, si lui, Moreau, s'obtinait plus long-temps à se taire.

Le général Moreau, entraîné par la nécessité, prit donc le parti d'écrire le 17 fructidor au directeur Barthelemy, et de lui révéler un secret, qui déjà n'en était plus un pour l'armée, et qui, dans peu de jours, n'en serait plus un pour personne. Il consultait ce directeur sur cette épineuse affaire. Dans cette lettre, il ne dissimulait même pas toute la répugnance que lui inspirait cette démarche : « Vous me connaissez assez, disait-il à M. Barthe-« lemy, pour croire combien a dû me coûter cette « confidence. »

L'acte d'accusation date cette lettre du 19 fructidor. Une mauvaise conformation de chiffre peut avoir produit cette erreur. La vérité est que sa date est du 17. Au reste, cette différence de date a très-peu d'importance.

L'acte d'accusation dit encore qu'il n'écrivit la lettre à M. Barthelemy que parce qu'il fut instruit, dans la matinée du 18, par le télégraphe, des mesures qu'avait prises le Directoire : c'est une

erreur. Ce n'est pas la seule qu'ait commise l'acte d'accusation; et il faudrait pourtant, lorsque l'on accuse, commencer par vérifier les faits avec beaucoup de religion. Le fait vrai est qu'en fructidor an 5, il n'y avait pas encore de télégraphe sur la ligne de Strasbourg. Il n'y fut établi qu'en brumaire de l'an 6. Et d'ailleurs une preuve que le général Moreau ne connaissait pas les événemens du 18 fructidor, lorsqu'il écrivit, c'est qu'il écrivit à Barthelemy, l'un des proscrits de cette journée.

La lettre fut remise au Directoire exécutif. Tout le monde a su qu'il avait pénétré que cette tardive révélation n'était pas spontanée de la part de Moreau. Ce général fut révoqué sur-le-champ; il rentra dans ses foyers.

Voilà l'histoire de cette dénonciation qu'on a tant fait sonner comme la cause nécessaire d'une haine inextinguible entre Moreau et Pichegru. On peut voir qu'avec le moindre sentiment de justice, ce dernier devait être très-indulgent sur une démarche long-temps retardée par le souvenir d'une ancienne amitié, et qui n'eut lieu que quand elle fut arrachée à Moreau par une irrésistible nécessité.

Cependant Pichegru fut déporté. Echappé aux rigueurs de Cayenne, il vagua dans l'Europe. Moreau n'entretint nulles relations avec lui; il

n'en entendit même plus parler jusqu'en l'an 10.

La conduite de Moreau, dans cet intervalle, a été sous les yeux de la France entière. On l'a vu, en l'an 7, reprendre, à la voix du Directoire, revenu de ses fausses impressions de l'an 5, une place subalterne à l'armée d'Italie. On a vu cet homme, aujourd'hui accusé d'ambition, servir, sans hasarder même aucune objection, sous Schérer; ne reprendre momentanément, après les malheurs de ce général, le commandement de l'armée que pour la préserver d'une ruine totale; en recueillir les débris; tenir tête avec 25,000 hommes à 100,000 ennemis, se retirer pas à pas, et sans échec, par le Milanais et le Piémont; jeter des garnisons dans toutes les places fortes; battre les Russes près de Valence; rendre inutiles, par ses savantes manœuvres, l'immense supériorité de ses adversaires, et concentrer enfin ses troupes dans l'état de Gênes, où il attend l'arrivée de Macdonald; assurer bientôt après sa jonction avec ce général; inaugurer les champs de Marengo, par une victoire remportée sur le général Bellegarde, aux prodiges de valeur et de génie dont plus tard devait les étonner un autre héros; après tant de merveilles, remettre, en thermidor an 7, sans murmurer, le commandement de cette armée conservée par lui au général Joubert, qui touché jusqu'aux

larmes, et du bel ordre qu'y avait établi Moreau, et de la noble simplicité avec laquelle ce modeste général lui résignait la place de chef, ne put s'empêcher de lui donner en public des marques de vénération et de reconnaissance; assister, sur l'invitation de ce successeur, sans nul commandement, et *comme amateur*, suivant que, lui-même, il le disait en riant, à la trop célèbre et malheureuse bataille de Novi, où le brave et infortuné Joubert fut tué dès les premières charges; s'y battre comme un soldat, avoir trois chevaux tués sous lui, et faire des prodiges de valeur pour retarder une défaite qu'il avait prédite; accepter, au moment du désastre, le périlleux honneur, à lui déféré par l'universelle acclamation des généraux et des soldats, de commander une armée battue; la rendre de nouveau respectable aux ennemis, au point qu'ils n'osent plus la poursuivre; lui faire reprendre ses fortes positions dans l'état de Gênes; pour continuer à tenir les clés de l'Italie, et préparer les succès du général qui devra lui succéder; remettre enfin, sur un ordre du Directoire, son armée au général Championnet; quitter ainsi, reprendre, rendre le commandement, avec une docilité d'enfant, au gré du caprice de ceux qu'il reconnaissait toujours pour ses magistrats, bien qu'il fût à la tête d'une

armée dévouée, et malgré la double puissance que lui donnaient et ses talens et l'amour filial de ses soldats le reconnaissant pour leur sauveur et leur père.

Tel fut Moreau, jusqu'en vendémiaire de l'an 8, Moreau que l'acte d'accusation s'efforce de présenter comme très-suspect de complicité avec Pichegru dans l'an 4. On voit comment il a trahi les intérêts de sa patrie.

Au commencement de l'an 8, il revint à Paris. Il y trouva un directeur consterné de la faiblesse du Gouvernement d'alors, de cette faiblesse tellement inhérente aux vices de son institution même, qu'elle y eût paralysé le talent le plus distingué. Ce directeur était convaincu que tout, en France, était perdu, si l'on ne se hâtait d'organiser un mode de pouvoir plus rigoureux, et dont l'action moins divisée fût mieux appropriée aux besoins d'un grand empire.

Il le dit à Moreau. Moreau en convint; mais quel homme assez fort saisirait, d'une main ferme, dans de telles circonstances, le timon des affaires, pour faire reprendre à la France ce glorieux ascendant qu'elle avait obtenu, dans ces dernières années, sur l'Europe? L'incertaine politique du Directoire avait enlevé à la patrie son principal appui relégué dans l'Egypte, où semblaient devoir

le retenir long-temps encore les flottes dont l'Angleterre couvrait la Méditerranée. Moreau n'avait qu'à dire un mot, il obtenait la suprême puissance. Moreau osera le confesser : s'il eût cru pouvoir sauver la chose publique, il se fût dévoué sans balancer. Mais, en se sondant, il n'imagina pas être celui que la Providence appelait à fixer les destinées de la France.

Loin de lui, même dans ce moment d'humiliation non méritée, toute affectation de fausse modestie. Moreau n'est pas, envers lui-même, coupable d'injustice en même temps qu'il ne s'en est jamais rendu coupable envers personne. Lui aussi, qu'on lui permette cet aveu, il a senti ce qu'il valait, et il est une place qu'il s'est désignée dans l'ordre politique; cette place, qu'il ne se croit pas indigne de remplir, c'est un champ de bataille aux jours de danger, et lorsque le chef de l'état daignera l'appeler. Toute autre a toujours étonné son courage. Le poids des affaires lui a fait peur. Cette abnégation de toutes les douceurs de la vie privée; cette continuelle tension de toutes ses pensées vers la chose publique, premier et rigoureux devoir de ceux qui, en acceptant la magistrature suprême, n'ont pas pour excuse d'avoir eu le malheur d'y naître; la fatigante nécessité de gouverner du matin au soir et du soir au matin, si l'on veut justifier par

sa conduite le courage que l'on a eu d'accepter la première place, qu'on était le maître de refuser; cette force de tête qu'il faut avoir pour y porter sans cesse les destinées d'une grande nation; cette force de caractère qu'il faut conserver, pour dominer, après les orages d'une longue révolution, tous les hommes, toutes les passions et tous les partis; ce rare discernement, si nécessaire pour éviter tous les écueils qui entourent une puissance naissante, pour savoir le point précis où il faut, soit suivre, soit franchir l'opinion, pour classer les hommes en telle sorte, qu'on puisse employer utilement jusqu'aux mécontens eux-mêmes, et jusqu'à d'anciens ennemis; ce génie enfin qui voit tout, qui règle tout, qui pourvoit à tout, qui conduit la masse, distribue les détails, s'occupe à la fois des dangers et des institutions, des personnes et des choses, de la prospérité des gouvernés et du salut du gouvernant; toutes ces qualités dont l'assemblage est si précieux et aurait pu, il y a quelques années, nous paraître impossible; Moreau l'avouera sans rougir, il ne se les est pas reconnues. Entraîné par un mouvement irrésistible vers l'heureuse incurie de la vie domestique, il a cru qu'après avoir payé sa dette envers la patrie, il pouvait aussi sacrifier à ses goûts personnels, et retourner au soc de la charrue, après avoir manié le glaive

des soldats. Voilà ce qu'il a toujours désiré pardessus tout. Qu'on juge donc s'il montra beaucoup d'empressement à profiter des ouvertures du directeur.

Ils raisonnaient ensemble, et de cette nécessité d'obtenir un gouvernement plus ferme, et de la difficulté de trouver alors, en France, l'homme convenable, lorsqu'on vint leur apprendre que, par un miracle très-difficile à comprendre, le général Buonaparte était débarqué à Fréjus. Soudain Moreau tira le directeur à part, et lui dit : tout est ajourné jusqu'à l'arrivée du général Buonaparte : voilà l'homme qu'il faut à la France.

Tout le reste est connu. Buonaparte arrive ; le directeur lui parle. Buonaparte appelle Moreau. Le 18 brumaire luit. Moreau marche au Directoire et le dissout. Buonaparte est proclamé consul.

Le consul ordonne à Moreau d'aller commander l'armée du Rhin. Moreau part ; il organise l'armée. Le 5 floréal de l'an 8, il passe le Rhin pour la troisième fois ; le 13 et le 14, il bat Kray à Engen, lui prend 7,000 hommes, 90 pièces de canon et des magasins considérables ; le 15, il gagne la bataille de Mœskirch ; le 19, il remporte à Biberach une seconde victoire, sur le même champ où, trois ans auparavant, il en avait remporté une première ; il envoie un corps de 22,000 hommes à

l'armée d'Italie, qui, sous les auspices du plus grand des généraux français, allait décider du sort de la France et de l'Europe. Il n'en poursuit pas moins le cours de ses victoires; il passe le Danube, soumet Augsbourg, lave, dans les plaines d'Hochstet, l'affront qu'y reçut autrefois la valeur française, y remporte une victoire qui lui donne cinq mille prisonniers, cinq drapeaux, vingt pièces de canon et d'immenses magasins; il continue sa marche triomphante; Neubourg, Landshutt offrent à ses soldats de nouveaux lauriers; Munich ouvre ses portes; le pays des Grisons est occupé; Coïre est enlevée : et l'armée du Rhin vient, pour ainsi dire, applaudir comme à cette victoire, presque surnaturelle, par laquelle la brave armée d'Italie, sous la conduite de ce chef illustre qui se joue des obstacles et des périls, reconquérait pour toujours, à la France sa suprématie, et la paix à l'Europe. Une trève était accordée par cette armée, dans le même temps où Moreau permettait, par un armistice, à l'empire allemand de respirer. Cependant cet accord d'un moment cesse. Moreau reçoit l'ordre de reprendre les hostilités; il marche; la bataille de Hohenlinden annonce sa présence; la bataille de Hohenlinden, que la bravoure française regardera comme un de ses titres les plus brillans, après les miracles de l'Italie et l'immor-

telle journée de Marengo; la bataille de Hohenlinden qui donna à l'armée de Moreau dix mille prisonniers, dont trois généraux; 80 canons et 200 caissons.

Les frontières de l'Autriche sont franchies. Salzbourg reçoit garnison. Vienne, dont l'armée n'était plus qu'à quelques marches, est consternée. Un armistice est sollicité, Les conditions présentées par le vainqueur sont accordées. La paix est signée. Les destins de la France sont enfin fixés.

Moreau rentre dans sa famille. Des ennemis de la chose publique cherchent, quels que soient leurs projets, à donner de fâcheuses impressions au chef de l'Etat, sur un de ceux qui lui ont le plus sincèrement désiré de la prospérité. Moreau fait quelques efforts pour la reconquérir. Ces efforts sont malheureux, il s'arrête et reste dans le sein de sa famille; il y vit obscur; il brise tous les rapports devenus trop brillans ou trop importuns pour la vie retirée dont il prend possession. Plus de relations avec les autorités, ni même avec la plupart de ses anciens compagnons d'armes. Il repousse, en quelque sorte, les affections et les souvenirs, non pas, certes, qu'il y fût insensible! mais parce qu'il ne veut pas fournir d'alimens aux inquiétudes. Quelques amis, presque tous hommes privés comme lui, composent son cercle. Les plaisirs

de la vie champêtre, quelques parties de chasse, quelques spectacles, et surtout les plaisirs de famille : voilà ses délassemens et ses occupations. C'est de leur sein qu'il attendait avec patience, comme avec confiance, que les nuages disparussent, et qu'une heureuse occasion le mît à portée de prouver au chef de l'Etat, soit par ses services, s'il était appelé à en rendre de nouveaux, soit par son dévouement, s'il avait besoin d'en recevoir une preuve de plus, qu'il n'avait jamais cessé d'honorer sa gloire et ses succès.

Cette vie si tranquille, et dont rien ne rompait l'uniformité, fut un seul moment coupée par un épisode qui vint réveiller des souvenirs presqu'effacés.

Le général Moreau avait beaucoup connu autrefois un ancien curé de Pompadour, homme d'esprit, oncle du général Souham, appelé David. Ce M. David, en 1793, pendant qu'on persécutait les prêtres, s'était réfugié à l'état-major de son neveu. Le général Moreau a servi la république; mais qu'il soit permis de lui rendre un témoignage que personne ne démentira. Il a toujours eu en horreur toutes les persécutions dont tant de soi-disant républicains ont affligé les diverses classes de citoyens. Quiconque fut Français et honnête eut toujours des droits à sa protection, quand il fut

puissant. M. David était malheureux : il accueillit M. David. Ce M. David, son neveu Souham, le général Moreau vivaient tous ensemble chez le général Pichegru. Depuis, ces différentes personnes se virent toujours avec ce plaisir qu'on éprouve à se retrouver avec ceux avec qui on a traversé des circonstances difficiles.

Le général Moreau n'en avait plus entendu parler depuis la déportation de Pichegru, lorsque, vers le milieu de l'an 10, David lui demanda un rendez-vous. Il le lui donna sans hésiter. C'était pour avoir une explication sur ce qu'il appelait la dénonciation de Pichegru. Moreau le satisfit, et le satisfit tellement, qu'il devint le médiateur d'une réconciliation complète entre lui et le général Pichegru; réconciliation qui, au reste, ne doit plus paraître bien miraculeuse, d'après la révélation des circonstances qui ont entouré et amené la très-innocente lettre du 17 fructidor.

Quoi qu'il en soit de cette réconciliation, dont les détails appartiennent à la discussion des différens griefs d'accusation, parmi lesquels figure le crime de ce rapprochement, le général Moreau apprit avec une très-grande surprise, tout au commencement de pluviose dernier, par le général Lajolais, ami de Pichegru, et qui avait eu occasion de voir quelquefois Moreau l'été dernier, que

le général Pichegru était à Paris. Lajolais pressa même Moreau de lui donner quelques rendez-vous hors de chez lui et à différens lieux proposés, pour que le général Pichegru pût l'entretenir de ses affaires. Le général Moreau trouva cette arrivée de Pichegru à Paris, sans autorisation du gouvernement, très-imprudente. Il se refusa constamment à lui donner nul rendez-vous.

Pichegru prit son parti; et voulant à toute force voir Moreau, il se hasarda de venir le 11 pluviose, vers huit heures du soir, dans la maison de Moreau lui-même. C'était un jour fort mal choisi pour Pichegru, qui, venu en France sans passe-port et autorisation, devait fort peu désirer d'y être reconnu par personne : car le 11 pluviose était le jour de la semaine où le général Moreau avait l'usage de recevoir ses amis.

Moreau, après quelques momens d'entretien fort insignifiant, le pressa de partir. Il sortit.

A quelques jours de là, eut lieu de la part de Pichegru une seconde visite également imprévue. Pichegru ne revint plus.

Là finirent ses relations personnelles avec Moreau, qui n'en entendit plus parler, si ce n'est, comme on l'expliquera dans la discussion des griefs de l'accusation, le lendemain par un certain Rolland.

Ce sont ces visites, les paroles qu'on suppose y avoir été dites par Moreau à Pichegru et par Pichegru à Moreau, et que personne pourtant n'a entendues, qui sont devenues la matière de l'accusation portée contre le général Moreau.

Pichegru, a-t-on dit, méditait depuis longtemps en France le rétablissement des princes de la maison de Bourbon. Il conspirait pour eux en l'an 4; et dès lors Moreau, soit par ses ménagemens pour Pichegru, soit par le retard qu'il a mis à le dénoncer, a encouru de graves soupçons.

Depuis, continue-t-on, par l'intermédiaire de David et de Lajolais, Moreau s'est pleinement reconcilié avec Pichegru, et a entretenu quelques relations avec lui. Cette réconciliation et ces relations, d'après la conduite antécédente de Moreau, étaient incompatibles avec les lois de l'honneur; donc elles étaient criminelles, et n'ont pu avoir d'autre but que celui de troubler l'état.

En effet, les bruits ont couru à Londres que Moreau avait promis de rétablir les princes de la maison de Bourbon.

C'est par suite de ces promesses que Pichegru vient à Paris avec d'autres royalistes, et voit Moreau. Ces entrevues n'ont pu être que criminelles, et d'ailleurs il fait à Moreau, pour la maison de Bourbon, des ouvertures que Moreau rejette à la

vérité, mais qu'il ne rejette qu'en faisant la proposition de se mettre à la tête du parti de Pichegru et des royalistes, lorsqu'ils auront assassiné le premier consul, à condition qu'on le nommera dictateur, et qu'on fera tout ce que l'opinion dictera.

Enfin, Moreau serait tout au moins coupable, eût-il refusé de prendre quelque part que ce fût à la conspiration de Pichegru, pour ne l'avoir pas dénoncé au Gouvernement.

Ainsi, 1°. vieille complicité possible avec Pichegru;

2°. Réconciliation et relations coupables avec Pichegru;

3°. Engagement pris par Moreau de rétablir les princes de la maison de Bourbon, engagement attesté par des ouï-dires et par des bruits répandus à Londres;

4°. Entrevues à Paris avec Pichegru, et ouvertures rejetées, mais remplacées par de contre-propositions ayant pour but de renverser le gouvernement du premier consul;

5°. Et enfin, silence sur le séjour de Pichegru à Paris et sur ses projets.

Voilà les crimes que l'acte d'accusation reproche au général Moreau, et les griefs auxquels il faut répondre.

Ier. GRIEF.

Complicité, en l'an 4, avec Pichegru.

Ce point ne devrait point figurer au procès. En effet, en quoi importe, en l'an 12, au gouvernement consulaire, et surtout au gouvernement impérial, une conspiration réelle ou supposée qui aurait eu pour but de détruire, en l'an 4, la fragile constitution de l'an 3, que le 18 brumaire a si heureusement mise en poudre aux unanimes applaudissemens de toute la France?

Et où en serions-nous tous, si le gouvernement, où nous sommes enfin assez heureux pour nous reposer après tant d'orages, épousant toutes les querelles des gouvernemens qui se sont successivement proscrits en France depuis quinze ans, nous demandait un compte rigoureux de ce que nous avons fait pour ou contre la vieille royauté en 1788, pour ou contre la royauté constitutionnelle en 1793, pour ou contre le gouvernement conventionnel en l'an 3, pour ou contre les directoires de vendémiaire, de prairial et de fructidor, qui se sont si rapidement renversés les uns les autres?

Au 18 brumaire, la France est sortie du chaos. C'est de cette époque que date sa création. Tout ce qui précède est dans la nuit des temps; et c'est un

mót à qui tout cède, l'intérêt du repos public, qui défend de demander à personne ce qu'il a fait ou pensé à propos de tous ces éphémères gouvernemens, tous à la fin proscrits en masse au 18 brumaire par la volonté nationale.

C'est donc une véritable dérision de rechercher ce qu'aurait fait Moreau, avant le 18 fructidor, contre les directeurs. Si alors il eût été coupable envers eux, depuis il le fut bien davantage, puisque ce fut lui qui, au 18 brumaire, marcha au Luxembourg et y paralysa leur faible autorité, tandis qu'à Saint-Cloud naissait cet autre gouvernement que la France appelait de tous ses vœux.

Ce prétendu crime de Moreau contre le Directoire, en l'an 4, ne devait donc pas se trouver dans l'acte d'accusation. On dirait qu'il n'y a été inséré que pour réveiller un moment le sentiment de malveillance que d'abord inspira sa lettre du 17 fructidor, dont les motifs ne furent pas connus, mais que sa gloire, ses victoires et la réflexion avaient fini par dissiper.

Ce n'est pas là le procès.

Ce n'est pas là l'accusation. Rigoureusement, il n'y a pas de justification nécessaire sur cet article.

Cependant le général Moreau doit saisir avec plaisir cette occasion de s'expliquer, en face de la

nation entière, sur la part qu'il a prise au 18 fructidor.

Il ne paraît que trop vrai que Pichegru avait eu des correspondances, en l'an 4, avec l'armée des royalistes et du prince de Condé. Le plan semblait être de faire reconnaître Louis XVIII, de faire déclarer l'armée du Rhin, arborer la cocarde blanche, livrer quelques places fortes, etc.

Mais Pichegru et le prince n'étaient pas d'accord sur beaucoup d'articles, particulièrement sur le point de savoir si ce serait la rive droite ou la rive gauche du Rhin, qui serait le théâtre du mouvement, et aussi sur l'amnistie générale et la consolidation de la vente des biens nationaux que Pichegru exigeait, et qu'on ne lui accordait pas.

Voilà ce qui résulte en masse des papiers d'Offenbourg. Quoi que disent ces papiers, au reste, à la charge de Pichegru ou d'autres, c'est fort injustement que l'acte d'accusation parle à ce sujet de soupçons qui ont pu s'étendre jusqu'à Moreau. Le nom de Moreau y est à peine prononcé trois ou quatre fois, et c'est toujours, ou pour exprimer que Moreau n'est pas dans le sens de Pichegru, ou à propos d'événemens qu'on raconte. Il n'y a pas un seul mot dont on puisse inférer qu'il ait même été sondé à ce sujet. M. le procureur général n'a rien cité, et il ne citera rien qui puisse donner cette idée.

Et comment ce magistrat eût-il pu chercher à la donner, lorsque, tandis que nul indice ne vient dénoncer Moreau comme coupable d'avoir trempé dans ce complot, toute sa conduite à cette époque en repousse jusqu'à la possibilité! C'est dans ce temps-là même que le général Moreau prenait le commandement de l'armée, pour la guider, durant un an, de victoire en victoire jusqu'au cœur de l'Allemagne, et pour couronner toutes ces trahisons d'une espèce si neuve, par cette savante retraite qui a fait l'admiration des étrangers eux-mêmes, et des plus vieux généraux.

Il était alors le complice de Pichegru! Certes, en ce cas, il était bien facile à cet heureux coupable de consommer son crime, même sans encourir de reproches. Il n'avait qu'à laisser faire à la fortune. Toute seule au fond de l'Allemagne, elle suffisait à perdre l'armée française, resserrée dans un pays inconnu entre deux armées plus fortes qu'elle. Il n'avait qu'à s'abstenir d'un effort de génie que personne ne croyait possible. Son armée eût péri, la trahison eût réussi, et le traître, qui aurait eu l'art de couvrir sa perfidie sous des exploits assez brillans, eût encore été plaint et honoré.

Loin donc cette ridicule accusation de complicité que dément la voix de l'Europe entière, et dont la reconnaissance nationale eût dû toute seule garantir le général Moreau.

Mais du moins, ajoute l'acte d'accusation, il a trop tardé à révéler au Directoire les menées où Pichegru se trouvait alors impliqué.

1°. Les papiers saisis ne pouvaient avoir quelque sens qu'après avoir été déchiffrés, ce qui fut nécessairement long. Personne n'y était nommé par son nom; et les indices, quand ils furent acquis, parurent si peu décisifs, que ceux qu'ils compromettaient, ayant été mis en jugement, furent acquittés, et que Pichegru l'aurait peut-être été lui-même, si, au lieu d'être déporté, comme il le fut peu de jours après, il eût été envoyé devant un tribunal.

2°. Cette conspiration avait dû éclater en l'an 4, et l'on était à la fin de l'an 5. Le général Moreau commandait l'armée; il était le maître de tout; il surveillait les hommes suspects; il avait fait arrêter les malveillans; il avait fait juger et punir les espions. Tout était avorté, rompu, impossible à reprendre. Des victoires sur l'ennemi valaient mieux qu'une dénonciation du fait qu'ils avaient voulu corrompre l'armée par son chef.

3°. Cette dénonciation sans utilité eût été dirigée contre Pichegru, l'ancien général, et depuis l'ami de Moreau; elle n'eût eu d'autre résultat que celui de le faire envoyer quelques jours plutôt à la Guyane. Mais les projets entamés en l'an 4 avec le prince de Condé, le renversement du Gouvernement par l'armée étaient bien étrangers à tout ce

qui se passait à Paris en l'an 5, et à toutes ces misérables petites agitations intestines des conseils, sur lesquelles le Directoire exécutif, malgré sa faiblesse, n'a eu qu'à souffler pour les anéantir.

5°. Et enfin, une preuve que le général Moreau s'est bien conduit dans cette occasion, c'est que l'opinion publique, non initiée dans les circonstances secrètes qui lui arrachèrent alors cette lettre du 17 fructidor, si inutile à l'Etat, se souleva toute entière pour l'en blâmer. C'est en effet une grande leçon pour tous les hommes publics que la bizarrerie de la position du général Moreau, alors censuré pour avoir dénoncé, disait-on, Pichegru; accusé aujourd'hui pour ne l'avoir pas assez vite dénoncé.

Au reste, qu'il soit permis de terminer l'oiseuse discussion de ce grief, par un mot aussi plein de raison que de noblesse, échappé à la légitime impatience du général Moreau, dans la partie des débats qui roulait sur ce point. « Si j'ai eu quelques « torts alors, a-t-il dit, ce fut envers le Directoire. « Je crois les avoir suffisamment expiés, en gagnant « depuis trente batailles, et en sauvant deux gran- « des armées. »

C'en est trop sur ce point : nous passons au second grief.

IIe. GRIEF.

Réconciliation et relations coupables avec Pichegru en Angleterre, par la médiation de David et de Lajolais.

David, ami de Pichegru, et lié avec le général Moreau, avait conçu le dessein de les rapprocher.

Cette pensée appartient à David seul; il est convenu, et tout le procès apprend que nulle impulsion de la part du général Moreau ne lui avait inspiré l'idée de ce rapprochement.

Le premier sentiment du général Moreau fut de repousser la conciliation. Les débats l'ont attesté.

L'abbé David écrivant à Pichegru après sa première conférence, lui dissimule la disposition d'esprit dans laquelle il a trouvé le général Moreau : il offre sa médiation, que Pichegru accepte.

L'abbé David revoit le général Moreau, dont il affaiblit insensiblement la répugnance pour un rapprochement.

Le général Moreau et Pichegru croient avoir à se faire des reproches respectifs sur quelques circonstances de leur vie militaire et publique.

Par l'entremise de David, qui communique aux deux généraux les lettres qu'il reçoit de chacun d'eux; mais sans s'écrire ni l'un ni l'autre, on s'ex-

plique, on se rapproche et on finit par se pardonner.

Les choses amenées à ce point, rien ne paraît plus naturel et plus simple que la lettre écrite à l'abbé David par le général Moreau, en messidor an 10, dans laquelle il disait « qu'il ne voulait « point se justifier de la dénonciation qu'il avait « faite; que si quelqu'un pouvait lui faire des re- « proches, c'était le gouvernement et non le gé- « néral Pichegru qu'il croyait voir impliqué dans « les papiers trouvés, et qu'il voulait soustraire à « une accusation.

« Qu'il avait bien regretté que le parti qu'avait « pris Pichegru dans les trois dernières campagnes, « eût confirmé cette opinion.

« Qu'au surplus la situation de Pichegru lui fai- « sait beaucoup de peine et qu'il saisirait avec plai- « sir l'occasion de lui être utile.

« Que si l'autorité lui faisait dire qu'il était le « seul obstacle à la rentrée de Pichegru, il se hâ- « terait de le faire cesser. »

On voudra bien remarquer que, malgré l'obligeance de cette lettre, malgré l'oubli des torts, le général Moreau ne revient pas de l'opinion qu'il avait prise de la conduite de Pichegru. C'est toujours à ses yeux une tache dans sa vie.

La lettre elle-même parut si innocente à David,

qu'il la fit voir à tous les amis de Pichegru, à des personnes constituées en dignité, à des généraux distingués, qui avaient conservé de l'intérêt pour cet ex-général banni.

Quant au général Moreau, il n'a pu se croire coupable un moment en faisant cesser toute inimitié entre Pichegru et lui.

Le général Moreau ne sait pas haïr toujours; il ne sait pas éterniser un ressentiment.

Son âme facile accueille tous les sentimens doux et généreux à la fois.

Il n'eût point été au-devant d'une réconciliation avec l'ex-général Pichegru.

Mais quand celui-ci ou la demandait, ou la désirait, son cœur, plus fort que toute autre impulsion, lui défendait de la repousser.

Le général Moreau n'a pu se croire coupable non plus, en témoignant le désir de voir rentrer Pichegru en France, lorsqu'alors il trouvait, dans tous les salons de Paris, les officiers-généraux de l'armée de Condé, qu'une année auparavant il avait battue.

Le général Moreau n'a pu se croire coupable, alors surtout qu'il savait que d'autres généraux que lui avaient promis l'emploi de leur crédit pour obtenir la rentrée de Pichegru, et que l'un de ces généraux spécialement allait en faire la demande

directe au premier consul, ou même l'avait déjà faite.

Le général Moreau n'a pu regarder comme un obstacle à sa bonne volonté et à ses désirs, ni sa dénonciation, ni les rapports de Pichegru avec l'ennemi, dans les premiers mois de l'an 4.

Les dangers que Pichegru avait fait courir à la patrie n'existaient plus depuis long-temps, et c'était le général Moreau qui en avait affranchi son pays : en succédant en l'an 4 à Pichegru, dans le commandement de l'armée du Nord, il avait appris par de nombreuses victoires aux armes impériales et royales, que pour jamais l'entrée sur le territoire français leur était interdite.

Il leur avait dit assez que, quant à lui, il ne voulait les connaître que pour les vaincre.

Lorsque le général Moreau écrivit à l'abbé David, on était en pleine paix.

Il parut au général Moreau que la paix, amie de l'indulgence, et compagne de toutes les idées libérales, permettait bien mieux encore d'oublier les fautes de la guerre.

Et il se laissa d'autant mieux entraîner à ce sentiment, qu'un conseil de guerre établi à l'armée pour juger ceux qui paraissaient complices de Pichegru, les avait tous renvoyés absous.

Si, comme l'articule l'acte d'accusation, les deux

généraux ne se sont rapprochés que pour conspirer contre le gouvernement de leur pays, on doit trouver le germe de leurs projets dans les circonstances qui précèdent ou accompagnent leur rapprochement; dans les lettres qu'ils s'écrivent pour l'opérer.

Et pourtant les circonstances ne révèlent rien.

Et les lettres ne renferment pas, nous ne dirons point une idée, mais un seul mot qui annonce de la part du général Moreau, de l'aigreur contre le gouvernement, ni la critique de ses opérations.

Mais l'abbé David se disposait à aller en Angleterre, il allait y porter à Pichegru les pensées du général Moreau, et Pichegru lui avait fait passer douze louis pour faire ce voyage!

Il a été appris aux débats qu'il y avait quinze jours que le général Moreau n'avait point vu l'abbé David lorsqu'il partit, et qu'alors l'abbé David lui annonçant son voyage, le général Moreau se contenta de le charger de complimens pour Pichegru.

Pas un mot de lettre, pas une ligne écrite par le général Moreau.

Pour l'argent, si Pichegru a véritablement fait passer douze louis à David, une aussi médiocre somme ne peut être qu'une offrande à l'amitié nécessiteuse.

L'intermédiaire d'une conspiration à laquelle on

dit que l'Angleterre n'eût point été étrangère, et qui devait renverser la France, ne pouvait pas être à la recherche de douze louis pour faire un voyage dont le but devait mettre en présence les deux chefs de la conjuration.

Et le général Moreau, *jouissant d'une fortune immense* (1), n'aurait pas laissé son émissaire à la merci des premiers besoins.

David a déclaré, du reste, que la lettre de Pichegru, d'après laquelle il devait toucher les douze louis, avait été interceptée, et que c'était du général Donzelot qu'il avait emprunté dix louis pour faire son voyage, voyage dont le but essentiel était de déterminer Pichegru à revenir en France, voyage qui pouvait aussi devenir la cause de l'établissement de l'abbé David en Angleterre, d'après la proposition qui lui avait été faite de se charger de l'éducation d'un jeune seigneur anglais, qui devait lui procurer un traitement de 250 liv. sterling avec sa nourriture et son logement.

Le voyage de David était si peu un mystère qu'il en instruisit tous les généraux de sa connaissance, amis de Pichegru ;

Et qu'il fut porteur pour cet ex-général d'une lettre d'un membre du Sénat.

---

(1) Rapport du grand-juge du 27 pluviose an 12.

Arrêté à Calais, quand cependant on lui avait donné un passe-port, il ne se trouva sur lui ni pièces, ni lettres, ni renseignemens, dans lesquels il fût question le moins du monde du général Moreau.

Le général Moreau a témoigné de l'intérêt pour David renfermé au Temple.

Mais depuis quand devient-on coupable pour prendre part au malheur d'un homme avec lequel on est lié ?

Depuis quand les fers dont on le charge commandent-ils l'insensibilité ?

Si David eût été un agent de conspiration, que devait faire le général Moreau, David une fois arrêté, et qu'aurait-il fait en effet ?

Il devait ou chercher à détruire les soupçons que cette arrestation pouvait inspirer contre lui,

Ou s'éloigner pour se soustraire à la punition du crime que l'abbé David eût pu révéler,

Ou bien achever sa conspiration avant que le gouvernement n'eût pu la découvrir toute entière.

Eh bien, rien de tout cela ne se fait et n'arrive.

Le général Moreau ne cherche aucun accès auprès des administrations, pour y découvrir s'il est compromis par les papiers trouvés sur David.

Il reste calme chez lui sans changer en aucune sorte ses habitudes de vie.

Il n'écrit à personne; et David, cet artisan de conspiration, n'est remplacé par qui que ce soit.

Car il faut bien remarquer que Lajolais, que l'on donne pour successeur à David, n'est venu chez le général Moreau, de son aveu, et d'après les preuves données au débat, que plus de neuf mois après l'arrestation de David.

Et néanmoins, alors que l'on arrêta David, la paix n'était point troublée encore.

Toutes les communications étaient ouvertes en Angleterre : en deux semaines une conspiration pouvait être renouée à Paris, entendue à Londres, et rapportée dans la capitale pour son exécution.

Quand tout s'est tu, il est impossible de convertir le silence en crime.

A moins que l'on ne veuille dire que la présence seule de Pichegru à Londres, et celle de Moreau à Paris, ne soit une conspiration.

Pour l'ex-général Lajolais, il n'a vu le général Moreau que vers prairial an 11, époque à laquelle il lui porta un petit billet ouvert de Pichegru, qui le recommandait à lui, pour lui procurer de l'emploi.

Ce billet n'était pas apporté de Londres par Lajolais : Pichegru le lui avait envoyé en France.

Circonstance qu'il faut soigneusement noter : car jusqu'aux débats on paraissait croire que l'ex-général Lajolais avait fait deux voyages à Londres, et que

X

c'était au retour du premier de ces voyages qu'il avait apporté au général Moreau le billet dont nous parlons.

Les débats ont produit ce résultat heureux, de laisser pour constant que Lajolais n'avait été en Angleterre qu'une seule fois, et au mois de décembre dernier, près de sept mois après sa visite au général Moreau.

Le général Moreau apostilla le mémoire par lequel Lajolais demandait une place.

Ils parlèrent de Pichegru, et le général Moreau ne dissimule pas qu'il témoigna à Lajolais, comme il l'avait témoigné à l'abbé David, la satisfaction qu'il aurait de le voir rentrer en France.

Si ce sentiment est un crime, il trouve son motif dans le rapprochement opéré, et son excuse dans la bonté de cœur du général Moreau.

Lajolais avait déclaré, dans ses premiers interrogatoires, qu'il avait vu à cette même époque, le général trois ou quatre fois, et que celui-ci lui avait montré le désir de voir Pichegru, et Lajolais avait dit qu'il irait la solliciter.

Cette entrevue demandée a été considérée comme un signe indicateur des relations conspiratrices du général Moreau et de Pichegru, dont les visites de Paris sont venues, dit-on, fortifier et terminer les preuves.

Fait-on demander à Paris une entrevue à un individu de Londres ?

On conçoit une entrevue entre deux personnes qui demeurent dans le même lieu, ou dans des lieux voisins.

Mais une entrevue demandée par une personne de Paris, à une autre qui demeure à Londres, est une chose par trop ridicule.

Une pareille locution demandait une explication.

Aux débats, Lajolais l'a donnée, et il y a persisté trois fois.

Alsacien et parlant mal le français, il a fait observer que la force des expressions de notre langue ne lui était point familière, et que quand il avait dit *entrevue*, il avait entendu parler seulement du désir montré par le général Moreau de revoir Pichegru en France, ce qui s'accorde avec ce qu'a dit véritablement le général Moreau.

On dirait en vain qu'il y a opposition entre cette déclaration faite aux débats, et celle de la confrontation de Lajolais avec le général Moreau, lors de laquelle Lajolais persista dans ses premiers interrogatoires.

La déclaration des débats n'est pas contradictoire, mais explicative, car elle ne fait que donner le sens au mot entrevue ; et jamais il n'a été

défendu d'interpréter aux débats ce qui avait été primitivement déclaré.

L'institution du débat sort même du besoin qu'a la justice, au moment où elle va prononcer, de comparer, de vérifier, d'entendre les choses, les pièces et les accusés, afin que, par ces divers points de contact, la vérité demeure assise sur toutes les bases qui doivent la manifester.

Pour prouver que l'explication donnée aux débats de Lajolais a été franche et sincère, il suffira de faire voir que ses premières déclarations entendues littéralement étaient d'une invraisemblance tellement choquante, qu'il n'était pas possible de n'y pas lire un mensonge.

Une entrevue aurait été désirée par le général Moreau; Lajolais aurait été chargé d'aller la demander en Angleterre, à Pichegru; elle aurait eu pour objet, ou d'ouvrir, ou de suivre un plan de conspiration.

Et pourtant Lajolais, porteur d'un secret dont la communication devenait le premier besoin, est resté sept mois après avoir vu le général Moreau sans procurer cette entrevue.

Une partie de ce long espace de temps passée par Lajolais dans l'inaction au milieu de sa famille dans le département du Bas-Rhin, est la preuve la

plus irrécusable de la fausseté de sa déclaration première.

Une autre particularité non moins importante, qui dénie à Lajolais le titre d'agent de la conspiration que l'on impute au général Moreau, c'est que la confrontation de celui-ci avec Lajolais, et bien mieux encore les débats, sont venus instruire que Lajolais, au jour même où l'on fixe les demandes d'entrevue, *pria le général Moreau de lui prêter de l'argent, et que le général Moreau refusa.*

Il n'est pas resté aux débats un seul nuage sur ce fait capital.

Quoi, le général Moreau, alors qu'il confiait son secret à Lajolais, alors que surtout il l'associait à ses projets, se serait refusé à une demande de quelques louis!

Mais l'action même de la conspiration voulait des fonds.

L'on sent que la première pensée du général Moreau, après avoir placé Lajolais dans la conspiration, aurait dû être nécessairement de mettre sa bourse en société avec lui, comme il y mettait sa fortune et ses espérances.

Et quand la conspiration aurait pu marcher sans argent, pense-t-on que le général Moreau se serait

exposé aux dangers d'un refus qui se trouvait à côté de la révélation de ses projets.

Le besoin commande trop aux passions, pour se fier à ses mouvemens.

Une dénonciation pouvait perdre le général Moreau le lendemain du refus.

Pour tout être qui calcule et connaît le cœur humain, le refus de donner des fonds à Lajolais qui en demande, détruit donc toute idée de rapprochement criminel entre celui-ci et le général Moreau.

A toutes ces explications qui rendent si simples et si naturelles les relations momentanées du général Moreau et de Lajolais, joignons une autre particularité qui doit contribuer à en confirmer l'innocence.

Victor Couchery, à qui il paraît que Lajolais avait dit que le général Moreau devait écrire à Pichegru, alla chez lui pour savoir quelles dispositions il avait faites avec Lajolais, et s'il désirait écrire à Pichegru.

Et Victor Couchery, dans sa confrontation avec le général Moreau, a attesté à la justice que le général Moreau lui avait répondu qu'*il avait vu deux à trois fois Lajolais pour ses affaires particulières, et notamment pour des apostilles; qu'il*

n'avait rien à faire dire, et qu'il ne voulait pas écrire à un homme qui était dans un pays en guerre avec la France.

Couchery était l'ami de Pichegru; le général Moreau le savait : s'il eût écrit à Pichegru par Lajolais, s'il eût voulu lui écrire, s'il eût rendu Lajolais porteur de quelques paroles, il n'eût point hésité de l'apprendre au frère du confident et de l'ami le plus intime de Pichegru.

Lajolais allait solliciter des apostilles sur ses pétitions.

Et c'est parce qu'il ne sollicitait que des apostilles, qu'on lui refusait sans précaution l'argent qu'il demandait.

La déclaration de Couchery, indépendamment de ce qu'elle rejette toute idée de confidence faite à Lajolais par le général Moreau, nous révèle de nouveau ce fait assez prouvé dans la procédure, que le général Moreau ne voulait point correspondre avec Pichegru tant qu'il demeurerait dans des contrées ennemies de la France, et que son désir eût été qu'il se retirât dans un pays neutre, l'Allemagne, par exemple, pour pouvoir alors tenter, avec des efforts mieux établis, de le faire rayer de la liste des émigrés.

Que si l'on disait que le moindre rapport du général Moreau avec Lajolais devait paraître suspect

depuis la dénonciation qu'il avait faite de ce militaire en l'an 5, il serait facile de répondre que Lajolais avait été renvoyé absous de toute accusation par un jugement du conseil de guerre, et qu'alors que Lajolais, qui oubliait toute idée de rancune, venait de lui-même au général Moreau, il ne convenait point au caractère de celui-ci de le repousser.

Il lui paraissait au contraire, que tous les genres de sentimens demandaient de lui qu'il cherchât à réparer les maux qu'avait faits à Lajolais une accusation jugée sans fondement par une autorité régulière.

IIIe. GRIEF.

Promesses faites par Moreau de rétablir les princes; promesses attestées par les bruits qui en ont couru à Londres.

Le résumé des charges recueillies dans l'acte d'accusation sur ce grief contre Moreau, consiste en ce qui suit :

Russillon déclare qu'à Londres Lajolais avait assuré que Moreau, mécontent du gouvernement du premier consul, désirait et voulait aider de tout son pouvoir à le renverser.

Bouvet dit que Lajolais avait confirmé à Londres toutes les espérances qu'on avait conçues sur

Moreau ; qu'il avait adhéré de sa part au plan conçu par les princes ; qu'il avait promis que Moreau présenterait le prince aux armées.

Rochelle a attesté qu'à Londres on comptait sur Moreau, sans dire si c'est Lajolais qui y répandait ces bruits.

Enfin, Roger, si l'on en croit les dépositions de quatre gendarmes qui l'ont gardé au Temple, a ouï dire que Moreau était un des chefs de la conspiration.

Quelques autres accusés ont été interrogés, soit dans la procédure, soit aux débats : ils n'ont rien ouï dire à cet égard.

Ainsi, des bruits dont on n'indique pas l'auteur, et répandus, dit-on, à Londres, que Moreau était un des chefs de la conspiration royaliste, ces bruits attestés, dans la foule des débarqués mis en jugement, par deux seuls témoins Rochelle et Roger, et l'assurance que deux autres accusés Bouvet et Russillon prétendaient avoir été transmise par Lajolais aux princes, que Moreau se déclarerait pour eux, voilà toutes les charges à cet égard.

Nous n'observerons pas qu'aux débats, quelques-unes de ces déclarations des accusés ont varié et ont été affaiblies. Bouvet, en particulier, a formellement déclaré qu'il a été convaincu depuis qu'on avait trompé les royalistes en leur

promettant Moreau. Il est même revenu plusieurs fois, avec une grande énergie, sur la confiance qu'il avait, d'abord, trop légèrement accordée aux ouï-dires sur Moreau.

Nous n'observerons pas que la prétendue déclaration faite par Roger au Temple, et recueillie par les gendarmes, a été formellement déniée par lui aux débats, en présence de ces gendarmes, dont les uns ont balbutié, et dont l'autre s'est entièrement rétracté. Ce dernier est Gilbert, qui a dit précisément qu'il ne sait pas pourquoi le nom de Moreau se trouve dans sa déposition, attendu que Roger ne lui a pas parlé de Moreau. Il revint même avec accent, et jusqu'à trois fois, sur cette rétractation.

Nous ne voulons pas relever l'invraisemblance monstrueuse que Roger qui, dans ses interrogatoires, a dénié tous les faits à sa charge, et qui a fait tous ses efforts pour s'isoler de la conspiration, aille ensuite, sans provocation, sans besoin, niaisement déclarer, non pas à un seul gendarme, mais à deux, mais à trois, mais à quatre successivement, qu'il est un des complices de la conspiration, qu'il a ouï dire que Moreau était un des chefs, et livrer ainsi sa tête, pour le simple plaisir de faire une confidence meurtrière pour lui à quatre inconnus.

Nous voulons encore moins essayer de deviner quels motifs extraordinaires, et peut-être bien propres à rendre les dépositions suspectes, auraient eus ces quatre gendarmes, pour s'insinuer dans la confiance de leur prisonnier, et le faire parler à leur gré, lorsque leur devoir était de se taire et de le garder.

Le général Moreau n'a nul besoin de chercher à atténuer cette charge.

Nous nous bornerons d'abord, pour lui, à faire une seule observation, c'est que l'acte d'accusation pouvoit être plus prodigue, si M. le procureur-général l'eût voulu, de preuves de cette espèce. On assure que, l'été dernier, et le journal officiel de France en a rapporté dernièrement des extraits, plusieurs journaux faisaient dans Londres et en Amérique, au public, la confidence imprimée que le général Moreau avait levé, contre le premier consul, l'étendard de la révolte, et qu'il se rangeait du parti des princes.

Actuellement, à côté de ces misérables gazettes, de ces bruits sans auteurs dont parlent deux accusés, Rochelle et, dit-on, Roger, de ces bruits semés aussi par Lajolais, si l'on en croit deux autres accusés, Bouvet et Russillon, plaçons un fait dont tous ces mêmes hommes déposent, que l'acte d'accusation confesse, et que tout a prouvé dans

les débats. Ce fait est celui-ci. Loin que le général Moreau ait jamais voulu servir les princes, il a, nous ne disons pas repoussé la proposition d'entrer dans leur parti, car comme on le verra bientôt, jamais nulle proposition pareille ne lui fut adressée, mais repoussé jusqu'à l'idée légèrement effleurée dans une conversation politique, qu'il pût les aider à recouvrer leur vieille autorité, même dans le cas où quelques-unes des chances de la descente viendraient ébranler, pour le malheur de la France, le gouvernement consulaire sous lequel elle vivait alors.

Ces mêmes royalistes qui avaient, disaient-ils, recueilli tous ces bruits en Angleterre, se plaignent amèrement qu'aussitôt à leur arrivée dans Paris, ils se sont aperçus qu'ils avaient été trompés; que ceux qui leur avaient donné ces espérances ont été forcés de leur confesser qu'elles étaient déçues, que Moreau n'était pas royaliste, et ne voulait pas même entendre parler des princes.

Ce n'est pas encore le moment d'examiner comment cette vérité parvenait enfin jusqu'à eux, ni ce qu'ont pu y mêler de fabuleux ceux qui, forcés enfin de la leur révéler, craignaient, avec quelqu'apparence de raison, d'encourir leur colère, et peut-être leur vengeance, pour les avoir ainsi abusés.

Nous voulons seulement, quant à présent, saisir cette vérité, que Moreau ne leur prêtait nulle assistance; qu'il ne se déclarait pas pour les princes, et était bien éloigné de toute idée d'entrer dans une conspiration royale.

Mais si tout cela est bien constant, et cela l'est par la procédure et par les débats, il est impossible de n'en pas tirer la conséquence forcée, que Moreau n'avait donc pas reçu les propositions des princes; que Moreau n'avait donc pas ni écrit ni fait écrire aucune lettre, ni envoyé personne à Londres, soit aux princes, soit à Pichegru, ou à tout autre qui eût leur confiance et la sienne, pour leur faire des promesses, pour les appeler eux ou leurs amis, pour préparer des moyens de détruire en France le gouvernement consulaire. Cette conséquence est forcée, disons-nous, sous peine de tomber dans l'absurde. Car on ne verrait pas pourquoi le général Moreau, qui, suivant les doléances même des royalistes, rejetait toutes leurs ouvertures, aurait commencé par jouer le jeu, cruel pour eux, dangereux pour lui, de leur envoyer des émissaires, de leur donner des espérances, de lier, en un mot, un vaste et périlleux complot, dont tout le fruit qu'en devait recueillir son ambition en révolte contre les moyens même qu'il aurait appelés, eût été

de le compromettre sans fruit, et sans qu'il sût même où il voulait arriver.

Le bruit pourtant, insiste-t-on pour M. le procureur-général, en a couru à Londres!..

Le bruit en a couru! Et depuis quand un peuple de sens envoie-t-il ses généraux et ses défenseurs à la mort, comme traîtres, sur les bruits que font courir ses ennemis? Certes! la ressource serait admirable pour les nations en guerre, si pour s'immoler mutuellement les magistats ou les guerriers qu'ils redoutent, il suffisait de faire ainsi demander indirectement leurs têtes par des gazettes, ou par d'insidieux rapports!

Le bruit en a couru! Nous pourrions le nier; car quelles preuves en avons-nous, hors les déclarations très-suspectes de quelques co-accusés, qui pourraient fort bien, par une des cent raisons, toutes également faciles à expliquer, établir des chances de salut sur des mensonges calculés ou complaisans : nous pourrions nier, disons-nous, que ce bruit ait couru, mais nous préférons de croire à son existence. Eh quoi! les Anglais, effrayés de l'attaque qui les menace, veulent, s'ils le peuvent, porter la discorde au sein de la France. Quelques chefs de royalistes qui croient la circonstance de ce grand mouvement français favorable à une tentative nouvelle, les secondent. On

veut agiter les esprits, enrôler, encourager, envoyer en France des partisans des princes. Il faut des motifs, de grands motifs pour les déterminer, des appâts qui les attirent, des espérances qui rehaussent leur audace affaiblie par quinze ans de revers, des perspectives qui les séduisent. Est-il donc si extraordinaire qu'en de telles conjonctures on ait prostitué le nom de Moreau? Son nom était répandu dans toute l'Europe. Moreau avait été long-temps à la tête de nos armées : il en était estimé. Il n'était plus employé par le Gouvernement. On avait cru remarquer qu'il avait été traité avec quelque froideur. D'officieux propagateurs de la haine, ces vils artisans de discorde, qui, comptant pour rien les intérêts de la patrie, s'imaginent avoir tout gagné pour leur ridicule ambition, quand ils ont semé la mésintelligence entre les grands cœurs, n'avaient pas manqué d'emboucher la trompette, pour exagérer un simple refroidissement. La calomnie de la défection de Moreau se colorait donc avec plus de facilité; et tous ces bruits ridicules qu'il offrait son appui aux royalistes devenaient plus plausibles. Les malveillans ont donc dû les répandre. Voilà ce que nul au monde ne peut non plus prévoir qu'empêcher. Un général qui a acquis de la gloire et de l'estime, n'est pas le maître de faire que

quelques intrigans ne se prévalent de son nom; ne le calomnient, ne le promettent à son insu : le rendre responsable des bruits qu'on fait courir sur son compte serait aussi atroce qu'absurde.

Au surplus, quand de ces bruits artificieux, semés pour leurrer des subalternes, on veut remonter jusqu'à leur source, on arrive ou bien à des pamphlets dont les auteurs se cachent, ou bien au seul Lajolais qui les dément. Les quatre co-accusés qui en ont déposé, ou n'ont pu dire de qui ils les tiennent, ou, au nombre de deux seulement, les attribuent à Lajolais.

Le général Moreau pourrait, s'emparant de la dénégation de Lajolais, en conclure que les deux témoins auxquels il donne un démenti, en imposent; mais le général Moreau est forcé de dire sa pensée toute entière. Tout le reste de la conduite de Lajolais prouve qu'il n'est pas impossible que ce soit lui qui ait trompé Russillon et Bouvet, et peut-être d'autres encore; et dans cette supposition que le général Moreau est forcé d'admettre, pour épuiser toutes les hypothèses, l'explication de cette imposture se trouverait dans la misère de Lajolais.

Le général Moreau est trop douloureusement affecté, pour son propre compte, et de l'ignominie du titre d'accusé, et de la cruelle nécessité

d'avoir à se justifier, pour vouloir aggraver gratuitement ce titre et cette nécessité sur la tête de Lajolais. Mais enfin Moreau sait que Lajolais a, quels qu'aient pu en être les motifs, altéré la vérité sur d'autres points; le général Moreau est mené, par cette conviction, à croire facilement qu'il l'a encore altérée sur celui-ci.

Mais pourquoi en a-t-il imposé? Quelles raisons l'auraient déterminé, s'il a tenu les propos qu'on lui prête, à rêver une mission que lui-même, en face de la justice et du général Moreau, il convient de n'avoir jamais reçue; à faire, au nom du général Moreau, des promesses non pas seulement contraires aux devoirs de ce dernier, mais encore à ses opinions bien connues : promesses qu'il dénie formellement d'avoir jamais été autorisé par Moreau à faire? Encore une fois, sa misère donne le mot de cette énigme.

Qu'on daigne examiner un moment quel homme est Lajolais. Lié dès long-temps avec Pichegru, il a d'abord trouvé dans la bienveillance que ce général lui accordait, des moyens d'existence et aussi des espérances d'avancement. Entraîné en l'an 5, par ses indiscrétions plus que par des fautes réelles, dans les malheurs de son ami, il subit alors une captivité de deux ans, dont le terme fut un jugement du conseil de guerre qui

l'acquitta de l'accusation de complicité avec Pichegru. Au sortir de prison, il se trouva dans une détresse profonde, sans place, sans un sou de propriétés et sans argent. Il vécut d'abord des emprunts qu'il fit. On savait, et d'ailleurs il a été forcé d'en convenir dans les débats, qu'il était criblé de dettes, et qu'il avait pour plus de 80,000 francs de contraintes par corps à redouter. Ce n'était pas un moyen d'obtenir beaucoup de crédit. Cependant il fallait vivre. Après avoir épuisé toutes les ressources de son esprit, il apprit que l'abbé David était parvenu à rapprocher le général Moreau et Pichegru. Il ne savait plus où donner de la tête : toutes les bourses et les portes lui étaient fermées; il imagina que ce rapprochement pouvait être pour lui une occasion heureuse, et qu'il en pourrait tirer parti. Il calcula que le général Moreau pourrait trouver agréable d'accorder à Pichegru le premier service insignifiant que celui-ci demanderait. Il se procura donc, on ne sait comment, un billet de ce dernier à Moreau. Pichegru le priait de tâcher de procurer quelque avancement *au pauvre général Lajolais*, ruiné par sa longue détention. Il apporta ce billet à Gros-Bois, parla au général Moreau de son ancien ami et de leur explication, en reçut des politesses vagues et des apostilles, en reçut l'assu-

rance qu'il verrait avec plaisir Pichegru obtenir sa rentrée en France, mais rien de plus. Moreau vivait tout-à-fait retiré; il ne pouvait rien solliciter pour Lajolais. Il le lui dit, et lui conseilla de s'adresser à d'autres. Deux ou trois autres visites à Paris ouvrirent et fermèrent ce renouvellement de connaissance. Dans la dernière, il dit à Moreau qu'il repartait pour l'Alsace, son pays, et lui demanda quelque argent. Moreau, à qui nulle liaison n'imposait envers Lajolais les devoirs de l'amitié, et qui savait que ce serait de l'argent perdu, lui en refusa : c'est encore un fait constaté par les débats. Lajolais partit pour l'Alsace. Moreau n'en entendit plus parler, et l'oublia.

Après être resté, suivant qu'on l'apprend de Couchery, quelques mois en Alsace, retenu par la pauvreté, qui d'abord ne lui permit pas d'aller plus loin, il paraît qu'il trouva enfin de quoi payer son passage en Angleterre. Il put aller dans cette île avec le projet d'y faire ressource. C'était le moment où toutes les têtes fermentaient du projet de rejeter en France les inquiétudes que la France versait sur l'Angleterre. Une invasion de royalistes était désirée comme une diversion utile pour parer à la descente. Lajolais a pu se saisir de ces dispositions pour avoir du pain. Il

est impossible à Moreau de savoir jusqu'à quel point il a trompé et Pichegru, et quelques royalistes crédules sur l'état de la France, quelles dispositions il a prêtées à Moreau, quels faits il a jugé à propos de raconter, quelles promesses il a fait sonner. Mais l'histoire de ce procès, ses différentes circonstances révélées par les débats, les propos que lui attribuent, avec quelque apparence de véracité, deux co-accusés, la conduite qu'il a tenue à Paris, quelques fables évidentes qu'il y a d'abord soutenues, puis rétractées, puis expliquées avec beaucoup d'embarras, toutes ces circonstances réunies expliquent à Moreau comment Lajolais, pour vivre, pour se rendre intéressant à ceux auxquels il voulait arracher quelques guinées, a ourdi une mystification, puisque ce mot est devenu consacré même en de telles matières, une mystification qui, au reste, comme on le sait, n'est pas sans exemple, leur a promis en France des noms et des appuis qu'ils ont été aussi surpris que consternés de n'y point trouver, et a ainsi impliqué dans cette détestable affaire le général Moreau, qui était loin de s'occuper de lui.

Encore une fois, voilà ce que toutes les probabilités indiquent : si Lajolais a parlé à Londres dans ce sens, dans ce sens démenti, de l'aveu de tous ceux qui ont abordé en France, par la con-

duite de Moreau, il faut bien qu'il ait menti sur Moreau; et, s'il a menti sur Moreau, il a bien fallu qu'il eût un motif. Ce motif n'a pu être autre que de faire ressource et d'avoir du pain. Mais parce qu'il a plu à Lajolais d'abuser du nom du général Moreau à Londres, et dans un parti, le général Moreau peut-il être responsable de ses indiscrétions?

Un dernier mot fermera la discussion sur ce grief.

Le général Moreau repousse avec horreur toute supposition qu'il ait pris aucune part à aucun projet contre le gouvernement, qu'il ait donné à Lajolais ni à aucun autre nulle mission pour Pichegru, les princes et l'Angleterre. Il le nie. Pas une ligne de sa main ne l'accuse. Pas un témoin, un seul témoin, ne dépose de cette prétendue mission. Des bruits populaires, de téméraires assertions d'un seul homme, qui, d'ailleurs les désavoue, ne peuvent envoyer personne à l'échafaud. Et pour faire sentir par un dernier trait jusqu'à quel point tous ces bruits ridicules, semés par des brouillons pour tromper des imbécilles, méritent le mépris, au lieu des foudres de la justice, c'est que les noms les plus respectables, même celui de l'Empereur, n'ont pas été ménagés, et que si deux co-accusés disent qu'on leur a dit à Londres que Moreau était du parti des princes français, deux autres co-accusés, l'un Noël Ducorps, affirme que son frère lui avait annoncé que

le projet de rétablir les Bourbons *était d'accord avec* BONAPARTE; et un autre, Rochelle, qui dit que Lajolais lui a dit que les armées françaises étaient à la disposition de Moreau, et que tout était arrangé pour remettre les Bourbons sur le trône, assure que Lajolais a ajouté que BUONAPARTE *lui-même n'était pas éloigné de cette idée.*

A présent est-il un homme de bon sens qui puisse faire dépendre la destinée d'un accusé de ces contes populaires dans lesquels on n'épargne pas plus les noms que la vraisemblance? mais en voilà beaucoup trop sur cette partie de l'accusation.

Nous arrivons enfin au grief le plus important, à celui des rapports attribués à Moreau avec Pichegru, après son arrivée à Paris, et à ce qui s'est passé entre lui et quelques autres co-accusés.

IVe. GRIEF.

Entrevues avec Pichegru et autres co-accusés. Propositions faites ou reçues.

Il y avait plus de sept mois que Moreau n'avait entendu parler de Lajolais, lorsqu'un matin, vers la fin de l'hiver dernier, ce général vint lui faire une visite. Moreau apprit de lui avec beaucoup de surprise, que Pichegru était à Paris. Lajolais le

pressa de donner un rendez-vous à Pichegru, qui voulait conférer avec lui sur les moyens de se procurer son retour public en France. Moreau s'y refusa. Il observa à Lajolais que, Pichegru étant ici sans autorisation du Gouvernement, il pouvait lui arriver d'être arrêté, et que lui Moreau ne se souciait pas, en courant le risque de le voir arrêter pendant leur entrevue même, de s'exposer à toutes les ridicules interprétations qu'on pourrait donner à cette circonstance, interprétations dont il avait déjà suffisamment souffert à propos de cette lettre du 17 fructidor an 5, sur Pichegru, si mal comprise alors par l'opinion. Lajolais revint à la charge, et proposa à Moreau plusieurs lieux, en insistant sur le désir que Pichegru avait de lui parler. Moreau persista de son côté obstinément dans son refus.

Il croyait n'en plus entendre parler, lorsqu'un jour du commencement du mois de pluviose dernier, vers huit heures du soir, on lui annonça Lajolais et deux autres personnes. Il monta dans son salon. Avec Lajolais, il trouva Pichegru et Couchery. Couchery était un ami de Lajolais, qui, il y a quelques mois, était venu voir une fois Moreau pour lui demander s'il avait quelque lettre à lui donner pour Pichegru; à quoi Moreau avait répondu qu'il n'avait rien à dire à Pichegru; et que

d'ailleurs, assurément, il ne lui écrirait pas tant qu'il serait dans un pays en guerre avec la France.

Moreau fut excessivement contrarié de voir Pichegru. Après tout ce qui s'était passé en l'an 5, il ne se fût jamais consolé si Pichegru eût été arrêté chez lui. Ils entrèrent dans une bibliothèque attenant le salon. Ils y restèrent quelques minutes. Pichegru, dans cette entrevue, ne parla que de sa radiation, de son désir de rentrer en France, des moyens qu'il y aurait d'obtenir un passe-port pour en sortir, de leurs anciens camarades, etc. Moreau lui conseilla, s'il voulait avoir son amnistie, de quitter l'Angleterre et de se retirer quelque temps en Allemagne. Au surplus, il pressa Pichegru de se retirer. Il ajouta qu'il l'aurait vu volontiers s'il avait pu lui rendre service, mais que ne lui étant bon à rien il désirait de ne pas le recevoir davantage. Ils restèrent ensemble environ douze à quinze minutes. En rejoignant Lajolais, le général Moreau lui fit à lui-même des reproches de lui avoir amené Pichegru, et il le pria, quant à lui, de ne plus revenir.

Rien n'est assurément moins coupable que cet entretien. Une preuve qu'il ne contint rien autre, c'est, d'abord, sa brièveté; on sent qu'en un quart-d'heure de première entrevue, on ne déroule pas un plan de conspiration; c'est, ensuite, que ceux

qui, dans le procès, ont parlé d'ouvertures jetées par Pichegru, les placent dans un second entretien.

Moreau ne voulait plus voir ni Pichegru ni Lajolais. Il l'avait déclaré formellement au premier. Il l'avait dit aussi à Lajolais. Lajolais, en effet, ne se présenta plus chez le général Moreau (1). Mais quelques jours après, un M. Roland qui, dans les années 4, 5, 8 et 9, avait servi sous le général Moreau, à l'armée du Rhin, comme inspecteur des transports militaires, et qui avait conservé l'habitude de venir quelquefois lui présenter ses devoirs, arriva le matin chez Moreau. Il lui demanda un rendez-vous pour Pichegru qui

(1) Cette défense faite par Moreau à Lajolais de revenir, est prouvée au procès par les propres déclarations de Lajolais et Roland. Roland dit que *Lajolais ne pouvant plus aller chez Moreau, lui Roland y alla.* Pourquoi Lajolais ne pouvait-il pas aller chez Moreau? C'est donc que Moreau le lui avait défendu. Lajolais convient que lorsque Pichegru alla pour la seconde fois chez Moreau, lui Lajolais attendit dans la rue la sortie de Pichegru. Pourquoi attendait-il dans la rue et n'entrait-il pas chez Moreau? C'est donc que Moreau le lui avait défendu.

était logé chez lui. Moreau refusa. Roland lui observa qu'il avait pourtant quelque chose de très-important à lui dire. Moreau persistant dans son refus, pour empêcher Pichegru de revenir, et pour concilier pourtant sa volonté très-prononcée de ne pas le recevoir avec les égards dus au malheur et à une vieille amitié, dit à Roland qu'il enverrait son secrétaire savoir du général Pichegru ce qu'il lui voulait.

Il attendait très-patiemment la réponse, lorsque le soir Pichegru arriva. On avertit Moreau qu'une personne le demande. Il se rend dans son cabinet où l'on introduit, à sa très-grande surprise, Pichegru. Le général Moreau est très-fâché. Cependant Pichegru était là. Nulle indiscrétion, de sa part, dans la dernière entrevue n'avait été commise. Il eût été ridicule et indécent de faire de l'éclat et de le mettre à la porte.

La conversation s'engage. Pichégru remet d'abord, sur le tapis, ses embarras, son dessein de revenir en France, et d'avoir des passe-ports. C'est à la suite de plusieurs propos pareils, assez vagues, que Pichegru fait tomber la conversation sur les matières politiques. Il n'y avait assurément rien là de fort extraordinaire de la part de deux hommes qui y ont joué un si grand rôle. Pichegru parle de la descente méditée en Angleterre, des dangers de l'ab-

sence du premier Consul pour le repos public, des revers même dont cette descente pouvait devenir l'occasion. C'est à travers tous ces discours qu'il glisse à Moreau quelques mots sur le progrès de l'opinion détrompée désormais de toutes les abstractions républicaines, sur les Bourbons, sur leurs malheurs, sur leurs prétentions. Sans développer aucun plan ni projet fixe, mais par supposition, par hypothèse, si un malheur arrivait lors de la descente, si, par suite de ce malheur, les partis se relevaient pour déchirer la France de nouveau, il cherche à sonder Moreau sur ses dispositions relativement à cette famille. C'est donc alors seulement qu'arrive, *pour la première fois*, à Moreau, non pas la connaissance, non pas la révélation d'une conspiration, mais de légères insinuations, mais *une ouverture*, comme ils le disent tous, sur ce que l'intérêt de la France semblerait demander, si, par suite d'un grand revers essuyé par la flotille, les agitations et les déchiremens s'y renouvelaient. Quant à Moreau, il repousse séchement, précisément, formellement toutes ces insinuations, parle à Pichegru des idées qu'elles sous-entendent, comme d'idées profondément ridicules, comme d'idées incompatibles avec le nouveau génie national : c'est là ce qu'il y a de plus constant et de mieux démontré dans tout le procès. Pichegru devint ta-

citurne ; et là se termina l'entretien, avec nouvelle et plus pressante invitation à Pichegru, de la part de Moreau, de ne plus revenir. Pichegru le promit. Moreau et lui se séparèrent très-froidement, et Pichegru, même d'un air assez mécontent. Personne n'a assisté à cette conférence. Mais le mécontentement de Pichegru, qui en fut le résultat, est pourtant dans le procès une circonstance mathématiquement prouvée. Roland, qui n'est pas suspect de bonne volonté pour ce général, dit que Pichegru lui dit en revenant de chez Moreau *qu'il n'était pas d'accord avec lui.* Lajolais et Couchery disent qu'il avait l'air fort mécontent. Les propos qu'on lui prête, et qu'ils ont rapportés, en offrent le témoignage non équivoque.

Quoi qu'il en soit, depuis ces insinuations et la sécheresse des réponses de Moreau, il ne revit plus jamais le général Pichegru. Il avait, comme on se le rappelle aussi, interdit sa porte à Lajolais. Tous les rapports entre lui et Pichegru étaient donc à-peu près brisés. Roland seul n'avait point encore été chassé. Roland revint le lendemain. Il ramena la conversation sur quelques-unes des idées jetées en avant la veille par Pichegru. Dans une causerie politique, qui était assez naturelle entre le général Moreau et un homme qu'il connaissait depuis sept à huit ans, il ressaisit le texte de Pichegru. Il

parle des malheurs possibles de la descente; des agitations qui en pouvaient naître; des prétentions des Bourbons que ces agitations pouvaient servir; de mille hypothèses dans lesquelles il se perd, et qui, toutes, comme il en convient lui-même, sont traitées par Moreau d'insignes folies. Puis, passant de ses premières idées à d'autres, il demande à Moreau si lui-même il n'avait jamais pensé, en cas de nouveaux troubles, à se saisir de quelqu'autorité. Cette idée parut tellement ridicule à Moreau, qu'il lui répondit en substance avec un sourire de mépris : « Que s'il y avait des troubles, le « Sénat était là; que, quant à lui, il n'était pas un « insensé; qu'il faudrait donc, pour qu'un simple « particulier comme lui, rentré dans la retraite, « isolé des militaires et de tous les hommes en cré- « dit, pût rouler quelque projet ambitieux, que « tout l'Etat fût bouleversé, que le Consul, sa fa- « mille, tous ceux qui étaient alors saisis de quel- « que puissance, n'existassent plus; et que s'il « avait été capable de vouloir du pouvoir, c'eût « été quand il était à la tête des armées. » Il finit là. Roland, ainsi sévèrement éconduit, se retira.

Le général Moreau atteste que voilà l'histoire vraie, l'histoire entière et détaillée de ses relations, de toutes ses relations, de tous ses discours avec Pichegru et Roland. Tout s'est passé entre

lui et Pichegru, entre lui et Roland. Nul n'a assisté à ce qui s'est dit entr'eux ; nul témoin, nul écrit n'en dépose. Pas une ligne, pas un mot tracé de la main de Moreau, n'a fixé une seule des idées qui y ont été exprimées. Pichegru n'est plus, et Pichegru n'a pas dit un seul mot qui démente les assertions de Moreau. Il semble donc qu'ici, non pas seulement en vertu de tous les principes de protection et de faveur pour les accusés, mais encore en vertu des premières notions de la logique ordinaire, il est impossible à tout homme raisonnable de supposer d'autres faits et d'autres discours que ceux qui sont confessés par Moreau.

Comment donc l'acte d'accusation a-t-il pu incriminer ces relations et ces discours; et quelles charges produit-il, à ce sujet, contre le général Moreau ? les voci :

Suivant l'acte d'accusation, il y a eu une autre entrevue que les deux qui ont eu lieu chez Moreau, entre lui et Pichegru ; cette autre entrevue s'est passée, dit-on, à 9 heures du soir, sur le boulevard de la Madeleine. Lajolais en dépose dans l'un de ses interrogatoires. Victor Couchery a dit qu'il a eu connaissance de cette entrevue ; et aux débats, il a expliqué que c'était Lajolais qui le lui avait dit. Bouvet-de-Lozier, dans une déclaration fort extraordinaire, qu'il a signée, quelques mo-

mens après avoir été arraché, dit-on, aux horreurs d'un suicide, dit qu'en effet il s'est rendu en voiture au boulevard de la Madeleine, au jour indiqué par Lajolais, avec Pichegru et autres; que Lajolais est venu prendre Pichegru à la voiture, pour le mener à Moreau, et qu'il y eut entr'eux aux Champs-Elysées une conférenee qui déjà fit présager que Moreau était opposé aux royalistes.

Suivant l'acte d'accusation, Armand Polignac a su, par ouï-dire, qu'il y avait eu une conférence entre Moreau, Pichegru et Georges, à Chaillot.

Suivant l'acte d'accusation, Picot a déclaré qu'un jour Pichegru attendait *quelqu'un* au bord de l'eau, ou aux Champs-Elysées, lequel ne vint pas. M. le procureur-général, en accordant que Moreau ne vint pas, induit cependant de ce que Pichegru attendait quelqu'un, qu'il attendait Moreau, et qu'il ne l'eût pas attendu s'il n'eût pas promis.

Suivant l'acte d'accusation, au dire de Lajolais, Moreau avait donné lui-même rendez-vous à Pichegru le jour où, pour la première fois, il vint chez Moreau.

Suivant l'acte d'accusation, c'est encore Moreau, au dire de Roland, qui avait donné le second rendez-vous chez lui à Pichegru, et qui, même l'envoya chercher par Fresnieres.

Suivant l'acte d'accusation enfin, Moreau, au dire de Roland, et dans la dernière conversation qu'ils eurent ensemble, après avoir repoussé formellement toute proposition de se joindre à un mouvement royaliste, proposa à Roland que les royalistes agissent dans un autre sens, qu'ils fissent disparaître le Consul et le Gouverneur de Paris, et qu'ensuite lui Moreau, qui avait un parti assez fort dans le Sénat, s'en servirait pour obtenir l'autorité, et que l'opinion dicterait ce qu'il faudrait faire.

Il faut répondre par ordre à toutes ces inculpations. La nécessité de s'en justifier est bien déplorable; mais la tâche est bien facile.

Et d'abord, le général Moreau convient d'avoir vu deux fois chez lui Pichegru. A présent, et à côté de cet aveu, qu'il ait ou n'ait pas consenti à voir Pichegru une fois de plus hors de chez lui sur le boulevard de la Madeleine; qu'il ait ou n'ait pas promis d'aller le voir à Chaillot, où il ne l'a pas été voir; qu'il ait ou n'ait pas promis aux Champs-Elysées un autre rendez-vous, qu'il n'a pas tenu; qu'il ait accordé chez lui, sur la demande de Lajolais, qui le lui demandait, un premier rendez-vous à Pichegru, ou que Pichegru soit venu, cette première fois à l'improviste; qu'il ait accordé ou refusé à Roland le second rendez-vous, et qu'il ait

envoyé son secrétaire chercher Pichegru, ou bien qu'il ne l'ait envoyé, au contraire, que pour empêcher Pichegru de venir, en le chargeant d'apprendre de lui ce qu'il voulait lui dire, en vérité, il n'y a rien au monde de plus indifférent.

Il n'y avait pas de crime assurément à promettre à Chaillot et aux Champs-Elysées des rendez-vous auxquels il n'a pas été. Il n'y avait pas de crime à avoir avec Pichegru une entrevue de plus sur le boulevard de la Madeleine, lorsqu'il convient d'en avoir eu deux dans sa maison. Il n'y avait pas de crime à les accorder sur la demande de Lajolais et de Roland. Il n'y avait pas de crime enfin à envoyer son secrétaire chercher Pichegru pour la dernière.

Il y a plus. Si Moreau, au lieu de ne vouloir que dire la vérité, consultait les intérêts de sa défense, loin de repousser toutes ces allégations, il s'empresserait de les accueillir. Car, enfin, si toutes ces versions restaient au procès sans être démenties, elles y resteraient apparemment telles que les racontent leurs auteurs, et toutes elles seraient éminemment justificatives.

Ainsi il faudrait croire Lajolais qui dit que, quand il demanda le rendez-vous du boulevard de la Madeleine (c'était, suivant lui, un mardi), Moreau renvoya le rendez-vous au vendredi, à cause d'une partie de chasse qui cependant manqua.

Quoi ! Moreau a envoyé un émissaire jusqu'en Angleterre chercher Pichegru pour conspirer avec lui. L'émissaire revient : Pichegru est arrivé ; Pichegru brûle du désir de conférer avec son complice, comme sûrement Moreau brûle de son côté de s'aboucher avec Pichegru. Lajolais vient presser cette réunion. Et Moreau renvoie la conférence du mardi au vendredi ! et il la renvoie à quatre jours, parce qu'il a une partie de chasse ! une partie de chasse qui manque ! Certes, voilà une puissante raison de différer une aussi grande affaire, et un conspirateur d'une espèce bien bizarre, qui languit et laisse ici languir les conjurés dans une attente de quatre jours, pour chasser. Pour chasser ! nous nous trompons, pour conserver l'espérance de chasser. Qui donc pourrait ajouter foi, dans de telles circonstances, à un projet de conspiration ?

Il faudrait croire encore les ouï-dires recueillis, soit par Bouvet qui dit qu'il a su que dans cette conférence, Moreau avait donné à présager le refus formel, que, suivant lui, Moreau fit ensuite de se mêler des affaires des royalistes, soit par Victor Couchery qui dit qu'à l'apparition d'un inconnu, lequel, suivant le ouï-dire, était Georges, Moreau se retira, et que l'entrevue avec Pichegru fut courte et froide. Mais si la seule apparition de

Georges mettait Moreau en fuite, Moreau ne voulait donc pas conspirer avec lui! mais si l'entrevue fut courte et froide avec Pichegru, Moreau ne portait donc pas à cette entrevue des dispositions de chaleur pour les projets de ce proscrit! mais, si dès-lors les royalistes purent présager que Moreau ne les servirait pas, comme ils l'avaient espéré d'après les faux rapports de Londres, Moreau n'était donc pour rien et surtout pour nul engagement dans ces rapports!

Il faudrait croire enfin que si Moreau a promis d'aller à Chaillot et aux Champs-Elysées, il n'y a pas été, car l'acte d'accusation en convient lui-même; mais alors, loin d'avoir appelé Pichegru, loin d'avoir quelque chose de commun avec lui, loin de vouloir conspirer ensemble, évidemment il affichait par toutes ces paroles données et violées, par ces prétextes de chasse, par cette froideur portée dans les conférences, la plus excessive répugnance de le voir et de conférer avec lui. Donc Moreau n'était pour rien dans ses projets quels qu'ils fussent.

Si donc le général Moreau dénie tous ces faits, ce n'est pas pour l'intérêt de sa défense; c'est au contraire en opposition avec l'intérêt de sa défense, c'est par respect pour la vérité, c'est parce qu'il ne dépend pas de lui que ce qui n'est pas

soit, c'est parce qu'il ne peut pas convenir qu'il ait promis d'aller ni au boulevard de la Madeleine, ni à Chaillot, ni aux Champs-Elysées, lorsqu'il ne l'a pas promis, c'est parce qu'il ne peut pas convenir d'avoir d'avance accordé à Pichegru ces deux entrevues chez lui, lorsque ces deux entrevues ont été imprévues et refusées.

Il nie d'avoir été au boulevard de la Madeleine, et nul ne dit l'y avoir vu. Georges ne l'a pas vu. Bouvet ne l'a pas vu. Villeneuve ne l'a pas vu. Bouvet et Couchery parlaient de cette entrevue par ouï-dires, et en creusant ces ouï-dires, on croit découvrir qu'ils viennent de Lajolais. Lajolais lui-même avait d'abord paru dire dans ses interrogatoires écrits, que Moreau y était venu. Aux débats, il s'est plaint qu'on avait mal rédigé ses déclarations; il a tergiversé, expliqué, atténué. Il a été évident pour tout le monde qu'il faisait tous ses efforts pour retirer ses premières assertions. Il a dit qu'il croyait y avoir vu le général Moreau, mais qu'il n'en était pas bien sûr; qu'il n'était pas bien sûr qu'il eût accordé ce rendez-vous; qu'il n'était pas bien sûr que Pichegru et lui se fussent joints. Dans quelques momens, nous dirons pourquoi il avait pu faire courir le bruit de ce rendez-vous, et, depuis, le supposer dans ses interrogatoires.

Le général Moreau nie d'avoir été à Chaillot. Les portiers de la maison où logeait Pichegru dans ce faubourg, ont déclaré aux débats qu'ils ne l'y avaient jamais vu, et nul indice, même le plus léger, n'a mis sur la voie de ce fait.

Il nie enfin avoir été aux Champs-Elysées, et l'acte d'accusation en convient; il nie même d'avoir promis d'y aller, et personne, ni témoin, ni accusé, n'a déposé de cette promesse. Il était réservé à l'acte d'accusation de dire qu'on attendait quelqu'un; que puisqu'on attendait quelqu'un, c'était donc Moreau; et que puisque c'était Moreau, il avait promis. Manière de raisonner qui ne mérite pas de réfutation sérieuse! Manière de raisonner qui, en matière civile, serait inconséquente, mais qui devient cruelle lorsqu'il s'agit de la vie des hommes!

Mais pourtant ces bruits ont existé, et Lajolais qui, s'ils ont existé, en semble être l'auteur, a dit que ce rendez-vous de la Madeleine avait eu lieu. Comment expliquer ces assertions de Lajolais et tous les autres bruits de promesses de rendez-vous à Chaillot et aux Champs-Elysées qu'il faudrait lui attribuer? d'une manière fort simple.

Nous avons été forcés de poser plus haut, quoiqu'à regret, une supposition qu'il faut rappeler. Lajolais paraît avoir donné aux royalistes des espérances sur Moreau, et l'utilité, dont il avait

semblé être alors à leurs projets, avait pu lui valoir quelques guinées. Celà était fort bien pour lui tant que les royalistes restent en Angleterre.

Mais ils viennent en France. Lajolais les y suit, ou les y rencontre. Nous ne savons lequel, et ce n'est pas à nous d'examiner ce fait. On ne doute assurément pas que là il n'ait été vivement pressé d'intervenir pour aboucher Moreau avec les royalistes et pour lui faire tenir ses prétendus engagemens. Alors, nécessairement, grand a dû être l'embarras de Lajolais, qui n'avait jamais eu de Moreau ni mission, ni paroles. Mais il n'était pas question de revenir tout à plat sur ses dires, et de confesser aux royalistes qu'il les avait trompés sans nulle intention de conspirer, et pour avoir de l'argent. Alors Lajolais a louvoyé. Il a cherché à se rapprocher de Moreau, et à lui faire faire quelques fausses démarches. N'ayant pas pu y parvenir, il paraît avoir fait des fables et supposé des promesses de rendez-vous ; et d'abord pour calmer l'impatience de Pichegru, il a dit, ce que d'ailleurs la procédure atteste, que Moreau ne pouvait pas donner de rendez-vous parce qu'il avait une partie de chasse. Ensuite Lajolais semble en avoir promis un sur le boulevard de la Madeleine ; il y aura été, il aura dit que Moreau était là, il aura conduit à lui Pichegru ; personne ne le voit, et aux uns il

dit que l'apparition de Georges l'a mis en fuite; aux autres il dit qu'il n'y a eu qu'un mot de dit, et que ce mot présage du refroidissement dans les dispositions de Moreau. Il promet après un rendez-vous aux Champs-Elysées. On y va, personne ne vient. Il prend son parti; lui et Pichegru vont forcer Moreau jusque dans sa maison, et il répand le bruit que Moreau y avait consenti. Voilà, n'en doutons pas, comment Lajolais a été mené malgré lui à mentir presqu'innocemment, sans réelle intention de nuire au général Moreau, et uniquement pour ne pas se commettre trop grièvement avec ceux à qui il avait vendu à Londres ses fables pour subsister. Voilà comment s'explique aussi sa conduite aux débats, où livré à toutes les agitations de sa conscience en présence de cet homme illustre qu'il avait compromis sans le vouloir, tout le monde l'a vu et entendu, pressé qu'il était entre l'intérêt personnel qui le forçait à ne pas se déclarer imposteur, et la probité qui lui ordonnait de ne pas mentir en matière capitale au préjudice du général Moreau, revenir sur ses déclarations, affirmer qu'elles avaient été mal prises, ou qu'en sa qualité d'Allemand, il avait mal choisi ses expressions; atténuer celles qui faisaient charge, confesser qu'il était possible qu'il se fût trompé, que le général Moreau n'eût pas promis de rendez-

vous sur le boulevard de la Madeleine, qu'il n'y fût pas venu, que Pichegru et lui ne s'y fussent pas joints, qu'au reste, il n'avait jamais eu de mission ni d'ordre de Moreau pour Londres. Retour tardif à la vérité, qui, s'il ne répare pas tout le mal qu'ont fait au général Moreau les indiscrétions de Lajolais, doit, du moins, valoir à ce dernier quelque indulgence.

Nous continuons à expliquer les dénégations du général Moreau.

Il nie d'avoir promis le premier rendez-vous chez lui à Pichegru; et indépendamment des variations de Lajolais, la vraisemblance suffit toute seule pour prouver qu'il ne l'a pas promis. Lajolais a observé dès même ses premiers interrogatoires, que cette entrevue a eu lieu un jour, dit-il, où le général Moreau avait du monde. Il est très-vrai que suivant l'usage qui s'est introduit depuis quelques années dans la plupart des grandes maisons de la capitale, le général Moreau avait dans la semaine un jour de société périodique. Ce jour était celui même où vint Pichegru; or, si la visite de Pichegru n'avait pas été imprévue, si le général Moreau en eût désigné l'heure et le moment, assurément il ne l'eût pas assigné au général Pichegru, nous ne disons pas conspirateur, mais au général Pichegru proscrit et ayant, pour sa sûreté person-

nelle, le plus grand intérêt à ne pas être aperçu, un jour de réunion chez lui, sept à huit heures du soir, c'est-à-dire précisément l'heure où la société se formait et où le monde aurait afflué. C'est, du moins, une consolation pour le général Moreau, que presque partout l'accusation qui le concerne, se trouve en guerre ouverte avec le bon sens.

C'est encore le bon sens qui se charge de donner un démenti à Roland, lorsqu'il assure que le général Moreau avait consenti de recevoir Pichegru, lors de la deuxième entrevue, et que pour cela il avait envoyé son secrétaire le chercher. Le général Moreau a, au contraire, soutenu que Roland était venu, comme il en convient, lui demander, pour Pichegru, un rendez-vous refusé par lui Moreau, qui même, pour l'empêcher de venir, et pour se débarrasser des sollicitations de Roland, avait envoyé son secrétaire pour entendre ce que Pichegru voulait lui dire. Dans ces deux versions opposées, quelle est la vraie? Evidemment celle qui ne choque pas le sens commun, c'est-à-dire, celle du général Moreau.

En effet, suivant Roland, que venait-il faire chez Moreau? lui demander un rendez-vous pour Pichegru, et Moreau l'accorde. Eh bien! alors, rien de si simple. Roland vient le demander, Moreau répond qu'il le donne à telle heure; Roland

s'en va avec cette réponse. Pichegru vient à l'heure donnée, soit tout seul, car il était déjà venu chez Moreau et il savait où il demeurait; soit avec Roland qui était déjà dans la confidence. L'intervention du sécrétaire était complétement inutile; car pourquoi eût-il été porter une parole que Roland porterait bien lui-même? Ce n'est pas en pareil cas, et surtout lorsqu'il s'agit d'un proscrit qui se cache, qu'on multiplie sans nécessité les intermédiaires. Si donc cet intermédiaire paraît, en effet, c'est parce qu'il s'agissait d'autre chose que de le rendre le très-inutile double de Roland; c'est, parce que, comme l'a dit le général Moreau, ne voulant pas, à toute force, recevoir Pichegru qui, disait Roland, avait quelque chose de grave à lui dire, et désirant, au contraire, prendre un biais pour se débarrasser de ses importunités, le général Moreau, au lieu de permettre à Pichegru de venir pour lui parler, lui envoyait un secrétaire pour recevoir ses confidences. Toutes les idées de raison et de logique sont donc en harmonie parfaite avec la version de Moreau, tandis que toutes elles contrarient la version de Roland : c'est donc Roland qui ment.

Il ment au reste sur un point bien autrement important. Il est temps d'arriver à cette monstrueuse inculpation dont il est l'auteur, et qui

nous fait, à nous-mêmes, dresser les cheveux, en la rappelant. On se souvient que, suivant l'univoque déclaration de tous les accusés, sans en excepter Lajolais, sans en excepter Roland lui-même, les royalistes, si on leur avait promis le concours de Moreau, avaient été trompés; qu'ils s'en allaient convaincus ici tout d'abord que, dès les premières sourdes tentatives faites sur Moreau, ils avaient acquis la preuve que Moreau ne les seconderait jamais; que sur les insinuations de Pichegru il avait rejeté toute espèce d'idée que, dans l'avenir et dans la malheureuse supposition de la perte du pilote et du retour des orages, il pût vouloir jamais du rétablissement des Bourbons; que Pichegru qui avait pénétré, dans sa causerie politique avec Moreau, cette invincible détermination, était sorti excessivement mécontent de sa dernière conférence avec Moreau, et ne pouvant trouver à cette résistance inconcevable pour lui, d'autre motif qu'une vue d'ambition personnelle, s'était écrié : *je vois bien que ce b..... là a aussi de l'ambition;* que Roland dans sa conférence du lendemain avait remporté la confirmation de cette opinion.

Arrêtons-nous là un instant.

Puisque Moreau ne voulait ni des Bourbons, ni des royalistes, il est bien évident,

Qu'il n'est pas leur complice;

Qu'il ne leur a pas fait faire des propositions à Londres;

Qu'il ne leur a pas promis de les appuyer;

Qu'il ne les a pas appelés;

Qu'ainsi les prétendues relations royalistes avec Pichegru, par l'intermédiaire de David, sont des rêves;

Que la prétendue mission, donnée à Lajolais pour Londres et les princes, est une odieuse fable;

Que tous accords avec Georges et son parti sont d'atroces suppositions;

Qu'en un mot quels que soient les crimes de Moreau contre le gouvernement, il y a réelle, palpable et monstrueuse absurdité à le mettre en jugement pour conspiration royale.

Et qu'était-il besoin de tant raisonner pour prouver qu'il ne peut y avoir trempé! Personne conspira-t-il donc contre sa propre gloire, et contre son propre intérêt? Si le nom de Moreau est fameux en Europe, il l'est par les désastres de là maison de Bourbon; par les victoires remportées sur les rois ses protecteurs et ses alliés; par sa chute qu'a rendue plus certaine la défaite de la coalition qui voulait la rétablir. Et on n'a pas frémi de l'invraisemblance de supposer qu'il eût voulu la rappeler! Quels honneurs, quelles récompenses

obtiendrait-il à son retour! C'est bien alors qu'il aurait à redouter des reproches, des injures et des accusations! C'est bien alors que forcé de flétrir lui-même ses propres trophées, il serait condamné à ne plus rappeler ni une seule de ses actions militaires devenues toutes des crimes, ni les services rendus à la chose publique devenus autant d'actes de rebelle!

Mais de quoi donc, autre chose, est accusé le général Moreau? Il jette les yeux autour de lui sur ces fatales banquettes: qu'y aperçoit-il? Certes! il est loin de vouloir insulter à leur malheur; et qui, d'ailleurs, dans nos troubles civils, peut se flatter d'être pur de toute faute. Mais enfin, il ne voit pas un seul républicain, pas un seul guerrier qui ait été avec lui en communion de conduite et d'opinion. Il voit des royalistes prononcés, restés fidèles à leur parti, inébranlablement et avec une sorte de fanatisme. Il cherche des complices et ne voit que des adversaires et des ennemis. Seul de républicain il paraît parmi eux, et pour comble d'absurdité on n'ose pas même prétendre qu'il se soit associé à leurs projets. On prétend seulement qu'en les repoussant avec énergie, il a cherché à leur inspirer ses fureurs personnelles, et à les faire déserter leur cause pour soutenir et défendre la sienne!

Qui dit cela ?

C'est Roland.

Où en sont les preuves ?

Dans la parole de Roland.

En quoi consiste la conspiration particulière de Moreau ?

Dans une conversation.

Quels complices, quels partisans indique-t-il ?

Aucuns.

Du moins, sans indication de Roland, n'a-t on pas découvert quelques-uns des conjurés que Moreau avait cherché à rassembler ?

Aucuns.

Tous les domestiques de Moreau, beaucoup de ses connaissances ont été arrêtés : parmi eux, nul n'a-t-il laissé échapper d'aveu ?

Aucun.

Tous ses papiers ont été saisis : n'y a-t-on trouvé nulle trace de ce complot particulier ?

Aucune.

Eh quoi ! quelle est donc cette bizarre conjuration sans conjurés, sans témoins, sans moyens, sans preuves, sans indices, et surtout sans complices ?

Roland va nous l'apprendre :

Roland dit que Pichegru qui conspirait pour les royalistes, n'ayant pas pu même, dans sa der-

nière entrevue, expliquer à Moreau ce qu'il attendait de lui, et ayant vu ses simples insinuations repoussées, avait chargé Roland d'aller faire *la fameuse ouverture*. Ce sont les termes de Roland. Elle n'était donc pas faite ! ainsi, la veille encore, Moreau n'était associé à aucun complot, puisque la confidence n'avait pas été commencée. Roland ajoute qu'il la fit ; que Moreau refusa absolument de se mettre à la tête d'aucun mouvement pour les Bourbons. Moreau n'est donc pas coupable de la conspiration qui aurait leur rétablissement pour objet. Roland continue et dit qu'alors Moreau lui proposa que Pichegru agît dans un autre sens, fît disparaître le consul et le gouverneur de Paris, et qu'alors Moreau, qui avait un fort parti dans le Sénat, obtiendrait la dictature et ferait ce que l'opinion dicterait.

Roland pressé, aux débats, par sa conscience, en laissant subsister une partie de sa déclaration, est revenu sur le surplus. Il a dit, par exemple, qu'en effet il ne croyait pas que les mots *les consuls et le gouverneur disparussent*, signifiassent que Moreau désirait qu'on les égorgeât, mais bien qu'ils eussent disparu naturellement, mais bien que Moreau parlant avec lui, ou lui parlant avec Moreau des prétentions que celui-ci pourrait avoir à l'autorité, Moreau avait répondu que

pour qu'il en eût, il faudrait donc qu'il n'y eût plus ni consuls ni aucuns des hommes actuellement investis des dignités publiques. Et qu'on juge d'abord quelle foi mérite un prétendu témoin qui varie sur un récit tellement important; et à quoi tiendrait la destinée des meilleurs citoyens, si elle dépendait de la manière dont le premier misérable expliquerait une conversation vraie ou supposée!

Une conversation! mais cette seule idée déjà fait frémir, qu'une conversation, quelque malveillante qu'elle pût être pour le gouvernement, pût constituer un crime de lèse-majesté. Quoi! on ne reproche pas à Moreau d'avoir fait un seul acte de conjuré. Si son cœur n'est pas pur, sa conduite l'est. Il n'a pas fait une démarche. Il n'a pas séduit un complice. On ne lui en présente aucun. Mais il a mal parlé, à ce qu'assure Roland! Roland serait digne de foi, que Roland pourrait avoir mal saisi, mal entendu, mal retenu ce qui aurait été dit par Moreau. Qui donc a la mémoire assez rigoureusement fidèle pour assurer, après un mois, que tels mots ont été dits dans une conversation, qu'ils y ont été dits dans l'ordre dans lequel on les place, qu'une modification, qu'une inflexion, qu'un correctif échappés à l'attention, n'en sont pas venus dénaturer le sens. Et il suffirait de fu-

gitives paroles pour porter sa tête sur l'échafaud! Non, cela n'est pas possible, sous un gouvernement juste, et celui sous lequel nous vivons, s'honore de l'être. Non! jamais, sous ce gouvernement on ne verra un citoyen condamné pour un crime de mots et sur la parole d'un délateur.

Mais ensuite, quand ce délateur, déjà démenti par l'accusé, est de plus, suivant toutes les règles humaines de juger, un calomniateur, l'accusé est encore bien moins exposé. Or ici qu'on daigne peser, au poids de la vraisemblance, les mensonges de Roland!

Roland, suivant lui-même, aurait été l'émissaire d'un parti royaliste. Suivant lui-même aussi, et si Moreau a reçu les confidences de Pichegru, il aura su que Pichegru agissait de concert avec Georges et son parti, c'est-à-dire avec les plus ardens et les plus fidèles partisans de la maison de Bourbon. Et on veut que Moreau, en réponse aux propositions que lui faisait de la part de ce parti, soit Pichegru, soit Roland, ait répondu : « Je ne servi-
« rai jamais les princes de Bourbon. Mais que les
« royalistes agissent d'abord. Je ne me mêlerai pas
« du mouvement. J'en attendrai le succès. Qu'ils
« égorgent le consul, et le gouverneur de Paris;
« puis, quand le danger sera surmonté, quand le
« mouvement aura réussi, quand les royalistes se-

« ront les maîtres, quand ils auront surmonté tous « les obstacles, au lieu de proclamer le roi pour « lequel ils se dévouent, ils renonceront à ce pro- « jet pour lequel seul ils conspirent; ils m'appelle- « ront; pour moi, je paraîtrai alors pour recueillir « le fruit de leurs périls, j'irai au Sénat et je me « ferai dictateur. » Jamais idée plus folle pouvait-elle tomber dans une tête humaine, que celle de supposer que tous ces purs royalistes deviendraient déserteurs de la cause de leur roi, pour devenir les soldats du dictateur Moreau !

Roland en impose donc encore plus aux lois du bon sens qu'à celles de la vérité : et il ne peut être cru sur aucune partie de ses déclarations, d'abord, parce que dans le choc de deux seules voix, la voix de l'accusé doit prévaloir, et ensuite parce que l'imposture est palpable, surtout Roland ayant varié aux débats sur ces déclarations.

Il en impose d'autant plus évidemment que, suivant lui, Moreau lui aurait dit qu'il avait un fort parti dans le Sénat. Or, indépendamment de l'invraisemblance que jette sur l'allégation cette injure faite au premier corps de l'Etat, le général Moreau demande comment il se fait qu'il n'y ait pas de sénateurs mis en jugement avec lui.

Mais, objecte-t-on, quel peut être l'intérêt de Roland?

L'intérêt de Roland?

Cet intérêt peut être double; et d'abord il pourrait n'être autre que celui d'un vil délateur qui aurait rêvé une fausse accusation pour mériter un grand salaire. Et peut-être si nous voulions nous arrêter à cette supposition, ne la trouverions-nous pas destituée de tout fondement, en remarquant de quelle espèce de complaisance cet accusé est devenu l'objet. Tous les autres ont été jetés dans les prisons du Temple. Lui seul, provocateur, dans son système, de Moreau et par conséquent plus coupable que lui, a été placé à l'Abbaye, où il a constamment reçu son conseil, ses amis, ses lettres, tandis que tous les autres étaient au secret le plus rigoureux.

Si au reste cette supposition est erronée, s'il est un conspirateur véritable, il peut avoir un autre intérêt, celui d'essayer, par de grandes délations, de désarmer la sévérité de la loi et d'apaiser l'autorité. Déjà dans l'un de ses interrogatoires lui fut insinuée une idée de clémence, et une distinction qui pouvait adoucir son sort. « Si vous « ne déclarez rien, lui a-t-on dit, vous serez re-« gardé comme complice. Si vous déclarez, vous « pourriez être considéré comme confident. » Peut-être n'en a-t-il pas fallu davantage pour inspirer à une âme basse et fausse le projet de se sauver

par des mensonges, puisqu'il ne pouvait livrer des vérités.

Roland ne peut donc être cru, car il est co-accusé et suspect.

Il ne peut être cru, car il ne présente nulles preuves, nul indice à l'appui de ses assertions.

Il ne peut être cru, car la vraisemblance le dément.

Il ne peut être cru, car de fugitives paroles sont trop susceptibles d'altération, pour que nul puisse de bonne foi assurer qu'elles ont été dites dans cet ordre et avec un tel sens absolu.

Dès lors toutes les preuves de la conspiration reprochée à Moreau, consistant dans l'unique déclaration de cet accusé, Moreau doit être absous.

Il reste à dire quelques mots sur une autre espèce de délit qu'on lui imputerait; celui de n'avoir pas du moins dénoncé la conspiration royaliste.

V.e GRIEF.

Le général Moreau n'a pas dénoncé la conspiration.

Pour dénoncer un crime, il faut que celui à qui l'on impose le devoir d'en faire la dénonciation, n'ait rien ignoré du fait qui le constitue, du but

que l'on se proposait, des moyens employés ou prêts à l'être, de la participation de ceux qui doivent concourir à leur exécution.

La loi l'attend pour le punir comme calomniateur, s'il a dénoncé sans preuves, s'il ne peut pas montrer le délit qu'il révèle, ni convaincre le coupable qu'il indique.

Le dénonciateur est donc juge nécessaire du délit que la loi l'invite à découvrir.

Si le délit n'est pas manifeste, si ses circonstances et ses auteurs sont vagues et incertains, la société ne demande rien du civisme de ses membres.

Il s'agit ici d'une vaste conspiration contre l'Etat.

Une telle conspiration ne se conçoit que lorsque des individus se réunissent, se communiquent leurs idées, leurs désirs, leurs espérances, qu'ils rédigent un plan à l'exécution duquel tous promettent de concourir, que chacun se charge d'un rôle et le remplit, que les efforts de tous sont dirigés vers un but commun, que parmi eux s'établit une organisation, des chefs qui donnent des ordres, des instructions, et que l'on institue des agens qui exécutent ces ordres, qui se conforment à ces instructions.

Le général Moreau n'a point connu de pareille conspiration :

Il a vu Pichegru et Roland : voilà tout.

Personne n'a entendu les deux conférences entre le général Moreau et Pichegru.

Lui seul peut donc les apprendre.

Il a suffisamment établi que tout fut insignifiant dans sa première entrevue.

Et on se ressouvient que la seconde se composa de questions qui pouvaient annoncer que Pichegru désirait trouver un moyen de ramener sur le trône, dans l'avenir et dans certaines suppositions fort éloignées, l'ancienne famille des Bourbons.

Mais quand il connut au premier mot l'éloignement insurmontable du général Moreau pour cette famille, Pichegru a tu et a dû taire le surplus de son secret.

S'il avait un plan, des complices, des moyens d'exécution, il les a nécessairement cachés à celui qui refusait d'écouter ses projets, et de s'associer à leur sort.

Le général Moreau n'a connu que cette idée vague, et qu'il trouva ridicule, de vouloir restituer aux Bourbons une couronne à jamais perdue pour eux.

Roland, lui-même, Roland confesse que, le 17 pluviôse, il ne lui en apporta pas d'autre.

Il ne parle nulle part d'un plan organique de conspiration confié au général Moreau.

Si aussi mal instruit, et n'ayant ni pu ni voulu l'être davantage, le général Moreau eût dénoncé, que fût-il arrivé : ou Pichegru se fut déjà éloigné de Paris, ou on l'y eût encore trouvé.

Dans le premier cas, la dénonciation ne produisant pas d'effet, elle eût été blâmée.

Dans le second, Pichegru déniant tout, et aucune pièce ne venant l'accuser, le général Moreau, resté seul au milieu de sa dénonciation, eût été considéré comme calomniateur.

Voudrait-on par hypothèse, et sûrement elle est bien gratuite, agrandir un moment la sphère de ce qui a été révélé au général Moreau, et supposer qu'il a connu une conspiration entière et d'une exécution possible et même prochaine ? ah! sans doute, alors le général Moreau aura manqué aux devoirs que la société impose à chacun de ses membres, en ne songeant pas à découvrir à l'autorité le gouffre qui se creusait autour d'elle pour l'anéantir.

Le général Moreau gardant le silence, aura pu paraître un citoyen insouciant.

Mais sera-t-il un citoyen criminel auquel les lois réservaient un châtiment ?

Non :

Nous ouvrons le Code Pénal, du 21 septembre 1791; nous ouvrons le Code des délits et des peines, du 3 brumaire an 4, et dans la nombreuse série de toutes les punitions réservées à chaque genre de délit et de crime, nous ne voyons rien qui classe les leurs parmi les actes d'une conspiration; rien par conséquent qui les punisse.

La connaissance d'un crime quel qu'il soit et sa non révélation ne reçoivent pas de qualification : nulle part ils n'y sont placés.

Ces deux lois constituent seules cependant notre législation pénale.

Depuis leur promulgation, on ne reconnaît plus pour crimes ou pour délits que les faits qu'elles ont déclarés tels.

Toute action à laquelle ils n'ont pas imprimé ce caractère, peut être répréhensible.

L'opinion peut la condamner, mais la loi ne la juge pas.

Peu importe qu'une loi ancienne donne à un fait le caractère de délit; si le code nouveau plus indulgent ou plus sage, n'a pas recueilli sa disposition, le fait ancien n'est plus criminel.

C'est le Code pénal lui-même qui l'a dit ainsi.

« Si, porte son dernier article, le fait est qualifié « crime par les lois anciennes et par le présent dé-« cret, l'accusé qui aura été déclaré coupable,

« sera condamné aux peines portées par le présent « Code. »

Ce qui exprime en termes formels que les qualifications de crimes indiquées par les lois antérieures ont cessé de rester telles, si le Code ne les renouvelle pas.

Et ce qui aboutit à cette idée plus simple encore que nous avons énoncée tout-à-l'heure, qu'il n'y a de délit et de punition que ceux qui sont désignés dans le Code pénal.

En ne permettant d'infliger de peines que celles qu'il détermine, il abroge toutes celles qui pourraient exister avant lui.

Impossible, d'après cela, d'aller fouiller dans les anciennes chartres pour en extraire des lois qui infligent à ceux qui ne dénoncent pas les conspirations, les mêmes châtimens qu'aux conspirateurs.

Nous savons bien qu'une loi pareille fut rendue par le plus soupçonneux des rois, par Louis XI, en 1477.

Nous savons bien que le cardinal de Richelieu en fit servir le texte à sa vengeance dans le procès contre l'infortuné de Thou, procès qui en rappelant le nom exécré de Laubardemont, rappelle aussi toutes les horreurs dont il fut le ministre.

Mais qu'importe cette loi depuis long-temps rentrée dans le néant !

Elle ne s'exécuta qu'une fois.

Jamais elle ne fut renouvelée, jamais confirmée par aucun des successeurs de Louis XI.

Ni la fameuse ordonnance de 1539, fabriquée par le chancelier Puget pour perdre l'amiral Chabot; ni les ordonnances d'Orléans et de Blois, ni aucunes autres ordonnances connues depuis 1477, ne portent de dispositions semblables.

Nous n'aurions pas ici une législation spéciale, subvenant à tous les cas, et n'autorisant de condamnation que celles qu'elle prononce, que sans doute il ne serait pas à craindre qu'au milieu d'un gouvernement dont la législation est établie sur les mœurs publiques, et qui a donné un Code civil à la France, on ressuscitât une loi violente que le silence des siècles a condamnée à un oubli éternel, que l'exécration de la postérité a poursuivie dans l'application qu'elle eut une seule fois, et que l'œuvre de la vengeance et du despotisme fût relevée sous le règne de la liberté et au milieu du temple des lois.

En terminant cette triste défense, qu'il nous soit permis d'exprimer enfin un sentiment qui a pesé sur notre cœur pendant tout le temps que nous l'écrivions.

Moreau est accusé d'avoir voulu ravir la puissance suprême, et d'avoir conspiré contre l'empereur.

Non, nous en jurons par l'honneur et la gloire, Moreau n'est pas coupable. Non, Moreau n'a pu vouloir nous rejeter dans toutes les horreurs d'une révolution nouvelle, lui qui sait trop quel monstre dévorant est une révolution, puisqu'elle lui a ravi son père, tandis que le fils gagnait des batailles. Non, Moreau n'a pu désirer la ruine de ce pays où son nom vit avec tant d'éclat. Lui si modeste, si exempt de toute ambition quand il fut saisi de tous les moyens de régner, il n'a pas voulu régner quand il n'en avait plus les moyens. Lui, si éloigné de toute jalousie contre les rivaux médiocres que d'inhabiles gouvernemens lui ont préféré, il n'a pu porter envie à ce génie privilégié que la providence semblait avoir formé pour être le régulateur d'un grand empire, et auquel on peut céder sans honte, tant sont brillantes encore les places inférieures à la sienne. Eh! quoi donc! lorsque tous les rois de l'Europe briguent son alliance, lorsqu'il a créé des états et distribué des couronnes, a-t-on pu croire un instant qu'une pensée de rivalité pût entrer dans le cœur de cet homme qui, quelles que fussent ses opinions en abstraction sur la forme du gouvernement de son

pays, a cru prouver pendant douze ans qu'il rendait fidélité au gouvernement institué par le vœu national. Il a obéi à Joubert, à Scherer, à ce peuple de héros; il n'a pu s'indigner d'obéir à leur chef.

BONNET, BELLART, PERIGNON, *conseils judiciaires.*

OBSERVATIONS ADDITIONNELLES.

Au milieu du grand nombre de moyens qui repoussent loin du général Moreau toute accusation, il en a été omis plusieurs. Nous voulons en présenter un ou deux qui sont importans.

Déjà on a fait remarquer dans le Mémoire et dans la plaidoierie combien étaient exempts de reproches les rapports entre le général Moreau et l'abbé David. La lettre du général à ce dernier (1) est une très-claire justification de ces rapports. En dix lignes on y trouve :

Une noble explication de la conduite du général sur les événemens qui avaient précédé le 18 fructidor an 5;

L'opinion de Moreau sur le blâme que pouvait avoir mérité Pichegru par sa conduite pendant les

---

(1) Lisez cette lettre, page 315.

trois dernières campagnes (1), en restant lié avec les ennemis de la France;

Et cependant la déclaration louable et généreuse, qu'il voudrait être utile à Pichegru, et qu'il serait bien éloigné d'être un obstacle à sa rentrée en France.

Il faudrait fermer les yeux à la lumière, pour ne pas voir qu'il n'y avait là rien de coupable, rien de relatif à une conspiration, mais tout à-la-fois amour, attachement à son pays, et procédé généreux envers le malheur.

Il faut ajouter pourtant que la preuve de l'innocence de ces rapports est encore mieux démontrée aujourd'hui que l'abbé David explique clairement qu'il fit part de son projet de réconcilier Moreau avec Pichegru, et d'obtenir la rentrée en France de ce dernier, à plusieurs généraux distingués et hors de tout soupçon, et à des citoyens très-recommandables, et que l'abbé David n'agit que d'après leur assentiment; aujourd'hui qu'il est

---

(1) Cela est exprimé par ces mots remarquables: « Qu'il avait *bien regretté que le parti qu'avait* « *pris Pichegru dans les trois dernières campa-* « *gnes eût confirmé cette opinion,* » (qu'il fût impliqué dans la conjuration de fructidor.)

prouvé encore que ces mots : « Si vous pouviez « m'apporter *un petit mot de l'ami*, cela me ferait « grand plaisir », qui se trouvent dans une lettre de Pichegru à David, ne s'appliquent point à Moreau, comme on avait pu le soupçonner d'abord, mais à un sénateur qui a autorisé à plaider ce fait en son nom, et qui même a en effet envoyé ce petit mot désiré, c'est-à-dire, une lettre à Pichegru, son ancien compagnon d'infortune, lettre qui a été trouvée dans les papiers de l'abbé David lors de son arrestation.

Un autre objet plus important est relatif à l'accusé Roland dont l'imposture atroce perce de toutes parts dans le discours affreux, mais absurde, qu'il suppose au général Moreau.

L'invraisemblance, la fausseté palpable, l'impossibilité du fait sont déjà démontrées être le caractère de l'assertion de Roland. Mais ce discours qu'il prête au général Moreau a tellement navré son âme loyale et généreuse, qu'il exige qu'on développe ici des circonstances qui ne sont qu'indiquées dans le Mémoire, et qui anéantissent toute crédibilité à cette déclaration.

L'interrogat (1) qui amène la réponse de Ro-

(1) Interrogatoire subi par Roland, le 29 pluviose dernier, devant le conseiller d'Etat Réal.

land, où se trouve la phrase imputée au général Moreau, et la réponse même de Roland sont nécessaires à comparer pour faire connaître comment l'un devait nécessairement amener l'autre, comment il était impossible que Roland ne saisît pas une voie de salut qu'il a cru lui être ouverte, comment il est vraisemblable même que Roland avait offert d'avance de payer son salut par une atroce calomnie.

A une première question au sujet d'une conférence racontée par Pichegru à Roland, celui-ci répond : « Il y a déjà quelque temps que cette con-« versation a eu lieu, *je ne pourrais assurer* que « ce qui me fut dit alors *est resté bien fidèlement* « *dans ma mémoire, et je pourrais me trom-* « *per.* »

Ici vient se placer un interrogat qui occupe trois pages de l'interrogatoire, où l'on annonce à Roland qu'on sait tout ce qu'il a dit et fait; que l'on connaît ses conférences avec Pichegru; on lui apprend que son appartement était disposé tellement que, malgré toutes les précautions, le secret a été trahi, et l'interrogat finit ainsi : « Prenez bien garde « qu'en continuant de garder le silence, vous ne « priverez pas la justice de la connaissance d'au-« cun des faits qu'il importe de connaître; mais « vous nous forcerez à penser *qu'au lieu d'être*

« *le confident*, vous êtes *le complice* des hommes
« que la justice poursuit. Je vous engage donc à
« parler plus franchement, et à me dire non seu-
« lement tout ce que Pichegru vous a dit de cet
« entretien; mais ce que vous avez appris de Mo-
« reau, chez qui il sera prouvé que vous avez été
« le second jour que Pichegru a logé chez vous; on
« vous a entendu parler par le même moyen; dire à
« Pichegru que *Moreau avait un grand parti*
« *dans le Sénat*; *qu'il était, lui Moreau, à*
« *la tête d'un mouvement contre le Consul et*
« *le gouverneur de Paris, et qu'il s'agissait des*
« *Bourbons.*

« Je vous somme, en conséquence, de vous ex-
« pliquer sur tous ces faits, et de me donner sur
« toutes ces conférences la vérité toute entière. »

C'est à cette question, ainsi faite, que Roland qui *craignait de se tromper*, qui redoutait *l'infidélité de sa mémoire*, retrouve tout-à-coup ses souvenirs, bannit ses scrupules insensés, et suit la marche indiquée. Il énonce dans sa réponse des faits faux, mais dont désormais il espère bien de n'être plus regardé *comme complice*, et seulement *comme le confident*, et notamment que Moreau lui a dit avoir *un fort parti dans le Sénat..... qu'il pourra en obtenir l'autorité*; *que pour cela il faudrait que le consul, etc. etc. disparussent.*

Qui ne voit dans toute cette corrélation entre la question et la réponse, combien est dénuée de toute crédibilité cette affreuse assertion de Roland?

Roland, qui, jusque-là, n'avait rien dit, mais qui, très-lié avec Pichegru, l'ayant logé chez lui, atteint d'autres preuves, croit avoir tout à craindre, aperçoit dans la question qui lui est faite, un moyen de n'être pas considéré *comme complice.* Une bonne calomnie, et il est sauvé. Il se décide facilement. Non, indépendamment de la qualité d'accusé, de l'isolement absolu de la déclaration qui l'annullent, il est évident qu'elle serait anéantie par la position seule de l'accusé qui croit par là racheter sa vie par une coupable fable.

Allons plus loin. Qui donc avait (avant Roland) révélé tout ce qui est annoncé dans l'interrogat?

Ou bien c'était d'autres témoins:

Ou bien c'était Roland lui-même.

Si c'était d'autres témoins, pourquoi ne les a-t-on jamais vus? pourquoi n'ont-ils pas été entendus.

Si c'était Roland, (et ceci est aussi vraisemblable), qui ne voit qu'il aura été bassement marchander son salut, en promettant des révélations, et qu'il aura composé ensuite intérieurement le mensonge sauveur auquel il avait le courage de se résoudre.

Au reste, tout cela même serait surabondant.

Roland est seul, et il affirme un fait.

Le général Moreau le dénie.

Roland est accusé, et d'après tous les principes et toutes les autorités, sa déclaration ne peut faire ni preuve, *ni même indice*.

On suppose que Moreau a voulu s'emparer du pouvoir.

Son caractère, ses habitudes, sa retraite presqu'absolue, son éloignement de tous les hommes en place, l'absence dans l'accusation de toute personne qui fût dans son intimité, ou même de sa connaissance, l'invraisemblance qu'il eût fait une telle proposition à des partisans fanatiques des Bourbons, font évanouir sans retour cet absurde grief.

Quel homme juste, quel esprit impartial, résistera à tant et à de si claires démonstrations ?

BONNET, BELLART, PÉRIGNON, *Conseils judiciaires.*

N.° VII.

Procès-verbal, ou Récit de ce qui s'est passé d'extraordinaire à la chambre du conseil de la Cour de justice criminelle.

Le 21 prairial de l'an 12, à midi, la délibéra-

tion de la Cour, en suivant l'ordre des accusés, tomba sur le général Moreau.

M. Thuriot, comme juge instructeur et rapporteur, prit la parole le premier; il développa longuement les faits à la charge de ce général, et finit par conclure qu'il y avait culpabilité, et qu'il était d'avis de la condamnation à la peine capitale, suivant l'article 612 du Code des délits et des peines, bien persuadé, ajouta-t-il, que le condamné ne mourrait pas, et qu'il aurait sa grâce.

M. Dameuve énonça ensuite une opinion contraire; il développa une grande partie des moyens qui établissaient cette opinion, et finit par dire : « Je n'ai pas pu me recueillir suffisamment pour « débattre devant vous tous les faits à charge et « ceux à décharge; mais, votant comme juré, en « mon âme et conscience, je crois le général « Moreau non coupable, et mon avis est de l'ac- « quitter. »

M. Clavier, après avoir développé dans un discours écrit, les motifs de son opinion, déclara qu'il était du même avis que M. Dameuve.

M. Granger, toussant et parlant avec infiniment de lenteur, s'appuya sur une très-grande partie des motifs et des faits reconnus faux ou inexacts dans les débats (faits et motifs abandonnés même

par le procureur-général et par le rapporteur), pour déclarer le général Moreau coupable, et passible de la peine capitale.

M. Selves, au tour duquel c'était à parler, se leva, sortit quelques instans, et rentra pour donner une opinion verbale, conforme, pour la conclusion, à celle de MM. Granger et Thuriot.

M. Laguillaumie déclara, après avoir développé les motifs de son opinion, qu'il ne regardait pas le général Moreau comme coupable, et vota comme MM. Clavier et Dameuve.

M. Lecourbe, après avoir développé son opinion, déclara qu'il était d'avis d'acquitter le général Moreau.

M. Bourguignon vota comme MM. Thuriot, Granger et Selves; il chercha surtout à répondre aux raisons données par les partisans de l'opinion contraire; ses raisonnemens partaient de sa tête et non de son cœur.

M. Rigault vota comme MM. Lecourbe, Laguillaumie, Clavier et Dameuve, après avoir très-bien développé son opinion.

M. Desmaisons dit: « En mon âme et conscience « je crois le général Moreau non coupable, et mon « avis est de l'acquitter. »

M. Martineau, président, vota comme MM. Desmaisons, Rigault, Lecourbe, Laguillaumie,

Clavier et Dameuve, pour acquitter le général Moreau.

Enfin M. Hémart, premier président, vota la culpabilité, comme MM. Bourguignon, Selves, Granger et Thuriot; il présenta ensuite des considérations politiques et d'ordre public, afin de ramener s'il était possible, à son avis, la majorité qui s'était prononcée pour la non-culpabilité.

Plusieurs juges demandent ensuite la parole: M. Lecourbe observe qu'il y avait sept voix contre cinq, qu'ainsi le général Moreau était acquitté; que c'était une affaire consommée, et qu'il fallait mettre en délibération la culpabilité de l'accusé suivant dans l'ordre fixé par l'acte d'accusation: là-dessus grands débats. Le président Hémart menace de rompre la délibération; il refuse de clore la discussion; il veut que l'on entende ses observations et celles des membres qui pensent comme lui; il interdit la parole à M. Lecourbe; celui-ci somme le greffier Fremyn de rédiger le jugement, et le déclare responsable de son refus d'exécuter la loi; nouveaux débats, nouveaux cris. Hémart menace de nouveau de rompre la délibération et de se retirer; il interdit de nouveau la parole à Lecourbe, à Rigault, et aux partisans de la majorité. Bourguignon et ceux de la minorité insistent pour avoir la parole, et faire des observations;

Bourguignon pose en principe que la minorité a le droit de faire entendre ses raisons à la majorité. « Oui, lui répond Lecourbe, lorsque les juges ou « les jurés sont forcés d'être unanimes, lorsque les « avis n'ont pas été développés pendant six heures, « et surtout lorsque la majorité est de l'avis de la « condamnation : ce qui ne se rencontre pas ici. » Malgré cela, le premier président maintient la parole au rapporteur; les juges en majorité pour acquitter, se calment, dans la crainte de quelqu'événement fâcheux, et consentent à entendre Thuriot. Celui-ci cherche à rembrunir le tableau; Hémart appuie ses raisonnemens; ils prennent alternativement la parole, ils n'osent pas dire tout-à-fait : *Nous voulons que vous le condamniez, vous êtes dans une position qui force la condamnation;* mais ils le laissent clairement entendre. Persuadés qu'ils sont les organes et les confidens du gouvernement, ils cherchent à faire passer dans l'âme de leurs collègues, les craintes et les espérances qui les assiégent; ils menacent, ils annoncent que l'on va exciter une guerre civile en France, que l'acquit du général Moreau est le renversement du gouvernement établi; qu'on donne tort gratuitement à ce gouvernement pour le rendre odieux, et faire croire que l'arrestation et la mise en jugement de Moreau n'étaient que le résultat

de la vengeance et d'une politique machiavélique, comme on l'avait déjà dit; ils observent que les puissances étrangères attendent ce jugement pour reconnaître l'empereur, que des préliminaires importans sont à ratifier entre la France et une autre puissance, et qu'un jugement d'acquit peut tout faire rompre. Thuriot ajoute : « Vous voulez mettre « en liberté Moreau : il n'y sera pas mis; vous for- « cerez le gouvernement à faire un coup d'Etat, « car ceci est une affaire politique plutôt qu'une « affaire judiciaire, et il faut quelquefois des sa- « crifices nécessaires à la sûreté de l'Etat. » Granger répéta cette dernière idée d'une manière encore plus forte, en faisant entendre que l'on *devait condamner*, en ce cas même, *un innocent*. La majorité, placée entre sa conscience et des menaces, entre sa conscience et le gouvernement qu'on l'accuse de vouloir renverser ou trahir, entre sa conscience et la crainte réelle qu'elle éprouve pour le général Moreau et pour elle-même, reste calme et se tait; elle essaie cependant encore de faire lâcher prise aux partisans de la mort, en leur faisant des observations modérées.

Lecourbe dit : « Il est bien étonnant que la mi- « norité, soutenue par le directeur des débats (le « premier président), viole ouvertement le prin- « cipe humain et conservateur que tous les juges

« viennent à l'instant même de reconnaître et de « consacrer (1), relativement au jeune Polignac; « vous devez considérer comme acquise à l'accusé « la voix qui lui est favorable; vous ne pouvez ni « ne devez donc plus insister pour le faire condam- « ner par les juges qui ont été d'avis de l'absoudre; « cependant pour un illustre citoyen persécuté, « vous changez subitement de conduite : c'est un « crime de lèse-humanité, qu'aucune considération

---

(1) Il est bon d'observer que six voix sur douze avaient été pour l'avis de sauver la vie au jeune Polignac, et que cependant Thuriot avait repris la parole pour chercher à le faire condamner. Un juge observa que cette manière d'opiner était inusitée et inhumaine; que, dans les parlemens autrefois, la voix favorable à l'accusé lui était acquise *ipso dicto ;* que les présidens ne pouvaient jamais demander de nouveau au juge qui l'avait donnée, quel était son avis, ou s'il en changeait; et que l'on demandait par trois fois, mais seulement aux juges qui condamnaient, s'ils persistaient dans leur opinion. M. de Laguillaumie, ancien membre du parlement de Paris, attesta ce fait; et tous les juges consentirent à l'instant de s'y conformer : Thuriot n'insista plus, et le jeune Polignac fut seulement condamné à deux ans de prison.

« humaine ne peut excuser. » Le premier président fit encore de nouvelles observations, menaça de nouveau de rompre la délibération, interdit la parole à Lecourbe, et persista à exiger que la délibération fût continuée. Granger dit alors que, si l'on pouvait concilier ce que l'on devait au gouvernement avec l'opinion de la majorité, il verrait prendre cette mesure avec plaisir en considération du général Moreau; il proposa donc de le déclarer coupable, mais excusable, et de lui appliquer trois mois de prison. M. Laguillaumie se rangea à cet avis, par attachement pour le gouvernement, quoique bien persuadé de l'innocence de Moreau; M. Clavier, persuadé qu'il rendait service à Moreau, et que peut-être il lui sauvait la vie, malgré la conviction de son innocence, se rangea néanmoins à la même opinion. On se récria sur une transaction impie qui, pour plaire à quelques hommes en place, flétrissait comme coupable un brave général innocent. Thuriot apostropha alors Lecourbe, en lui disant que c'était lui qui avait ourdi tout cela, et qu'il aurait dû se récuser dans cette affaire. Lecourbe répliqua qu'aucune loi ne l'obligeait à se récuser; qu'aucune considération favorable ou défavorable ne le forcerait jamais à voter contre sa conscience; que M. Thuriot lui faisait plus d'honneur qu'il ne méritait; que ses collègues avaient leur

opinion, et que c'était les insulter que de donner à entendre qu'ils eussent pu en changer au gré du plus jeune de leurs collègues : il les interpella tous publiquement pour qu'ils eussent à déclarer si jamais il avait cherché à les capter d'une manière quelconque : leur déclaration fut unanime pour la négative. Cet incident terminé, le premier président demanda l'avis de M. Dameuve; celui-ci observa qu'étant convaincu de l'innocence du général Moreau, il ne pouvait se déterminer par aucune considération humaine à le déclarer coupable; observant toutefois que, d'après le principe consacré à l'occasion du jeune Polignac, il ne pensait pas qu'on dût lui demander une seconde fois son avis. Selves et Thuriot se rangèrent à l'opinion de Granger. Il était près de huit heures du soir, les juges dînèrent à la deuxième chambre du conseil, et remontèrent une demi-heure après à la chambre des délibérations. Pendant le dîner il y eut beaucoup d'allées et de venues, de colloques particuliers, et de rapports avec le cabinet du président.

Quand on eut repris séance, M. Lecourbe obtint la parole à son tour, et dit : « Avant de vous donner mon opinion sur la nouvelle proposition qui « a été faite, je dois répondre à quelques réflexions « données par les préopinans, et notamment par

« le rapporteur. 1.° On a dit que les défenseurs de « Moreau avaient avoué que ce général s'était at- « tiré son arrestation, et peut-être sa mise en accu- « sation, et qu'ainsi il y avait une espèce d'aveu de « culpabilité. Je ne pense pas de même: il est évi- « dent, et j'en ai la certitude, que cet aveu n'a « été fait que par déférence pour le gouvernement, « afin de lui sauver, aux yeux du public, l'odieux « de l'arrestation et de la mise en accusation, et « pour présenter une pierre d'attente à la récon- « ciliation de Moreau avec le chef de l'Etat, récon- « ciliation à laquelle je sais qu'on travaille. (Ici « M. Thuriot observa que M. Lecourbe était bien « savant sur cet objet). M. Lecourbe repartit: que « ce qu'il avançait était un bruit à peu près public « qui lui avait été rapporté, et qu'au surplus *Mon- « sieur Thuriot en savait encore bien plus que « lui dans cette affaire.* »

« 2.° On a observé que le Sénat, le Tribunat et « le Corps-législatif, avaient reconnu la culpabilité « du général Moreau, et qu'en donnant une déci- « sion contraire, c'était fronder l'opinion des autori- « tés les plus respectables. Je ne pense pas que l'on « puisse abuser plus étrangement des mots et des « choses; le Sénat, le Tribunat et le Corps-législa- « tif, n'ont pas été appelés à prononcer comme « juges sur la prétendue conspiration, et sur la cul-

« pabilité de Moreau : ainsi, dire qu'ils ont pro-
« noncé, c'est dire une sottise; mais il y a plus, on
« a calomnié, par ce propos, les trois corps les plus
« respectables de l'Etat; il y a eu des communica-
« tions de la part du gouvernement à ces trois corps,
« sur la conspiration; ils ont félicité le chef de l'Etat
« d'être échappé au danger qu'il avait couru; mais
« on sent bien que ces félicitations ne sont que des
« politesses d'étiquette et des actes de déférence
« dues au premier consul, et non pas un jugement
« quelconque sur l'existence de la conspiration et
« sur la culpabilité des prévenus : sans cela, il eût
« été inutile de soumettre l'affaire et les accusés à
« une cour de justice criminelle.

« 3.° On a dit qu'en acquittant Moreau, nous
« allions empêcher les puissances étrangères de re-
« connaître l'empereur, et arrêter la signature de
« préliminaires importans avec une grande puis-
« sance. Je ne sais pas à quel point messieurs Hé-
« mart et Thuriot sont dans la confidence du chef
« de l'Etat; mais je sais très-bien qu'il ne confie pas
« aisément ses secrets, surtout des secrets de cette
« importance : d'ailleurs un mot répond à tout cela.
« Nous sommes juges et non pas diplomates, et
« nous nous couvririons d'infamie en sacrifiant
« notre conscience à des considérations entière-
« ment étrangères, surtout si nous faisions attention

« qu'on les met en avant sans preuve et sans au-
« cune espèce de probabilité.

« 4.° On a dit que nous allions allumer la guerre
« civile et provoquer le renversement du gouver-
« nement, en acquittant Moreau. Je me rappelle
« parfaitement avoir entendu dire au rapporteur
« que Moreau aurait sa grâce, s'il était condamné.
« Pourquoi donc serait-il plus dangereux pour le
« gouvernement, étant acquitté qu'étant grâcié?
« c'est donc une flétrissure gratuite que l'on vou-
« drait imprimer à un général estimable et estimé;
« une condamnation injuste serait plutôt capable
« d'exciter du trouble qu'un honorable acquitte-
« ment. Nous nous couvririons d'ignominie pour
« donner au chef de l'Etat le plaisir de grâcier
« un innocent. Quelle effroyable proposition! Au
« surplus, le peuple attend avec intérêt la fin
« de ce procès; mais je pense que c'est le calom-
« nier que de lui supposer de mauvaises inten-
« tions.

« 5.° On a dit que c'était ici une affaire politique
« plutôt qu'une affaire judiciaire; que Moreau ne
« serait pas mis en liberté; qu'on forcerait le gou-
« vernement à faire un coup d'Etat, etc. Tous ces
« propos me paraissent calomnier le gouvernement
« lui-même; nous sommes d'ailleurs juges, et nous
« devons juger en juges, et non en politiques. Le

« gouvernement a sans doute déjà pris, et prendra
« au besoin les mesures les plus convenables à sa
« sûreté et à sa dignité; il a dû compter sur la chance
« de l'acquittement ou de la condamnation, et agir
« en conséquence. Supposer le contraire, ce serait
« ne supposer aucune liberté à nos délibérations;
« les craintes que l'on cherche à nous inspirer me
« paraissent donc chimériques; il y a des moyens
« suffisans pour empêcher toute émeute et pour
« parer aux événemens qui pourraient être la suite
« du jugement que nous allons rendre.

« Toutes ces réflexions me portent à persister
« dans ma première opinion, et à regarder le géné-
« ral Moreau comme innocent. »

M. Bourguignon a observé qu'il était de l'avis de ceux qui déclaraient Moreau coupable, mais excusable; il a dit ensuite qu'il ne pensait pas que l'on dût ne lui appliquer que trois mois de prison; qu'il s'agissait de le *forcer à s'humilier* devant Buonaparte; et qu'en ne le condamnant qu'à trois mois de prison, on ne parviendrait pas au but indiqué, qu'il fallait lui donner deux ans de prison; et il a conclu à cette peine.

M. Rigault a observé qu'il ne croyait pas que des juges pussent appliquer, dans cette circonstance, l'article du Code des délits et des peines, qui permet aux jurés de déclarer un accusé excusable;

qu'il préférerait condamner Moreau, plutôt que d'adopter la mesure proposée; qu'au surplus, on ne devait plus lui demander son avis, dès qu'antérieurement il l'avait donné pour l'acquittement.

M. Desmaisons dit : « Puisque c'est le salut de « l'Etat, et, seulement par cette grande considéra- « tion, je vote comme M. Bourguignon. » M. Martineau, président, a rappelé deux circonstances comme étant à la charge du général Moreau, et a conclu par adopter l'avis de Bourguignon. Hémart, premier président, s'est rangé au même avis; Thuriot, Granger, Selves et Laguillaumie, ont fait de même; Clavier ne s'est pas expliqué; MM. Rigault, Lecourbe et Dameuve (1), ont persisté dans leur opinion; la majorité de huit voix pour deux ans de prison ayant été constatée, le jugement a été arrêté, et l'on a passé à la discussion de la culpabilité des autres accusés (2).

(1) MM. Lecourbe et Rigault ont été frappés par le décret du 24 mars 1808 : on sera peut-être étonné de n'avoir pas vu Dameuve enveloppé dans la même proscription; mais on assure que le premier président et le procureur général, pour sauver Dameuve, ont mis son opinion sur le compte de M. de Laguillaumie, qui depuis le jugement de Moreau, à l'époque de l'épuration, était décédé.

(2) Il est bon d'observer que, pendant la délibé-

N.° VIII.

LETTRE du général MOREAU au premier Consul, datée du Temple, le 17 ventose an XII de la république.

VOILA bientôt un mois que je suis détenu comme complice de Georges et de Pichegru, et je suis peut-être destiné à venir me disculper devant les tribunaux du crime d'attentat à la sûreté de l'Etat et du chef du Gouvernement.

J'étais loin de m'attendre, après avoir traversé la révolution et la guerre, exempt du moindre reproche d'incivisme et d'ambition, et surtout quand j'étais à la tête de grandes armées victorieuses, où j'aurais eu les moyens de les satisfaire, que ce serait au moment où, vivant en simple particulier, occupé de ma famille, et voyant un très-petit nombre

---

ration, avant, pendant et après le souper, il y avait dans le cabinet du président, attenant à la chambre du conseil, plusieurs officiers, et notamment le général Savary; que Thuriot est sorti plusieurs fois, et a eu des colloques avec eux et avec M. Réal, chargé de la police.

d'amis, qu'on puisse m'accuser d'une pareille folie. Nul doute que mes anciennes liaisons avec le général Pichegru ne soient les motifs de cette accusation.

Avant de parler de ma justification, permettez, général, que je remonte à la source de cette liaison, et je ne doute pas de vous convaincre que *les rapports qu'on peut conserver avec un ancien chef et un ancien ami*, quoique divisés d'opinions, *et ayant servi des partis différens*, sont loin d'être criminels.

Le général Pichegru vint prendre le commandement de l'armée du Nord, au commencement de la campagne de l'an 2. Il y avait environ six mois que j'étais général de brigade. Je remplissais par intérim les fonctions de divisionnaire. Content de quelques succès et de mes dispositions à la première tournée de l'armée, il m'obtint très-promptement le grade que je remplissais momentanément.

En entrant en campagne, il me donna le commandement de la moitié de l'armée, et me chargea des opérations les plus importantes.

Deux mois avant la fin de la campagne, sa santé le força de s'absenter : le Gouvernement me chargea, sur sa demande, d'achever la conquête d'une partie du Brabant hollandais et de la Gueldre.

Après la campagne d'hiver, qui nous rendit maîtres du reste de la Hollande, il passa à l'armée du Haut-Rhin, me désigna pour son successeur, et la Convention nationale me chargea du commandement qu'il quittait. Un an après, je le remplaçai à l'armée du Rhin; il fut appelé au Corps-Législatif, et alors je cessai d'avoir des rapports fréquens avec lui.

Dans la *courte campagne* de l'an 5, nous prîmes les bureaux de l'état-major de l'armée ennemie, on m'apporta une grande quantité de papiers que le général Desaix, alors blessé, s'amusa à parcourir. Il nous parut, par cette correspondance, que *le général Pichegru avait eu des relations avec les princes français*. Cette découverte nous fit beaucoup de peine, et *à moi particulièrement*. Nous convînmes de la laisser en oubli. Pichegru, au Corps-Législatif, pouvait d'autant moins nuire à la chose publique, que la paix était assurée. Je pris néanmoins des précautions pour la sûreté de l'armée, relativement à un espionnage qui pouvait lui nuire. Ces recherches et le déchiffrage avaient mis toutes les pièces aux mains de plusieurs personnes.

Les événemens du 18 fructidor s'annonçaient, l'inquiétude était assez grande; en conséquence, deux officiers qui avaient connaissance de *cette*

correspondance, m'engagèrent à en donner connaissance au Gouvernement, et me firent entendre qu'elle commençait à devenir assez publique, et qu'à Strasbourg on s'apprêtait à en instruire le Directoire.

J'étais fonctionnaire public, et je ne pouvais garder un plus long silence. Mais, sans m'adresser directement au Gouvernement, j'en prévins *confidentiellement le directeur Barthelemy*, l'un de ses membres, en le priant de me faire part de ses conseils, et le prévenant que ces pièces, quoique assez probantes, ne pouvaient *cependant faire de preuves judiciaires*, puisque rien n'était signé, et que presque tout était en chiffres.

Ma lettre arriva à Paris peu d'instans après que le citoyen Barthelemy eut été arrêté; et le Directoire, à qui elle fut remise, me demanda les papiers dont elle faisait mention.

Pichegru fut à Cayenne, et, de retour, successivement en Allemagne et en Angleterre: je n'eus aucune relation avec lui. *Peu de temps après la paix d'Angleterre, M. David*, oncle du général Souham, qui avait *passé un an avec lui* à l'armée du Nord, m'écrivit que le général Pichegru était le seul des *fructidorisés non rentrés*; *et il me mandait qu'il était étonné d'apprendre que c'était sur ma seule opposition* que vous vous re-

fusiez à permettre son retour en France. Je répondis à M. David, que, loin d'être opposant à sa rentrée, je me ferais au contraire un devoir de la demander. Il communiqua ma lettre à quelques personnes; et j'ai su qu'on vous fit positivement cette demande.

Quelque temps après, M. David m'écrivit *qu'il avait engagé Pichegru à vous demander lui-même sa radiation; mais qu'il avait répondu ne vouloir la demander qu'avec la certitude de l'obtenir*. Qu'au surplus, il le chargeait de me remercier de la réponse que j'avais faite à l'imputation d'être l'opposant à sa rentrée, et qu'il ne m'avait jamais cru capable d'un pareil procédé, et qu'il savait même que, dans l'affaire de *la correspondance de Klinglin, je m'étais trouvé dans une position très-délicate*. M. David m'écrivit encore trois ou quatre lettres très-insignifiantes sur ce sujet. Depuis son arrestation, il m'écrivit pour me prier de faire quelques démarches en sa faveur. Je fus très-fâché que l'éloignement où je me trouvais du Gouvernement, ne me permît d'éclairer votre justice à cet égard, et je ne doute pas qu'il n'eût été facile de vous faire revenir des préventions que l'on aurait pu vous donner. Je n'entendis plus parler de Pichegru que très-indirectement, et par des personnes que la guerre forçait de revenir

en France. Depuis cette époque jusqu'au moment où nous nous trouvons, pendant les deux dernières campagnes d'Allemagne, et depuis la paix, il m'a été quelquefois fait des ouvertures assez éloignées pour savoir s'il serait possible de me faire entrer en relation avec les princes français. Je trouvai tout cela si ridicule, que je n'y fis pas même de réponse.

Quant à la conspiration actuelle, je puis vous affirmer également que je suis loin d'y avoir eu la moindre part. Je vous avoue même que je suis à concevoir comment une poignée d'hommes épars peut espérer de changer la face de l'Etat, et de remettre sur le trône une famille que les efforts de toute l'Europe et la guerre civile réunis n'ont pu parvenir à y placer; et que surtout je fusse assez déraisonnable, en y concourant, pour y perdre le fruit de tous mes travaux, qui devraient m'attirer de sa part des reproches continuels.

Je vous le répète, général, quelque proposition qui m'ait été faite, je l'ai repoussée par opinion, et regardée comme la plus insigne de toutes les folies; et quand on m'a présenté les chances de la descente en Angleterre, comme favorables à un changement de gouvernement, j'ai répondu que le Sénat était l'autorité à laquelle tous les Français ne manqueraient pas de se réunir en cas de troubles,

et que je serais le premier à me soumettre à ses ordres.

De pareilles ouvertures faites à moi, particulier isolé, n'ayant voulu conserver nulle relation, ni dans l'armée, dont les neuf dixièmes ont servi sous mes ordres, ni avec aucune autorité constituée, ne pouvaient exiger de ma part qu'un refus. Une délation répugnait trop à mon caractère; presque toujours jugée avec sévérité, elle devient odieuse, et imprime un sceau de réprobation sur celui qui s'en est rendu coupable vis-à-vis des personnes à qui on doit de la reconnaissance, et avec qui on a eu d'anciennes liaisons d'amitié : le devoir même peut quelquefois céder au cri de l'opinion publique.

Voilà, général, ce que j'avais à vous dire sur mes relations avec Pichegru; elles vous convaincront sûrement qu'on a tiré des inductions bien fausses et bien hasardées de démarches et d'actions, qui, peut-être imprudentes, étaient loin d'être criminelles, et je ne doute pas que si vous m'aviez fait demander, sur la plupart de ces faits, des explications que je me serais empressé de vous donner, elles vous auraient évité les regrets d'ordonner une détention, et à moi l'humiliation d'être dans les fers, et peut-être d'être obligé d'aller devant les tribunaux dire que je ne suis pas un conspirateur,

et appeler, à l'appui de ma justification, une probité de vingt-cinq ans qui ne s'est jamais démentie, et les services que j'ai rendus à mon pays. Je ne vous parlerai pas de ceux-ci, général; j'ose croire qu'ils ne sont pas encore effacés de votre mémoire; mais je vous rappellerai que si l'envie de prendre part au Gouvernement de la France avait été un seul instant le but de mes services et de mon ambition, la carrière m'en a été ouverte d'une manière bien avantageuse, quelques instans avant votre retour d'Egypte; et sûrement vous n'avez pas oublié le désintéressement que je mis à vous seconder au dix-huit brumaire. Des ennemis nous ont éloignés depuis ce temps: c'est avec bien des regrets que je me vois forcé de parler de moi et de ce que j'ai fait; mais dans un moment où je suis accusé d'être le complice de ceux qu'on regarde comme agissant d'après l'impulsion de l'Angleterre, j'aurai peut-être à me défendre moi-même des piéges qu'elle me tend. J'ai l'amour-propre de croire qu'elle doit juger du mal que je puis encore lui faire, par celui que je lui ai fait.

Si j'obtiens, général, toute votre attention, alors je ne doute plus de votre justice.

J'attendrai votre décision sur mon sort, avec le calme de l'innocence, mais non sans l'inquié-

tude de voir triompher les ennemis qu'attire toujours la célébrité.

Je suis avec respect,

Le général MOREAU.

Au Temple, le dix-sept ventose an douze de la République.

Signé et paraphé,

MOREAU, THURIOT et BARÉ.

Délivré pour expédition conforme à la minute déposée ès-mains de moi greffier soussigné.

N.° IX.

Le prince royal, généralissime, à l'armée.

SOLDATS!

Appelé par la confiance de mon roi et par celle des souverains ses alliés à vous guider dans la carrière qui va se rouvrir, je me repose, pour le succès de nos armes, dans la protection divine, dans la justice de votre cause, dans votre valeur et votre persévérance.

Sans un concours d'événemens extraordinaires qui ont rendu si cruellement célèbres les douze années qui viennent de s'écouler, vous ne seriez

pas réunis sur le sol germanique; mais vos souverains ont senti que l'Europe est une grande famille, et qu'aucun des Etats qui la composent, ne peut rester indifférent aux malheurs que fait peser sur l'un d'eux une puissance conquérante. Ils ont aussi reconnu que lorsqu'une telle puissance menace de tout envahir et de tout soumettre, il ne doit exister qu'une seule volonté chez les peuples qui ont résolu d'échapper à la honte et à l'esclavage.

Dès cet instant vous avez été appelés des bords du Wolga, des rives du Don, des côtes britanniques et des montagnes du Nord, pour vous unir aux soldats allemands qui défendent la cause de l'Europe.

C'est maintenant que les rivalités, les préjugés et les haines nationales doivent disparaître devant le grand but de l'indépendance des nations.

L'empereur Napoléon ne peut vivre en paix avec l'Europe, qu'autant que l'Europe lui est asservie. Son audace a conduit quatre cent mille braves à sept cents lieues de leur patrie; des malheurs, contre lesquels il n'a pas daigné les prémunir, sont tombés sur leurs têtes, et trois cent mille Français ont péri sur le territoire d'un grand empire, dont le souverain avait tout essayé pour rester en paix avec la France.

On devait espérer que ce grand désastre, effet de la colère céleste, ramènerait l'empereur de France vers un système moins dépopulateur, et qu'enfin éclairé par l'exemple du Nord et de l'Espagne, il renoncerait à l'idée de subjuguer le continent, et consentirait à laisser la paix au monde; mais cette espérance a été déçue, et cette paix, que tous les gouvernemens désirent, que tous les gouvernemens ont proposée, a été rejetée par l'empereur Napoléon.

Soldats! c'est donc aux armes qu'il faut avoir recours pour conquérir le repos et l'indépendance. Le même sentiment qui guida les Français de 1792, et qui les porta à s'unir et à combattre les armées qui étaient sur leur territoire, doit diriger aujourd'hui votre valeur contre celui qui, après avoir envahi le sol qui vous a vu naître, enchaîne encore vos frères, vos femmes et vos enfans.

Soldats! quel bel avenir se présente à vous! la liberté de l'Europe, le rétablissement de son équilibre, le terme de cet état convulsif qui dure depuis vingt ans, la paix du monde enfin seront le résultat de vos efforts. Rendez-vous dignes, par votre union, votre discipline et votre courage, des belles destinées qui vous attendent.

A mon quartier-général d'Oranienbourg, le 15 août 1813.

CHARLES-JEAN.

N.° X.

Traité d'amitié et d'alliance défensive entre S. M. I. et R. l'empereur d'Autriche, et S. M. I. l'empereur de Russie, signé à Tœplitz, le 9 septembre 1813.

Au nom de la très-sainte et indivisible Trinité.

S. M. l'empereur d'Autriche, roi de Hongrie et de Bohême, et S. M. l'empereur de toutes les Russies, animées d'un même désir de mettre un terme aux souffrances de l'Europe et d'assurer son repos futur par le rétablissement d'un juste équilibre des puissances, ont résolu de continuer, avec toutes les forces que la Providence a mises en leur pouvoir, la guerre dans laquelle elles se sont engagées pour arriver à ce but salutaire. Voulant en même temps étendre les effets d'un concert aussi bienfaisant au-delà de l'époque où, après avoir atteint le but de la guerre actuelle, leur intérêt réciproque exigera le maintien de l'ordre de choses introduit par son heureuse issue, elles ont, pour régler les articles d'un traité d'a-

mitié et d'alliance défensive, nommé pour leurs plénipotentiaires munis de leurs instructions, savoir :

S. M. l'empereur d'Autriche, roi de Hongrie et de Bohême, le sieur Clément Wenceslas Lothaire, comte de Metternich-Winnebourg-Ochsenhausen, chevalier de l'ordre de la Toison-d'Or, grand'croix de l'ordre royal de Saint-Etienne de Hongrie, grand-aigle de la Légion d'honneur, grand'croix de l'ordre de Wurzbourg de Saint-Joseph, chevalier de l'ordre de Saint-Jean, chancelier de l'ordre militaire de Marie-Thérèse, curateur de l'Académie impériale des arts-unis, chambellan actuel de S. M. I. R. A., son conseiller intime et ministre d'état et des conférences, et ministre des affaires étrangères; et S. M. l'empereur de toutes les Russies, le sieur Charles-Robert, Comte de Nesselrode, conseiller privé, secrétaire d'état, chambellan actuel et chevalier de Saint-Wladimir de la troisième classe; lesquels, après l'échange de leurs pleins-pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivans :

Art. Ier. Il y aura amitié, union sincère et constante entre S. M. l'empereur d'Autriche, roi de Hongrie et de Bohême, et S. M. l'empereur de toutes les Russies, et leurs héritiers et successeurs.

Les hautes parties contractantes apporteront en conséquence la plus grande attention à ce que l'amitié et la bonne intelligence soient maintenues entre elles, et à éviter tout ce qui pourrait troubler l'union et le bon accord qui existent heureusement entre elles.

II. S. M. l'empereur d'Autriche garantit à S. M. l'empereur de toutes les Russies la possession de tous ses états, provinces et domaines.

S. M. l'empereur de toutes les Russies garantit, de son côté, à S. M. l'empereur d'Autriche, la possession de tous les états, provinces et domaines qui appartiennent à la couronne de S. M. I. R. Apostolique.

III. En conséquence de cette garantie mutuelle, les deux hautes parties contractantes travailleront constamment de concert aux mesures qui leur paraissent les plus propres au maintien de la paix en Europe; et, dans le cas où les états de l'une ou de l'autre des puissances seraient menacés d'une attaque, ils interviendront de la manière la plus efficace.

IV. Comme néanmoins cette intervention promise mutuellement pourrait ne pas avoir l'issue désirée, LL. MM. II. s'engagent dès ce moment, pour le cas où l'une d'elles serait attaquée, à se soutenir mutuellement avec un corps de soixante mille hommes.

V. Cette armée consistera en cinquante mille hommes d'infanterie et dix mille hommes de cavalerie; elle sera pourvue d'un corps d'artillerie de campagne, avec les munitions et tous les objets nécessaires, le tout dans la proportion du nombre de troupes stipulé plus haut. L'armée auxiliaire sera, deux mois au plus tard après la réquisition qui en aura été faite, sur les frontières de la puissance attaquée, ou menacée d'une invasion dans ses possessions.

VI. L'armée auxiliaire est sous le commandement immédiat du général en chef de la puissance requérante; elle sera conduite par son propre général, et employée à toutes les opérations militaires d'après les règles de la guerre. La solde de l'armée auxiliaire sera payée par la puissance requérante; les rations de vivres et de fourrages, ainsi que les logemens, seront, aussitôt que l'armée auxiliaire aura passé ses frontières, fournis par la puissance requérante, sur le même pied qu'elle entretient ou entretiendra ses propres troupes en campagne ou dans les quartiers.

VII. L'ordre militaire et l'économie dans l'administration intérieure de ces troupes dépendent uniquement de leur propre chef. Elles ne peuvent pas être séparées. Les trophées et le butin enlevés à l'ennemi appartiennent aux troupes qui les ont conquis.

VIII. Dans le cas où le secours stipulé ne serait pas suffisant pour celle des hautes parties contractantes qui serait attaquée, S. M. l'empereur d'Autriche et S. M. l'empereur de Russie se réservent, d'après l'exigeance des conjonctures, de s'entendre respectivement sans délai sur une augmentation de secours.

IX. Les hautes parties contractantes se promettent réciproquement que, dans le cas où l'une des deux serait obligée de prendre les armes, de ne conclure ni paix, ni armistice sans son alliée, afin que celle-ci ne puisse pas être attaquée en haine du secours qu'elle aura fourni.

X. Les envoyés et ambassadeurs des hautes parties contractantes auprès des cours étrangères recevront ordre de se soutenir par des interventions mutuelles, et d'agir parfaitement d'intelligence dans toutes les occasions qui concernent les intérêts de leurs souverains.

XI. Les hautes parties contractantes n'ayant, dans la conclusion de ce traité d'amitié et d'alliance purement défensif, d'autre but que de se garantir mutuellement leurs possessions, et d'assurer, autant qu'il dépend d'elles, la paix générale, non seulement elles ne veulent pas par là porter la moindre atteinte aux obligations également défensives qu'elles ont contractées précé-

demment, et en particulier avec leurs alliés respectifs, mais elles se réservent mutuellement la liberté de conclure à l'avenir d'autres traités avec les puissances qui, loin par leurs alliances d'apporter le moindre préjudice ou des obstacles au présent traité, pourront lui donner encore plus de force et d'efficacité; elles promettent cependant de n'entrer dans aucun engagement contraire au présent traité, et même de s'entendre en commun pour inviter à y prendre part les cours qui sont animées des mêmes sentimens.

XII. Le présent traité sera ratifié par S. M. l'empereur d'Autriche et par S. M. l'empereur de toutes les Russies, et les ratifications en seront échangées dans quatorze jours, à compter du jour de la signature, ou plus tôt, si faire se peut. En foi de quoi, nous plénipotentiaires soussignés, avons, en vertu de nos pleins pouvoirs, signé le présent traité d'amitié et d'alliance défensive, et y avons fait apposer le cachet de nos armes.

Fait à Tœplitz, le 9 septembre (28 août), de l'an 1813.

Signé CLÉMENT-WENCESLAS-LOTHAIRE, comte DE METTERNICH-WINNEBOURG-OCHSENHAUSEN.

Signé CHARLES-ROBERT, comte DE NESSELRODE.

N.° XI.

Rapport du feld-maréchal prince de Schwarzenberg sur les combats de Dresde des 26 et 27 août, et daté d'Altenberg le 29 août 1813.

Les nouvelles positives qui annonçaient que l'empereur des Français avait concentré dans la Lusace et en Silésie la plus grande partie de ses forces, et qu'il ne menaçait pas seulement le corps commandé par le général Blücher, mais faisait aussi mine de vouloir pénétrer par Gabel en Bohême, prouvaient la nécessité indispensable de faire, sur les derrières de l'armée française, un prompt mouvement sur l'Elbe.

En conséquence les troupes autrichiennes, russes et prussiennes, réunies en Bohême, quittèrent, le 24 août, leurs cantonnemens, en quatre colonnes, en traversant la province saxonne de l'Erzgebirge. Malgré le temps extraordinairement mauvais, et les chemins abîmés, ce mouvement s'exécuta avec ordre et promptitude.

Dès le 25, la plus grande partie de l'armée alliée commença à se réunir devant Dresde. Le général comte de Wittgenstein avait rencontré

l'ennemi près de Giesshübel, et, en lui faisant éprouver une grande perte, il l'avait chassé de sa position retranchée, et ensuite d'une autre qu'il avait prise sous le Güllenberg, près d'Ober-Sedlitz, où se trouvaient les divisions Durutte, de Claparède, et une partie de la division Bonnet, commandée par le maréchal Gouvion Saint Cyr; le général Wittgenstein avait forcé l'ennemi de se retirer en hâte à Dresde.

La journée du 26 fut employée à tâter la contenance et la force de l'ennemi, au moyen d'une forte reconnaissance qu'on poussa vers Dresde et les fortifications construites aux entrées de la ville. Dans la matinée le général Kleist avait réussi à chasser l'ennemi du terrain connu sous le nom du *Grand-Jardin*, et situé hors la ville. On avança, en conséquence, par divers points vers la ville. A la barrière de Freiberg il y avait une flèche garnie de quatre canons; l'artillerie autrichienne la démonta sur-le-champ et fit taire son feu. Le feld-maréchal-lieutenant comte de Colloredo prit avec sa bravoure accoutumée, et malgré une opiniâtre résistance, un ouvrage du même genre, placé près la barrière de Dippolswalde. On encloua les canons qui s'y trouvaient, ainsi que six autres dont on s'était emparé. Cet exploit coûta trois chevaux au général Colloredo. Le

lieutenant-colonel Schneider, qui, à la tête du deuxième bataillon des chasseurs, avançait avec la plus grande intrépidité, malgré la fusillade, reçut deux blessures. Dans le même temps l'ennemi avait tenté une sortie contre notre aile gauche; les divisions Weissenfels et Mosko firent la plus vive résistance, forcèrent Lœbde, et s'y maintinrent malgré les efforts que fit l'ennemi pour les en déloger. Cette circonstance fut cause que l'affaire devint plus chaude, que la canonnade redoubla, et que quelques maisons des faubourgs de Dresde furent incendiées.

Pendant le combat on sut que l'empereur Napoléon était arrivé, avec sa garde, au secours de la ville. On aperçut aussi sur les routes qui conduisent de la Lusace à Dresde des masses de troupes considérables, défilant vers la ville : on en conclut que l'armée française avait quitté la Silésie, et que par conséquent un des principaux buts qu'on s'était proposés était atteint; mais, dans ces circonstances, la tentative de prendre de force une ville entourée de remparts et de fossés, et défendue par une armée entière, aurait été une entreprise trop téméraire, et l'incendie de cette capitale malheureuse aurait été une barbarie gratuite. On retira donc, dans la position choisie sur

les hauteurs qui sont devant la ville, les troupes qui s'étaient avancées.

Le 27, l'ennemi déploya des forces considérables contre notre aile gauche qui, malgré la courageuse résistance des divisions Bianchi et Crenneville, commençait à perdre du terrain, lorsque l'arrivée de la division Aloyse-Lichtenstein rétablit l'affaire à notre avantage; les deux régimens de l'archiduc Regnier et de Lusignan souffrirent beaucoup. Leur impétuosité les avait trop poussés en avant; ils furent écrasés par trois régimens de cavalerie ennemie; et, les fusils ne pouvant faire feu à cause de la pluie, ils ne purent se défendre qu'à la baïonnette. L'ennemi essaya ensuite de forcer le centre et le flanc droit de notre position avec des masses appuyées d'une artillerie formidable; mais le courage de nos troupes rendit vains tous ses efforts. Le général comte de Wittgenstein dirigea avec nous plusieurs attaques contre la cavalerie, et la culbuta chaque fois.

Vers le soir on reçut l'avis que l'ennemi poussoit de fortes colonnes contre Pirna; déjà auparavant le général Ostermann, chargé du blocus de Kœnigstein, avait rapporté que beaucoup de troupes passaient de ce côté-là, sur le pont de

l'Elbe. Ce mouvement, dirigé vers notre flanc droit, gênait notre communication avec la Bohême, et la difficulté qui en résulta de subsister plus long-temps dans l'Erzgebirge, qui était dépouillé de toutes les ressources, nous força à faire un mouvement vers la Bohême pour nous rapprocher de nos magasins. Le but de notre démonstration offensive était atteint; les armées du prince royal de Suède et du général Blücher pouvaient désormais se porter en avant, et opérer avec énergie sur le flanc et les derrières de l'ennemi. On commença la marche vers la Bohême dans la nuit du 27; les troupes avaient à vaincre les difficultés sans nombre sur les routes devenues impraticables par la grande quantité d'eau qui était tombée.

Dans les affaires qui eurent lieu les 26 et 27, nous avons à regretter la perte du brave général Andrassy et du général russe Malessino. Le feld-zeugmeister, comte Giulay, les généraux d'artillerie Mariassy et Frierenberger ont été blessés; les généraux Mesko et Zeceny manquent.

N.° XII.

Éloge funèbre de Moreau, *prononcé à Saint-Pétersbourg.*

Le premier effet d'une grande catastrophe est de répandre autour d'elle une stupeur secrète, un étonnement muet qui glace tous les esprits, et qui attère les âmes les plus vigoureuses. A cette révolte du cœur, à ce profond découragement, à ce trouble funeste, succède bientôt une douleur plus mâle et plus réfléchie. L'homme alors élève les yeux vers le ciel, il cherche à y découvrir quelques-uns de ces signes qui manifestent sa volonté; il essaie de renouer la chaîne des événemens que la foudre vient de briser; il voudrait sonder les abîmes de cette puissance qui le terrasse, de cette sagesse qui l'anéantit; et si, baigné de pleurs, il s'adresse à l'éternelle justice, c'est pour lui demander compte de ces larmes stériles, de ces espérances confondues, et même de cette vie d'un jour dont il voudrait repousser le fardeau.

Mais quand, sur les ailes de la méditation, l'homme s'élève au-dessus de cette terre de douleurs, quand il contemple l'ordre moral de l'univers dans toute sa beauté, il s'étonne tout-à-coup

de reconnaître dans le concours des événemens les plus étranges, cette main qui les dirige tous, cette main qui traçait l'arrêt de Babylone, et qui pèse les destinées des peuples et des rois. Il sent alors le calme renaître par degrés dans son esprit; il s'habitue à examiner sans frémir ces catastrophes qui l'accablaient; ses larmes ont perdu leur amertume, et ses regrets sont pleins de résignation. Un rayon protecteur le guide, les ténèbres se dissipent, et il achève de lire dans le ciel les événemens commencés sur la terre.

Ce n'est pas pour renouveler d'inutiles douleurs que je viens rendre hommage à la mémoire du guerrier célèbre qui portait seul le poids de tant d'espérances. Rien n'a manqué à sa vie, sa gloire a été pure et entière; mais je voudrais dévoiler à tous les yeux ces rapports secrets et terribles entre les malheurs des peuples et leurs crimes, entre l'orgueil de la prudence humaine et son néant; je voudrais verser dans tous les cœurs ces consolations immortelles qui élèvent l'homme au-dessus de l'humanité; je voudrais dire à tous les amis de Moreau : « Ne pleurez que sur ses meurtriers et sur sa patrie ! »

Laissons donc aux esprits vulgaires les mots de fatalité, de sort, de hasard; mots futiles, sous lesquels se cachent et la sécheresse de l'âme et le

trouble de la pensée. Portons un regard plus assuré sur ces grandes infortunes, et considérons de plus haut l'enchaînement merveilleux d'une vie que toutes les gloires humaines ont tour-à-tour illustrée.

Jean-Victor Moreau, avant de prendre la carrière des armes, suivit assez long-temps la paisible vocation du barreau; les troubles de la France développèrent tout-à-coup ce génie qui sommeillait; et cette époque d'éternelle mémoire porta rapidement Moreau à la tête des armées françaises. C'est à la France, c'est à l'histoire qu'il est réservé de consacrer le souvenir de cette profonde sagacité, de cette bravoure calme d'un esprit né pour le commandement, de cette prudence consommée, de ces combats sans nombre, de ces retraites plus admirables que des batailles. L'ami de l'humanité regrettera peut-être que tant de grandes qualités n'aient été d'abord employées qu'au triomphe d'une cause qui a fait tous les désastres du monde; mais en déplorant ces époques orageuses où l'esprit de vertige se saisit tout-à-coup des hommes, il rendra aux vertus de Moreau le juste hommage qui leur est dû. Et quel autre chef en effet porta comme lui dans les camps cette simplicité des temps antiques, cette modestie si touchante, cette admirable loyauté qui, dans

les époques de licence, brille d'un éclat merveilleux? Interrogez ses compagnons d'armes, interrogez les pays qu'il a parcourus en vainqueur, et vous entendrez retentir de toutes parts le cri de l'admiration et de la reconnaissance! Interrogez cette armée contre laquelle il combattait en mourant, cette armée qui n'était pas sa patrie, et elle vous dira : « Moreau a été l'honneur des armes « françaises, le père des soldats, l'orgueil et l'es« poir secret de la France! »

Le métier des armes qui n'endurcit que trop souvent les hommes, avait ouvert l'âme de Moreau à toutes les impressions douces et sensibles. Jamais on ne le vit se livrer aux mouvemens tumultueux d'une ambition que lui-même nommait *folle et inhumaine*. Il ne considérait la guerre que comme un fléau dévastateur; et le soir de la bataille de Hohenlinden, on lui entendit dire ces paroles remarquables : « Nous avons versé « assez de sang, songeons maintenant à faire la « paix. »

Je le répète, l'histoire des exploits du général Moreau est trop intimement liée à l'histoire des triomphes militaires de la France, pour n'être pas un jour développée avec l'étendue nécessaire et une admiration que la tyrannie ne pourra plus réprimer. Je me bornerai à tracer ici un tableau

rapide de cette première époque de l'histoire de Moreau, époque si connue et si digne de l'être.

La Belgique fut le premier théâtre de sa gloire. Ce fut sous ses auspices que les armées françaises s'emparèrent de Menin, d'Ypres, d'Ostende et de Nieuport. Une loi barbare et insensée ordonnait de massacrer tous les sujets de l'Angleterre. Moreau épargna la garnison de Nieuport, composée de Hanovriens; et ce premier acte de courage et d'humanité lui aurait coûté la vie, si, pendant ce temps, le Comité de salut public n'avait été renversé par d'autres factieux. La tyrannie survécut aux tyrans; et le jour même où Moreau, guidé par son audace et la bravoure de ses soldats, se jetait dans l'île de Catzand sous le canon du fort de l'Ecluse, son père terminait sa vie sur l'échafaud. Moreau, désespéré, voulut fuir de sa patrie. Ses amis le retinrent. C'est ainsi que, victime dévouée au malheur, il essaya envain de se soustraire à l'ascendant d'une destinée dont il devait éprouver toutes les vicissitudes!

Dans sa première campagne sur le Rhin, on vit Moreau exécuter plusieurs passages de ce fleuve avec l'intrépidité d'un soldat et l'habileté d'un grand capitaine. Dès-lors on remarqua dans ses opérations cette promptitude savante et cette pré-

cision admirable qu'il avait contractées dans une longue étude de son art. Dès-lors on le vit déployer les qualités qui semblent le plus contraires : la prudence et l'audace, la vigueur et la modération, l'ardeur de la gloire et l'humanité. Après avoir traversé le Rhin, il marcha de victoire en victoire ; mais les armées par lesquelles il devait être soutenu furent battues ; et Moreau, réduit à ses propres forces, se trouva pressé de toutes parts par un ennemi supérieur en nombre, et formidable par le courage. Là, on vit le Xénophon moderne exécuter cette fameuse retraite à travers les Montagnes Noires jusqu'aux bords du Rhin. Ce fut là qu'il déploya tour à tour toutes les ressources du génie militaire. Enfermé dans des gorges étroites, sans aucun débouché favorable, il en sortit, à force d'habileté et de courage, victorieux et surmontant tous les obstacles. Ainsi fut sauvée par les savantes combinaisons du chef, une armée qui paraissait devoir être obligée de capituler toute entière. Ainsi s'acheva cette fameuse retraite que toute l'Europe regarde comme *classique*, et à laquelle les ennemis de la France rendent encore hommage.

La bataille de Schliengen et le siége du fort de Kehl terminèrent cette campagne, qui plaça Moreau au premier rang des généraux du siècle. La

seconde campagne commença par un passage du Rhin, le plus audacieux dont l'histoire ait conservé le souvenir. Moreau allait cueillir de nouveaux lauriers, lorsque les préliminaires signés à Léoben vinrent suspendre le cours de ses exploits.

Après deux campagnes aussi brillantes, Moreau fut rappelé par le Directoire et perdu pour son armée. Le 18 fructidor avait achevé de mettre le désordre dans un gouvernement éminemment faible et dissolu; et si la sévère justice de la postérité regrette un jour de voir le nom de Moreau mêlé à ces époques de deuil et de confusion, elle n'oubliera pas qu'il se vit comme entraîné par des événemens dont sa grande âme ne se défiait pas assez, et par une générosité dont ses ennemis étaient incapables : et la seule page qu'elle voudra peut-être retrancher de son histoire, ne porte atteinte ni à sa gloire ni à sa vertu.

L'estime de tous les partis avait suivi Moreau jusque dans sa retraite. Mais l'état des affaires en Italie obligea bientôt le Directoire à le replacer à la tête des armées. La voix publique le désignait comme seul capable d'arrêter le cours des triomphes de l'armée Austro-Russe, et des exploits de l'immortel Souworoff. Moreau fut revêtu après Scherer du commandement en chef de

l'armée d'Italie. Malgré ses efforts et son habileté il ne put reprendre l'offensive, et dans le court espace de temps qui s'écoula entre la destitution de Scherer et la nomination de Joubert, Moreau exécuta ces retraites savantes qui sauvèrent une partie des armées françaises, ou qui, plutôt, retardèrent leur perte : retraites que Moreau lui-même mettait au-dessus de celle de la Forêt-Noire, tant par la difficulté de sa position, que par la désorganisation et le découragement de l'armée. Souworoff gagna la bataille de Novi, où Joubert fut tué. Alors tous les officiers-généraux déférèrent le commandement à Moreau, resté simple spectateur, et qui sauva encore une fois les débris de cette armée.

Cependant, la France s'avançait rapidement vers une subversion totale du gouvernement établi. Depuis long-temps le Directoire se trouvait sur le penchant de sa ruine. Moreau, fort de l'estime de tous les partis, fort de sa propre vertu et de sa gloire, dédaigna d'accepter le pouvoir qui lui fut offert. Son refus le fit passer en d'autres mains, et le 18 brumaire eut lieu.

Pourrait-on, en se retraçant ces événemens, s'empêcher de faire un retour douloureux sur cette époque? Que de maux épargnés à l'humanité, que de larmes, que de sang qui n'eût pas coulé,

si Moreau, plus ambitieux, avait accepté la suprême magistrature de sa patrie! Quel qu'ait été l'usage qu'il en eût fait, nul doute qu'il n'eût tout accordé aux vœux et aux besoins de la France, et que la pacification du monde eût été la première garantie de ses intentions, et le prémier acte de sa puissance.

Moreau, refusant de gouverner sa patrie, était toujours prêt à la servir. Dans l'admirable discours qu'il tint à ses juges, et que les Français entendirent sans se prosterner devant lui, Moreau dit ces paroles remarquables : « Je me croyais « fait pour commander aux armées, et ne voulais « point commander à la république (1). » Nommé général en chef de l'armée du Rhin, il fit ces deux célèbres campagnes qui mirent le comble à sa réputation militaire. La première fut signalée par une suite de victoires, par le passage du Rhin à Reichlingen, par le passage du Danube au-dessous d'Ulm, et par un armistice qui semblait annoncer la paix. Cet armistice ayant été rompu, la seconde campagne s'ouvrit par la victoire de Hohenlinden, et par le passage de l'Inn, qui en fut le résultat.

(1) Discours de Moreau à ses juges, le 10 prairial an XII (1802).

Une convention signée à Steyer mit un terme aux exploits de Moreau, et devint le prélude de la paix de Lunéville.

Ici se termine le récit des campagnes de Moreau. Ces beaux faits d'armes appartiennent à la France; et quand la voix des passions sera calmée, qu'un jour plus tranquille aura lui sur cette malheureuse contrée, elle fera entendre autour de la tombe solitaire de Moreau un concert unanime de regrets et d'admiration; alors elle réclamera peut-être les restes insensibles du grand homme qui aurait pu briser ses fers et lui rendre avec son antique gloire, et ses mœurs qui s'effacent, et ses arts et ses lois qu'elle ne connaîtra plus bientôt que par des traditions et par des ruines.

Le général Moreau avait long-temps et profondément médité sur son art. Le caractère de son talent militaire était la réflexion et le calme, et ce caractère était le type de sa vie entière. Il réunissait à la fois ces qualités heureuses que la nature partage communément entre plusieurs capitaines. Capable au même degré de *réflexions profondes* et de *soudaines illuminations, il s'avançait par ordre vers les prodiges de sa vie*, comme Turenne; et, ainsi que le vainqueur de Rocroy, il parut *un homme inspiré dès sa*

première bataille (1). Cet accord singulier, cette double faculté de son génie semblait participer du caractère de son âme, susceptible de toutes les impressions d'enthousiasme et d'ardeur, et sachant les soumettre toutes à ce fond inépuisable de bonté et de grandeur qui s'est répandu sur toute sa vie. Une étude assidue de l'art de la guerre avait développé en Moreau les germes heureux dont l'avait doué la nature. Il avait complété ce coup d'œil qu'elle accorde aux grands capitaines, par ses connaissances profondes, par ces méditations sublimes, sans lesquelles un grand capitaine n'est qu'un heureux aventurier. Prudent et audacieux en même temps, passant d'un coup d'éclat à une retraite savante, doux et sévère dans les camps, calme et vif sur le champ de bataille, mais toujours maître absolu de lui-même, Moreau ne donnait rien au hasard : il calculait les moindres mouvemens avec une sagacité et une précision qu'il avait, pour ainsi dire, réduites en formules. Avare d'hommes et de sang, il obtint le droit de dire avec confiance : « La guerre sous mes ordres « ne fut un fléau que sur le champ de bataille (2). »

---

(1) Bossuet.

(2) Discours de Moreau.

La justesse de son esprit lui faisait trouver un grand charme à l'étude de l'histoire. Il jugeait les grands généraux, comme il s'attendait à être jugé un jour lui-même. Habitué de bonne heure à observer les hommes, il était naturellement disposé à regarder l'opinion publique et les traditions de l'histoire comme un tribunal presque toujours équitable, mais singulièrement sévère pour les réputations militaires (1). Loin d'adopter l'avis de ceux qui attribuaient à la dernière époque du dix-huitième siècle l'invention d'une tactique nouvelle, il répétait souvent, que, depuis la guerre de trente ans, les progrès de l'art de la guerre en Europe avaient constamment tendu vers leur perfection (2).

Ce qui distinguait encore éminemment le général Moreau, était de savoir quitter le tumulte des camps pour les douceurs d'une condition privée; c'était une trempe d'esprit particulière qui le faisait passer, avec la même égalité, du commandement des armées victorieuses au repos de la vie civile, à ce repos *qui*, suivant sa noble expression, *n'était pas sans gloire* (3). Après la

(1) Msc.
(2) *Idem.*
(3) Discours de Moreau.

paix de Lunéville il rentra dans sa retraite; et il n'en fut tiré que par l'événement le plus inattendu, et par un arrêt de proscription, qui, aux yeux de la postérité, déposera toujours contre la France.

Arrivé maintenant à l'époque sinistre où le général Moreau, trahi, persécuté, reçut l'exil d'Aristide, comme il aurait accepté la coupe de Socrate, je présenterai en peu de mots le tableau exact et rapide de sa proscription. Moreau avait été l'ami et le frère d'armes de Pichegru; Moreau lui avait succédé dans le commandement des armées. Avant le 18 fructidor, le hasard fit tomber entre ses mains une correspondance qui trahissait l'existence d'un parti nombreux, dont le but était d'opérer une contre-révolution en France. Pichegru s'y trouvait impliqué sans qu'il y eût une seule preuve judiciaire contre lui. L'âme généreuse de Moreau se révolta à l'idée de devenir le dénonciateur de son ancien chef, qui depuis longtemps avait cessé d'être son ami. Un an s'était écoulé depuis l'époque fixée pour faire éclater la conspiration, et Moreau avait fait gagner vingt batailles à l'armée que Pichegru avait, dit-on, promis de livrer. Tel était l'état des choses lorsque Moreau, averti de la publicité que cette affaire avait obtenue, se décida à écrire, en date du 19

fructidor, le lendemain de la catastrophe, une lettre confidentielle au directeur Barthélemy, lui-même proscrit avec Pichegru. Cette lettre arriva après que le directeur eut été arrêté; le Directoire s'en empara; Moreau reçut l'ordre de livrer les papiers, et de faire à son armée une proclamation analogue à la marche qui avait été donnée à cette affaire.

Mais cette affaire, qui ne fut entièrement éclaircie que lors du procès de Moreau, souleva contre lui dans le premier moment toute la France. On l'accusa d'avoir dénoncé son ancien chef, et de ne l'avoir dénoncé que pour se soustraire à la vengeance du gouvernement. Moreau ne répondit que par des victoires. Mais lorsqu'en 1804 Pichegru eut reparu secrètement en France, ainsi que Georges, et qu'ils furent tous deux arrêtés; on fit revivre à dessein les anciens rapports de Pichegru avec Moreau. Il était important de se défaire de Pichegru, général habile, âme vigoureuse, esprit entreprenant et audacieux. Il ne l'était pas moins de se défaire de Georges qu'une grande force d'âme et de corps, jointe à une singulière habileté, rendait propre aux grands desseins qu'il méditait; mais le comble de l'adresse était d'envelopper Moreau dans leur proscription, de le rabaisser aux yeux de l'armée dont

il était l'idole, et de faire périr sur l'échafaud le seul homme qui pouvait donner de l'ombrage à la tyrannie consulaire. Les anciens rapports de Moreau et de Pichegru furent liés avec un art perfide à deux entrevues, et à des discours qu'on accusait Moreau d'avoir tenus. Les jurés déclarés incompétens, on déféra toute l'affaire à un tribunal spécial, et le nom du vainqueur de Hohenlinden fut inscrit sur la liste des *brigands* et des *conspirateurs*.

La mort violente de Pichegru fit retomber sur Moreau tout l'intérêt de ce grand spectacle. Alors on lui fit un crime de n'avoir pas dénoncé Pichegru, comme on lui avait reproché au 18 fructidor de l'avoir dénoncé; on l'accusa d'avoir voulu se faire porter au dictatoriat par les royalistes; les dépositions de quelques agens subalternes, dépositions vagues et inadmissibles, furent victorieusement détruites dans le plaidoyer de son avocat. Le soin secret du gouvernement à les commuer en chefs d'accusation n'échappa à personne. Cependant, son attente fut trompée. Il fut obligé de respecter Moreau. Le discours que celui-ci tint à ses juges respire une grande élévation. L'enthousiasme qu'il fit naître, les souvenirs qu'il réveilla étaient tels, qu'un mot de Moreau aurait suffi pour renverser le gouvernement, et donner

un nouvel aspect aux affaires de l'Europe : mais Moreau garda le silence, il se soumit avec une tranquille fierté à l'arrêt qui le condamna à deux ans de détention, arrêt transformé en un bannissement perpétuel; et Moreau, transporté en Espagne, s'embarqua avec sa famille pour l'Amérique.

Ce récit est de la plus parfaite exactitude. C'est le résumé des opinions les plus modérées et les plus authentiques. On reprocha à Moreau quelques dénégations prématurées, une marche indécise dans le commencement de l'affaire, un trop grand respect pour une procédure oppressive et illégale. On lui reprocha une lettre écrite au premier consul, et cette accusation est pleine de mauvaise foi. Cette lettre, telle qu'elle existe parmi les pièces justificatives du procès, est noble et calme. On reprocha enfin à Moreau d'avoir souffert qu'il fût persécuté sans faire éclater le moindre désir de vengeance, sans tenter de soulever l'armée, et de se mettre à la tête du gouvernement; tandis que cette conduite était parfaitement analogue au caractère, aux principes, à la vie entière de Moreau, toujours grand dans les arts de la paix et de la guerre, mais inhabile aux factions, détestant la guerre civile, et si peu jaloux du pouvoir suprême, qu'il l'avait vu

passer en d'autres mains sans regret et presque avec joie.

Mais si l'on considère sous des rapports plus élevés les circonstances singulières qui accompagnèrent l'exil de Moreau, on verra, d'une part, cette ingratitude naturelle aux hommes qui oublient les services passés, et que la vue d'une gloire étrangère blesse toujours; de l'autre, on distinguera une visible protection de la Providence, qui fait échapper ce héros à tant de dangers réunis, et qui le retire du théâtre de ses exploits, pour le jeter tout-à-coup dans les forêts du Nouveau-Monde. Nous verrons maintenant cet homme illustre s'éclipser, disparaître, rentrer en lui-même, méditer long-temps sur sa vie, et, *par une de ces pensées que le ciel envoie* (1), sortir régénéré de sa solitude, reparaître avec un éclat merveilleux sur la scène du monde, pour n'y briller qu'un instant, et emporter au tombeau les regrets et les espérances de l'univers. Qui ne s'écriera à une aussi mystérieuse destinée : « Le « doigt de Dieu est ici (2). »

Mais avant que je retrace cette grande catas-

(1) Bossuet.
(2) Exod. ch. 8, v. 19.

trophe dans tout son funeste éclat, je voudrais suivre Moreau dans la solitude, et, pour ainsi dire, dans l'intérieur de son âme, comme je l'ai suivi à la tête des armées victorieuses. Maintenant que les cris des factions et la voix du mensonge retentissent au loin; maintenant que Moreau vient de succomber avant d'avoir réalisé les grandes espérances du monde, ce sont les traits distinctifs de son caractère, *c'est sa vie entière* que l'on doit opposer aux calomnies les plus absurdes. C'est cette réunion admirable des talens de l'homme public et des vertus de l'homme privé qu'il faudrait retracer à tous les yeux; c'est l'homme enfin que je voudrais peindre; et par une rare faveur de la nature, Moreau, proscrit, loin de sa terre natale, Moreau dépouillé de ses titres, de sa gloire militaire, de la célébrité attachée à ses malheurs, est encore un objet d'intérêt et d'admiration, qui honore et console l'humanité.

Moreau, placé tout à coup au sein des solitudes de l'Amérique, appela à son secours l'amour de l'étude, les soins et la tendresse de sa famille, et le goût des plaisirs simples et purs dont il n'avait jamais perdu le souvenir. Une retraite modeste sur les bords de la *Delaware* le recevait aussitôt que la saison le permettait. Il se plaisait à y cultiver ses jardins, et ne dédaignait pas les amuse-

mens de la chasse et de la pêche. Honoré et aimé de ses tranquilles et pacifiques voisins, il semblait échapper à sa gloire. La plupart ne connaissaient du vainqueur de Hohenlinden que ses vertus domestiques, et ils leur rendaient un tribut de confiance et d'estime, qui le dédommageait de toutes les injustices des hommes et de l'ingratitude de sa patrie. Son séjour dans sa maison de campagne répandait une vie singulière dans toute la contrée. Les habitans de Morrisville et des environs donnaient alors un nouvel essor à leur industrie. Pendant qu'il méditait, ou qu'il soignait ses jardins, madame Moreau s'occupait de l'éducation de sa fille, sur la tête de laquelle toute sa tendresse et celle de son époux s'étaient réunies. Un petit nombre d'amis partageaient leur solitude : heureuses et paisibles occupations qui devaient bientôt être suivies d'éternelles douleurs et de la plus éclatante catastrophe !

Ces détails, quelque précieux qu'ils soient, ne présentent, je le sens, qu'une idée assez imparfaite du long espace de temps que Moreau passa en Amérique ; mais ce serait en vain que l'on essayerait de percer les voiles dont il s'enveloppait dans sa retraite. Que de pensées diverses ont dû l'assaillir à mesure que le bruit des désastres de l'Europe venait expirer sur les grèves de l'Océan

Américain ! Quelle profonde indignation s'est élevée dans cette âme magnanime, en voyant de loin le joug qui pèse sur sa patrie ! Quels combats intérieurs n'a-t-elle pas eu à soutenir ! mais aussi quelle soudaine inspiration, quelle mâle hardiesse, quel dévouement admirable et touchant !

La nouvelle de l'invasion de la Russie en 1812 avait enfin pénétré sur les bords de la Delaware. On voit, par les lettres que Moreau écrivait à cette époque, l'attention avec laquelle il suivait les événemens de cette guerre, et le jugement sévère, mais équitable, qu'il portait de cette entreprise, conçue avec témérité, exécutée dans le délire de la haine et de l'imprudence, et terminée avec opprobre. Ce fut l'époque où Moreau se décida à reparaître sur le continent ; et nul doute que les événemens prodigieux de cette guerre n'aient puissamment influé sur sa résolution. Il vit que l'instant propice de sauver l'Europe et de renverser ce fléau qu'il nommait *le plus terrible qui eût existé jamais*, était enfin arrivé. Et qui plus que Moreau a pu se croire appelé à lui porter les derniers coups ? A cette pensée se joignaient d'autres considérations. Dans le silence de la retraite, une longue méditation sur les choses humaines avait appris au général Moreau, que là n'est pas la patrie où n'est pas la vertu et l'hon-

neur; que la France, pour être sauvée avait besoin d'être vaincue; que lui-même serait à jamais responsable envers elle, s'il ne prenait une part active à sa délivrance; et qu'enfin il était temps de s'élever au-dessus de tous les ménagemens personnels, pour embrasser le salut de l'Europe et la cause de l'humanitée entière. Pensée généreuse qui fait de Moreau l'objet des regrets du monde, et qui donne à chaque peuple de l'Europe le droit de le pleurer, comme s'il était né au milieu de lui!

Tandis que Moreau, en proie à ces réflexions, croyait ne suivre que les mouvemens de son propre génie, la Providence qui *l'appelaitt en ce moment des lieux les plus éloignés* (1) et qui avait résolu de *le ramener des extrémités de la terre*, la Providence aplanissait devant lui tous les obstacles. Il sort de sa retraite et s'arrache des bras de sa famille. Il s'embarque, il part. Tout semble concourir à faciliter ce périlleux voyage. Un vent favorable enfle les voiles du navire qui porte cet homme *choisi entre plusieurs* (2). Les flots de l'Océan se taisent devant cette grande vic-

---

(1) Isaïe, ch. 41, v. 9, 10.
(2) *Idem.*

time chargée des iniquités de son peuple ; et Moreau, en touchant le rivage de l'Europe, entendit retentir de loin ces transports de joie et d'admiration, qui devaient bientôt se convertir en cris de deuil et de désespoir.

L'arrivée du général Moreau sur le continent fut un triomphe. Il parut au milieu des armées alliées comme un génie supérieur, destiné à concilier les vœux et à sanctionner les projets de l'Europe. Partout des acclamations signalèrent son passage. Ces braves guerriers s'applaudissaient de voir au milieu d'eux l'un des plus grands capitaines de l'Europe ; et l'âme de Moreau s'ouvrit aux plus belles espérances, quand il vit la force et la bravoure des troupes, le dévouement et l'habileté des chefs, et cet enthousiasme prodigieux qui, né de l'excès des maux, avait porté tout-à-coup les peuples à une hauteur où il n'y a d'impossible que la honte.

Mais ce fut surtout lorsque Moreau, revêtu de la confiance des monarques, eut été admis dans les conseils qui dirigeaient ces masses énormes, qu'il prévit les succès qui devaient couronner la plus sainte des causes. Quand il considéra, d'une part, l'Europe liguée pour recouvrer sa liberté, et, de l'autre, la France combattant pour river ses fers, il ne douta plus de l'issue de cette grande

lutte. Les victorieuses phalanges du Nord avaient ranimé dans l'Allemagne les étincelles d'un feu vraiment patriotique ; tous les gouvernemens libres avaient, sous les yeux d'un sage et vaillant monarque, accédé à cette grande alliance ; et Moreau, au milieu des armées confédérées, vit l'union la plus formidable régner entre tant de peuples divers, surpris de se trouver ligués contre une seule tête.

Moreau, en paraissant dans les rangs des armées alliées avec ce désintéressement parfait et cette pureté qui le caractérisáient, était à cette époque *l'homme de l'Europe ;* et jamais de plus grands motifs ne dirigèrent une plus noble résolution. Il disait : « Quand, après huit années de « réflexions et de solitude dans un pays comme « l'Amérique, on en sort, ce n'est qu'avec la « ferme résolution, ou de contribuer à rendre la « paix à l'univers, ou de périr. » Décidé à n'accepter aucun commandement, il portait en tribut à la cause générale son nom et son bras. Il s'exprimait sur ses intentions avec une franchise et une simplicité naturelles aux grandes âmes. Une profonde indignation s'emparait de lui lorsqu'il parlait du gouvernement français, du joug qui accablait sa patrie, de ses désastres, de ceux du monde ; et le juste espoir de replacer la France

au rang qui lui appartient, de lui rendre sa liberté, ses mœurs et sa gloire, portait dans toutes ses résolutions une sérénité extraordinaire. Les intentions magnanimes de l'empereur Alexandre achevèrent de le confirmer dans ses généreuses espérances.

Les premières impressions de l'âme s'effacent rarement dans un caractère simple et vrai. Moreau conserva jusqu'à sa mort les illusions de sa jeunesse, et cet invincible penchant vers des idées politiques qu'il reconnaissait lui-même être purement spéculatives. Un long séjour dans les Etats-Unis avait encore fortifié en lui les principes qu'il professa constamment avec autant de modération que de bonne foi. Moreau tint le même langage au milieu des camps alliés; mais le temps et surtout l'exemple de la France lui avaient appris que les rêves d'un homme de bien ne doivent jamais influer sur sa conduite politique. Il ne se dissimulait pas que le gouvernement des républiques, qui exige des hommes une vertu idéale, ne saurait s'adapter au système moderne des grands Etats de l'Europe; il ne se dissimulait pas non plus, qu'aux yeux de la plupart des hommes, cette forme de gouvernement avait été profanée par les horreurs et les misères de la révolution française; mais tout l'ensemble de son caractère et

de sa vie l'entraînait involontairement vers des régions élevées où son âme habitait sans effort. Il se retrouvait au milieu des plus beaux génies de l'antiquité comme au sein de sa véritable famille. L'étude de l'histoire le mettait en rapports continuels avec les meilleurs et les plus grands des hommes. Il s'enflammait au récit des combats de Leuctres et de Marathon ; il aurait voulu suivre Démosthènes à la tribune ; il serait mort avec Léonidas devant les Thermopyles.

Mais lorsqu'il quittait ces régions sublimes et cet ordre de choses, l'éternelle gloire de l'humanité, sa raison calme et sévère reprenait tout son ascendant. Profondément pénétré de la nécessité d'un gouvernement monarchique, il ne réservait que pour un petit nombre d'âmes analogues ce qu'il appelait *son état imaginaire*. Quand il examinait la situation de l'Europe, quand il sondait les besoins de ce grand corps épuisé, il désirait pour la France un gouvernement légitime, dans lequel de puissantes barrières assurassent la liberté civile des individus. Il désirait pour elle le retour de la modération politique et de la stabilité intérieure. Heureuse la France s'il avait pu mettre à exécution tout ce qu'il aurait voulu faire pour sa gloire et pour son bonheur !

Quel fut l'étonnement de l'armée ennemie,

quelle fut la terreur de son chef, lorsqu'il apprit que le général Moreau se trouvait dans les rangs de l'armée alliée ! On chercha à dérober aux Français cette importante nouvelle ; mais elle se répandit avec rapidité. Bientôt un sentiment confus de surprise et d'admiration réveilla les souvenirs attachés au grand nom de Moreau. La mémoire de ses exploits, de ses vertus, de son humanité, agita ces âmes fatiguées de la servitude ; et d'étonnans résultats allaient naître, lorsqu'une catastrophe funeste nous enleva tout à coup le héros dont le nom seul était une puissance.

La campagne s'était ouverte sous les plus brillans auspices. L'union de la Russie, de l'Autriche, de l'Angleterre, de la Prusse et de la Suède, présentait une masse de forces disponibles, qui faisait pâlir les oppresseurs de l'Europe. Rien ne manquait à ce concours glorieux. Moreau, fort de l'assentiment et de l'estime de toutes les armées, était le dépositaire des espérances générales. Tous les vœux se réunissaient en sa faveur ; tous les cœurs s'ouvraient à son aspect, et Moreau, seul, au milieu de tant de nations étrangères, conservait cette noble simplicité qui fait aimer les grands talens, et cet ascendant admirable qui les caractérise.

Mais l'instant du sacrifice était arrivé, et les

destinées mystérieuses de cet homme illustre allaient s'accomplir. Les hostilités avaient commencé le 17 août (nouv. style). Le 27, l'armée des alliés était devant Dresde. Moreau, à côté du monarque puissant dont il avait obtenu l'estime et la confiance, partageait tous les dangers que sa grande âme se plaît à braver. Moreau, pour la première fois, exposé au feu meurtrier d'une armée qu'il avait si souvent menée à la victoire, suivait de l'œil ses mouvemens, et avec ce regard qui maîtrisait la fortune, il combinait rapidement les dispositions et les espérances des deux armées. Rien n'annonçait un péril extraordinaire; mais, ô profondeur des desseins de la Providence! ô surprise! ô douleur! Un coup de canon, parti tout à coup des retranchemens ennemis, frappe Moreau; il tombe : la consternation s'empare de tous les esprits; lui seul reste calme; il ne semble point atteint; il n'est pas ému : il console, il exhorte, il espère.

A l'instant un brancard est apprêté; on porte Moreau tout sanglant vers le lieu où le quartier-général avait été placé la veille. Là on se décida à faire l'amputation. Je n'essayerai pas de retracer les détails de l'opération qu'il dut subir, opération douloureuse et mortelle qui épuisa ses forces sans ébranler son âme. Jamais l'empire d'un esprit

intrépide ne se fit mieux sentir; jamais tant de calme et de force d'âme ne furent déployés : apparences trompeuses qui entretenaient dans tous les cœurs l'espoir de conserver ses jours, tandis que tous ses momens étaient comptés, et qu'une invisible main l'entraînait vers le ciel qui en avait commandé le sacrifice.

Le même soir l'imposant et triste cortége se remit en marche. A mesure que la nouvelle de la catastrophe se répandait, la douleur se peignait sur tous les visages. Souverains, généraux, officiers, soldats de toutes les nations et de toutes les armes, ne s'approchaient qu'en tremblant du brancard sur lequel reposait Moreau, et tous en rapportaient une éternelle leçon de courage et de résignation. Le 30, on arriva à Lauen par Rabenau, Altenbourg et Duchs. Moreau commençait à s'affaiblir, et pas une plainte n'était sortie de sa bouche; son front conservait toute sa sérénité. Il parlait peu, mais sa voix était ferme et assurée. A Lauen, où il écrivit quelques lignes à madame Moreau, il continua de perdre ses forces. Après avoir demandé au colonel Rapatel, son ancien aide-de-camp, un verre d'eau que celui-ci porta à sa bouche, Moreau lui serra doucement la main et expira sans agonie, le 2 septembre, à 7 heures du matin.

Les approches de la mort donnent aux dernières paroles des grands hommes une teinte touchante et prophétique qui attendrit et pénètre toutes les âmes. C'est un devoir religieux de les transmettre à la postérité. Tout ce qu'a dit Moreau sur son lit de douleurs, porte ce caractère calme et affectueux qui le distinguait éminemment. A l'empereur Alexandre qui versait des larmes, il dit : « Sire, il ne vous reste que le « tronc ; mais le cœur y est, et il est tout à vous. » Au colonel Rapatel : « Non, je ne souffre plus, « mais j'ai souffert autant qu'un homme peut « souffrir : c'est une chose bien douloureuse « qu'une amputation, et deux de suite c'est trop ! » Au même, après lui avoir parlé de l'empereur de Russie : « Allons, mon ami, du courage ! n'est- « il pas beau de mourir pour un tel homme, et « surtout pour une si belle cause ? » Six heures avant sa mort, il dit au colonel Rapatel, après lui avoir parlé de sa position : « Je sais que je ne « suis pas sans danger. Si je meurs, n'oubliez pas « de dire aux Français qui vous parleront de « moi, que j'espérais encore rendre quelques ser- « vices à ma patrie ; que pour l'affranchir du joug « affreux qui l'opprime, et pour combattre Buo- « naparte, toutes les armes sont bonnes ; que « j'aurais consacré le peu de talens que je pos-

« sède à la cause de l'humanité, mais que mon « cœur appartenait à la France. » A un militaire qui s'étonnait de sa fermeté : « Je n'ai pas un « reproche à me faire ; j'ai l'âme tranquille, je ne « crains pas la mort, et c'est peut-être ce qui me « sauvera. »

Maintenant, si quelque esprit dédaigneux et frivole osait demander ce qu'a fait Moreau pour la cause générale, je le placerais devant ce lit de douleurs, je lui montrerais ce spectacle que les anciens croyaient digne de la divinité, l'homme de bien aux prises avec la mort ; je dirais : « Re- « gardez ces membres mutilés et sanglans, ces « yeux qui s'éteignent, ces mains qui se glacent, « cette tête qui s'appesantit ! Le nom de cet « homme agitait les empires ; et pas une seule « des obscures vertus de l'homme de bien ne lui « a manqué. Toutes les gloires humaines ont « couronné sa carrière, et la palme du martyre « y a mis le comble. Il a traversé les mers, pour « venir sceller de son sang une cause dont il n'a « pas vu le triomphe ; et il est mort dans d'af- « freuses douleurs, loin de sa famille, de sa patrie « adoptive, au milieu de peuples étrangers à sa « destinée, qui ne connaissaient de lui que son « nom, et qui l'ont vu tomber sans se douter « peut-être de tout ce qu'il entraînait avec lui au

« tombeau. Parlez, censeurs impitoyables; êtes-« vous si familiarisés avec les vertus humaines, « que vous ne teniez compte ni du dévouement « généreux, ni de la foi incorruptible, ni de « l'austère probité, ni de ces entrailles qui s'é-« meuvent à la vue des malheurs du monde, ni « de cet enthousiasme sacré qui place une au-« réole immortelle sur la tête de ses victimes? « Avez-vous l'audace de sonder si avant dans « les desseins de Dieu, pour élever votre voix et « demander au faible et fragile instrument de ses « volontés plus que sa sagesse ne lui a permis « d'accomplir? Croyez-vous de bonne foi que « celui qui comptera *un soupir, et un verre « d'eau donné en son nom* (1), n'ait pas laissé « tomber un regard de bonté sur la vertu souf-« frante, sur la grandeur humiliée, sur la noble « résignation, sur l'entier dévouement à la cause « de la justice et de l'humanité? Ah! croyez-« moi, gardez-vous d'avouer ces vains efforts « qui vous rabaissent; ne laissez pas échapper de « vos lèvres ces paroles insensées qui vous tra-« hissent! et si l'aspect de ce lit de douleurs où « reposent le malheur, la vertu et le courage ne

(1) Bossuet.

« parvient point à vous attendrir, contentez-« vous de distiller en secret le venin qui vous « tue, et de murmurer intérieurement contre « cette grandeur qui vous accable de tous côtés. « C'est à vous, esprits nobles et élevés, c'est à « vous, âmes tendres et généreuses, que je con-« fie ce dépôt sacré! Veillez sur la gloire du « grand homme qui n'est plus, et soyez assurés « que si le berceau de la liberté politique de « l'Europe, ainsi que celui de la Religion Chré-« tienne, a dû être arrosé du sang le plus pré-« cieux; un jour viendra, et ce jour n'est pas « éloigné, où l'Europe régénérée comptera, « comme le Christianisme, ses martyrs et ses « apôtres! »

Français, c'est à vous que j'adresse mes dernières paroles! J'ai parlé au nom de la vérité et de la vertu; j'ai montré Moreau tel qu'il était! Osez fermer l'oreille à ces calomnies qui vous assiégent, à ces mensonges insidieux qui vous égarent. Consultez dans l'intimité de votre conscience cette voix qui vous crie: « Moreau n'était « point ennemi de la France; Moreau n'a voulu « que son salut et son bonheur, et il est tombé « comme les martyrs à l'entrée de l'arène! » Considérez ses trophées, ses vertus, ses exploits; devancez la voix tardive de la Postérité, et vous

verrez que sa gloire était liée à votre bonheur; que ses intentions étaient aussi pures que sa vie, et que sa mort enfin est le plus grand de tous vos désastres. Dans les calamités extraordinaires, la Providence s'empare à son gré des hommes, et les pousse dans des voies dont elle seule connaît les profondeurs. Moreau a paru un instant devant vous; mais l'heure de votre délivrance n'était point encore sonnée; et il est tombé sous vos coups comme le dernier monument de gloire qu'il vous restait encore à abattre; triste et horrible sacrifice que la Providence eût dû remettre aux mêmes mains qui violèrent les cendres de HENRI IV, et la tombe de TURENNE! Français, ce marbre enchaîne vos destinées et met un terme à vos espérances! Il couvre le libérateur vers lequel vous éleviez vos mains, celui qui devait, en vous rappelant à l'humanité, vous ramener à ces principes sacrés que nul peuple encore n'a désertés impunément. Un jour vous arroserez de pleurs cette terre étrangère; vous vous presserez en foule autour de cette tombe isolée : vous ferez retentir de vos cris ces portiques saints; mais vos regrets seront inutiles, vos larmes ne soulageront pas vos douleurs, ces cendres resteront froides, ce tombeau sera muet; et si, rompant tout-à-coup le silence de la mort, une voix se fait entendre

du sein de ce monument, elle vous dira : « Prosternez-vous le front dans la poudre devant « l'éternelle Justice ! Adorez ses décrets ! Attendez dans les larmes et l'effroi, que l'excès de « vos maux ait fléchi cette Providence dont vous « avez si souvent méconnu les effets. »

N.° XIII.

PROPOSITION faite au Sénat, le 26 avril 1814, par le comte LANJUINAIS, et renvoyée par le Sénat à une Commission, pour en faire son rapport sous un mois, lorsque le nouveau Gouvernement constitutionnel sera en activité.

Cette proposition a été soutenue par un discours de M. le Sénateur comte Garat; par M. le comte Sénateur Lambrechts, et plusieurs autres Sénateurs.

SÉNATEURS,

Il y a des intérêts privés en eux-mêmes, qui se rattachent à la chose publique, et sont dignes, sous ce point de vue, d'occuper les grands corps de l'Etat.

C'est, dans cette pensée, que j'ose vous prier d'écouter avec indulgence, et de peser dans votre sagesse la proposition que j'ai à vous faire d'ac-

corder un témoignage honorable à la mémoire de l'illustre et malheureux général Moreau.

Enflammé, dès sa jeunesse, du plus pur zèle patriotique, il abandonna la carrière qui devait le conduire à la magistrature, où sa famille était considérée, pour *se faire guerrier*, comme il l'a dit, *précisément parce qu'il était citoyen.*

Aussitôt il déploya, de grade en grade, les plus rares talens et le plus noble caractère.

Par ses brillantes victoires et par ses retraites, non moins admirées que ses victoires, il rendit à la France républicaine de mémorables services dans l'Allemagne et dans l'Italie, et se couvrit d'une gloire immortelle.

En même temps, il n'y avait qu'une voix sur sa modération, sa justice et son désintéressement. Aucun général ne fut plus avare du sang des soldats, aucun ne protégea plus efficacement et plus généreusement les personnes et les propriétés des prisonniers et des habitans paisibles. Il a pu dire, sans craindre un démenti : *La guerre, sous mes ordres, ne fut un fléau que sur les champs de bataille.* C'est ainsi que partout il sut faire honorer et chérir le nom français.

Qui pourrait lui reprocher de l'ambition personnelle ? Il refusa d'être élevé au rang suprême dans son pays ; il aima mieux servir avec dévoue-

ment pour le régime consulaire, et, combattant sous ce même régime, il s'acquit de nouveaux titres à l'estime et à la reconnaissance publique.

Cependant, vous savez comme il fut payé d'ingratitude, comme il fut outragé, dégradé, opprimé sous un gouvernement qui a dû périr, ayant violé le droit des nations et le pacte social par de funestes attentats, et par tous les excès de la puissance arbitraire.

Avant même que le général Moreau fût mis en accusation, son nom glorieux et révéré figura en première ligne sur des *listes de brigands*, dans des ordres du jour, dans des placads ministériels affichés et répandus par toute la France. Innocent, s'il y en eut jamais, il fut, le même jour, absous, et le même jour condamné à l'exil; et le terme de cet exil expiré, son bannissement fut prolongé pour un temps indéfini, par des ordres despotiques. Il souffrit tout sans se plaindre; il vit périr son fils unique sur une terre étrangère, et refuser à sa digne épouse, malade, les moyens de se guérir, en respirant l'air de la France.

Tout ce qu'il voulait, c'était la paix du monde et la liberté de sa patrie, sous l'égide d'une constitution monarchique et libérale. Il a paru des pièces où on lui fait tenir un langage qui ne fut

jamais le sien. J'ai été instruit que ces pièces sont supposées.

Jamais les intentions civiques de Moreau ne furent douteuses pour ceux qui ont connu sa belle âme. Il était chéri autant qu'estimé de cette France qu'il a tant aimée; les événemens ont mis en évidence la pureté de ses vœux : tout ce qu'il a désiré, vous l'avez fait.

Maintenant sa veuve désolée est attendue à Paris; elle doit accompagner, dit-on, une grande princesse qui fut malheureuse aussi, et qui sera environnée de tous nos respects et de tout notre amour. La veuve du général Moreau arrivera certainement sous les auspices et sous la haute protection du plus puissant comme du plus magnanime des monarques, d'un prince désormais les délices du genre humain, envers qui nous sommes tous pénétrés d'admiration et de reconnaissance, qui a reversé sur les Français ce qu'il avait témoigné d'estime et d'attachement au général Moreau.

Dans de pareilles circonstances, il vous semblera, je l'espère, que la mémoire de ce héros, sa famille affligée, et sa veuve, si touchante par ses regrets amers et profonds, doivent être vengées de tant d'outrages immérités; vengées de la manière qu'il leur convient de l'être, de celle qui

sera la plus simple et la plus imposante, par une seule parole du Sénat. J'ose donc vous la demander, cette parole aussi juste que mesurée, qui n'a besoin d'autre forme que de votre assentiment, qui satisfera la presque universalité de nos concitoyens, qui ne peut manquer de plaire à tous nos augustes alliés, qui ne blessera aucun droit, qui n'offensera aucune opinion légitime, qui, entendue comme elle doit l'être, dès qu'elle part de vous, n'est qu'un moyen heureux de réparer noblement de trop longues injustices, et une persécution révoltante.

Voici mon projet : « Sur la proposition d'un « membre, le Sénat déclare que le général Moreau « a toujours mérité l'estime pnblique et la recon- « naissance de la patrie. »

FIN.

PARIS, Ad. EGRON, IMPRIMEUR
DE S. A. R. MONSEIGNEUR LE DUC D'ANGOULÊME,
rue des Noyers, n° 37.

4











